

CHAPITRE 4:

NOUVEAUX DEBUTS

DE L'«OEUVRE BONOMELLI»

A ESCH-SUR-ALZETTE (1918-1928)

1. NOUVEAU SIEGE ET NOUVEAUX MISSIONNAIRES

En 1918, après la cessation des hostilités de la Première Guerre mondiale, les missionnaires de l'«Oeuvre Bonomelli» revinrent à Esch-sur-Alzette. Les premiers à arriver furent *don Arnolfo Luera* et *don Giacomo Costa*, qui avaient déjà séjourné au Grand-Duché. Se joignirent à eux *don Domenico Mozzicarelli*, arrivé le 19 août 1919¹, et *don Alberto Fortunato Vignolo*, arrivé le 20 novembre 1920².

Leur siège, qui portait aussi le nom de *Secrétariat Italien*, était situé au 18, rue Neuve (aujourd'hui rue de la Libération) et par suite au 23, rue Caffaro. Il était constitué de deux chambres toutes simples.

Les temps étaient durs et le séjour des missionnaires était encore provisoire. Toutefois, on établit immédiatement un programme de travail minimum³. Le Secrétariat – dirigé par les missionnaires – était ouvert tous les jours (de 9 à 12 et de 15 à 18 h); le jeudi il était fermé et le dimanche il n'ouvrait ses portes que de 10 à 12 h. Dans l'«église italienne» la messe était célébrée tous les dimanches et les jours de fête à 9 h et les enfants pouvaient assister au catéchisme tous les mardis et vendredis à 11 heures.

Cependant on ressentait le besoin d'un programme pastoral beaucoup plus ample. Don Giacomo Costa, qui bénéficiait d'une plus grande expérience des lieux, écrivit dans une lettre adressée en 1920 à l'évêque de Vicence, que l'évêque de Luxembourg

«non seulement apprécie notre action, mais il nous encourage et considère comme indispensable que cette action ait un caractère plus religieux. J'ignore si Milan est aussi de cet avis, mais il n'est point flatteur pour un prêtre de rester ici à effectuer un travail abrutissant pour des gens qui non seulement ne viennent jamais à l'église et qui vivent sans religion, mais qui en plus combattent la religion»⁴.

A sa lettre don Costa joignait un rapport préparé pour le Conseil de direction de l'«Oeuvre Bonomelli», dans lequel il exposait un projet de renouvellement et de développement de la mission d'Esch-sur-Alzette. Le missionnaire notifiait qu'il fallait un nouveau siège, deux missionnaires (un pour Esch et un deuxième pour se rendre dans les différents centres de la région) ainsi que trois religieuses.

«Grâce à ce minimum de personnel il sera possible – écrivait-il – de déployer une activité coordonnée, continue, efficace, reposant sur des bases non seulement matérielles, comme c'était le cas dans le passé, mais sur de nouvelles bases sociales, morales et religieuses.»

Il ajoutait:

«Il est nécessaire que le Secrétariat de l'Oeuvre Bonomelli s'occupe de tous, sans faire de distinctions, mais il faut que tout le monde sente que l'Oeuvre Bonomelli repose sur une confession, un idéal, un programme. Il me semble que cette perspective ait manqué jusqu'à présent, il ne faut pas qu'elle soit négligée à l'avenir.» De façon plus concrète, le missionnaire exigeait «une crèche, une école complémentaire pour les vacances, une école de couture pour les jeunes filles, une école du soir pour les adultes, etc...; des visites aux familles, des colonies, des conférences, des réunions, des fêtes, etc...; des offices célébrés régulièrement à l'Eglise, des cours de prédication, etc...; tel serait le programme vital de la Mission, qui aurait pour accomplissement l'assistance matérielle des Italiens, qui s'effectuerait à travers le Secrétariat de l'Oeuvre»⁵.

Cependant, ce «projet pastoral» ne sera pas réalisé par don Costa, mais par deux missionnaires que la «Bonomelli» enverra à Esch-sur-Alzette: le 24 mars 1921 en la personne de *don Mario Chiodelli* du diocèse de Crémone et de *don Luigi Martinioli*, qui arrivera en 1922, du diocèse de Novare⁶.

L'abbé Mario Chiodelli, directeur de l'Oeuvre Bonomelli d'Esch-sur-Alzette.



Dès son arrivée dans la «métropole du fer», don Mario Chiodelli trouva que tout était à réorganiser. Même l'«église italienne» du quartier «Frontière» n'était plus italienne. En effet le 29 octobre 1919, l'«Oeuvre Bonomelli» l'avait cédée pour 12 500 F à la nouvelle paroisse du Sacré-Cœur. Les Italiens continuaient à s'en servir pour célébrer leurs offices religieux, mais ce n'était plus «leur» église⁷. Elle était devenue propriété de la paroisse luxembourgeoise. Le curé, l'abbé Prosper Colling, y ajouta en 1921 une aile sur le côté gauche: la nouvelle construction fut inaugurée le 2 juillet 1922.

A Esch-sur-Alzette, don Mario Chiodelli se trouva complètement isolé du reste de la communauté. Plus tard il décrira lui-même la pénible expérience, qu'il avait vécue au cours des premiers mois dans la «métropole du fer»:

«Quand je suis arrivé, sans même une lettre de présentation pour l'Évêque, pour assumer la direction de la Mission et du Secrétariat d'Esch de l'Oeuvre Bonomelli il ne restait plus que le nom, et pas tout à fait honorable. J'ai dû vivre pendant six mois dans un hôtel. Je suis resté pendant des semaines sans fréquenter des Italiens. Le dimanche, dans la chapelle italienne, qu'un missionnaire avait vendue, se réunissaient quelques dizaines de personnes pour assister aux offices et entendre la parole de Dieu.

Quelles terribles journées pleines de découragement! Que de fois ai-je été tenté de partir! Mais le Seigneur m'a donné la force de rester et je suis resté en essayant de rassembler peu à peu les quelques âmes de bonne volonté, qui existaient encore ici et là...»⁸.

Dans un rapport à don Costantino Babini, il notait que dès son arrivée à Esch-sur-Alzette le Secrétariat

«était comme inexistant et n'ayant jamais existé, aussi bien en ce qui concernait la prise en charge religieuse que l'assistance sociale de presque 10 000 Italiens demeurant au Grand-Duché. La guerre, l'instabilité des missionnaires arrivés dès la fin de la guerre, l'impossibilité de l'Administration générale de l'Oeuvre à octroyer des moyens propres à subvenir aux besoins des immigrés m'auraient sûrement condamné à subir le même sort que mes prédécesseurs...»⁹.

Toutefois, parmi les amis les plus fidèles des missionnaires italiens on trouvera toujours les membres du «Secours Mutuel». Ainsi, à une fête organisée par le missionnaire de Hayange, le dimanche 6 novembre 1921, participèrent de nombreux compatriotes inscrits aux «Sociétés mutuelles» du Luxembourg. Ils s'y rendirent à pied, en voiture et par le train: presque 80 fidèles d'Esch, une dizaine d'Oberkorn, une vingtaine de Niederkorn, outre 50 de Dudelange, 50 de Rodange et beaucoup d'autres de Luxembourg et ses alentours¹⁰.

Les deux nouveaux missionnaires trouvèrent à se loger au *café Sabatini* situé 5, bd Prince Henri à Esch-sur-Alzette. Le propriétaire en était Pasquale Sabatini, originaire de Pérouse. L'édifice, très spacieux, présentait un avantage considérable: il était situé au cœur même du «quartier italien» et rendait plus facile l'activité des missionnaires. En peu de temps, don Chiodelli réussit à conclure une affaire: le 11 avril 1923, grâce à un prêt obtenu de son cousin, le docteur Mario Grandi, il acquérit le *café Sabatini* qui devint, à partir de cette date, le siège de l'«Oeuvre Bonomelli»¹¹. Le premier étage fut aménagé en bureaux et une pièce fit office de chapelle; le rez-de-chaussée servit de crèche aux enfants italiens, gardés par les quatre religieuses de la *Congrégation de St-Joseph de Cunéo*, arrivées à Esch le 19 janvier 1922.

SABATINI Pasquale
Cafe e Magazzino Italiano
ESCH-sur-Alzette (Luxembourg)



Esch-sur-Alzette, 1922. Le café Pasquale Sabatini, qui, en 1923, devint le siège de l'«Oeuvre Bonomelli» (aujourd'hui siège de la Mission catholique italienne).

Au numéro 4 du Bd Prince Henri, juste à côté de l'Oeuvre, on installa le Secrétariat ouvrier, dirigé à partir de 1924 par Abele Tiapago, originaire de Bellune¹².

Les deux missionnaires étaient appelés à exercer leur fonction dans un milieu bien difficile. L'anticléricalisme, entretenu par les anarchistes italiens ainsi que par les exilés politiques, avait pris profondément racine parmi les compatriotes du Grand-Duché. Mais ni don Mario, ni don Luigi ne se laissèrent décourager et, progressivement, l'«Oeuvre Bonomelli» se déploya au sein de la communauté italienne.

Don Mario décrit, dans un ordre chronologique, les différentes activités religieuses et sociales, que les deux missionnaires réalisèrent progressivement au nouveau siège. Nous citons son texte presque dans son intégralité¹³:

a) Organisation d'offices religieux réguliers à Esch-sur-Alzette, Audun-le-Tiche, Villerupt, Thil, Russange et Redange;

b) ouverture d'un bureau de Secrétariat ouvrier, gratuit, ouvert sans distinction à tous les émigrés, quels que soient leur conviction religieuse ou leur parti politique;

c) organisation de cours de langue italienne, de géographie et d'histoire de la patrie; pour les plus petits de trois à six ans ouverture d'une crèche; pour les adultes analphabètes organisation de cours du soir; pour les petites filles et les jeunes filles possibilité de suivre des cours de couture, de tricotage, et le Patronat chaque dimanche;

d) collaboration avec les Sociétés Italiennes de Secours Mutuel existantes au Grand-Duché, avec l'intention de les rendre plus prospères, plus sensibles à la solidarité nationale;

e) création de cercles culturels et d'honnête divertissement, capables de regrouper un peu plus les Italiens et leur faire connaître, apprécier, aimer, servir leur Patrie, sans petitesse d'esprit et sans timidité. Ceci dans l'espoir qu'un retour sincère aux sentiments patriotiques puisse amener les émigrés à ressentir le besoin et surtout le goût pour une vie plus civilisée, plus sobre, plus digne et plus sereine.

Nous ne croyons pas devoir refaire, jour après jour, année après année, l'histoire, souvent tourmentée, de notre travail.

Aux gentilhommes nous disons: «Regardez!» L'Oeuvre Bonomelli d'Esch-sur-Alzette, qui en 1921 se contentait de deux petites chambres prises en location, possède aujourd'hui une grande et belle maison, avec des salles de classes complètement équipées avec de vastes cours de récréation pour enfants, à l'abri des dangers et de la corruption des rues; des locaux très décents pour le secrétariat, propres à accueillir le flot toujours plus important des ouvriers.

Une «crèche», comptant 80 enfants inscrits, remplie de cris et de gaieté.

Deux cents jeunes filles et garçons se rassemblent autour des missionnaires et des religieuses, ils s'instruisent et reçoivent une éducation selon les traditions, le tempérament, les aptitudes du peuple italien.

Le corps des G.E.I. (Giovani Esploratori Italiani, ou Boy-scouts), attire les plus ardents et les plus courageux des jeunes garçons, qui grâce aux exercices physiques et la recherche spirituelle du meilleur, les prépare à une virilité saine, honnête, courageuse et joyeuse.

Une «école de couture» est en plein épanouissement et dans l'intention d'offrir aux filles de nos ouvriers la possibilité d'apprendre un métier lucratif et facile, nous l'avons équipée, pour commencer, d'une machine pour la confection de tricots.

Nous ne citerons pas le «Circolo Filodrammatico Italiano Amicizia», la plus récente et la plus sympathique institution de l'Oeuvre Bonomelli d'Esch (...). Le C.F.I. Amicizia est désormais une habitude chère à notre colonie, qui accourt à ses soirées comme vers une oasis fleurie, qui lui offre la sensation de respirer un air plus pur.

Si ce que nous venons de vous soumettre ne vous paraît ni trop peu ni trop vague, permettez-nous de passer aux chiffres.

Le Secrétariat ouvrier au cours de la seule année 1924, a reçu 20 000 ouvriers, a écrit 7 840 lettres, en a reçues 6 961. Il s'est occupé de 4 700 dossiers, il a distribué 2 515 passeports nouveaux et renouvelés, rédigé, fait signer et posé le cachet sur 517 contrats individuels de travail, 288 actes de rappel, 117 modèles A pour placement de mineurs; il a préparé 121 formulaires pour les mariages, procuré plus de 150 documents d'état civil, extraits de casiers judiciaires et congés militaires; il a traité 44 causes pour accidents sur les lieux de travail; il a rempli et transmis 24 dossiers pour dommages de guerre subis par nos compatriotes en France; il a envoyé une trentaine de lettres en faveur des expulsés de France; il a distribué plus de 2 500 copies de l'hebdomadaire «La Patria».

Le Secrétariat n'a pas demandé un centime pour ce travail, dur et coûteux, et pourtant il aurait pu le faire puisqu'il a permis d'économiser, en journées de travail et en voyages aux différents consulats, 217 000 F aux ouvriers provenant de France et 84 000 F à ceux du Grand-Duché.»

2. UNE ACTIVITE RELIGIEUSE, SOCIALE ET CULTURELLE IMPRESSIONNANTE

Au cours des années, les activités déployées par l'«Oeuvre Bonomelli» se développaient de manière extraordinaire. Il nous a été possible de suivre cette expansion à travers les lettres et les rapports de don Mario Chiodelli.

En 1927, il résumait ainsi *les activités religieuses* de l'Oeuvre Bonomelli¹⁴: offices les jours de fête à Esch-sur-Alzette et Villerupt, visites périodiques dans les prisons et dans les hôpitaux, «missions de Pâques» dans les localités où les compatriotes étaient les plus nombreux, préparation aux mariages religieux, catéchisme pour les enfants qui ne pouvaient pas fréquenter les paroisses locales, réunions tous les dimanches pour les petits, accompagnés d'un petit sermon et de la bénédiction eucharistique. Toutes ces tâches occupaient les missionnaires pendant au moins douze heures par jour.

Dans un rapport datant de la même année¹⁵, il évoquait les autres activités de l'Oeuvre:

I. Le «*Secrétariat ouvrier*» s'occupa de 5 981 dossiers sociaux, expédia 10 017 lettres et en reçut 7 103, accueillit annuellement 27 400 ouvriers dans ses locaux.

Pour donner une idée de l'importante activité du Secrétariat nous reportons le nombre des ouvriers reçus au cours des différentes années¹⁶: 2 500 en 1921, 9 000 en 1922, 15 000 en 1923, 22 000 en 1924, 25 000 en 1925, 22 000 en 1926, 25 000

Opera Bonomelli
di
Assistenza agli Italiani Emigrati in Europa
(fondata il 18 Maggio 1900,
eretta in Ente Morale con R. Decreto 2 Agosto 1914)

SEGRETIATO
PER IL
GRANDUCATO DEL LUSSEMBURGO

— ○ ○ —

En-tête de la correspondance du
«Secrétariat ouvrier» de l'«Oeuvre
Bonomelli».

en 1927 et 15 000 en 1928. A cela il faut ajouter les milliers de lettres, dossiers, passeports, etc...

II. *Le Groupe théâtral «Amicizia»*. En 1923, plusieurs jeunes Italiens d'Esch (Adolfo Angeli, Abele Tiapago, Farneti, etc...) avaient créé un groupe théâtral. Mais dès leur première représentation, leur «metteur en scène» dut partir. Les jeunes s'adressèrent alors à l'«Oeuvre Bonomelli» pour obtenir de l'aide afin de pouvoir poursuivre leur activité artistique. Naquit alors le Groupe théâtral «Amicizia»¹⁷.

Il s'agissait en majorité d'ouvriers qui, après huit heures de travail, participaient aux longues et fatigantes répétitions, afin de pouvoir présenter au public des pièces de qualité.

Les acteurs les plus assidus de ce groupe théâtral furent au cours des années:

Abele Tiapago, Ubaldo Rosati, la famille Fossati (Teresa, Duilio, Luigi et Angelo), la famille Sabatini (Sofia, Iole, Eleonora, Adriano), la famille Fratini (Bianca, Lina, Marino, Marina), la famille Moia (Giuseppe, Vittorio et Beniamino), la famille Passoni (Carlo et Gina), la famille Caviggioli (Giovanna Feltes, Giuseppina, Aurelio, Annibale), la famille Crescentini (Vittorio, Cesare, Otilia, Giuseppe, Rosalino, Linda), les deux frères Zanga, Onofrio Farneti, Augusto Tani, Malano, Guiducci, Giovanni et Diano Pancheri, Berrini, Cinzia Tonetti, Giuseppe et Giovanni Miotto, Giosuè Ciotti, Emilio Sosio, Corrado D'Ambrògio, Elisa Sorci, Paride Codeluppi, etc... (Pour les autres «artistes» voir notes aux pages 284-285).

Le groupe répétait dans les locaux de l'«Oeuvre Bonomelli», puis donnait des représentations dans les salles des localités voisines et tout spécialement à l'hôtel Cresto Giovanni et à l'hôtel de la Poste. Les pièces choisies étaient d'un excellent niveau artistique; parfois le groupe jouait aussi des «farces». Il connut constamment un vif succès.

Fin 1923, il représentait la pièce «Nella miniera» de C. Bovini (le 11 novembre à Luxembourg, le 22 à Esch, le 24 à Audun-le-Tiche) et «La finta ammalata» de Carlo Goldoni (le 1^{er} décembre à Esch).

L'année 1924 fut la plus riche en représentations. Le public put assister à deux comédies de Goldoni: «Le donne curiose» (le 5 janvier à Esch)¹⁸, «La finta ammalata» (le 16 janvier à Luxembourg); à deux comédies d'E.A. Butti: «Lucifero» (le 23 février à Esch) et «Una tempesta» (le 3 mai à Esch); puis deux autres comédies de Goldoni: «La finta ammalata» (le 26 mai à Villerupt et le 7 juin à Dudelange) et «La moglie saggia» (le 8 novembre à Esch, le 10 novembre à Villerupt et le 15 novembre à Dudelange); pour terminer «Il diritto di vivere» de R. Bracco (le 6 décembre à Esch) et «Scampolo» de D. Nicodemi (le 24 décembre à Luxembourg et le 27 décembre à Esch)¹⁹.

En 1925, les pièces représentées furent: «La maestrina» de D. Nicodemi (le 31 janvier à Esch), «Cosi' va il mondo, bimba mia» de Gallina (le 21 février à Esch), «La serva amorosa» de Goldoni (le 23 mai à Esch), «Una bolla di sapone» de Bersezio (le 25 juin à Esch), «La moglie innamorata» de G. Cenzato (le 28 décembre à Esch).

L'année 1926 fut pour le groupe théâtral «une année de silence imposé, comme chacun le sait, par la férocité subversive»²⁰. Une seule comédie fut représentée: «Tutta la vita in 15 giorni» de N. Berrini (le 10 juin à Esch).

Mais, dès l'année suivante, l'activité reprit de plus belle. Le groupe présenta «Lumie di Sicilia» de Luigi Pirandello et «Fuori dal nido» d'Eligio Possenti (le 29 janvier à Esch)²¹; «La locandiera» de Goldoni (le 26 mars à Esch et le 2 juin à Differdange)²²; «La sentinella morta» de Lucio d'Ambra et «I maccheroni del Diavolo» (le 29 octobre à Esch)²³; «Mille Lire» de S. Gotta et «Il nemico delle donne» de Zambaldi (le 26 novembre à Esch); «La finta ammalata» de Goldoni (le 17 décembre à Esch).

En 1928 le groupe représenta: «Il Bugiardo» de Goldoni (21 janvier à Esch)²⁴, «Gli orecchini della festa» de R. Selvatico (3 mars à Esch)²⁵, «Biraghin» d'Arnaldo Fraccaroli (avril à Esch)²⁶.

En 1929 il joua: «Scampolo» de Dario Niccodemi (le 23 février à Esch)²⁷; «Il debutto del tenore» d'Enrico Serretta (le 13 avril à Esch)²⁸; «La finta ammalata» de Goldoni (le 29 mai à Metz)²⁹; «Addio giovinezza» de Sandro Camasio et Nino Oxilia (le 16 novembre à Esch)³⁰.

CIRCOLO FILODRAMMATICO ITALIANO „AMICIZIA“
Esch-sur-Alzette

Due ore d'Infallibile Buonumore
SABATO 26 MARZO
a cominciare dalle 8,
nella sala dell' Hôtel CRESTO Cav. Giovanni
con la

Locandiera

capolavoro di C. GOLDONI in tre atti

ELENCO ARTISTICO :
SARRELLI e Grandi Tanti - Virgilio Innocenti - Tanti Tanti - Paolo Esa
SARRELLI e Tanti Tanti - Grandi Tanti - Virgilio Innocenti - Paolo Esa - Paolo Esa - Paolo Esa
SARRELLI e Tanti Tanti - Grandi Tanti - Virgilio Innocenti - Paolo Esa - Paolo Esa - Paolo Esa

Lo spettacolo è dato a beneficio della „GARBALDIRA“ che rallegrerà gli intermezzi e ritorna il

Ballo Familiare

NON SARANNO AMMESSE PERSONE MASCHERATE

Prezzi: Primi posti Fr. 5.00; Secondi posti Fr. 3.00

Esch-sur-Alzette, 1927. Affiche pour la comédie «La locandiera» (l'aubergiste) de Carlo Goldoni, représentée le 26 mars 1927 à l'hôtel Cresto.

Circolo Filodrammatico „Amicizia“ Esch

Sabato 29 corrente
nella grande Sala dell' HOTEL DE LA POSTE (Kohn)

Il nostro Circolo inaugurerà la sua quarta stagione di recite con la messa in scena della splendida commedia in tre atti di LUCIO D'AMBRA

LA

SENTINELLA MORTA

seguita dalla entusiasmantissima IARSA

I MACCHERONI DEL DIAVOLO!

Una scelta orchestrale rallegrerà gli intermezzi e guiderà il BALLO FAMILIARE che chiuderà la serata. D.

„Ai vecchi e fedeli amici, a coloro che hanno il gusto dei trattamenti sani, istruttivi e benefici, a tutti gli Italiani volenterosi su il nostro invito cordiale, per questa volta e per tutte quelle che verranno in seguito. Gli utili netti di tutta la stagione filodrammatica saranno destinati al finanziamento d'una cura marina in Italia per i figli gracili della Colonia Italiana del Lussemburgo“

Prezzi: Primi Posti Frs. 5⁰⁰. Secondi Posti Frs. 3⁰⁰.
Cassa ore 7. - Sipario ore 8.30.

Esch-sur-Alzette, 1927. Affiche pour la comédie «La sentinella morta» de Lucio d'Ambra, représentée le 29 octobre 1927 dans la salle de l'hôtel de la Poste.

Ces spectacles réunissaient toujours un vaste public. Ceux qui n'approuvaient pas l'«Oeuvre Bonomelli», n'assistaient pas non plus à ses manifestations culturelles. On le relève surtout à travers les efforts faits pour attirer ce public réticent et notamment par les «invitations», qui précédaient toujours les représentations théâtrales. A l'occasion de la pièce dramatique «La sentinella morta» (1927), le président invitait «les vieux et fidèles amis... et tous les Italiens libres». Pour le spectacle «Biraghin» (1928), on invitait aussi «ceux qui à cause de l'iniquité des temps n'ont pas encore pu se décider...».

Au cours de ces dernières années, le président du groupe théâtral «Amicizia» était Marco Moia. Il programmait divers spectacles, afin de recueillir des fonds et pouvoir ainsi envoyer des enfants italiens aux colonies de vacances à la mer ou en montagne, en Italie. En effet, depuis mai 1929, le groupe théâtral «Amicizia» faisait partie du «Dopolavoro». Plusieurs acteurs payèrent, comme on l'a vu, leur appartenance à ce groupe, en subissant les répressions des antifascistes. Parmi eux il y avait: Abele Tiapago, assassiné; Onofrio Farneti, blessé; Augusto Tani et beaucoup d'autres assaillis par les antifascistes.

III. Le groupe des «Jeunes Explorateurs Italiens» (G.E.I.) ou Boys-Scouts avait été créé dès l'arrivée des nouveaux missionnaires. Les jeunes provenaient de

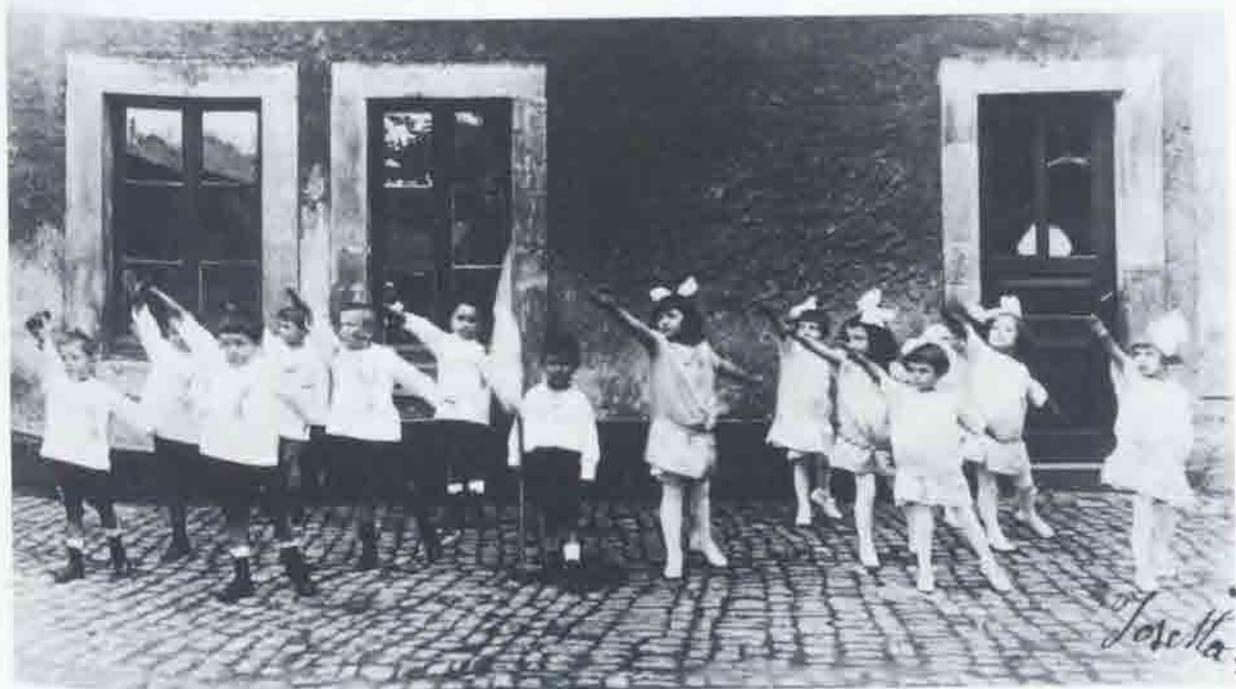
familles traditionnellement liées à l'«Oeuvre Bonomelli»; en faisaient partie: Angelo Fossati, Aurelio et Tommaso Sabatini, Giuseppe Moia, Baroffio, Caviglioli Annibale, Aurelio, Fino et Marino Fratini, Camillo Poggi, Bepi Miotto, Marco Fratini, Gasparini, etc...

Ils entreprenaient annuellement une ou deux excursions, faisaient du camping, constituaient le service d'ordre lors des fêtes, assistaient aux cours de langue italienne post-scolaires et, en grandissant, ils faisaient partie du groupe théâtral ou participaient à d'autres activités de l'Oeuvre.

En 1927 ils étaient divisés en deux sections, une à Esch et une à Luxembourg; mais ils étaient peu nombreux. On pensait créer pour eux une fanfare et une école de gymnastique. Mais les fonds nécessaires manquaient et ainsi on pensa à intégrer les scouts au «Dopolavoro» fasciste.

IV. Le *Patronat* des petits ou «*école maternelle*» avait été confié aux religieuses de San Giuseppe de Cuneo. Quatre de ces religieuses étaient déjà arrivées à Esch le 19 janvier 1922: Suor Demetria Grosso, mère supérieure et maîtresse des maternelles, Suor Romana Sicca, Suor Luciana Moresco et la postulante Giuseppina Camia. En 1927, Suor Demetria était toujours directrice, mais les autres religieuses avaient été remplacées par Suor Atanasia (cuisinière), Suor Editta (maîtresse de couture), Suor Secondina (aide-maîtresse des maternelles) et Suor Myriam (maîtresse de langue italienne et de musique).

L'école maternelle (malgré l'hostilité des adversaires, lesquels – comme on le verra – essayèrent à plusieurs reprises d'obtenir sa fermeture) était fréquentée par une centaine d'enfants chaque année. Grand nombre de ces enfants prenaient aussi leur repas de midi à l'école. En outre, ils s'exhibaient dans deux pièces de théâtre, l'une jouée à Noël, l'autre à la fin de l'année scolaire. A ces petits spectacles participaient «les meilleurs de la colonie»³¹.



Esch-sur-Alzette, 10 juillet 1925. Les enfants de l'école maternelle engagés dans un exercice rythmique. De gauche à droite: 1. Piccioni Adolfo, 3. Nello, 7. Passoni, 8. Santolin Gina, 9. Zerbato, 10. Sorci-Dell'Ava Lisa, 12. Pascolini, 13. Tonetti Iosetta.

V. Les *cours post-scolaires* de langue, de géographie et d'histoire italiennes étaient divisés en trois degrés et en moyenne on trouvait une vingtaine d'élèves par classe (trop peu – note don Chiodelli – à cause des programmes déjà trop chargés des écoles publiques et de l'opposition des autorités scolaires luxembourgeoises).

On essayait d'amener les jeunes à fréquenter ces cours en leur promettant des excursions d'été, un paquet-cadeau pour Noël, des projections de films et de diapositives le dimanche.

VI. Le *Patronat des jeunes filles* avait pour but de réunir les adolescentes et de leur apprendre les travaux ménagers. Environ quatre-vingt jeunes filles fréquentaient ces cours. Elles apprenaient la couture, la broderie, elles confectionnaient des trousseaux, ensemble elles écoutaient des lectures instructives, elles chantaient des chansons de la lointaine patrie et apprenaient correctement leur langue maternelle.



Esch-sur-Alzette, années '20. Le Patronat des jeunes filles. On y voit Teresa Fossati, Marina Fratini, Bianca Fratini, Guiducci, Iole Sabatini, Barbadori.

Ces jeunes filles faisaient plus tard partie de l'*Ecole de chant* et du *Groupe théâtral féminin*, deux initiatives très florissantes.

La chorale, dirigée par don Mario, se produisait chaque dimanche au cours de la messe de 9 heures par des chants à une ou plusieurs voix. En 1928, les missionnaires publieront aussi le «*Libricino dei canti italiani*» contenant des chants religieux et patriotiques, dédié aux jeunes qui fréquentaient les institutions de l'«*Oeuvre Bonomelli*» d'Esch-sur-Alzette³². Selon la note introductive, rédigée par don Mario, le but de la publication consistait à «aider les jeunes à ne pas oublier les douces et vaillantes mélodies (...), qui sont tissées de soleil et d'azur...».

Les missionnaires étaient en outre en contact avec toutes les associations italiennes à caractère culturel et social, en particulier avec le «Secours Mutuel», qui tenait ses réunions dans les locaux de l'«Oeuvre Bonomelli». Don Chiodelli mit au point les statuts du «Secours Mutuel» et il devint membre du Conseil de direction. La Chambre de commerce italienne comptait elle aussi parmi ses membres fondateurs les deux missionnaires et l'un d'eux faisait partie du Comité de direction.

3. L'OEUVRE BONOMELLI ET SES AMIS: LA CIBLE DE PREDILECTION DES ANTIFASCISTES

Les idéaux de l'«Oeuvre Bonomelli» avaient de grandes affinités avec l'esprit de patriotisme, auquel faisait également appel le fascisme. La devise de l'Oeuvre était depuis toujours «FOI ET PATRIE»: elle pouvait donc facilement acquiescer aux directives du gouvernement italien. D'autant plus qu'elles ne signifiaient rien d'autre pour la majorité des immigrés qu'une requête de collaboration honnête avec l'autorité constituée, l'exaltation de l'amour pour la patrie et la réunification des collectivités immigrées autour d'idéaux plus dignes.

Pour cette raison, l'«Oeuvre Bonomelli» devint directement la cible des antifascistes. Ses initiatives étaient trop conformes à l'esprit fasciste. En plus, les missionnaires, à cause du «Secrétariat ouvrier», étaient fréquemment en contact avec la Légation d'Italie. A tout cela, s'ajoutait leur participation, par conviction d'accomplir leur devoir civique, aux fêtes officielles à l'occasion des festivités patriotiques et nationales. Parfois, leur comportement était effectivement imprudent et se prêtait au jeu du «régime», ou bien ils étaient naïfs et ne réussissaient pas à distinguer (chose peu facile à cette époque) le respect dû à la patrie de certaines attitudes, qui pouvaient être favorables au parti fasciste.

Ainsi, outre la traditionnelle rancune anticléricale de la plus grande partie des antifascistes, les missionnaires s'attirèrent aussi leur haine politique, souvent gratuite, mais parfois plus ou moins justifiée.

L'«Oeuvre Bonomelli» fut immédiatement visée. Le 14 janvier 1923, à l'occasion d'une manifestation de commémoration de la mort de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, les manifestants (tous des Luxembourgeois) s'arrêtèrent devant l'Oeuvre pour crier «A bas Mussolini, à bas les fascistes, à bas Bonomelli!»³³. A la tête du cortège marchaient Zénon Bernard et Angelo Frapporti. On menaçait même d'envahir les locaux de l'Oeuvre³⁴. La même scène se répéta le 1^{er} mai³⁵.

En mars 1923 l'abbé Chiodelli dénonçait au ministre Della Torre les quelque 300 communistes d'Esch-sur-Alzette, en affirmant

«que les enfants qui se rendent à l'Opera Bonomelli sont en butte aux tracasseries de leurs compagnons qui fréquentent les écoles de la municipalité socialiste, et que les marchands, qui envoient leurs enfants chez les sœurs italiennes, sont boycottés par les ouvriers communistes, qui cherchent à les intimider»³⁶.

Par ailleurs, l'«Oeuvre Bonomelli» bénéficiait de l'appui du comte Della Torre ainsi que de l'estime du gouvernement italien:

«En donnant lecture de l'éloge solennel que le Gouvernement Royal a décerné à l'Oeuvre Bonomelli d'Esch, je n'ai pas manqué d'ajouter que cette Association avait toujours poursuivi son œuvre

dans les bornes de la légalité et dans les voies de la modération. Mais cette œuvre avait été contrecarrée par les communistes, d'une façon intransigeante et même violente»³⁷.

La haine s'amplifiait d'année en année et don Chiodelli se plaignait vivement en 1925:

«L'Oeuvre Bonomelli est à Luxembourg, et du reste partout où putréfie la subversion, la cible favorite des communistes. Pour faciliter la lutte, pour simplifier la propagande, l'Oeuvre Bonomelli représente le fascisme à l'étranger; elle est le poignard de Mussolini brandi et tendu au-delà des Alpes contre les persécutés du régime réactionnaire, qui asphyxie les meilleurs Italiens... et auxquels on ne veut même pas accorder de trêve hors de l'Italie.

Les plus crédules mordent à cet hameçon et, tandis que leurs maîtres se contentent de nous dénigrer à travers leurs journaux (La Riscossa, l'Avvenire del Lavoratore, l'Unità), ils ne laissent rien d'intenté, afin de boycotter notre travail. Ces derniers temps, étant donné que la police a fait expatrier, par mesure d'ordre, les chefs du mouvement subversif, la colère des communistes contre l'Oeuvre Bonomelli, qui à Esch s'acharnent surtout contre don Mario, n'a plus de frein. Ils affirment que, moi, j'ai été la cause des expulsions. Les expulsés sont venus en masse chez moi, afin d'implorer un appui auprès du Gouvernement luxembourgeois. Ils affirment que leur départ ou leur droit de rester dans le pays dépend de moi... (...). Quoique mon activité ne se soit point ralentie au cours de ce tourbillon de passions, je souffre à cause de toute cette corruption. Il m'est presque impossible de croire qu'on puisse être si aveugle et ne pas reconnaître le vrai but de notre travail. Nous semons l'amour et nous ne récoltons que de la rancœur»³⁸.

Surtout sous le gouvernement Prüm, de centre-gauche, les antifascistes essayèrent par tous les moyens de démolir l'action des deux missionnaires. Pour eux, tout ce qui concernait l'«Oeuvre Bonomelli», était «fasciste»: le patriotisme des missionnaires, les institutions sociales et tous ceux – enfants et adultes – qui les fréquentaient. Ils ne manquaient aucune occasion pour attaquer l'Oeuvre. En 1925, ils firent changer à quatre³⁹ reprises le cours de leurs cortèges, pour pouvoir défiler devant l'édifice de l'Oeuvre et crier «Mort à Mussolini et aux fascistes de la Bonomelli». Ils menacèrent et assaillirent même parfois ceux, qui fréquentaient l'Oeuvre: une religieuse postulante fut assaillie deux fois de suite et maltraitée; des coups de feu furent tirés contre un groupe de fidèles de la «Bonomelli», mais heureusement il n'y eut pas de victimes⁴⁰.

Puis se produisit l'incident le plus grave: l'assassinat d'Abele Tiapago. Le 4 décembre 1925, le secrétaire de l'«Oeuvre Bonomelli» se trouvait seul dans son bureau. Vers 17.40 h un inconnu entra et tira trois coups de revolver. En entendant ces bruits, don Chiodelli, qui travaillait dans la pièce à côté, se précipita dans le bureau de son collaborateur; mais il n'eut que le temps de voir Tiapago s'écrouler. Aucun secours ne put lui être apporté: il était mort sur le coup.

Tous les agents de la police et de la gendarmerie furent lancés à la poursuite de l'assassin. Même les brigades frontalières d'Audun-le-Tiche et de Villerupt furent alarmées. Tous les communistes notoires d'Esch furent soumis à un interrogatoire, mais le coupable resta introuvable⁴¹.

A 22.25 h arriva le ministre d'Italie. Il exigea qu'on perquisitionne les demeures des communistes. Mais le commissaire Reis lui indiqua que les perquisitions des domiciles étaient illégales à partir de 18 h; le ministre sortit alors dans la rue, en

criant furieusement: «Je rends responsables la police et le gouvernement!»⁴². Le jour suivant, il envoyait une lettre de protestation au ministre d'Etat Prüm, dans laquelle il écrivait:

«On a toute raison de croire que cet assassinat est l'œuvre de communistes italiens résidant dans le Grand-Duché»; et il regrettait qu'«aucune perquisition domiciliaire n'a été faite jusqu'à ce matin... Une partie des présumés coupables a donc eu tout son temps pour franchir une frontière très proche»⁴³.

Les enquêtes menées par la police, la gendarmerie et la brigade criminelle, duraient longtemps, mais n'aboutirent à aucun résultat. Au mois d'août 1925, le procureur d'Etat concluait que le crime était «un attentat prémédité, tramé au-delà de la frontière luxembourgeoise. Ce fait explique l'impuissance de la justice à faire lumière...»⁴⁴.

Santin Albino de Castellavazzò (Bellune) fut soupçonné d'être l'assassin et arrêté; mais il dut être relâché peu après, ayant pu fournir un alibi. Très peu de personnes acceptèrent de faire des déclarations à la police: elles avaient été menacées par les communistes et, afin d'éviter le pire, elles préférèrent rentrer en Italie. Parmi elles on trouvait Fioretti Antonio d'Audun-le-Tiche, Tani Settimo et Tiapago Romolo, frère de la victime⁴⁵. Même la récompense de 10 000 livres promise à toute personne, qui aurait contribué à fournir des indications servant à arrêter le coupable, n'eut pas l'effet souhaité.

Tiapago Romolo avait déjà été agressé par les communistes le 15 août de la même année et, avant de partir pour l'Italie, il révéla les noms de plusieurs personnes impliquées dans cette agression (Scaramucci Gino, Viventi Angelo, Brevini Romeo) et qui avaient menacé son frère. Deux autres suspects étaient Job Amadeo et Bonifazzi Agostino⁴⁶.

Tout le monde fut consterné par cet acte criminel. Les funérailles furent célébrées le 6 décembre à 14 heures⁴⁷. Le cercueil était précédé par les Jeunes Explorateurs, les enfants et le personnel des écoles, la fanfare et les associations italiennes. On comptait même une vingtaine de couronnes. Parmi l'immense foule rassemblée, on notait le frère du défunt ainsi que les missionnaires et le vice-consul J. P. Claude. Don Mario écrit:

«La mort tragique du pauvre Tiapago m'a profondément chagriné et je ne reconnais presque plus en l'homme que je suis aujourd'hui, celui que j'étais hier (...). Le délit a détruit en moi mon optimisme, qui m'était inné. Pour la première fois de ma vie, je crois à la méchanceté humaine. (...). Un voile noir s'est formé sur mes pupilles. Tout me paraît mauvais, pourri, vénéneux, et je me demande vraiment s'il vaut la peine de gaspiller tant d'intelligence, d'amour, de forces physiques, d'argent, pour essayer d'assainir cette masse putride. Mais je ne succomberai pas à ces tentations. Il faut savoir pousser le navire jusqu'au rivage, même lorsqu'il est assailli par les lames. Je travaillerai, sans espoir, mais je travaillerai...»⁴⁸.

Dans une lettre adressée au professeur Pestalozza, il écrivait que l'ambassadeur d'Italie au Luxembourg avait fait prendre toutes les mesures nécessaires, pour garantir la sécurité du personnel de l'Oeuvre; il ajoutait:

«Missionnaires et religieuses, nous acceptons avec sérénité tous les risques de notre entreprise et nous sommes même prêts à mourir pour la bonne cause. Il faut cependant que nous soyons prudents: ne pas offrir, par d'inutiles polémiques, le prétexte à nos ennemis de se considérer provoqués...»⁴⁹.

Selon un journaliste de «La Voce d'Italia»⁵⁰, l'assassin avait tiré sur le premier venu. Il aurait tué n'importe quel membre de l'Oeuvre. Car c'était l'Oeuvre qu'on visait et, à Esch, on était même en train de constituer un comité qui visait l'expulsion de l'Oeuvre Bonomelli.

Ce qui dérangeait le plus les antifascistes, c'étaient les institutions de l'Oeuvre, qui s'occupaient des enfants et des adolescents.

Le président de la Chambre, le socialiste René Blum, et le vice-président, le dissident catholique Loutsch, avaient promis au ministre italien Brichanteau leur plein appui pour garantir la sécurité de toutes les institutions italiennes et les œuvres de la «Bonomelli»:

«Les écoles maternelles italiennes et les autres institutions patriotiques dirigées par l'Oeuvre Bonomelli ont toute mon approbation et toute mon admiration», avait déclaré René Blum⁵¹.

Mais les autres députés socialistes n'étaient pas du même avis et ils attaquèrent violemment l'«Oeuvre Bonomelli», lors de la conférence pour l'établissement du bilan de 1926. En cette occasion, la première commission demanda la suppression des 2 000 F attribués annuellement aux deux missionnaires; la deuxième commission proposa même l'ouverture d'une enquête concernant les activités de l'Oeuvre, accusée de fascisme.

En définitif, le subside fut quand-même accordé, car l'enquête s'avéra favorable aux bonomelliens. Toutefois, Jacques Thilmany, échevin député d'Esch, féroce adversaire de l'Oeuvre, présenta quatre chefs d'accusations contre la «Bonomelli» au Parlement: le fonctionnement illégal du «Secours Mutuel», rattaché à l'Oeuvre; la fomentation de haine politique dans des publications de l'Oeuvre, tout spécialement depuis l'assassinat de Tiapago; l'exercice d'espionnage contre les communistes; l'illégalité de la crèche, qui accueillait des enfants, qui avaient dépassé l'âge de quatre ans⁵².

Jacques Thilmany s'acharnera avec toujours plus de férocité contre la «Bonomelli», surtout à l'occasion des discussions budgétaires sur l'attribution de fonds au culte.

Mais, malgré les attaques violentes et les menaces, don Mario était décidé à ne pas flancher. Avec son habituelle vivacité il écrivait:

«Je suis ici et j'y resterai jusqu'à la fin, et le beau tricolore, je l'agiterai toujours plus haut, je proclamerai toujours l'Italie comme le pays le plus important en civilisation, beauté et amour, en dépit de ces ostrogoths obtus et de leurs lèche-bottes, les Italiens renégats⁵³.»

En 1926, les attaques contre les missionnaires s'intensifiaient. Le Luxemburger Wort⁵⁴ nous relate l'épisode de trois Italiens masqués, qui faisaient le tour du quartier du Brill: l'un, vêtu en prêtre, faisait semblant de porter les sacrements à un infirme, les deux autres avaient revêtu les habits d'enfants de chœur. Ils furent dispersés par la police. Puis, le 25 avril, Onofrio Farneti, membre de l'«Amicizia», fut blessé en tant que fidèle de l'«Oeuvre Bonomelli». Cette dernière fut alors placée sous la protection spéciale de la police⁵⁵.

A travers les colonnes du «Riscatto», les communistes traduisaient toute leur haine envers les missionnaires. Ils ne sont plus que «deux reptiles»⁵⁶, don Mario est «un des plus zélés et actifs agents du fascisme à l'étranger... un abbé libidineux, collectionneur de photos de femmes et anticommuniste «hydrophobe», et la «Bonomelli d'Esch» est un «centre d'espionnage fasciste... il est un agent provocateur»⁵⁷. «Les deux tristes figures de l'Oeuvre Cattivelliana et leurs différents laquais, charcutiers, cafetiers et saletés pareilles», veulent constituer le fascio à Esch⁵⁸. La «Bonomelli» refuse de faire renouveler les passeports aux suspects d'antifascisme⁵⁹.

A la campagne contre la «Bonomelli», don Mario répondit par deux lettres publiées dans la «Voce d'Italia», organe fasciste édité à Strasbourg. Dans une de ces lettres il écrivait⁶⁰:

«Il manquait à mon investiture l'auréole de la persécution et ils l'ont allumée dans le sang de Tiapago et Farneti et ils l'ont haussée jusque sur la tribune parlementaire grâce à Thilmany.

«Que devait produire, inévitablement, tout cela? Augmenter la notoriété de l'Oeuvre Bonomelli d'Esch. Seul, il y a six ans, pour débiter ma très dure entreprise, me voilà aujourd'hui, grâce aux subversifs, entouré, encouragé, incité, protégé et défendu par toute la nouvelle Italie.»



«La Patria», hebdomadaire de l'«Oeuvre Bonomelli».

Don Chiodelli et don Martinoli se sentaient véritablement assaillis. Un policier d'Esch, parlant avec Nino Salvaneschi d'une amélioration des rapports avec le milieu ouvrier d'Esch, disait⁶¹:

«Cette œuvre d'assainissement a été accomplie en grande partie par l'Oeuvre Bonomelli, à la tête de laquelle se trouvent don Mario Chiodelli et don Luigi Martinoli, deux prêtres exceptionnels, qui sont aussi deux soldats. Un fantassin et un alpin. Et dire qu'ici à Esch, le 5 décembre 1925, on a tué le secrétaire de la Bonomelli, Tiapago, comme vous savez sûrement encore... Depuis lors on a parcouru bien du chemin...»

Mais les accusations du «Riscatto» se succédaient sans interruption.

La «Bonomelli» est fasciste et elle est aussi l'«agence consulaire où, malgré eux, les ouvriers sont contraints de s'adresser pour chaque démarche légale. Don Mario ne parle point de toutes les démarches qu'il a faites auprès des autorités luxembourgeoises pour faire expulser des antifascistes; bien au contraire, c'est en cela que se résume son activité, et le cliché (de Secrétariat ouvrier) ne sert qu'à masquer la physionomie politique et fasciste de l'Oeuvre Bonomelli»; don Mario est «un reptile vêtu en prêtre»⁶².

Dans ses locaux se trouve le siège du «Secours Mutuel» fasciste⁶³. Il participe à la réception des mutilés fascistes⁶⁴. «Au milieu des excréments de l'étable fasciste, nous ne trouverons jamais de charogne qui nous dégoûtera plus que le ministre de Dieu, qui dirige le bureau de provocation et d'espionnage de l'Oeuvre Bonomelli... Le 1^{er} mai, ce corbeau a osé provoquer la masse des participants à la grande manifestation du haut de la terrasse du siège de la Bonomelli, par des gestes et des mots obscènes, et avec le but de provoquer des incidents (...). En effet, il a suffi qu'une pierre soit lancée en direction de cet agent provocateur, pour que la répression commence; des expulsions en masse et des menaces sur un vaste échelon⁶⁵.»

La version de don Chiodelli était naturellement différente. Il déclara à la gendarmerie⁶⁶ qu'il était en train de lire un livre sur la terrasse de l'Oeuvre quand vers 10 heures, le cortège syndical défila devant l'immeuble. Plusieurs participants saluèrent le missionnaire, mais le groupe des anarchistes italiens, qui portaient le drapeau rouge et noir, l'insultèrent par des «A bas Mussolini! A bas les

fascistes! A bas l'Oeuvre Bonomelli!». Le missionnaire les invita à poursuivre leur chemin; mais il lui lancèrent trois ou quatre pierres, qui firent voler en éclats les vitres des fenêtres.

Après la manifestation, vers 11.30 h, le même groupe revint devant l'«Oeuvre Bonomelli», en criant «assassins, lâches, voleurs!». Don Martinoli sortit sur le seuil, où trois anarchistes l'insultèrent et lui lancèrent des pierres. Même le curé Prosper Colling fut insulté et on lui cracha au visage pendant qu'il se rendait à la chapelle; mais quelqu'un se rendit plus tard chez lui, pour s'excuser: on l'avait pris pour don Chiodelli!

Le «Riscatto» avait averti que

*«les travailleurs italiens d'Esch supportent depuis trop longtemps les provocations de ce ministre de Dieu, agent fasciste; mais la patience à des limites: à Esch la mesure est comble».*⁶⁷

Et ainsi, dans la nuit du 27 au 28 juillet, les antifascistes posèrent une énorme bombe de 44 x 59 x 19 cm sous la petite fenêtre de la cave de l'«Oeuvre Bonomelli». La bombe pesait environ 40 kg et contenait 16 cartouches de dynamite⁶⁸. Heureusement la mèche ne prit pas feu et on évita un massacre.

Don Chiodelli écrivit alors:

«A mon avis, l'attentat, qui aurait pu avoir des conséquences désastreuses, est en étroit rapport avec tout le système d'intimidation instauré par les subversifs contre l'activité de l'Oeuvre Bonomelli au Luxembourg. Les attaques violentes à travers la presse, l'assassinat de Tiapago, l'agression de Farneti et du mandataire des religieuses, la propagande de haine dans les cafés et lors des réunions, les guet-apens, les coups de revolver contre les amis des missionnaires MM. Tani Augusto, Sosio, etc..., le boycottage du Cercle Théâtral «Amicizia» et du corps des G.E.I., tout cela a les mêmes origines; toutes les persécutions sont justifiées par les accusations insoutenables d'espionnage en faveur du gouvernement fasciste, de responsabilité des missionnaires dans les expulsions d'éléments subversifs italiens, mises en œuvre de temps à autre par la Police luxembourgeoise». Et il demandait une «surveillance efficace» de l'«Oeuvre Bonomelli», pour la sauvegarde de ceux qui la fréquentaient.

Le commentaire du «Riscatto» est bien différent:

«La bombe a toutes les caractéristiques de la provocation, style Mussolini. Aucun ouvrier à Esch ne croit que cette bombe ait été préparée par les mains calleuses des subversifs, qui emploient chaque jour la dynamite pour démolir la roche dans les mines; la haine et la vengeance prolétarienne sauraient employer bien autre chose qu'une mèche docile et dressée, de 10 cm!» Il s'agirait donc d'une provocation, inventée par don Mario et par ses fascistes⁷⁰.

Toutefois, sous l'insistance du ministre Monzani, la gendarmerie d'Esch reçut «les ordres qui doivent assurer une surveillance efficace, mais discrète, de l'«Oeuvre Bonomelli», exposée plus spécialement aux menaces et aux représailles d'un certain groupe d'étrangers»⁷¹.

Entretemps, la campagne contre la «Bonomelli» continuait. «Est-ce que la Bonomelli est fasciste?», se demandait le «Riscatto»⁷². Une enquête menée à Esch ne donnait aucun résultat, mais pour le «Riscatto» il était évident qu'elle était fasciste. Car elle était reconnue par le gouvernement de Mussolini, lequel n'admettait en Italie que les associations fascistes. Son activité d'assistance servait de masque, pour cacher la marchandise fasciste. En effet, don Mario «apprend aux enfants à saluer à la romaine (...) et il propage les paroles de Mussolini. Les Explorateurs ne sont qu'une édition d'exportation des Balilla d'Italie. En dernier lieu, La Patria, organe officiel de la Bonomelli, n'est rien d'autre qu'un journal de propagande fasciste». Pour le «Riscatto» les photos publiées dans la «Voce d'Italia» prouvaient que les jeunes Explorateurs de la Bonomelli étaient sous le commandement de Fratini, secrétaire du fascio⁷³.

Les antifascistes insistaient aussi, pour que les familles italiennes n'envoient par leurs enfants à l'«Oeuvre BONOMELLI»: «Ladite école est subventionnée par le Gouvernement fasciste pour la propagande à l'étranger. Les enfants n'apprendront jamais l'italien, mais leur tendre cerveau sera empoisonné par les idées de l'Italie de Mussolini, ils ressentiront de la haine pour les subversifs et pour la classe ouvrière⁷⁴.

Le ministère des Affaires étrangères accordait la médaille de bronze à don Mario, en récompense pour ses efforts dans la diffusion de la culture italienne à l'étranger et en particulier «dans ce bastion anti-italien que constitue Esch-sur-Alzette, au moins jusqu'à ces derniers temps⁷⁵».

Mais ce n'était guère une médaille, qui aurait pu atténuer les attaques des antifascistes...

4. LA DISSOLUTION DE LA «BONOMELLI» ET LE CALVAIRE DES DEUX MISSIONNAIRES

Les antifascistes exagéraient sûrement par leurs exaspérantes polémiques contre les missionnaires. Or ils finirent par obtenir gain de cause. Le Saint Siège était en effet, lui aussi, convaincu que l'«Oeuvre Bonomelli» s'était beaucoup trop compromise au niveau politique, surtout à travers la direction laïque de l'Oeuvre, étroitement liée au régime fasciste. Il décida d'agir sur le coup. Par la lettre du 19 novembre 1927, la Congrégation Consistoriale communiquait la dissolution du «corps des missionnaires Bonomelli»⁷⁶.

Tout comme leurs confrères, les deux missionnaires d'Esch-sur-Alzette avaient le choix: rentrer en Italie, dans leur diocèse d'origine, ou obtenir la permission de rester à l'étranger, en supprimant le titre d'«Oeuvre Bonomelli» et en le remplaçant par celui de «Mission catholique pour les émigrants italiens». On leur demandait, en outre, de réduire leurs activités sociales et de s'abstenir de toute manifestation politique ou de parti⁷⁷.

Pour don Chiodelli et don Martinoli, l'acceptation de ces normes signifiait renier tout leur passé. C'était pour eux un drame spirituel et humain. Dans un premier temps ils essayèrent de tergiverser, dans l'espoir que la Congrégation Consistoriale atténue la rigueur des décisions prises. Ils étaient décidés à résister jusqu'au but. Ils se sentaient toujours et seulement «bonomelliens».

Au professeur Pestalozza, qui suggérait une solution de compromis, don Chiodelli répondait: «A Esch, aujourd'hui comme demain, comme hier. Avec un autre vêtement, un autre visage, un autre cœur, sous un autre nom, non et puis non!»⁷⁸. Et à don Costantino Babini, qui les invitait à la soumission et qui leur promettait une aide financière pour les œuvres, les deux missionnaires répondaient qu'ils lui étaient reconnaissants pour l'offre, mais que l'aide proposée «ne réussit pas à nous persuader à renoncer complètement aux idéaux pour lesquels on s'est battu et à cause desquels on a souffert si longtemps. (...) Nous tenons, avec toutes les racines de notre âme, à notre nom et aux institutions que nous avons fait germer dans ces broussailles, en y employant tout dans notre esprit bonomellien, en offrant le meilleur de notre cœur de prêtres et d'Italiens. Si elles doivent mourir, mieux vaut mourir avec elles»⁷⁹.

Dans une lettre, don Chiodelli réaffirmait:

«Je pense que nos Révérendissimes Supérieurs n'oublieront pas que les Bonomelliens comptent plus de cinq lustres de contacts directs avec l'émigration italienne en Europe, et ils la connaissent mieux que ne le pourront jamais les nouveaux venus... Ils ne voudront donc certainement pas condamner des méthodes de travail, qui représentent le fruit d'une expérience mûrie à travers un dévouement complet d'esprit, de cœur et de volonté à la cause d'une éducation religieuse et italienne des émigrants⁸⁰.»

Une telle détermination ne laissait pas prévoir un rapide changement d'opinion des deux missionnaires. Même Mgr Pierre Nommesch, évêque de Luxembourg, observait à ce propos:

«Je ne sais pas si j'ai raison, mais j'ai l'impression que pratiquement peu aura changé! Pour beaucoup d'ouvriers, la dépendance des missionnaires du gouvernement fasciste fait du mal, à d'autres elle fait du bien. Et comment pourraient-ils être indépendants? J'ose espérer que la séparation actuelle fera du bien aussi aux antifascistes⁸¹.»

Mais les antifascistes ne voulaient pas vivre en paix avec les deux missionnaires. Les attaques publiées au «*Riscatto*» s'intensifiaient; ils accusaient surtout les missionnaires de délation:

«Don Mario, aidé par l'employé Fratini, secrétaire du fascio local, a organisé à l'Oeuvre Bonomelli un bureau pour l'espionnage et pour les représailles contre les hérétiques non pas du Christ, mais de Mussolini.»⁸² Et puis: «Des ouvriers antifascistes, qui résident depuis longtemps au Luxembourg, qui travaillent tranquillement, sont importunés par la police à la demande de l'Oeuvre Bonomelli⁸³.» Et encore: «Il y a beaucoup de travail à faire pour combattre l'action des espions de l'Oeuvre Bonomelli d'Esch-sur-Alzette, qui sont payés par le Gouvernement de Mussolini⁸⁴.» «L'Oeuvre Bonomelli est un foyer d'espionnage au service du Gouvernement fasciste (...). Ces prêtres «squadristi» pleurent des larmes de crocodile, si après tant de mal et de haine qu'ils ont semés, il leur arrive quelque désagréable accident. Les ouvriers italiens immigrés au Luxembourg ne se laisseront pas intimider par ces charognes en soutane noire...⁸⁵.»

Le «désagréable accident», dont parle «*Riscatto*», avait justement eu lieu le 7 mai 1928 contre don Luigi Martinoli et, par pur hasard, il n'avait pas été mortel⁸⁶.

Vers 11 heures, de retour de Luxembourg, le missionnaire – parlant avec le doyen de la colonie italienne, Ignazio Alcadre – se dirigeait vers le Secrétariat de l'Oeuvre. Une jeune homme s'approcha de lui en demandant: «Est-ce que le Secrétariat est ouvert aujourd'hui?», «Vous ne le voyez pas?», lui répondit don Luigi (en lui indiquant la porte ouverte) et il se dirigea vers le bureau. Le jeune homme le suivit et demandait: «Est-ce que vous êtes don Luigi?» Il avait à peine obtenu la réponse affirmative, qu'il sortit son revolver et lui tira trois coups à bout portant.

Don Luigi, quoique gravement blessé, eut encore la force de se jeter sur son agresseur; mais ce dernier put s'enfuir. Commença alors une poursuite acharnée, à laquelle participa aussi don Mario, qui était accouru en entendant les coups de revolver. Mais, après 500 mètres, don Luigi s'écroula et don Mario abandonna la poursuite pour venir en aide au blessé. L'assassin s'éclipsa.

Don Luigi avait été gravement blessé: une balle avait transpercé la cuisse gauche à hauteur de l'aîne; l'autre, entrée par le bras gauche, avait transpercé le poumon, mais s'était heureusement arrêtée dans le thorax, à deux centimètres du cœur. Etant donné sa position extrêmement délicate, il fut impossible de l'extraire.

Les accusations contre don Luigi étaient toujours les mêmes: il aurait été à l'origine de l'expulsion de plusieurs subversifs du Luxembourg. On reprochait la même chose à don Mario. En réalité, ni dans les rapports des agents fascistes, ni dans la correspondance des missionnaires n'apparaissent des indices concernant

l'ingérence des deux missionnaires dans l'expulsion des «subversifs». Même don Settin rejettera ces accusations, tout en admettant l'imprudéce des deux confréres, qui hébergeaient des organisations fascistes dans la cour du Secrétariat⁸⁷.

La population prouva toute son estime à don Martinoli, qui se retira quelques mois en convalescence dans son pays natal, à Crusinallo (Novare). Don Chiodelli écrivait:

«Nous sommes déjà au septième (attentat)⁸⁸!» Et il poursuivait: «L'attentat est l'objet de l'indignation générale. Seul un petit journal subversif (Il Riscatto) a employé des mots, qui démontrent combien tout sentiment d'humanité et de justice est désormais étranger aux cœurs et aux esprits de ceux, qui ont été détruits par la folie rouge⁸⁹.»

Le «Proletarier», de son côté, se livrait à la naïve supposition d'un «attentat fasciste» et écrivait:

«Après le mystérieux attentat perpétré contre le directeur de l'Oeuvre Bonomelli, adhérant au parti fasciste, les autorités compétentes, sans avoir individué l'auteur, ont délibéré de donner lieu à un refoulement des ouvriers italiens en prétextant que ces derniers sont des communistes. Nous affirmons de ce fait qu'il est nécessaire de rappeler que le parti fasciste, afin d'atteindre des objectifs déterminés, est capable d'organiser de vrais ou de faux attentats même contre ses propres adhérents⁹⁰.»

D'ailleurs le climat de persécution, qui régnait autour de l'«Oeuvre Bonomelli», et les sommations des autorités ecclésiastiques, finissaient par affaiblir la tenace résistance des deux missionnaires.

Où en étaient les «négociations» avec le délégué du Saint Siège? Après les insis- tances répétées de don Babini⁹¹, pour que les deux missionnaires acceptent les normes de la Congrégation Consistoriale ou qu'ils se retirent du siège d'Esch, don Martinoli décida de se retirer dans son diocèse; don Chiodelli par contre tergiver- sait et reçut l'ordre de quitter Esch au plus tard dans les trois mois qui suivraient. Alors il se plia à son tour à ces directives et écrivit à l'évêque de Luxembourg:

«L'Oeuvre Bonomelli est dissoute. Avec elle meurent toutes les institutions qui en dépendaient. Aujourd'hui j'ai fermé le «Secrétariat ouvrier»⁹².»

Il demanda la permission de continuer ses fonctions sacerdotales, jusqu'à ce qu'il aurait liquidé toutes les affaires en suspens et qu'il aurait été remplacé par un autre prêtre. En effet, entretemps, l'Oeuvre Bonomelli continuait les activités dirigées par les religieuses: l'école maternelle, les cours pour les jeunes et les patronats⁹³.

Don Martinoli était revenu à Esch, remis de l'attentat, et les deux missionnaires essayaient de retarder le plus possible leur départ définitif, afin de pouvoir régler toutes les affaires en suspens. En outre, don Chiodelli communiquait à Mgr Babini qu'il avait cessé toute activité civile et religieuse et qu'il était devenu un «homme privé»⁹⁴.

Une des principales préoccupations des missionnaires était l'édifice de l'«Oeuvre Bonomelli». Il avait été acheté grâce à un prêt de M. Grandi⁹⁵ et ce prêt devait être remboursé.

Dans un premier temps, don Chiodelli proposa d'offrir l'édifice pour la somme de 300 000 liras à la «Mission catholique pour les émigrants en Europe», mais Mgr Babini trouva ce chiffre excessif et il voulut louer la maison pendant trois années⁹⁶.

Les missionnaires avaient prévu aussi une autre solution: vendre l'édifice à un groupe d'industriels italiens, à la tête duquel se trouvait Achille Giorgetti, président de la Chambre de commerce italienne du Luxembourg⁹⁷. Cependant les industriels déclinèrent cette offre «pour des motifs financiers et par crainte de représailles politiques»⁹⁸, c'est-à-dire par crainte d'attentats terroristes. On eut donc recours à une troisième solution: à partir du 1^{er} janvier 1929, un contrat de location fut signé entre la famille Grandi (propriétaire de l'édifice) et la «Mission catholique pour les émigrants en Europe». Cette dernière s'engageait à verser à Grandi l'intérêt annuel de 8 % sur la somme de 135 000 liras (prêt pour l'acquisition de la maison), elle aurait en outre la priorité dans l'achat de l'édifice, dans le cas où ce dernier serait vendu; elle versait 15 000 liras pour l'acquisition du mobilier et assurait une indemnité aux religieuses⁹⁹. En outre elle s'engageait à rembourser le prêt au Crédit Foncier.

«Je suis battu; je ne résiste plus, écrivait don Mario. – Dès que je pourrai le faire, je disparaîtrai de la scène luxembourgeoise¹⁰⁰.»

Les deux missionnaires rentrèrent en Italie et cédèrent leur place au nouvel arrivant: don Flavio Settin.

Don Luigi Martinoli devint curé de la petite localité de Cosasca, près de Domodossola. Il décéda le 2 mai 1966 à l'hôpital de Verbania.

Don Mario Chiodelli assumait la direction du «Convitto Viscosa», appartenant au «Comité romain pour l'assistance religieuse et morale des ouvriers», à Rome; en 1934, il devint curé de San Sigismondo à Crémone¹⁰¹.

Le Secrétariat ouvrier d'Esch passait sous la gestion du «fascio Abele Tiapago». Les activités de la Mission se poursuivirent normalement. Mais l'histoire de l'«Oeuvre Bonomelli» appartenait définitivement au passé.

5. L'IMPLICATION POLITIQUE DES MISSIONNAIRES

Nous devons nous interroger sur l'activité au Luxembourg des deux missionnaires de l'«Oeuvre Bonomelli», sur leur conception de l'action pastorale, sur les rapports entre les missionnaires et les autorités politiques italiennes, les compatriotes émigrés et les forces antifascistes.

Dans un tract publicitaire, les deux missionnaires d'Esch-sur-Alzette, définissaient en ces termes l'«Oeuvre Bonomelli»:

«Une institution privée pour l'assistance religieuse et sociale des Emigrants Italiens. Elle fonctionne grâce à la charité des généreux de toute la classe sociale. Elle offre des prestations gratuitement à tous les ouvriers, qui ont recours à elle. Elle n'a aucun lien avec la politique. La religion et la patrie inspirent et guident toutes ses activités¹⁰².»

Lors de nombreuses autres occasions, ils rejetaient l'accusation selon laquelle ils «faisaient de la politique» et ils expliquaient que leurs activités sociales constituaient un moyen pour atteindre la religion. Don Chiodelli écrivait:

«Le but, que poursuivent les missionnaires ainsi que les religieuses à travers leurs activités, est sans aucun doute celui d'amener les âmes à une pratique intégrale de la religion (...). Les missionnaires et les religieuses essayent de conquérir le droit de parler de la religion à travers les œuvres charitables et chrétiennes. Le chemin à parcourir avant d'atteindre ce but est long et fatigant, mais c'est le seul possible. Une propagande exclusivement religieuse ne pourrait atteindre qu'une infime partie de la colonie italienne, celle qui est déjà pratiquante. La grande majorité, soit par ignorance, soit par préjugé, soit par respect humain, agit comme si elle ne voulait rien savoir de la religion et des pratiques religieuses.»

L'abbé ne pourrait point l'aborder en tant que telle. Ce n'est qu'à travers l'assistance civile, patriotique, que les missionnaires et les religieuses peuvent trouver un terrain d'entente pour la propagande religieuse, qui lentement, mais sûrement, portera ses fruits, tout spécialement au sein de la jeunesse¹⁰³.»

Dans une autre lettre, au sujet des amis et des ennemis d'Esch-sur-Alzette, don Chiodelli écrivait:

«Nous n'avons pas éliminé la haine, mais nous avons fait naître l'amour. Nous avons creusé un sillon entre le bien et le mal, entre la vérité et le mensonge, entre la santé morale et la maladie inguérissable. Les Italiens du Grand-Duché savent, à quelle source ils peuvent se désaltérer et à laquelle ils peuvent s'empoisonner¹⁰⁴.»

Don Costantino Babini avait bien compris le concept de ces religieux, même s'il ne l'approuvait pas entièrement¹⁰⁵:

«Les deux missionnaires sont convaincus qu'à Esch-sur-Alzette on ne peut pas exercer un ministère religieux profitable sans pour autant développer une vaste activité sociale. Certes, le milieu est bien différent de l'ordinaire, mais sans aucun doute on exagère. Toutefois, Mgr l'Evêque ne désapprouve pas, au moins explicitement, la tactique des deux missionnaires, qui a pourtant créé de nombreuses discordes au sein des émigrants, qui considèrent les deux missionnaires comme deux agents de propagande politique.

Le secrétariat aussi a un caractère trop prononcé de bureau semi-consulaire: pour les passeports par exemple, il remplit un travail de préparation qui dépasse les limites de la simple transmission. Le curé, qui vit étroitement en contact avec les Italiens, a dit que les calomnies d'affairisme et de politisation se sont répandues contre les missionnaires, des calomnies qu'il est difficile de faire oublier.

l'Evêque a ajouté que, si l'oeuvre du Secrétariat se limitait à l'avenir à des dossiers de mariages, d'assistance en cas d'hospitalisation, et à une oeuvre charitable, ce serait beaucoup mieux. Il reconnaît à don Chiodelli de bonnes qualités, un esprit de combativité: il a l'impression que les deux missionnaires sont poussés par un zèle et des intentions bien louables.

L'autorité locale socialiste ainsi que différents députés du Grand-Duché attaquent à Esch et au Parlement l'oeuvre des deux missionnaires, qui obtient cependant l'approbation du ministère d'Italie à Luxembourg et d'une partie des députés. Le gouvernement luxembourgeois, paraît-il, approuve, mais ne défend pas ouvertement les missionnaires.»

En effet, les différentes initiatives de l'«Oeuvre Bonomelli» d'Esch-sur-Alzette étaient souvent pour le moins assez ambiguës et semblaient trop imbues d'esprit patriotique, caractéristique du mouvement fasciste.

En outre les personnes actives au sein des initiatives de l'Oeuvre (Secrétariat, Groupe théâtral, Jeunes Explorateurs) étaient presque toutes liées au fascisme. En même temps sur les chants religieux, on apprenait aussi aux enfants les nouveaux «hymnes» fascistes¹⁰⁶.

Animés par un profond esprit d'italianité, les missionnaires de l'Oeuvre trouvaient la propagande fasciste compatible avec leurs idéaux d'amour pour la Patrie et en tant que citoyens respectueux, ils pensaient en outre qu'ils devaient collaborer avec l'autorité constituée. Ils ne comprenaient pas pourquoi la Congrégation Consistoriale s'acharnait à exiger leur complète abstention de tout rapport avec le parti fasciste, émanation de l'autorité légale d'Italie.

«Nous, missionnaires, – commentait don Chiodelli au moment de la suppression de l'Oeuvre – nous n'avons pas le droit d'être en même temps de bons abbés et de bons citoyens. Notre activité ne doit s'inspirer que de notre amour pour la Religion et non pas de notre amour pour notre chère Italie¹⁰⁷.»

Il est indéniable, qu'en ces moments d'extrême dureté, don Chiodelli avait radicalisé ses positions au point de retenir que la meilleure façon d'assurer un avenir à l'«Oeuvre Bonomelli» d'Esch-sur-Alzette était d'en confier la direction aux responsables du fascisme local. Au mois de juillet 1928, il écrivait dans cet esprit une longue lettre à Piero Parini, secrétaire général des fasci italiens à l'étranger¹⁰⁸.

En-tête du «Petit livre de chants italiens religieux et patriotiques», publié par les missionnaires de l'«Oeuvre Bonomelli» d'Esch-sur-Alzette.



Reconnaissant ouvertement sa «foi fasciste», il en présentait ses bienfaits. Ainsi les membres du Groupe théâtral «Amicizia», présidé par Marco Moia, devenaient toujours plus nombreux et on comptait, parmi les membres effectifs et les membres honoraires, une centaine de personnes «en partie inscrites au «Fascio Abele Tiapago» et en partie des sympathisants». Onofrio Farneti, membre lui aussi du fascio, fut blessé par des coups de revolver tirés par des antifascistes. «On doit, en grande partie, au CFI Amicizia, que la très noble initiative du Secrétariat général des fasci à l'étranger ait pu attirer les meilleurs éléments de la Colonie italienne au Luxembourg». En outre, les Jeunes Explorateurs Italiens (environ cent adolescents) «seront les Balilla et les Avanguardisti de demain. Ils le sont déjà aujourd'hui, exception faite de l'uniforme». Et enfin sa conclusion: «Il n'y avait d'autre solution pour sauver ces œuvres, que de les confier au «Fascio A. Tiapago» d'Esch-sur-Alzette et donner au fascio la possibilité de les faire survivre»; il n'y avait qu'une issue: remettre tout au secrétariat du fascio local; il s'en suit qu'«en vue de cette douloureuse fin de mission au Luxembourg, je l'ai mis au courant de tout mon travail; j'en ai fait mon secrétaire pour le bureau d'assistance ouvrière, je l'ai mis en contact avec mes jeunes, je l'ai introduit à toutes les activités du Groupe théâtral»¹⁰⁹.

Dès lors, il est clair que par la suite, dans des lettres adressées à des personnalités liées au régime, don Chiodelli soulignera sa «foi» fasciste.

A. Lampertico de la Direction générale des Italiens à l'étranger, don Chiodelli écrivait que l'«Oeuvre Bonomelli» «était devenue pour moi ainsi que pour mes collaborateurs, malgré la persécution des renégats, le centre propulseur de l'idée fasciste. C'est dans notre maison d'Esch-sur-Alzette (...) qu'est né et s'est déployé ce fascio, qui a fait de si nombreux martyrs, dont se glorifient aujourd'hui les Colonies italiennes d'au-delà des Alpes. Et puis, les premiers adhérents du fascio étaient bien les enfants, qui avaient été élevés dans mes écoles»¹¹⁰.

Dans une lettre, adressée au ministre Piero Parini, il déclarait: «Est-ce que je n'ai pas risqué ma vie, pendant huit années au Luxembourg, pour former ce «Fascio A. Tiapago», qui a mérité l'honneur d'être cité? Est-ce que je n'ai pas passé les meilleures vingt années de ma vie à essayer de faire aboutir cette activité patriotique? (...). Ma carrière a été brisée à cause de mon enthousiasme pour le fascisme»¹¹¹. Et en 1935, il reconnaissait que «j'ai été la victime des événements d'Esch-sur-Alzette surtout à cause de mon attachement au fascisme»¹¹².

De nombreux autres missionnaires de l'«Oeuvre Bonomelli» avaient opté pour une attitude bien différente face au régime fasciste; mais l'attitude des missionnaires d'Esch-sur-Alzette avait incontestablement justifié l'intervention sévère du Saint Siège, même si leur engagement sacerdotal ne pouvait être considéré uniquement sous l'aspect de leur collaboration avec le fascisme.

Le gouvernement fasciste se montrait-il reconnaissant pour tant de fidélité? Il est intéressant de constater la tiédeur du secrétariat de Mussolini envers le cas d'Esch-sur-Alzette.

Fin juillet Umberto Pestalozza, commissaire extraordinaire de l'«Oeuvre Bonomelli», transmettait, après l'attentat à la bombe de 1927, le rapport de don Chiodelli au comte Giacomo Suardi, en souhaitant pour les membres de l'Oeuvre, sérieusement menacés, une plus grande protection. Pestalozza tenait à parler emphatiquement du rôle de l'institution: «L'Oeuvre Bonomelli est fière de la haine implacable que ressentent les réfugiés politiques envers ses missionnaires et ses religieuses, qui s'opposent et contrarient leur infâme propagande»¹¹³.

Le sous-secrétaire d'Etat soumettait le rapport au cabinet du ministre des Affaires étrangères. Le ministère assurait par télex qu'il avait déjà pris des mesures et contacté le gouvernement luxembourgeois, qui toutefois avouait qu'il avait des difficultés à assurer la protection de l'Oeuvre à cause «du manque d'effectifs de la police locale, qui a rendu possible ces audacieux événements subversifs, tout spécialement accomplis par des Italiens»¹¹⁴.

Vers la fin du mois de septembre, Tommaso Tittoni, président du Sénat, recommandait don Chiodelli à Suardo en le décrivant comme «un valeureux soldat, décoré de la médaille militaire, un fasciste, un Italien d'une grande ardeur». Tittoni ne soulignait pas seulement le rôle décisif du secrétariat de l'Oeuvre («La colonie italienne d'Esch-sur-Alzette représente un grave problème moral, et plus encore un grand danger social. C'est un repaire d'anarchistes. La seule œuvre de guérison morale de cette colonie ne peut être entreprise de manière efficace que par les missionnaires de l'Oeuvre Bonomelli»), mais il demandait aussi pour le secrétariat «un subside, si possible régulier»¹¹⁵.

Vers la fin de septembre, Suardo priait donc le ministère des Affaires étrangères d'examiner la proposition et informait Tittoni des démarches qu'il avait entreprises¹¹⁶. La réponse de Grandi à Suardo, datée du 18 octobre, confirmait clairement que les raisons politiques prévalaient sur la fidélité fasciste. Seulement des rapports bien organisés entre l'Etat et l'Eglise et l'encadrement de l'Oeuvre par des structures adaptées et génératrices de confiance auraient permis de prendre la requête en considération. «La question des subsides accordés à l'Oeuvre Bonomelli est étroitement liée au problème encore irrésolu de l'organisation de l'Oeuvre et de ses rapports avec l'Etat. Seulement lorsqu'on parviendra à une solution définitive, ce ministère, pour ce qui est de son ressort, examinera avec l'attention requise le cas de don Chiodelli»¹¹⁷.

Ceci suffisait pour confirmer la prédominance du profit politique sur les manifestations naïves de celui, qui courait de réels dangers dans l'attente illusoire d'obtenir la reconnaissance par le gouvernement central.

- ¹ Don Domenico Mozzicarella, né le 17 avril à Civita Castellana (Viterbo); il partit le 26 mars 1920 pour Innsbruck.
- ² Don Alfredo Vignolo, né le 10 décembre 1888 à Rapallo (Gênes); il partit le 10 février 1921 pour Milan.
- ³ Tract de l'«Oeuvre Bonomelli», signé don G. Costa, Archivio diocesano, Vicence.
- ⁴ Lettre de don Giovanni Costa à l'évêque de Vicence, 8,9,1920, Archivio diocesano, Vicence.
- ⁵ Don G. Costa, Réforme du Secrétariat d'Esch, 7 septembre 1920, Archivio diocesano, Vicence.
- ⁶ Don Mario Chiodelli, né en 1885, appartenait au diocèse de Crémone; il était entré à la «Bonomelli» en 1909. Il avait déjà été missionnaire de l'Oeuvre à Goppenstein et à Naters (Suisse), Don Luigi Martinoli, né le 17 mai 1888 à Crusinallo (Novare), appartenait au diocèse de Novare; il était entré à la «Bonomelli» en 1913. Au cours de la Première Guerre mondiale il avait été aumônier des alpins, il avait été décoré de la médaille militaire d'argent et nommé chevalier de la Couronne d'Italie.
- ⁷ L'acte de vente fut établi le 30 décembre 1922, quand J. P. Claude vendit à l'abbé Colling «un terrain occupé par la Chapelle dite italienne à Esch-sur-Alzette; situé bd Prince Henri et rue de l'Industrie» (aujourd'hui rue Zénon Bernard) pour la somme de 20 000 F. (Registre n° 4, folio 78, case 12 du volume 174 – Administration de l'enregistrement et des domaines, bureau d'Esch).
- ⁸ Oeuvre Bonomelli, Esch-sur-Alzette: lettre de don Chiodelli à la Congrégation Consistoriale, 30.11.1927.
- ⁹ Ibidem, rapport de don Chiodelli à don Babini, 16.1.1928.
- ¹⁰ Ael, Affaires étrangères, 332/0970-971: lettre du consul des Pays-Bas à Metz au ministre d'Etat, 4.11.1921.
- ¹¹ L'acte d'achat et de vente fut rédigé devant le notaire Adolphe Gantenbein. L'édifice est enregistré au cadastre sous les numéros 1336/4575 et 1335/5524. Afin de pouvoir acquérir le siège, qui coûta 105 000 F (plus 7 500 F pour le fisc), don Chiodelli obtint un prêt de 135 000 lires de son cousin Grandi Mario de Milan (l'Oeuvre Bonomelli figurait comme garant): il s'engagea à rembourser ce prêt avant le 1^{er} juillet 1934. Entretemps, l'administration de l'Oeuvre versa à Grandi un intérêt de 8 % réparti en deux traites annuelles (cf. lettre de Chiodelli à Babini, 16 janvier 1928). Pour le réaménagement de l'édifice, don Chiodelli obtint le 9 février 1926 un prêt de 50 000 F du Crédit Foncier de Luxembourg pour une durée de 15 ans; à cet effet il dut hypothéquer la maison et s'engagea à verser annuellement 6 150 F pour intérêts et amortissements de la dette (ibidem).
- ¹² Abele Tiapago, fils d'Antonino et Paola Bacchetti, naquit à Mis di Sospirolo (Bellune) le 23 avril 1893. Inscrit au Parti socialiste, il fut dès 1919 secrétaire de la Chambre de travail de Mis. Cette dernière fut dissoute le 1^{er} octobre 1922; il remit la caisse avec un excédent de 4 000 lires. Précédemment il avait été arrêté (1920) sous inculpation d'avoir créé à Sospirolo un groupe de «Guardie rosse». En 1922 il émigra au Luxembourg: pendant sept mois il travailla au garage de son compatriote Lise Giro, puis pendant quelques mois aux «Terres Rouges» (Acs, Ps 1927, b. 163 J4: la préfecture de Bellune à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 6.2.1926 et 9.10.1926). Au moment, où il fut engagé par l'«Oeuvre Bonomelli», ses camarades de parti l'accusèrent de «traître», «renégat» et d'«espion» (Ael, Justice, 76/181: le commissaire de police d'Esch, 5.12.1925 et 3.6.1926). Il collabora dans un premier temps au «Circolo Filodrammatico»; puis, au début de 1924, on lui confia le Secrétariat ouvrier; il s'occupa aussi du groupe des «Giovani Esploratori Italiani».
- ¹³ Don Mario Chiodelli, article paru dans l'hebdomadaire «La Patria», 1925.
- ¹⁴ Oeuvre Bonomelli, Esch-sur-Alzette: lettre de don Chiodelli à la S. Congrégation Consistoriale, 30 novembre 1927.
- ¹⁵ Ibidem, «Relazione delle attività delle Istituzioni Bonomelliane di Esch-Alzette per il 1927», datée du 6 janvier 1928.
- ¹⁶ Ibidem, lettre à Piero Parini, Secrétaire général des fasci italiens à l'étranger, 30 juillet 1928.
- ¹⁷ Archives de l'Evêché de Luxembourg: Aperçu sur la constitution et le développement du parti fasciste au Luxembourg.
- ¹⁸ Acteurs: Ubaldo Rosati, Abele Tiapago, Teresa Fossati, Sofia Sabatini, Bianca Fratini, Iolanda Sabatini, Umberto Zanga, Onofrio Farneti, Augusto Tani, altro Zanga.
- ¹⁹ A Esch la comédie fut représentée dans la salle de l'hôtel Métropole, rue de l'Alzette, au bénéfice de la «Garibaldina», avec la participation du ténor Othon Schockmel. Les acteurs étaient: Abele Tiapago, Augusto Tani, Carlo Passoni, Piero et Angelo Vitali, Bianca Fratini, Giuseppina Caviggioli et Teresa Fossati. Elle fut suivie de la farce «Il casino» di campagna» avec Giovanni Zanga, Giovanni Pancheri et Ubaldo Rosati.
- ²⁰ «La Patria», 6.2.1927 et «La Voce d'Italia», 3^e année, n° 5, 5.2.1927.
- ²¹ Elles furent représentées au cours d'une soirée organisée par le «Secours Mutuel», à l'hôtel Cresto. Le public, fort nombreux, applaudit les acteurs tout comme le ténor Othon Schockmel et son épouse, qui interprétèrent des extraits de Boito, Verdi et Tosti, accompagnés au piano par M^{me} Stumper. La soirée s'acheva par un bal qu'anima la «Garibaldina». La pièce de Pirandello fut jouée par A. Tani, G. Caviggioli, C. Tonetti, L. Galler et F. Musso. Dans la comédie de Possenti: Lina Fratini, Giovanna Caviggioli, Cinzia Tonetti, Annunziata De Gregori, Ubaldo Rosati, Augusto Tani, Giosuè Ciotti, Vittorio Crescentini et Emilio Sosio.
- ²² A l'hôtel Cresto, au profit de la «Garibaldina» et avec la participation du ténor Othon Schockmel accompagné par M^{me} Stumper. Les acteurs étaient: Augusto Tonetti, Giovanna Caviggioli, Ubaldo Rosati, Giosuè Ciotti et Corrado. On représenta aussi la farce: «E la Lina?... Non recita più».
- ²³ A l'hôtel de la Poste, afin de financer les colonies de vacances d'été de 50 enfants italiens du Luxembourg. Les acteurs de la comédie de d'Ambrà étaient: Vittorio Crescentini, Augusto Tani, Giovanna Caviggioli, Mario Pozzo, Gina Santolini, Beniamino Moia, Elisa Sorei, Cinzia Tonetti, Emilio Sosio, Prospero Bianchi, Giosuè Ciotti, Paride Codelupi, Angelo Fossati, Giovanni Miotto et Lina Fratini. Pour «I Maccheroni»: Ines Clivio, A. De Gregori, L. Venturi, Maria Malucelli, C. Tonetti, G. Pancheri, G. Moia, J. De Stefani, G. Raibonaitis et D. Fratini.
- ²⁴ A l'hôtel de la Poste, au bénéfice des colonies de vacances à la mer. Acteurs: Augusto Tani, Giovanna Caviggioli, Cinzia Tonetti, Teresa Fossati, Paride Codelupi, Marino Fratini, Giovanni Miotto, Carlo Passoni, Vittorio Crescentini, Giovanni Pancheri, Mario Porro, Giosuè Ciotti et Umberto Zanga. Soirée suivie d'un bal de famille.

- ²⁵ Dans la salle du café Excelsior, rue de l'Alzette, au bénéfice du «Secours Mutuel». Acteurs: Teresa Fossati, Marino Fratini, Vittorio Crescentini, Cinzia Tonetti, Augusto Tani, Giovanna Caviggioli, Gina Passoni, Diano Pancheri. Entractes et bal avec la «Garibaldina».
- ²⁶ Spectacle au bénéfice des colonies de vacances à la mer. Acteurs: Teresa Fossati, Cinzia Tonetti, Giovanna Caviggioli, Lina Fratini, Gina Passoni, Onofrio Farneti, Vittorio Crescentini, Augusto Tani, Paride Codelupi, Marino Fratini, Giovanni Pancheri, Vincenzo Ierace, Rosolino Crescentini, Beppino Miotto, Giosuè Ciotti. Entractes et bal avec le «Concertino» de G. Costantini.
- ²⁷ Dans la salle du café «Am Tiger» (121, rue de l'Alzette) au bénéfice des colonies de vacances à la mer et en montagne. Acteurs: Teresa Fossati, Gina Passoni, Cinzia Tonetti, Augusto Tani, Vittorio Crescentini, Ubaldo Rosati, Giovanni Pancheri, Rosolino Crescentini. Entractes et bal avec un «Concertino».
- ²⁸ Au bénéfice des colonies de vacances à la mer et en montagne. Acteurs: Vittorio Crescentini, Teresa Fossati, Augusto Tani, Cinzia Tonetti, Antonietta Moia, Paride Codelupi, Rosolino Crescentini, Delfino Fratini, Giuseppe Miotto, Corrado d'Ambrogio. Soirée suivie d'un bal de famille.
- ²⁹ Au bénéfice des colonies de vacances à la mer et en montagne du consulat de Metz. Acteurs: Giovanni Pancheri, Giovanna Caviggioli, Cinzia Tonetti, Lina Fratini, Onofrio Farneti, Marino Fratini, Carlo Passoni, Augusto Tani, Ubaldo Rosati, Umberto Zanga e Vittorio Crescentini.
- ³⁰ A l'hôtel de la Poste (107, rue de l'Alzette), en faveur des colonies de vacances à la mer. Acteurs: Lina Fratini, Giovanna Caviggioli, Cinzia Tonetti, Fiorenza Santamaria, Graziosa Tosetto, Aleandra Carotti, Vittorio Crescentini, Augusto Tani, Delfino Fratini, Paride Codelupi, Giovanni Sanson et Benedetto Donnini.
- ³¹ Parmi les enfants qui fréquentaient l'école maternelle en 1925 on notera: Lisa Sorci, Maria Pascucci, Giuseppina Tonetti, Flora Maschio, Piccini, Giovannino Fiorese, Tinor, deux Boschieri, Rina Pasqualoni... Les «acteurs» du petit théâtre «I Bersaglieri» en 1927, étaient: Géno Armeni, Giuseppe Cornaro, Alfredo Mariani, Ivo Cotterchio, Dino Mariani, Spigarelli, Zerbato, Ruggero Boschieri, Alfredo Poggi, G. Fratini.
- ³² Le «Libricino», édité par l'imprimerie Gérard Willems d'Esch, comprenait les chants religieux de cette époque, les chants patriotiques du «Risorgimento» et même les nouveaux chants fascistes. Parmi les adolescentes de 1926 on se souviendra de Maria Sabatini, Irma Bonaria, Eleonora Moia, Lina Fratini, Zena Passeri, Maria Bevilacqua, Angela Fiorese, Zola Piccioni, Tosca Venturi, Costantini, Gasbarrini, Piccini, Turcitu, Maria Perillo, Bregoli, Crolla, Teresa Fossati, Marina et Vanda Fratini, Iolanda Sabatini, Zola Barbadori, Cinzia Tonetti, Cauria, Ines Bonaria.
- ³³ Ael, Justice, 76/4-0002: gendarmerie d'Esch, 16.1.1923.
- ³⁴ Ael, Justice, 76/25-0218: lettre du ministre Della Torre au ministre d'Etat Reuter, 18.1.1923.
- ³⁵ Ael, Justice, 76/25: Della Torre au ministre de la Prévoyance sociale, 4.5.1923.
- ³⁶ Ael, Justice, 76/26-0032: lettre du ministre Della Torre au ministre d'Etat Reuter, 21.3.1923.
- ³⁷ Ael, Justice, 76/25-0215: lettre de Della Torre au ministre d'Etat Reuter, 23.3.1923.
- ³⁸ Oeuvre Bonomelli, Esch-sur-Alzette: don Chiodelli à M^{me} Savina Siegrist-Ballerini, 23.2.1925.
- ³⁹ A l'occasion du 1^{er} mai, de l'anniversaire de Matteotti et des manifestations pour Sacco et Vanzetti.
- ⁴⁰ Opera Bonomelli, Esch-sur-Alzette: don Chiodelli à Bertoldi, 24.10.1925.
- ⁴¹ Ael, Justice, 76/25-0146: gendarmerie d'Esch, 4.12.1925 et «45 morts» etc., op. cit., pp. 32-33.
- ⁴² Ael, Justice, 76/25-0195: gendarmerie d'Esch, 5.12.1925.
- ⁴³ Ael, Justice, 76/25: le ministre Brichanteau au ministre d'Etat Prüm, 5.12.1925.
- ⁴⁴ Ael, Justice, 76/25-0154: le procureur d'Etat, 21.8.1926.
- ⁴⁵ Ael, Justice, 76/25-0185: gendarmerie d'Esch, 7.12.1925.
- ⁴⁶ Ael, Justice, 76/25-0182: gendarmerie d'Esch, 9.12.1925.
- ⁴⁷ Luxemburger Wort, 7.12.1925. Tous les commerçants italiens avaient été invités à fermer leurs magasins. L'invitation ne fut pas suivie par les cafés normalement fréquentés par les communistes: Giuseppe Gherardi, Passeri Luigi (bd Prince Henri), Bartocci Alfredo (rue d'Audun) et Mancini Antonio (rue du Brill); les communistes ne cachèrent pas leur satisfaction pour ce crime affreux. (Ael Justice, 76/25-185: gendarmerie d'Esch, 7.12.1925).
- ⁴⁸ Opera Bonomelli, Esch-sur-Alzette: don Chiodelli à Guido Martinoli, 5.1.1926.
- ⁴⁹ Ibidem: don Chiodelli au professeur Pestalozza, 11.5.1926.
- ⁵⁰ La Voce d'Italia, 2^e année, n° 2, 17.1.1926.
- ⁵¹ Asmae, 1422: lettre de M. Brichanteau au Mae, 8.4.1925.
- ⁵² Asmae, 1422: lettre du ministre Preziosi au Mae, 4.5.1926.
- ⁵³ Opera Bonomelli, Esch-sur-Alzette: don Chiodelli à M^{me} Savina Siegrist-Ballerini, 17.8.1925.
- ⁵⁴ Luxemburger Wort, 17.3.1926.
- ⁵⁵ Acs, Ps 1927, b. 163 J 4: le Mae à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 11.5.1926.
- ⁵⁶ Il Riscatto, 18.12.1926.
- ⁵⁷ Il Riscatto, 22.1.1927.
- ⁵⁸ Il Riscatto, 29.1.1927.
- ⁵⁹ Il Riscatto, 12.2.1927.
- ⁶⁰ La Voce d'Italia, 3^e année, n° 6, 12.2.1927.
- ⁶¹ Nino Salvaneschi dans «La Patria degli Italiani», de Buenos Aires, repris par «La Voce d'Italia», 3^e année, n° 39, 10.11.1927.
- ⁶² Il Riscatto, 12.3.1927.

- ⁶³ Il Riscatto, 9.4.1927.
- ⁶⁴ Il Riscatto, 28.5.1927.
- ⁶⁵ Il Riscatto, ibidem.
- ⁶⁶ Ael, Justice, 76/184-0035: le commissaire de police d'Esch, 1.5.1927.
- ⁶⁷ Il Riscatto, 28.5.1927.
- ⁶⁸ La Patria, 7.8.1927.
- ⁶⁹ Acs, PS 1927, b, 163 J 4; don Chiodelli au ministre royal, 28.7.1927.
- ⁷⁰ Il Riscatto, 13.8.1927. Même par la suite, le «Riscatto» parlera d'une «bombe dressée», déposée par les fascistes, afin de provoquer de nouvelles expulsions (14.1.1928 et 18.2.1928).
- ⁷¹ Ael, Affaires étrangères, 464-0034: note verbale à la Légation d'Italie, 22.8.1927.
- ⁷² Il Riscatto, 8.10.1927.
- ⁷³ Il Riscatto, 26.11.1927.
- ⁷⁴ Il Riscatto, 30.12.1927.
- ⁷⁵ La Voce d'Italia, 3^e année, n° 41, 10.12.1927.
- ⁷⁶ Oeuvre Bonomelli, Esch-sur-Alzette: lettre du cardinal Rossi à don Chiodelli, 19.11.1927. Pour une meilleure compréhension des faits, on reprend ici la note de la page 110.
- L'évêque de Vicence, Mgr Rodolfi Ferdinando, supérieur des missionnaires de l'Oeuvre, présenta, en 1920, sa démission et proposa la nomination d'un évêque affecté exclusivement à cette mission.
- A Rome, la Congrégation Consistoriale accepta cette proposition et mit en œuvre deux réformes: l'institution d'un «Prélat pour l'émigration italienne» (23 octobre 1920), dont le rôle était de préparer les religieux destinés à l'émigration; les premiers Prélats furent Mgr Michele Cerrati (1920-1925), Mgr Rocco Beltrami (1925-1929) et Mgr Erminio Viganò à partir de 1931.
- Après la prise du pouvoir de Mussolini, le «Commissariat général de l'émigration» fut intégré dans la structure du ministère des Affaires étrangères (1923), sous la direction du commissaire Giuseppe de Michelis, et passa toujours plus au service de la politique fasciste.
- Le commissaire de Michelis commença rapidement à faire pression sur l'Oeuvre, affirmant qu'il n'était plus possible d'accorder des subsides à des institutions «privées». De son côté, la Direction générale du «Fonds pour le culte» écrivait à Mgr Cerrati, afin qu'il intervienne pour «communiquer» à son clergé des instructions, selon lesquelles il était nécessaire que les fonctionnaires royaux à l'étranger, dans l'œuvre qu'ils poursuivaient, notamment la charge de ramener les masses ouvrières à une haute compréhension de leurs devoirs envers la Patrie, soient aidés dans leur tâche par les prêtres préposés aux soins des émigrants» (30 novembre 1923).
- Il s'agissait d'une invitation très claire adressée aux missionnaires, pour qu'ils appuient la propagande gouvernementale à l'étranger.
- Etant donné que l'Oeuvre résistait à ces pressions, elle fut soumise à une sévère enquête secrète (1924); mais l'enquête était en général positive; on déclarait que l'«Oeuvre Bonomelli» agissait «au-dessus de toute foi politique et religieuse» et qu'elle était «indispensable et de grande utilité». L'Oeuvre comptait alors 43 secrétariats en Europe (dont un à Esch) et rassemblait dans ses écoles 2 200 élèves.
- De Michelis opta alors pour une autre tactique: la menace contre les missionnaires. En février 1925, il communiqua que les missionnaires devaient abandonner l'assistance sociale et «se limiter à l'assistance religieuse et morale».
- Par la suite il essaya de les intimider, en demandant toujours plus fréquemment le transfert de ceux, qui s'opposaient à sa politique. Au cours de ces années, les missionnaires qui travaillaient au service de l'Oeuvre étaient au nombre de 29: les plus âgés résistèrent le plus longtemps aux pressions du fascisme et souvent ils durent payer de leur vie leur courage.
- Le 29 décembre 1925, le Conseil de direction (laïque) de l'«Oeuvre Bonomelli» fut renouvelé et, sous l'insistance du gouvernement, on vota pour des hommes à tendance fasciste.
- L'administration laïque de l'Oeuvre fut ainsi transformée en une agence du régime. Mais, en ce qui concernait les prêtres, Rome réagit promptement et, le 26 mars 1926, on publia, avec l'approbation du Pape Pie XI, de nouvelles règles pour les missionnaires, qui dépendaient désormais de la seule autorité ecclésiastique. De son côté, le cardinal De Lai, secrétaire de la Congrégation Consistoriale, ajoutait quelques normes particulières, parmi lesquelles, celle de s'abstenir «de façon absolue et toujours, de toute manifestation politique ou ayant un rapport avec un parti politique».
- Ces normes furent favorablement accueillies par les missionnaires. Certains d'entre eux proposaient même de créer une nouvelle «Société Missionnaire Bonomellienne», directement dépendante du Saint Siège: il s'agissait de la rupture nette entre les missionnaires et les directeurs laïques de l'Oeuvre, désormais clairement liés au fascisme.
- Vers la fin du mois d'avril 1927, le Commissariat général de l'émigration était supprimé et substitué par une «Direction générale des Italiens à l'étranger», strictement dépendante des directives du ministère des Affaires étrangères. Les pressions du gouvernement sur les missionnaires se firent encore plus fortes. Etant donné que leur indépendance des autorités civiles et de la direction laïque de l'Oeuvre n'était pas assurée, Rome décida de dissoudre le groupe des missionnaires de l'Oeuvre. Le 19 novembre 1927, Mgr Raffaello Carlo Rossi, au nom du cardinal De Lai, envoyait à chaque missionnaire une lettre, dans laquelle on annonçait que le Pape avait dissout le «Corps des Missionnaires Bonomelliens»; chacun d'entre eux pouvait rentrer dans son diocèse ou demander la permission à la Congrégation Consistoriale de rester dans le siège à l'étranger. Il n'était cependant plus permis de se nommer «bonomellien» ou d'employer ce nom dans des insignes ou dans des lettres. L'organisation des missionnaires à l'étranger fut changée; on nomma un directeur des «Missionnaires pour les émigrants italiens en Europe», dépendant de la Congrégation et du Prélat pour l'émigration.
- Le nouveau directeur fut l'abbé Costantino Babini, missionnaire des émigrants italiens d'Auch (France), qui vers la fin de 1928 se transféra à Lyon, puis à Paris.

Le 5 mars 1928, l'abbé Babini envoya à tous les missionnaires le texte des nouvelles normes, dont l'article 6 stipulait: «Il est défendu d'appartenir à des partis politiques... De ce fait on s'abstiendra de façon absolue de toute manifestation politique ou de parti.»

Les nouveaux centres missionnaires devaient désormais s'appeler «Mission catholique pour les émigrants italiens». Les missionnaires avaient quinze jours pour annoncer, s'ils acceptaient les nouvelles dispositions; dans le cas contraire, ils étaient invités à rentrer en Italie. La plus grande partie des missionnaires, après un certain temps, acceptèrent ces dispositions et continuèrent à travailler sur place.

Entretemps, malgré la dissolution du corps des missionnaires, l'«Oeuvre Bonomelli» continuait à exister. Mais, après quelques incertitudes, Mussolini décida qu'il était préférable de procéder à sa dissolution. L'assemblée des délégués se réunit le 17 juillet 1928 au siège de Milan et approuva à l'unanimité son «autodissolution», ainsi que la suppression du journal «La Patria».

⁷⁷ Oeuvre Bonomelli, Esch: lettre de don Babini à don Chiodelli, 6.3.1928.

⁷⁸ Oeuvre Bonomelli, Esch: don Chiodelli au professeur Pestalozza, commissaire extraordinaire de l'Oeuvre Bonomelli, 6.2.1928.

⁷⁹ Acser, don Chiodelli à don Costantino Babini, 11.3.1928.

⁸⁰ Acser, don Chiodelli à Mgr Babini, 21.3.1928.

⁸¹ Acser, Mgr Pierre Nommesch à Mgr Costantino Babini, 21.3.1928.

⁸² Il Riscatto, 28.1.1928.

⁸³ Il Riscatto, 4.2.1928.

⁸⁴ Il Riscatto, 26.5.1928.

⁸⁵ Il Riscatto, 10.6.1928.

⁸⁶ «45 morts etc.», op. cit., pp. 155-156; Ael, Justice, 76/25: rapport du commissaire de police d'Esch, 7.5.1928 et 9.5.1928; Acs, Ps 1928, b. 205 J 4: lettre de l'abbé Chiodelli au ministre de la Légation d'Italie, 8.5.1928.

⁸⁷ Acser, don Settin à Mgr Babini, 29.11.1928.

⁸⁸ Acser, lettre à Mgr Babini, 13.5.1928. Dans la proche Lorraine les choses ne se déroulaient point mieux. Le 17 novembre 1928, au siège de l'Oeuvre Bonomelli de Jœuf (Meurthe-et-Moselle) était assassiné don Cesare Cavaradossi. L'assassin, Angelo Bartolomei, se réfugia en Belgique, qui refusa l'extradition demandée par la France, en déclarant qu'il s'agissait d'un «délict politique». L'anarchiste sera condamné à mort par contumace par la cour de Nancy, le 17 mai 1931.

⁸⁹ Acser, don Chiodelli à don Babini, 22.7.1928.

⁹⁰ Der Proletarier, 6.9.1928.

⁹¹ Les négociations entre Mgr Babini et don Chiodelli duraient déjà depuis un certain temps, en ce qui concernait l'application des «nouvelles normes». Don Chiodelli essayait de tergiverser: il écrivait à Mgr Babini qu'il trouvait «trop vagues» les dispositions de la Congrégation Consistoriale et qu'il attendait des ordres qui «concernent directement mon cas particulier», avant de décider de son comportement (lettre du 23 juin 1928); mais, le 2 juillet, Babini envoya aux deux missionnaires d'Esch les nouvelles normes de la Congrégation Consistoriale en les priant de répondre dans les quinze jours: pour le changement d'habit il leur concédait trois mois; pour la substitution du nom «Oeuvre Bonomelli», un mois; et il exigeait qu'on applique immédiatement les normes en ce qui concernait l'«attitude politique». Chiodelli répondit: «Pour la situation très spéciale de la Mission et du Secrétariat d'Esch, (...) je suis disposé à accepter tous ces ordres, dans la mesure qu'ils ne changent pas, face à la Colonie, la physionomie de mon travail, et qu'ils ne créent pas dans mon âme sereine et, grâce à Dieu, toujours intacte, une dualité artificielle, une antithèse peu naturelle, entre mes qualités de prêtre et d'Italien. (...) Pour ce fait, et aussi parce que mes devoirs envers la Colonie et envers ceux qui m'ont fourni les moyens expirent le 31 décembre 1928, je n'ai pas cru possible et... loyal de changer ouvertement quoi que ce soit dans mon travail, tout en me préparant à le faire progressivement et sans bouleversements, tout spécialement en ce qui concerne le (Secrétariat) (don Chiodelli à Mgr Babini, 4.7.1928).» Les employés du Secrétariat étaient à ce moment Angelo Fossati et Marino Fratini.

⁹² Acser, lettre de don Chiodelli à Mgr Pierre Nommesch, 27.7.1928.

⁹³ Acser, lettre de don Chiodelli à Mgr Babini, 23.09.1928.

⁹⁴ Acser, lettre de don Chiodelli à Mgr Babini, 5.10.1928.

⁹⁵ Cf. note n° 11 à la page 284.

⁹⁶ Acser, lettre de Mgr Babini à don Chiodelli, 22.7.1928.

⁹⁷ Oeuvre Bonomelli, Esch-sur-Alzette: lettre de Mgr Nommesch à Mgr Babini (24.9.1928), de don Chiodelli à Mgr Babini (13.8.1928) et de don Chiodelli à Achille Giorgetti (16.8.1928).

⁹⁸ Oeuvre Bonomelli, Esch-sur-Alzette: lettre de don Chiodelli à Mgr Babini (7.11.1928) et contrat entre don Chiodelli et Mgr Babini, 20.12.1928.

⁹⁹ Acser, lettre de don Chiodelli à Mgr Babini, 7.12.1928.

¹⁰⁰ Oeuvre Bonomelli, Esch: lettre de don Chiodelli à Mgr Babini, 9.10.1928.

¹⁰¹ Acser, lettre de don Chiodelli à Mgr Babini, 11.1.1935.

¹⁰² Archives de la Mission Catholique d'Esch-sur-Alzette: carte d'invitation pour le spectacle du groupe théâtral «Amicizia» du 21 janvier 1928.

¹⁰³ Oeuvre Bonomelli, Esch-sur-Alzette: don Chiodelli, rapport sur «La Situation financière et morale de l'Oeuvre Bonomelli à Esch-sur-Alzette», 28 octobre 1927.

¹⁰⁴ Ibidem, don Chiodelli à don C. Babini, 13 août 1928.

¹⁰⁵ Acser, rapport de don C. Babini à la Congrégation Consistoriale, 3 février 1928.

- ¹⁰⁶ Voir petit fascicule de chants italiens religieux et profanes dédié aux enfants et aux adolescents, qui avaient fréquenté les institutions de l'«Oeuvre Bonomelli» d'Esch-sur-Alzette, imprimerie Gérard Willems, Esch-sur-Alzette, 1928.
- ¹⁰⁷ Oeuvre Bonomelli: don Chiodelli à don Giovanni, missionnaire à Reims, 19 avril 1928.
- ¹⁰⁸ Ibidem, don Chiodelli à Piero Parini, 30.7.1928.
- ¹⁰⁹ Ibidem, don Chiodelli à Piero Parini, 30.7.1928.
- ¹¹⁰ Ibidem, don Chiodelli à Lampertico, 14.5.1934.
- ¹¹¹ Ibidem, don Chiodelli au ministre Piero Parini, sans date.
- ¹¹² Ibidem, don Chiodelli au professeur Pestalozza, 15.2.1935.
- ¹¹³ Acs, Présidence du Conseil des ministres, 1927, f. 2/8, U. Pestalozza à G. Suardo, Milan, 1927.
- ¹¹⁴ Ibidem, téléx du ministère des Affaires étrangères à la Présidence du Conseil des ministres, Rome, 15.8.1927.
- ¹¹⁵ Ibidem, T. Tittoni à G. Suardo, Rome, 23 septembre 1927.
- ¹¹⁶ Ibidem, G. Suardo au ministère des Affaires étrangères, Rome, le 30 septembre 1927.
- ¹¹⁷ D. Grandi à la Présidence du Conseil des ministres, Rome, le 18 octobre 1927.

CHAPITRE 5:

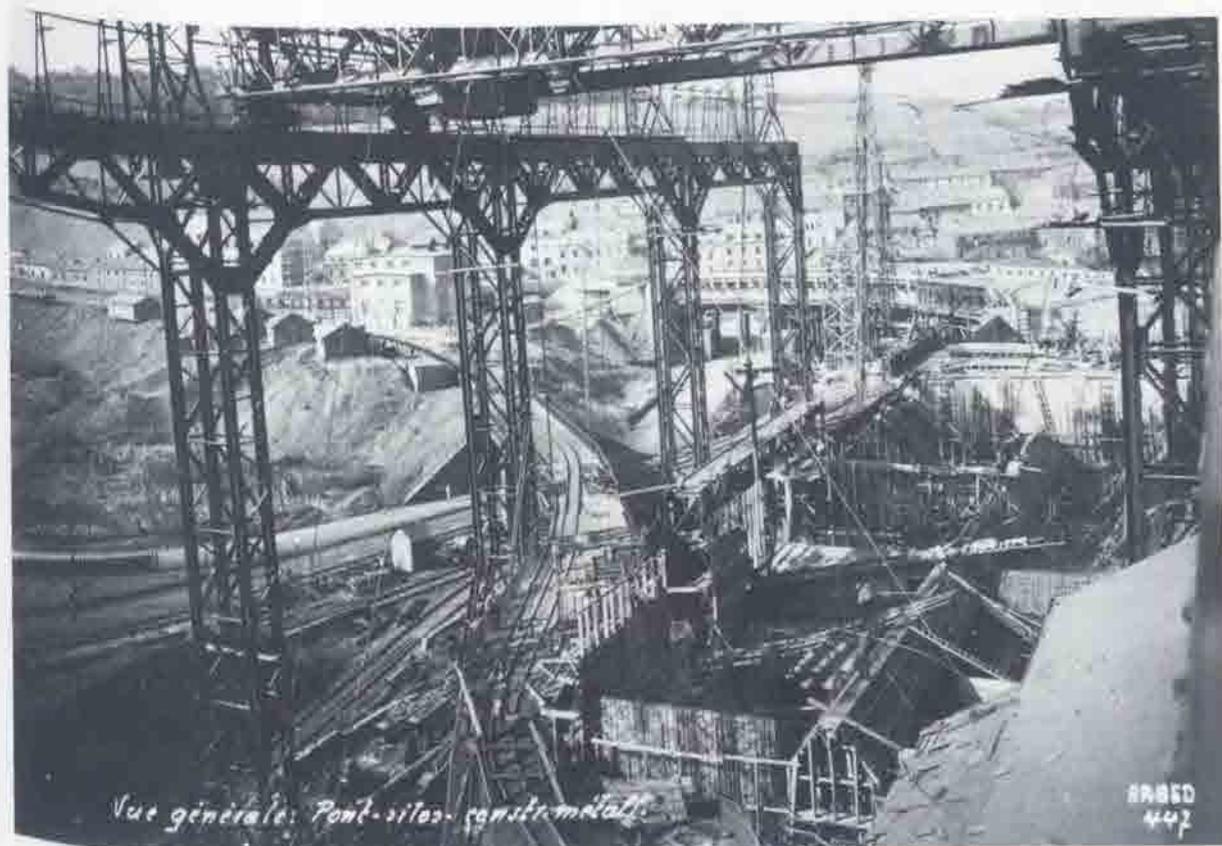
DUDELANGE:

LA COMMUNAUTÉ ITALIENNE EN EXPANSION

1. LES DEPARTS ET LES NOUVELLES ARRIVEES

Après la débâcle de la guerre, qui avait provoqué d'énormes ravages, touchant tant ceux qui étaient rentrés en Italie, que ceux qui étaient restés au Grand-Duché, la collectivité italienne de Dudelange, de même que toutes les autres du bassin minier, essaya de se réorganiser.

Une multitude d'Italiens, qui avaient quitté le Luxembourg, commença à refluer, non seulement à cause de la situation critique en Italie, qui payait durement les conséquences de la guerre – surtout à cause de l'inflation et du manque de travail –, mais aussi parce que de nombreux compatriotes s'étaient liés à cette patrie d'adoption et ne pouvaient en rester éloignés.



Dudelange. Le conflit mondial terminé, de nombreux Italiens retournèrent vers la ville, qui promettait du travail et un avenir (Collection J.-P. Conrardy).

D'anciens et de nouveaux Italiens arrivèrent à Dudelange. Quoiqu'ils fussent, en grande majorité, originaires de l'Ombrie, du nord des Marches et surtout du Frioul, on commença à assister aussi à l'arrivée des premiers immigrés venant du sud de l'Italie. (Ces derniers représentaient cependant toujours une minorité à Dudelange.)

En outre, au cours des années '20, on notera à Dudelange un perpétuel va et vient d'Italiens. Or la collectivité des Italiens immigrés comprenait en moyenne un millier de personnes.

2. REVENDICATIONS OUVRIERES

Les immigrés ne trouvaient certes pas à Dudelange un milieu de travail paisible: les revendications sociales devenaient toujours plus pressantes et les ouvriers ne réussissaient rarement à obtenir gain de cause.

Les revendications relatives aux salaires et aux conditions de vie et de travail s'intensifiaient d'année en année.

Le Gouvernement fut contraint d'accorder les 8 heures de travail ainsi que l'institution des «Conseils d'entreprise». Mais le coût de la vie augmentait sans cesse. Les ouvriers devaient former des «piquets de contrôle» aux marchés et dans les magasins, afin d'obliger les revendeurs à respecter le «prix légal». A Dudelange, c'était le plus souvent Biever qui effectua les contrôles et exigea que les prix soient respectés.

En 1919, les ouvriers obtinrent une «indemnité de vie chère», qui, comme toujours, ne suffisait pas à compenser la perte du pouvoir d'achat des familles ouvrières. L'idée de grève apparut aussi au Luxembourg. Une grève eut lieu aux Usines à Gaz de Dudelange contre le licenciement d'un syndicaliste: l'ouvrier fut à nouveau engagé.

On avait à peine repris le travail que de nouveaux licenciements s'annonçaient, et les premiers à en souffrir étaient normalement les immigrés. Cette situation provoqua l'agitation du milieu ouvrier qui éclata lors de la grande grève générale du mois de mars 1921; les revendications officielles étaient: la journée de 8 heures (cette revendication avait déjà été accordée par la loi, mais peu de patrons la respectaient) et l'augmentation de salaire. Un nombre élevé d'ouvriers de Dudelange participa aux démonstrations, qui se déroulèrent dans la capitale, devant le palais grand-ducal. Les familles vivaient dans l'angoisse. On sait que les démonstrations furent écrasées par les soldats luxembourgeois et qu'on avait même demandé l'aide de l'armée française. Ces derniers agirent en toute illégalité, notamment en pourchassant les manifestants jusqu'à l'intérieur de l'église, où ces derniers s'étaient réfugiés, comptant sur l'inviolabilité des lieux sacrés. Six mineurs italiens furent expulsés (cf. chap. I: Les Italiens et le syndicat socialiste).

Les résultats de ces manifestations furent médiocres et le travail reprit. Il faut cependant insister sur l'évolution, qui avait eu lieu dans l'esprit de nos compatriotes. Jusqu'à présent ils avaient toujours vécu en retrait, soit à cause de leurs difficultés à dialoguer avec les Luxembourgeois, soit à cause de la méfiance que ces derniers ressentaient encore à leur égard. Or, les luttes sociales contribuèrent à un réel rapprochement entre ces deux peuples: nombreux Italiens participèrent activement aux manifestations et plus tard ils assumeront même des postes de responsabilité au sein du mouvement syndical. C'était un signe irréfutable que les Italiens se sentaient toujours plus concernés par les luttes sociales de leur patrie d'adoption et qu'ils étaient désormais acceptés par leurs camarades de travail sans racisme et sans discrimination.

Les ouvriers étaient guidés par des syndicalistes tenaces. Certains d'entre eux payaient cher leur engagement. Ceci fut le cas d'Anadotti, licencié à cause de son activité syndicale¹.

La tension devenait souvent critique. Le 30 mai 1926, par exemple, on menaçait d'organiser une marche devant la Chambre des députés à Luxembourg, afin d'obtenir une augmentation de salaires et des congés payés². Mais on ne releva pas d'incidents graves.

3. UNE COMMUNAUTE EN CROISSANCE

Désormais Les Italiens de Dudelange ne se limitaient pas au «Quartier Italia»: nombreux étaient ceux qui s'étaient établis au centre de la ville, soit pour y habiter, soit pour y ouvrir de petits commerces. Mais ils ressentaient plus que jamais le besoin de rester unis, afin de ne pas renier leur culture et de pouvoir s'entraider pour améliorer leur situation.

Les graves difficultés économiques les obligeaient à rester fidèles aux habitudes prises aux «premiers temps» durs. Ainsi les familles, et tout spécialement les familles nombreuses, avaient toutes un jardin, qu'elles cultivaient après leur journée de travail. Il s'agissait souvent d'un petit champ sur les pentes du «Kolschebiërg». Ils plantaient des légumes, des pommes de terre et des arbres fruitiers; certains construisirent une étable, où ils élevaient leurs poules et leurs lapins. D'autres, plus entreprenants, possédaient même des cochons: pour les vendre et pour faire des jambons et des saucissons «à l'italienne». Le plus difficile était de trouver de l'eau pour arroser ces champs: quand il ne pleuvait pas, les jeunes transportaient l'eau dans des seaux jusqu'aux champs. Plus tard certains construisirent même des puits rudimentaires.

Il est superflu de dire combien cette activité était indispensable aux ouvriers; elle leur permettait de faire des économies, sans lesquelles ils n'auraient pu survivre et leur fournissait des légumes toujours frais. En même temps elle occupait utilement des hommes, leur évitant de se rendre aux cafés.

Nouvelles vagues d'arrivées et de départs

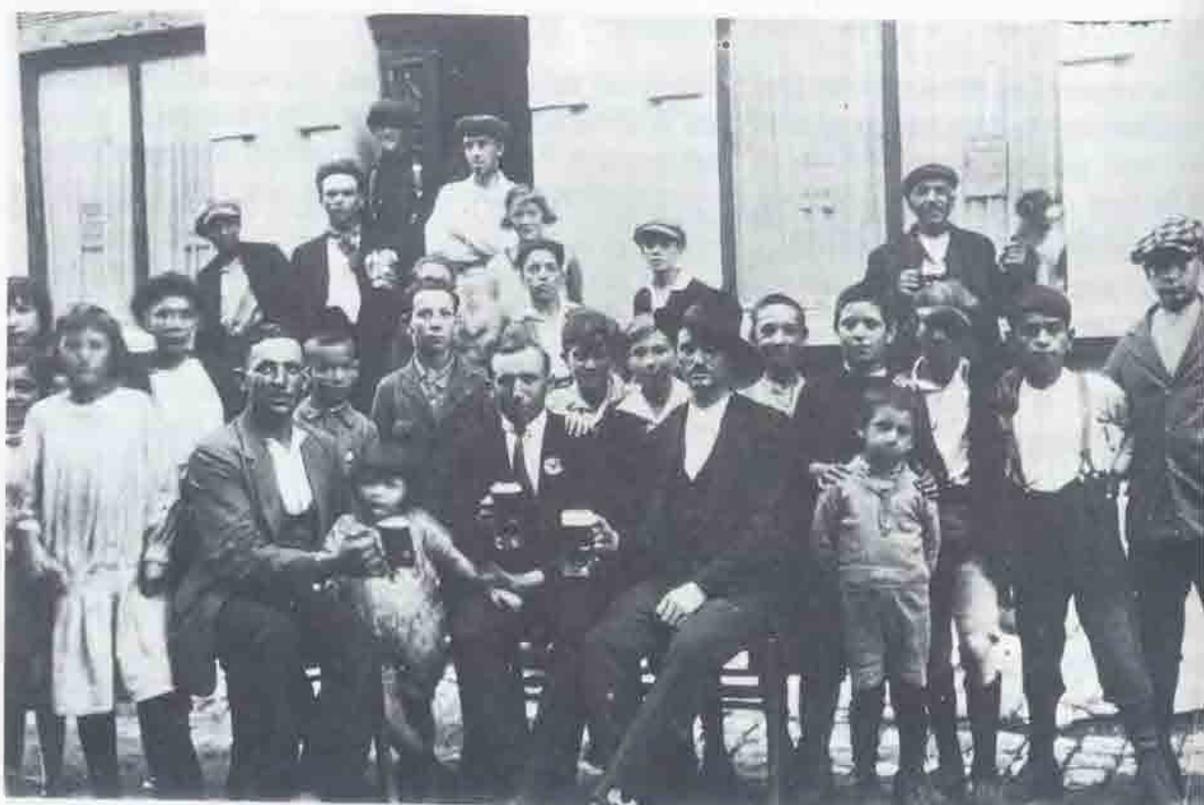
Entretemps, on procédait dans les mines et dans les usines à un renouvellement des installations. En 1925, les six hauts fourneaux, mis à feu entre 1885 et 1889, étaient remplacés par trois nouvelles unités de conception américaine. «Le service des hauts fourneaux occupait jusque-là environ 500 ouvriers, dont 70% d'Italiens, alors que la nouvelle installation se contente d'environ 160 hommes³.»

Mais la nouvelle expansion réclamait malgré tout de nouvelles forces étrangères. Et on fit de nouveau appel aux Italiens. (Parmi les recruteurs on se souviendra du syndicaliste Olivieri Francesco⁴.)

Sur initiative du syndicat, la Société Coopérative de Dudelange installa en 1925 une filiale au quartier «Italia». Le responsable en était Sagrillo.

A cette époque le nombre des arrivants italiens égalait presque celui des partants. La fluctuation de la main-d'œuvre italienne continuait selon les vieilles traditions. Quels étaient les motifs qui poussaient au départ? Par exemple, en 1926, on signala une hausse importante du taux de change de la lire italienne, qui du coup eut des conséquences néfastes pour les travailleurs, qui expédiaient régulièrement leurs économies à leurs familles restées en Italie. Le taux de change défavorable obligeait des hommes mariés à rentrer en Italie; certaines entreprises et pensions de famille, qui vivaient des Italiens, se trouvèrent en crise⁵.

Toutefois, leur nombre continuait à croître légèrement avec les années. Surtout, lorsqu'après la mise en service de la tôlerie («Greisendall») on engagea de la main-d'œuvre. Le 1^{er} janvier 1926, l'usine comptait 3 269 ouvriers, dont 2 042 Luxembourgeois, 675 Italiens et 552 de diverses nationalités; le 1^{er} janvier 1927



Dudelange. Quelques amis habitant au «Quartier Italia». On y reconnaît: Barozzi Nerino, Storti Pietro, Di Bartolomeo Giulio et Vincenzo, Solfa Berto, Longari Alfredo, Serughetti Pietro.

on atteint le chiffre de 4 105 ouvriers, dont 2 306 Luxembourgeois, 737 Italiens et 1 062 d'autres nationalités⁶.

Cafés, commerces et entreprises en bâtiment

Tout au long des années '20, les rues du «Quartier Italia» furent animées par des dizaines de commerces italiens. Une liste, datant de 1929, nous en donne un aperçu presque complet⁷.

Dans la *Rue Italie Basse*: au n° 6, café Verdi (d'Anselmi) et cordonnerie Gubbini Riccardo, n° 9, salon de coiffure Ruggeri Nicola, n° 16, magasin Beruzzi Nicola, n° 19, pâtisserie Tosi (ou Tassi) Giuseppe et magasin Giovagnoli Augusto, n° 23, épicerie Nappi Andrea et Giuseppe, n° 34, café Bon Andrea et Vve Rossi, n° 38, café-salon de coiffure Solagna, n° 40, magasin Angeletti Baldo, n° 43, Smaniotto Rodolfo. Et puis d'autres, dont on ne possède pas le numéro exact, comme le café-chapellerie Longari Mario, le salon de coiffure Baglioro Marziano et le café Mastropietro.

Dans la *Rue Italie Haute*: au n° 8, café Bassani Beltrame, n° 12, café Baldissera, n° 14, café Belli, n° 22, Rampin Mosé, n° 24, café Girelli, n° 46, café Cappelari, n° 73, magasin Terreri, n° 77, café Baldelli Francesco, n° 83, café Riva Pietro et café Rossini, n° 93, magasin Garavelli Urbano, n° 98, épicerie Cremona, n° 100, café Gaspare Reato, n° 106, café Zigliana et magasin Rosa Carmine.

Puis dans la rue Tattenberg, les magasins Toschi Carlo et Pellizzari Emilio, dans la rue de Belgique le café de la Vve Ruffini et le salon de coiffure de Bandiera.

Naturellement, les Italiens choisissaient leurs locaux selon leur région d'origine. En particulier les originaires du Frioul qui aimaient se réunir dans leurs «cafés»,



Dudelange, vers 1928. Fouilles pour la construction des «maisons Poletti» dans le bas «Deich».

afin d'y manger leurs spécialités et chanter les chants du Frioul. Un des premiers locaux ouverts par un Frioulan fut, en 1926, celui de la famille Chiarandini qui comprenait une pension de famille (10 lits), une cantine (25 personnes) et, naturellement, un café.

Mais les Italiens se dédiaient aussi à d'autres activités. Nombreux étaient les entrepreneurs en bâtiment: Poletti-Funck, Boggiani Romano, D'Ambros Angelo (à la Frontière), Gesiot Alessandro et Schiena Luigi (ces deux derniers logeaient au café Rossini). Amboni Angelo exerçait, quant à lui, la profession de «distillateur».

4. ASSOCIATIONS: «LA FRATELLANZA» ET LE GROUPE THEATRAL «ARTE E DILETTO»

Un signe incontestable de ce que la guerre n'avait pas tué l'«Italia» du bassin minier, fut donné par la reprise de l'activité de la *fanfare* «*Fratellanza*». Elle atteignit une grande notoriété et donna même des concerts dans les villes voisines. Il ne s'agissait pas seulement de faire «de la bonne musique», mais aussi de s'affirmer et d'exprimer sa solidarité. Et déjà quelque Luxembourgeois demandait à faire partie de la fanfare italienne.

Mais la grande nouveauté de l'après-guerre fut l'apparition de *groupe théâtral* «*Arte e Diletto*». Il fut fondé en 1924. Les promoteurs en étaient deux inoubliables compatriotes: Riccardo Gubbini et Primo Bonvini. Ils étaient jeunes, passionnés d'art et désireux surtout d'apporter une animation culturelle au sein de la communauté italienne et de distraire les gens pour leur éviter les interminables soirées de bistrot. Ils ne se contentèrent pas de petites comédies, mais présentèrent même des pièces plus difficiles demandant beaucoup d'engagement, telles la «*Poverella di San Bernardino*», «*La sorella del cieco*», «*Giulietta e Romeo*» et «*La Torre di Nesle*».

Une des caractéristiques du groupe théâtral de Dudelange fut qu'il présentait sous forme de synthèse de grandes œuvres, telles «*La Tosca*», «*La Traviata*», «*Carmen*» et même l'«*Aïda*»!

«*Arte e Diletto*» travaillait en étroite collaboration avec la fanfare italienne «*Fratellanza*», qui donnait encore plus de prestige au spectacle, en jouant pendant les entractes et en animant les bals qui clôturaient les soirées théâtrales. On s'amusait souvent jusqu'au petit matin. «*Arte e Diletto*» devint l'orgueil du quartier «*Italia*»; mais le groupe ne se limitait pas à des représentations à Dudelange: il jouait aussi dans la capitale, et parfois à Esch⁸. Les répétitions générales avaient normalement lieu au café Tamburini, au quartier «*Belgique*», qui avait mis à la disposition du groupe une très belle et vaste salle.⁹

Le Consul d'Italie à Luxembourg, ainsi que les autorités civiles et religieuses et même la police de Dudelange, venaient souvent assister aux représentations. Les plus âgés se souviennent avec plaisir des religieux, qui prêtaient fréquemment le matériel pour l'habillement (chemises, tuniques, etc...) ou des gendarmes, qui mettaient à la disposition des acteurs les uniformes et les sabres indispensables pour les spectacles de guerre. Il fallait s'arranger, car la caisse du groupe était vide en permanence. Il faut noter aussi que, pendant des années, tous les rôles étaient écrits à la main ainsi on pouvait faire des économies en n'achetant qu'une seule copie de la pièce qu'on voulait jouer.

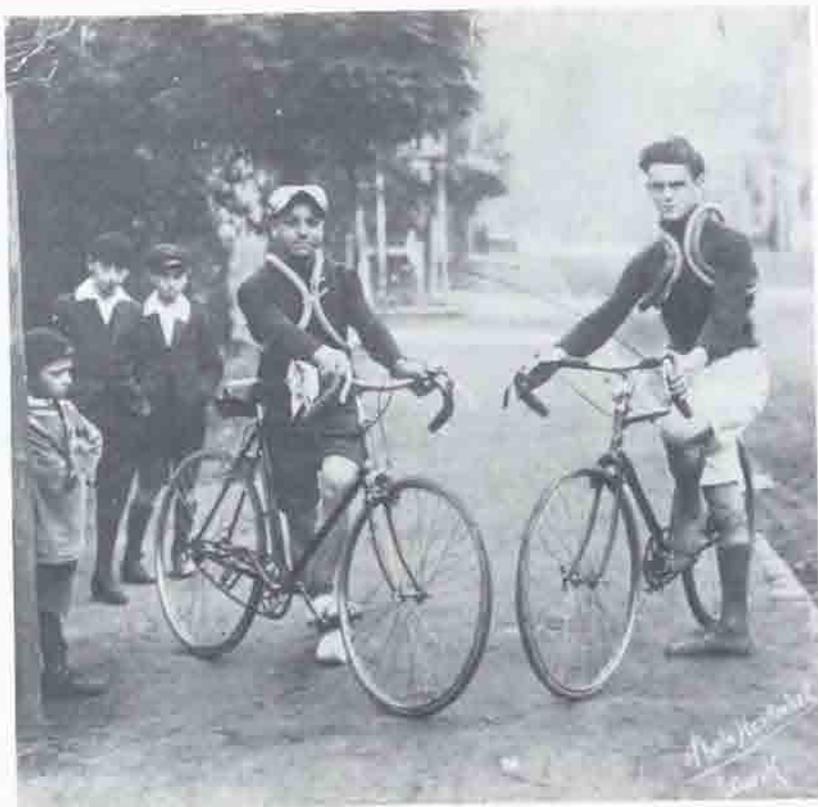
Parmi les artistes on se souviendra d'Iseppi Giuseppe et de sa femme Adele, de plusieurs Bonvini, de Nardino Gelmo et de sa femme Lina, de Baldelli Remo, Tassi Libertario, Albonetti Gino et Erminia, Perazzoli Adele (nombreux sont ceux qui se souviennent encore de sa merveilleuse interprétation d'*Aïda*), Olivieri Francesco (qui organisait aussi le spectacle), Cao Vittorio, etc.

Les autres associations

Le «*Secours Mutuel*» continuait avec persévérance son œuvre de promotion sociale et d'assistance. Et puis, il y avait les associations sportives. Désormais le nombre des Italiens au sein de l'équipe «*Alliance*» redevenait important. Ainsi, en 1928, cinq footballeurs italiens jouaient dans l'équipe de la ville: Ruffini G., Bettinelli G., Nipoli L., Eutropi F., Frezzo P.

Outre l'animation lors de festivités organisées officiellement, les plus âgés se souviennent avec nostalgie de la merveilleuse atmosphère qui régnait au quartier de la «*petite Italie*» de Dudelange, rendue encore plus agréable et plus variée par l'arrivée de nouvelles familles lors des vagues d'immigration.

Ferrari Jean, un Italien de Rumelange, participa, en 1923, au Grand Prix cycliste de Sierck-les-Bains.



Dudelange, vers 1928. Les deux frères Graglia Giovanni et Lorenzo, cyclistes renommés de Dudelange.



Il était fréquent qu'au cours des soirées d'été on entende de la musique dans tous les cafés et qu'on assiste à des concerts souvent improvisés en pleine rue et sur les petites places. A cette époque il n'y avait pas encore de tourne-disques, mais on pouvait entendre des femmes et des hommes, qui jouaient magistralement l'accordéon, la guitare et le violon. Et les fêtes duraient jusque tard dans la nuit, les autorités communales durent même intervenir et interdire la musique après 22 heures.

L'immigration peut avoir des effets extrêmement positifs: parfois les Italiens, déracinés, loin de leur pays, oublient qu'ils sont frères et se font du mal réciproquement; mais, le plus souvent, les peines éprouvées par cet éloignement suscitent un besoin d'unité, qui fait que les Italiens accomplissent ensemble sur une terre étrangère des actes de solidarité, dont ils n'auraient pas fait preuve dans leur patrie.

Les immigrés n'avaient par contre presque aucun contact avec la Mission Catholique. En 1929, don Settin s'adressa à l'Arbed, pour pouvoir implanter une chapelle italienne à Dudelange. Il écrivait: «Ces 2 000 Italiens ne sortent point de leur forteresse; il faut y pénétrer¹⁰.»

5. AGITATIONS POLITIQUES: FASCISTES ET ANTIFASCISTES

Les Italiens arrivaient toujours plus nombreux. La plupart de ces nouveaux arrivants étaient poussés à l'émigration par la situation critique en Italie et un nombre impressionnant d'entre eux avait été contraint de fuir l'Italie à cause du fascisme, qui s'y affermissait de jour en jour et chassait tous ceux, qui avaient d'autres opinions politiques. Ces derniers étaient surtout des anarchistes, des communistes ou des socialistes. Or ils ne seront pas non plus à leur aise au Grand-Duché, car le Gouvernement avait prévu dès 1920 un programme d'expulsion contre les communistes.

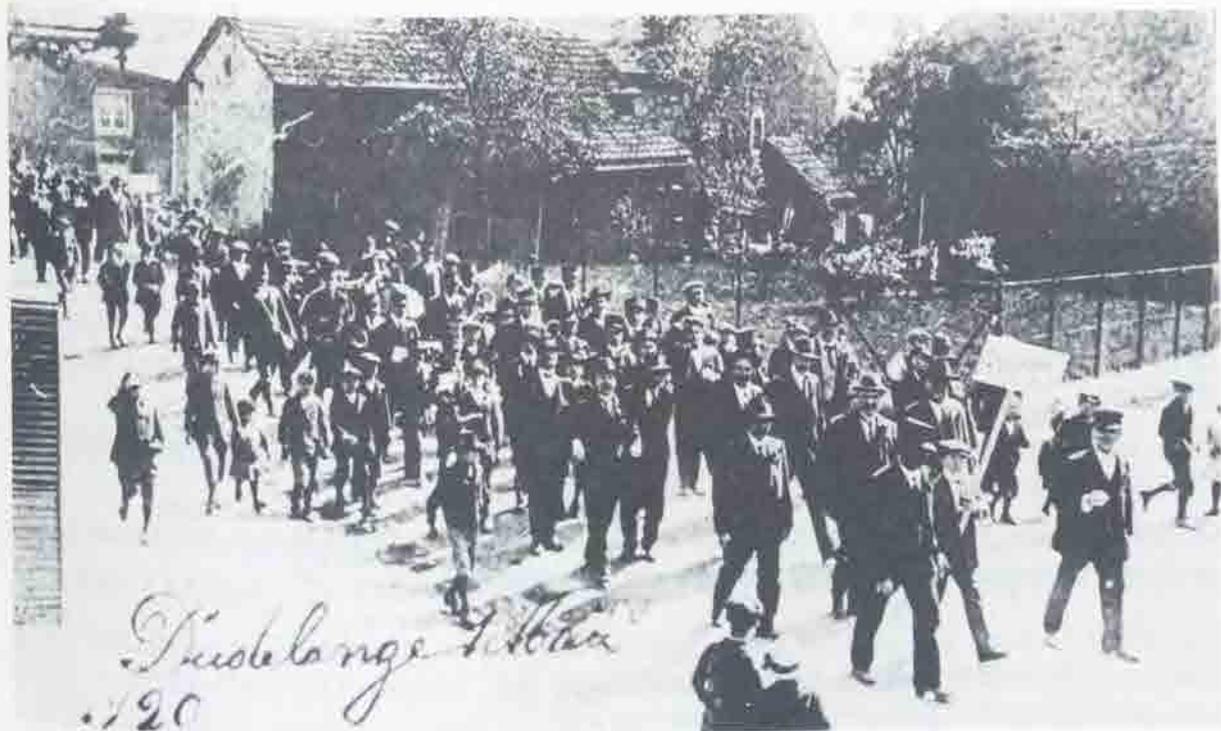
Toutefois, une section italienne communiste prospérait à Dudelange depuis mars 1921¹¹. Elle avait été fondée par Pippo Pianezza (né le 2 avril 1892 à Vignola) qui, expulsé du Luxembourg par arrêté ministériel du 15 janvier 1921, avait confié la direction à Giuseppe Barozzi¹².

Ce groupe, où on n'admettait que des Italiens, se composait, en mars 1921, de 25 membres; ils se réunissaient à la demeure de Borrinelli Luigi¹³ dans l'Italie Haute, où habitait aussi Ronconi Eugenio¹⁴, destinataire de la presse communiste.

Selon des rapports de la gendarmerie, les membres du «*Parti communiste italien*» de Dudelange étaient: Federici Angelo (de Cagli), porte-parole du parti, Barozzi Ettore (fils de Giuseppe, né à Levico), Graffietti Tommaso (de Corneto Tarquinia), un certain Pietro, probablement Benassutti Tullio (de Vérone) etc.

En tant qu'anarchiste on signalait en 1928 Armenzani Giuseppe¹⁵ résidant au 105, Italie Haute, qui tout en fréquentant des éléments subversifs, ne paraissait cependant pas être un homme dangereux.

A partir des années 1924-1925, le *fascisme* commença à s'infiltrer aussi à Dudelange. La propagande, menée surtout par des hommes venus spécialement d'Italie pour endoctriner les immigrés, trouva un terrain propice parmi les commerçants¹⁶. Quelques années plus tard on trouverait le «*Dopolavoro*» même à Dudelange.



Dudelange, 1920. Défilé pour le 1^{er} mai.

Mais l'opposition, à Dudelange, entre les fascistes et les antifascistes ne provoqua pas d'incidents particuliers. La ville était bien loin de l'acharnement, dont faisaient preuve les fractions opposées d'Esch. Les Italiens de Dudelange ne s'intéressaient pas trop à la politique et le «Riscatto» le leur reprochait vivement en écrivant que le millier d'Italiens de Dudelange se contentaient en général de leur maigre salaire, qui ne s'élevait guère à plus de 40 F par jour et qu'ils «les dépendent après dans les bistrots au profit des philo-fascistes»; il se plaignait qu'en outre, dans les kiosques à journaux, on voyait toujours affichés des journaux fascistes et jamais ceux qui s'adressaient aux ouvriers¹⁷.

Au mois d'août 1927, Dudelange eut une section du «Secours Rouge» et, l'année suivante, la ville connut quelques actions antifascistes. La première fut décrite de la façon suivante par le ministre Meriano:

«Le 3 avril 1928, les inconnus habituels placent une bombe au premier étage de la maison Rossini, où siège le bureau de correspondance consulaire de la Légation d'Italie: la bombe explose, mais heureusement elle ne cause que des dégâts matériels¹⁸.»

Selon le correspondant du «Corriere della Sera»¹⁹, la bombe visait le vice-consul Attilio Colombo, qui, par bonheur, était absent.

«A cause de l'explosion, l'immeuble entier s'écroula et vingt personnes, qui se trouvaient à l'étage supérieur, furent sauvées des décombres, miraculeusement indemnes ou légèrement blessées.»

Des perquisitions furent les conséquences de cet attentat. On perquisitionna les demeures des «subversifs». Dans l'habitation de Tassi Libertario²⁰ on trouva des journaux, des tracts de propagande communiste et des listes de souscriptions pour les victimes. Tassi fut proposé pour l'expulsion²¹.

Vers la fin de la même année éclata une violente bagarre. Le «Riscatto» ainsi qu'un tract de la «Ligue antifasciste» de Dudelange annonçaient qu'un groupe

fasciste de la ville avait l'intention de faire bénir son drapeau le dimanche 21 octobre et ils demandaient aux ouvriers de s'y opposer.

«Il faut écraser la tête du monstre fasciste à sa naissance, écrivait la Ligue. Chaque délai ou hésitation se payera très cher à l'avenir»²².

S'agissait-il d'un prétexte? En réalité, personne n'avait programmé l'inauguration du fanion fasciste. Mais les groupes de la «Ligue antifasciste» parcoururent les rues de Dudelange, armés de bâtons²³. D'autres groupes, rassemblés par le parti communiste, arrivèrent de Rumelange. Et en même temps affluèrent les renforts de la gendarmerie, qui commencèrent à contrôler l'identité des personnes présentes.

Un tumulte s'en suivit. Deux Italiens résidant à Rumelange furent arrêtés: Morini Giuseppe (de Pellegrino) et Cairo Annibale (d'Alexandrie).

Mais la tension entre les fascistes et les antifascistes de Dudelange diminuait rapidement, sans donner lieu à des incidents importants.

¹ Ael, Justice, 76/177-0073: gendarmerie de Dudelange, 24.2.1924.

² Ael, Justice, 76/181-0046: gendarmerie de Dudelange, 30.5.1926.

³ Dudelange, L'Usine centenaire 1882-1982, Ed. Arbed, Luxembourg 1982, pp. 139-140.

⁴ Nos compatriotes arrivaient avec leurs familles; parmi eux on note: de la province de Bergame les Facchinetti; de Vérone, les Brugnara, les Bruto, les Farenzena; de Padoue, les Baldassi, les Misteri; de Venise les Pavan; de Bellune, les Rech, les Mazzoeco, les Bressanutti; du Frioul, les Chiarandini, les Zambon, les Valvassori; de Rovigo, les Contato, les Bertante, les Menardi; de la Romagne, les Albonetti; de l'Ombrie, les Cesaretti, les Reggi; d'Ancône, les Quagliant, les Mancini; des Abruzzes, les Barone, etc...

⁵ KOERPERICH Léon - KRANTZ Robert - CONRARDY J. P. - Düdeler Chronik, Band II, Esch-sur-Alzette, 1982, p. 204.

⁶ Dudelange, L'Usine centenaire, op. cit., p. 148.

⁷ Ael, Justice, 76/15-0026: 3.7.1929.

⁸ «Mais Esch – nous déclare un témoin de cette époque – ne nous convenait point: on y faisait trop de politique.»

⁹ Les répétitions de routine avaient lieu dans les locaux du quartier «Italia»: chez Verdi, Brizzi, etc...

¹⁰ Archivio Prelato per l'Emigrazione, position 1096: don Settin au Prélat, 6.6.1929.

¹¹ Ael, Justice, 76/98: gendarmerie de Dudelange, 1.3.1921.

¹² Ouvrier d'aciérie, né en 1865 à Rovereto (Trente), il résidait à Dudelange, au 21, Italie Basse. Son fils Ettore était lui aussi militant. Mais tous les deux s'abstinrent de la politique à partir de 1930 (Acs, Cpc, b. 358 «Barozzi»).

¹³ Né en 1893 à Taglio (Rovigo), résidant à Dudelange, 85, Italie Haute.

¹⁴ Né en 1879 à Bozzolo.

¹⁵ Acs, Cpc, b. 193 «Armenzani Giuseppe». Né à Sassoferrato (Ancône) le 23 avril 1880; immigré en France en 1924. Il s'était par la suite établi à Dudelange.

¹⁶ Une liste (Ael, Justice, 76/15-0026: 3.7.1929) rédigée par les communistes en 1929, définit les tendances politiques des différents commerçants de Dudelange. Étaient considérés comme fascistes: Angeletti, Solagna, Brizzi, Storti, Rossi-Tosi, Giovagnoli, Beruzzi, Rossini, Garavelli, Cremona, Bincan, Zigliana, Toschi et Pellizzari. Sympathisants communistes: Smaniotto, Baglioni, Ruggeri e Riva. Sociaux-démocrates: Murer, Bof et Gubbini. Sans parti: Nappi, Longari, Mastropietro, Girelli, Baldissera, Terreri, Ruffini et Bandiera.

Toutefois, communistes ou non, certains commerçants avaient été invités à verser régulièrement une quote-part à des organisations de gauche: Cappelari, Belli, Baldissera, Rampin, Girelli, Bassani, Gubbini, Verdi, Ruggeri, Brizzi, Mastropietro, Baglioni, Longari, Nappi, Tassi, Giovagnoli, Rossi, Bof, Storti, Bresci, Smaniotto, Solagna, Angeletti, Murer, Bertinelli, Baldelli, Riva, Rossini, Garavelli, Cremona, Bincan, Zigliana, Toschi, Pellizzari et Ruffini.

¹⁷ Il Riscatto, 27.8.1927.

¹⁸ Asmae, 1422: lettre de Meriano au ministre d'Etat, 3.11.1929.

¹⁹ Il Corriere della Sera, 8.5.1929; et Acs, Ps 1928, b. 205 J 4: le Mae à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 19.4.1928.

²⁰ Né à Sassoferrato (Ancône), le 5 avril 1904.

²¹ Acs, Ps 1928: la Légation d'Italie à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 29.5.1928.

²² Acs, Ps 1928 b. 205 J 4: la Légation d'Italie au Mae, 22.10.1928.

²³ Ael Justice, 76/25-0090 et 0088: gendarmerie de Dudelange, 21.10.1928; Il Riscatto, 21.10.1928; Acs, Ps 1928, b. 205 J 4.

CHAPITRE 6:

AUTRES VILLES DU BASSIN MINIER: DE DIFFERDANGE A BETTEMBOURG

1. LES ITALIENS DE DIFFERDANGE ET DE LA REGION FRONTIERE

Les industries sidérurgiques de Differdange constituaient un pôle d'attraction pour la main-d'œuvre italienne, qui y affluait en grand nombre¹.

La communauté italienne ainsi constituée était en plus grande partie employée dans les industries sidérurgiques. Le correspondant du «Corriere della Sera», décrivant la région Frontière en 1929, notait:

«A Mont-Saint-Martin on quitte le bassin minier de Longwy et on entre, le long du cours de la Chiers, dans celui d'Esch-sur-Alzette; mais d'une part et d'autre de la frontière le regard continue à se poser sur la même chaîne de collines dénudées et grisâtres, des entrailles desquelles affleure le fer par millions de tonnes au niveau du sol (on bêche pour faire un jardin et on ramasse du métal); et entre la pente et la plaine on trouve les mêmes toits en pente, adossés aux cheminées des fabriques, le même nombre illimité de rails de chemin de fer secondaires et de decauvilles, de téléferiques et de lignes de trolley-bus reliant les mines aux hauts fourneaux, et surtout la même foule d'ouvriers qui partent ou reviennent de leur travail en formant de véritables processions dans les rues ou les sentiers et à les regarder après le coucher du soleil dans l'éclat lumineux des centaines de phares de leurs vélos, on croirait voir une armée de lucioles se dirigeant vers le fond brumeux de la vallée?»

Parmi la communauté italienne de la région s'étaient installés aussi de nombreux commerçants et industriels.

A Differdange ils avaient surtout ouvert des cafés et des épiceries: Agostinelli (rue Wangert: épicerie), Bernocco Matteo (56, rue de la Gare: cantine d'Ancône), Bruno Demetrio (19, rue M. Meyer: café-épicerie, vins des Abruzzes), Bruno Serafino (rue d'Esch: épicerie) Cavallini Dionisio (rue de l'Usine: café), Vve Ciatti Luigi (rue de la Gare: épicerie), Droghini Pietro (40, rue Max Meyer: épicerie, tissus, vêtements usés), Di Giannantonio Achille (rue M. Meyer, puis rue de l'Usine: épicerie), Gambaro Giovanni (café), Portante Domenico (rue de l'Eglise, puis 6, rue d'Esch: épicerie italienne et vins des Abruzzes), Sinis Salvatore (fromages), Tenconi Pietro (boulangerie-épicerie), Veneziano Gaspare (café), Veneziano Giuseppe (café).

Très fréquentés étaient aussi les restaurants de Rossi Emidio, café-restaurant Italia (51, rue de l'Usine), Mattioli Ferdinando, magasin et café-restaurant Italiano (21, rue Wangert): ces locaux furent repris par la suite par Raisi Frères; puis le café-restaurant de Solvi Romualdo (23, rue de l'Usine) qui offrait des «consommations de tout premier choix» ainsi qu'une grande salle pour sociétés et un grand bal tous les dimanches et jours de fête. Et puis le café-restaurant d'A. Santella, (85, rue de l'Usine).



Differdange, 1922. Le café Mattioli dans la rue Wangert. Au centre: Mattioli Ferdinando, sa femme Vittoria et leurs enfants Italo, Amedeo, Dante; autres personnes: Mme Bartolozzi et ses enfants, Mme Pezzetti et ses enfants.

Il y avait aussi le magasin de chaussures D'Antonio Armando (21, rue M. Meyer), Mastroilli Valentino (rue du Parc) exerçait le métier de distillateur et Pascal Guetti avait ouvert un atelier de couture (14, rue d'Esch).

Ensuite il y avait des entrepreneurs en bâtiment: Carniel Silvio (rue des Petits-Jardins) et De Silvestri Emanuele dans la même rue (puis dans la Grand-Rue).

A *Niederkorn* on trouvait la café de Pellin Giuseppe et l'entreprise en bâtiment de Longhini Giulio. A *Oberkorn* le café-restaurant-épicerie de Baroffio Gerolamo et le café de Menghi Eliseo.

De loin plus nombreux étaient les commerçants de *Rodange*: Aimone Lorenzo (hôtel de la Poste), Frescura Antonio (café-restaurant-hôtel, rue de l'Industrie), Fiorifero Giovanni (café-hôtel, rue de Longwy), la Vve Franzetti (café-restaurant du Commerce); puis les cafés de Biava Pietro et Perino Desiderio, la boulangerie de Fuga Domenico (Bas-Rodange), Vanetti Luigi (Rue de Longwy). Les cafetiers Biava Pietro et Perino Desiderio travaillaient en même temps dans le bâtiment.

2. LES LUTTES POLITIQUES A DIFFERDANGE ET A LA FRONTIERE

Parmi les Italiens résidant à la frontière entre le Luxembourg, la France et la Belgique, prospérait le «*Secours Mutuel Regina Margherita*», qui organisait régulièrement ses fêtes traditionnelles et s'occupait des compatriotes nécessiteux³. Il avait pris la place de la Société de Secours Mutuel «*Regina Elena*» et avait son siège à Rodange.

En 1925, année jubilaire du «*Secours Mutuel*», on décida de célébrer l'événement en dotant l'association d'une bibliothèque. Chaque membre versait une cotisation

destinée à financer cette initiative s'annonçant plutôt difficile. La presse fasciste commentait le fait de la façon suivante:

«Ainsi Rodange aussi possédera son petit phare, foyer de l'éducation, qui tiendra toujours en éveil l'esprit de l'italianité parmi les braves ouvriers, qui au cours de leurs heures de liberté pourront profiter de cette initiative utile, aussi bien pendant de longues soirées d'hiver que pendant la quiétude d'un bien mérité repos, suivant une dure journée de travail. Une saine lecture retrempera leur esprit et leur offrira de nouvelles énergies pour affronter la tâche, qui les attend quotidiennement⁴.»

Le président du «Secours Mutuel» était toujours Frescura. Il invita ses membres à une manifestation d'adieux organisée en l'honneur du ministre Compans de Brichanteau, en affirmant:

«Notre association a toujours été et sera toujours présente, en soutenant selon ses forces toutes les manifestations à caractère patriotique, qui contribuent à rehausser le prestige de notre chère Italie⁵.»

Déjà en 1926, le «Secours Mutuel Regina Margherita» était apparemment étroitement lié au mouvement fasciste. De ce fait, le «Riscatto», qui annonçait l'intention de créer un «comité prolétaire antifasciste», ridiculisait les activités du «Secours Mutuel»: pour la fête de la Sainte-Barbe en 1926, «la société fascisante Regina Margherita (...) se réunissait au café Biava à Rodange, regroupant un nombre restreint de mineurs italiens (...), qui pour l'occasion avaient mis un béret blanc, rouge et vert»⁶.

Les antifascistes de l'époque étaient surtout des ouvriers membres du syndicat, très actif dans le secteur de Differdange⁷ (cf. II^e partie, chapitre 1). Au début de 1927, ils constituaient un «comité syndical» qui outre des problèmes des travail-



Differdange, année '20. L'équipe de football de la rue Wangert, ou équipe Wingo. De gauche à droite: Mattioli Italo, Pozzacchio Riccio, Pozzacchio Minotti, Nino, Giampellegrini Alberto, Hutmacher Nicolas, Glavicich Alfredo, Pierino.

leurs, se chargeait aussi de la «lutte contre le fascisme»⁸. Les communistes, de leur côté, avaient organisé une *section du «Secours Rouge»*, qui en 1927 comptait 136 inscrits, qui n'avaient cependant pas tous payé leur timbre d'assurance⁹.

Les communistes s'étaient bien implantés à Differdange. Selon la gendarmerie de Luxembourg¹⁰, dès 1921, le cafetier Menghi Eliseo d'Oberkorn était un des chefs les plus influents du parti communiste.

En 1926, le groupe communiste de Rodange-Athus se composait de la façon suivante¹¹: Comoli Giacinto, Millevoi Giacomo, Zorzelio Antonio, Calderaro Giovanni et Piacenza Gino; le chef du groupe était Mazzucchelli Luigi.

Les premiers rixes politiques éclatèrent, lorsque, vers la fin des années '20, le fascisme s'implanta dans les villes frontalières.

La première eut lieu lors d'une manifestation organisée à Saulnes (France). En effet, le 10 juillet 1927 devait y avoir lieu la bénédiction du drapeau de l'«Union des Anciens Combattants Italiens de la Grande Guerre». Les confrères de Mont-Saint-Martin, Réhon, Villerupt et de l'«Union Latine» de Longwy étaient présents à la cérémonie. Or, à peine le cortège s'était-il mis en marche, que plusieurs hommes se détachèrent de la foule, s'emparèrent des cinq drapeaux et s'enfuirent en direction de la frontière luxembourgeoise, puis à travers les bois d'Hussigny-Grund. Le consul de Longwy, qui avait essayé d'arrêter les assaillants, fut frappé et on lui arracha sa médaille. Un des drapeaux fut déchiré sur la place de Lasauvage et les agresseurs se partagèrent les lambeaux¹².

On pensait que des dizaines de communistes, armés jusqu'aux dents, avaient participé à l'assaut. Selon l'enquête de la gendarmerie, l'action de Saulnes avait été organisée par Piazza Armando¹³ et Piarulli Ruggero avait été le chef du groupe¹⁴.

Comme toujours, les autorités luxembourgeoises s'attirèrent maintes critiques, étant donné qu'elles étaient incapables d'arrêter les coupables. La Voce d'Italia écrivait¹⁵:

«Ce sont elles les plus grands responsables, car elles accordent une sorte de droit d'asile à des groupes de délinquants (...), qui viennent faire des incursions sur le territoire français et puis s'enfuient.»

Suivaient des menaces contre les antifascistes: «Aux renégats qui assaillent sauvagement, cinquante contre un, d'inoffensifs combattants, coupables seulement de porter la bannière de la Patrie, nous n'avons rien à dire. Les mots sont inutiles. Ces personnes ne méritent que le bâton et la prison. Un de ces jours ils auront les deux à la fois.»

Entretemps, les groupes communistes s'organisaient partout et préparaient des attentats contre les manifestations fascistes¹⁶.

Une occasion propice se présenta rapidement. Au mois de juillet 1928, la fédération luxembourgeoise avait organisé un concours de gymnastique à Niederkorn. Plusieurs équipes italiennes y participaient.

L'équipe d'Alexandrie arriva à Esch. Elle était accompagnée par l'abbé Chiodelli et prit l'apéritif au café Fratini. Puis elle se rendit dans un restaurant de la rue de Redange, où Fratini prononça un discours de bienvenue au nom des groupes fascistes d'Esch. Suivirent la visite de l'«Oeuvre Bonomelli», une photo prise par Groff à la gare et le départ pour Differdange¹⁷.

Differdange, 1928. L'équipe luxembourgeoise d'haltérophilie à Amsterdam (l'avant-dernier de la rangée est Pozzacchio Minotti).



A Niederkorn, tout se passa pour le mieux: Francesco Ratti d'Alexandrie gagna un premier prix. L'équipe «Forza e Costanza» de Brescia remporta le premier prix aux agrès et fut deuxième de la classification générale.

Mais la rencontre était dominée par une animosité latente. C'est pourquoi le ministre Monzani avait demandé une surveillance spéciale par la police¹⁸.

Le soir du 9 juillet, vers 21 heures, l'équipe «Forza e Costanza», après avoir reçu ses prix, se mit en route pour rentrer à Differdange. Elle traversa la place du Marché et se trouvait près du café Thilmann-Teofili, où elle allait prendre un repas, quand soudain elle vit surgir trois individus armés de revolvers, qui firent feu sur elle. Les athlètes se jetèrent aussitôt par terre, mais deux d'entre eux furent blessés: Giovanni Mangiante de Brescia fut touché à l'oreille et dut être

Obercorn, vers 1928. La Philharmonie italienne. On y reconnaît: Menghi Primo (au milieu), Persico, De Maria Bernardo (directeur, dernier à droite, debout), Genestroni, Flenghi, Bozzola, Moriconi, Rota Jean (porte-drapeau).



hospitalisé pendant un mois; Duilio Prata, de Brescia lui aussi, fut blessé au nez, mais sans gravité¹⁹. On perdit toute trace des assaillants.

Un autre événement violent eut lieu le 30 avril 1929; à Differdange les fascistes Berardi, Vitali, Santini, Caristo, Boschi et Civitareale s'étaient rassemblés rue de la Gare. Ils commentaient avec dédain l'assassinat d'Arena, quand passa près d'eux un Italien portant un insigne de la gauche. Berardi l'assaillit et le lui enleva. Puis le groupe se rendit au café Jungers, où il fut assiégé par les communistes²⁰.

Vers 23 heures, les fascistes osèrent enfin quitter le café; ils furent pris à coups de revolvers par des inconnus cachés sur le pont Thillenberg. Les fascistes répondirent à leur tour par des coups de feu et Caristo Michele²¹ fut gravement touché à la jambe et dut passer cinq mois à l'hôpital, craignant l'amputation de sa jambe. Comme toujours les agresseurs étaient introuvables.

Ainsi la collectivité italienne vivait divisée en deux camps: d'une part les fascistes, qui avaient comme chef Frescura, président du «Secours Mutuel Regina Margherita»; d'autre part les antifascistes, toujours aux aguets de nouvelles victimes.



Rodange, vers 1923. Le nouveau «Café italien» bâti par Antonio Frescura à côté de l'usine. (Personnes assises de gauche à droite: Suzanne Huberty (femme d'A. Frescura) sa sœur Catherine Huberty, Antonio Frescura; à leur droite habillée en blanc: la fille Frescura Anna, mariée à Moretti Jean; 2^e rang: le deuxième est Moretti Jean. Les autres personnes sont des clients et des pensionnaires du café).

3. LES ITALIENS DE PAR LE GRAND-DUCHE

Il y aurait toute une histoire à évoquer sur la vie des communautés italiennes des divers centres du Luxembourg. Mais nous nous limiterons à citer au moins les noms des compatriotes, qui se distinguèrent par leur activité professionnelle.

A *Pétange*, à côté du commerçant Rossi Sebastiano, nous trouvons plusieurs entrepreneurs en bâtiment: Podestà Enrico, Bollini Alberto, Degano Frères, Foglia Cesare, Nangeroni Giuseppe et Tollini Antonio.

A *Belvaux*, l'entrepreneur en bâtiment Ferrarini Renato (rue de Soleuvre) et le distillateur Raisi Alfredo.

A *Schifflange*, le café Negrini P.

A *Kayl*, le café Nardi Cesare et l'entreprise en bâtiment Abalti Annibale.

A *Tétange*, le café-épicerie de Galli Matteo.

A *Rumelange*, important centre de mineurs, prospéraient les cafés de Guardamigli Angelo et Luigi, Mazzadori Vito (avec pension de famille), Mazzapicchi E., et Palazzari Angelo (avec dépôt de bière).

Puis des commerçants installés dans d'autres villes du Grand-Duché: l'entreprise de construction Giorgetti Antonio et Samuele à *Mondorf-les-Bains*; les entreprises De Giorgi Giovanni et Ciglia Agostino à *Steinfort*; l'entreprise de Melina Marco à *Flaxweiler*, celle de Menotti Domenico à *Beaufort* et celle de Rossi Filippo à *Wiltz*.

4. BETTEMBOURG: LES ITALIENS AUTOUR D'UNE BRIQUETERIE

«Laisse-moi ton adresse, on ne sait jamais...» C'est ce qu'avait dit Antoine Derkum à Picco Bernardino à la veille de la Première Guerre mondiale, tandis que ce dernier préparait ses valises.



Bettembourg, années '20. Picco Bernardino, chef reconnu des ouvriers italiens de la «briqueterie».

Picco était originaire de Flaibano, dans le Frioul et se trouvait déjà depuis de nombreuses années en France. Derkum était chef de bureau d'une fabrique de briques près de Metz.

Dès la fin de la guerre, en 1918, Derkum se transféra au Luxembourg et assumait la direction d'une briqueterie, construite à Bettembourg vers la fin du XIX^e siècle. Il la transforma en société anonyme, dont il faisait lui-même partie, mais qui appartenait aussi à Karl Turk (mari de la fille du baron Jacquinet), Henri Pütz et quelques autres. Il écrivit alors à son ami au Frioul, en lui demandant de lui envoyer de la main-d'œuvre.

En 1921, Picco Bernardino répondit à l'invitation, en partant de Flaibano avec un groupe d'ouvriers: Picco Onorato, Picco Luigi, Picco Lucio, Picco Fredo, Picco Zolio, Picco Abramo, Dreosto Gino, Ferro Bernardino, Dreosto Luigi, Bevilacqua Ugo, Bevilacqua Angelo, Viutti Valentino, Viutti Luigi (accompagné par sa femme Regina qui faisait la cuisine), Bros Doardo, Bevilacqua Giovanni, Del Degan Giovanni²²...

Ils arrivaient seuls, car amener sa famille était un «luxe»: il fallait un permis spécial du gouvernement luxembourgeois, l'employeur devait en outre fournir la garantie d'un logement décent et la demande coûtait 80 F or !

Les ouvriers n'étaient pas stables: ils restaient pendant une «saison», puis ils rentraient à Flaibano pour Noël, et, s'il n'y avait pas de travail urgent, ils restaient dans leur village jusqu'à la St-Joseph (19 mars). Souvent, si le temps était mauvais, ils retournaient en groupe à Luxembourg. Ils louaient un grand char, le couvraient d'une grosse toile, y attachaient des chevaux et partaient à la manière du «far-west». Les premiers kilomètres étaient les plus difficiles: ils regrettaient leur famille. Ils atteignaient rapidement la première étape: à Pozzo il y avait un débit de boissons où on s'arrêtait, essayant de chasser l'ennui et la tristesse.

Puis, ils arrivaient à la gare de Codroipo, chargés d'énormes valises, pleines à craquer. A Mestre il fallait changer de train, puis nouveau changement à Milan. A Chiasso il fallait descendre pour la douane et à Bâle il fallait parcourir à pied un long passage souterrain pour passer les contrôles douaniers suisse et français. Ensuite ce fut la dernière étape et l'arrivée à Bettembourg.

A la briqueterie ils logeaient dans un dortoir commun. Ils avaient à leur disposition une cantine et un jeu de pétanque. Ils étaient en contact avec les missionnaires d'Esch: dans un premier temps avec ceux de l'«Oeuvre Bonomelli», puis avec don Flavio Settin.

Ils travaillaient en moyenne 11 à 12 heures par jour. Ils se levaient très tôt le matin et approvisionnaient en briques tout le Luxembourg.

Mais, ils se sentaient profondément «flaibanais» et la briqueterie constituait un îlot frioulan au cœur du Grand-Duché.

Entreprises et «Secours Mutuel»

En dehors de la «briqueterie», d'autres entreprises florissaient à Bettembourg. De nombreux Italiens y avaient implanté une entreprise en bâtiment: d'abord Parachini Stefano, Parachini Giulio et Fagnoni Antonio, puis Collini Antonio et Gheroldi Stefano. Des noms connus étaient aussi celui de l'ingénieur Genoni Stefano (53, rue Lensch) et du contremaître Giorgetti Eustachio.

Autant de ferveur et d'activité méritait bien la création d'un «Secours Mutuel». Il fut fondé le 13 mars 1927. L'initiative en revenait à Achille Giorgetti, il porta le nom de «Société de Secours Mutuel Prince Umberto» et dépendait du «Secours Mutuel» de Luxembourg. Les inscrits payaient 5 F par mois et, en cas de maladie, ils recevaient 5 F par jour.

Le «Secours Mutuel» avait son siège au café de l'avenue de la Gare (où se situe aujourd'hui la Banque Internationale). Il possédait aussi un drapeau (un tricolore

aux armes du Roi d'Italie), qu'on déployait à toutes les fêtes, lors des enterrements et des processions.

Lors de la première assemblée générale de la nouvelle société, on élit le Conseil composé de Stefano Parachini, Giulio Parachini, Antonio Fagnoni, Eustachio Giorgetti, Bernardino Picco, Toscani, Moro, Ernesto Parachini et Della Siega. Les auditeurs des comptes étaient Giroldi et Spinella. L'honneur de porter le drapeau revint à Luigi Fagnoni²³.

Le fascisme à Bettembourg

Complètement absorbés par leur travail à la briqueterie et leurs rencontres amicales, les Flaïbanais n'avaient point de temps pour la politique.

Toutefois, lorsque le mouvement fasciste s'implanta à Esch et à Luxembourg, plusieurs d'entre eux furent obligés à s'y inscrire: en effet l'adhésion était indispensable, s'ils voulaient profiter des avantages accordés lors des voyages et du renouvellement des passeports. Mais aucune manifestation politique n'eut lieu à Bettembourg: tout au plus ils participaient à la fête du 4 novembre et quelques-uns assistaient à la fête fasciste du 21 avril, le Noël de Rome.

Parfois des endoctrineurs du fascio arrivaient à Bettembourg. Ainsi, un certain E.R.S. visita en 1928 la petite communauté de Bettembourg, pour y diffuser l'hebdomadaire illustré «La Nuova Italia»²⁴. Il définit ainsi les Italiens de Bettembourg:

«De braves garçons, un peu naïfs, qu'on verra sous peu en chemise noire aux côtés des camarades déjà aguerris d'Esch et de Luxembourg. Certain, il y a très longtemps, fut rouge – pourquoi le nier? – d'autres furent roses, violets, jaunes, la majorité incolore. Mais ce sont des Italiens toujours fiers de leur travail.»
Il ajouta quelques notes sur la vie de Bettembourg à la fin des années '20:

«Les Luxembourgeois s'entendent à merveille avec nos ouvriers, ils les estiment et les apprécient énormément. Aux Briqueteries Luxembourgeoises les briques s'alignent, s'élevant en d'énormes pyramides prêtes pour le départ en direction du travail. Picco, un ouvrier très sympathique, m'explique comment on fabrique ces briques et me confie que les nôtres sont les plus solides du monde (...).

Afin de connaître la plus grande partie de nos bons compatriotes de Bettembourg, nous avons dû faire de fréquentes haltes dans les débits de boissons et les cafés, rencontrant les plus introuvables aux heures de repas.»

La communauté de Bettembourg était donc constituée par un petit groupe d'amis, liés le plus souvent par des liens de parenté ainsi que par le travail et la nostalgie du pays natal.

Cette communauté vivait sans problèmes et dans un véritable esprit de famille.

- ¹ Au mois de septembre 1923, le commissaire de police de Differdange notait qu'à partir du mois de janvier de cette année-là, 401 ouvriers s'étaient inscrits à la mairie dont 153 provenaient d'Italie, 184 de France, 13 de différents pays et 51, de différentes communes du Luxembourg (Ael, Justice, 76/175-0214; le commissaire de police de Differdange, 17.9.1923).
- ² *Il Corriere della Sera*, 8 mai 1929.
- ³ Ael, Affaires étrangères: lettre de Masi à l'Office grand-ducal pour la protection des intérêts consulaires italiens, 12.12.1919. Masi se souciait de Sandon Angelo, né à Trichiana (Bellune) et hospitalisé à Niederborn.
- ⁴ *La Voce d'Italia*, 1925.
- ⁵ *Ibidem*.
- ⁶ *Il Riscatto*, 11.12.1926.
- ⁷ En 1927 on signalait aussi en tant qu'«anarchiste dangereux» Arquilla Rocco, né le 22 octobre 1901 à Raiano (Aquila) et expulsé de France. Également menacé d'expulsion par les autorités luxembourgeoises, il cessa toute activité politique (Acs, Cpc, b. 198 «Arquilla Rocco»).
- ⁸ *Il Riscatto*, 19.3.1927.
- ⁹ *Il Riscatto*, 19.11.1927.
- ¹⁰ Ael, Justice, 76/101-0077: gendarmerie de Luxembourg, 9.3.1921.
- ¹¹ Note de la Direction générale de la Pubblica Sicurezza au Mae, 8.8.1929, in Acs, Cps, b. 312 sous le nom «Barasciutti». Mazzucchelli Luigi, né en 1901 à Besnate (Milan) et expulsé de Belgique, était soupçonné de préparer un attentat contre le cafetier Antonio Frescura (Ael, Justice, 76/15-0065: brigade criminelle de Luxembourg, 16.7.1929).
- ¹² Ael, Justice, 76/25-0117: gendarmerie de Rodange, 20.7.1927.
- ¹³ Né le 25 janvier 1894 à Domegge (Bellune), résidant à Lasauvage.
- ¹⁴ Né le 9 janvier 1902 à Cerignola (Foggia), résidant au café Viola à Esch.
- ¹⁵ *La Voce d'Italia*, 3^e année, n° 28, 30.7.1927. Dans le numéro suivant (6.8.1927) en annonçait que quatre des drapeaux volés à Saulnes avaient été brûlés à Dudelange; le directeur de l'hebdomadaire ajoutait un violent article intitulé «Il est temps d'en finir» dans lequel il annonçait des représailles appropriées.
- ¹⁶ Un rapport de la gendarmerie de Rodange (Ael, Justice, 76/14-0001 du 6.5.1929) nous donne la liste des communistes inscrits dans la cellule de Lasauvage et résidant dans la localité ou ailleurs.
Membres de Lasauvage: Rovera Giovanni (de Villafalletto - Cuneo), Nimbrini Lorenzo (de Mornico al Serio - Bergame), Melchiorre Oreste (de Bisenti - Teramo), Guglielmetti Paolo (d'Angevillers), Poli Primo (de Bruscianna - Florence), Campidelli Salvatore et Lazzaro (de Sant-Arcangelo - Forlì), Sacco Donato (de Zimella - Vérone), Trevisan Ernesto (de Villafranca Padovana) et enfin Cusin Pasquale (d'Albetone - Vicence), qui avait participé au rapt des drapeaux à Saulnes; il accueillait dans sa cave les réunions du groupe communiste, il protégeait les expulsés et les aidait à passer la frontière. Un autre membre du parti était Venturini Lino (de San Leo - République de Saint-Marin), résidant à Rodange. Le caissier et le secrétaire du PC et du SRI était Masi Pietro (d'Arezzo), qui habitait à Saulnes: il organisait les réunions du parti et distribuait les journaux communistes.
- ¹⁷ *Il giornale d'Italia*, 12.7.1928; Ael, Justice, 76/25-0098: le commissaire de police d'Esch, 10.7.1928.
- ¹⁸ Asmae, 1422: télégramme de Monzani au Mae, 10.7.1928.
- ¹⁹ «45 morts etc...», op. cit., pp. 169-170.
- ²⁰ Ael, Justice, 76/25: le commissaire de police de Differdange, 2.5.1929 et 0063 du 10.5.1929.
- ²¹ «45 morts etc...», op. cit., pp. 191-192. Caristo Michele fils de Pasquale et d'Annunziata Ferraro, né à Mammola (Reggio de Calabre), le 17 février 1888; il avait quitté l'Italie au mois de mars 1928 et travaillait comme ouvrier à l'entreprise «Hadir» de Differdange. Il était marié et père de cinq enfants.
- ²² Par la suite, arriveront, toujours de Flaibano, Picco Olimpio et Picco Lodovico, en 1928; Bizzaro Alberto et Picco Libero, en 1930. Et ensuite Del Fabbro, Sbrizzi, Pitoello, Dreosto, Del Degan, Cantarutti, Giuliani, Pittoneti, Bevilacqua, Montefani, Alessio, Ceroi, Santin, Castellano, etc.
- ²³ *La Voce d'Italia*, 3^e année, n° 15, 23.4.1927.
- ²⁴ *La Nuova Italia*, 19.4.1928.

TROISIEME PARTIE

CRISE ECONOMIQUE ET RENFORCEMENT DU FASCISME (1930-1934)

CHAPITRE 1:

SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE DE LA COMMUNAUTE ITALIENNE

1. LA COMMUNAUTE ITALIENNE AU COURS DES ANNEES '30

En 1930, le Grand-Duché de Luxembourg comptait 14 050 Italiens¹. Ils représentaient environ 25% de la population étrangère, qui s'élevait à cette époque à 55 831 personnes. Le recensement effectué en 1933² communiquait le chiffre de 10 263 Italiens (dont 5 616 hommes et 4 647 femmes) qui se répartissaient de la façon suivante: Luxembourg-Ville 716, canton de Capellen 103, canton d'Esch-sur-Alzette 8 917 (dont 133 à Bettembourg, 2 341 à Differdange, 1 835 à Dudelange, 2 668 à Esch, 205 à Kayl, 522 à Pétange, 428 à Rumelange, 434 à Sanem et 308 à Schifflange).

Le recensement de 1935 indiquait que 9 268 Italiens résidaient encore au Grand-Duché³, dont 654 à Luxembourg-Ville, 102 dans le canton de Capellen, 8 001 dans le canton d'Esch (dont 120 à Bettembourg, 2 174 à Differdange, 1 651 à Dudelange, 2 457 à Esch-sur-Alzette, 156 à Kayl, 423 à Pétange, 358 à Rumelange, 348 à Sanem et 269 à Schifflange).

Ce décalage entre les années 1930, 1933 et 1935 s'explique par la grave crise économique, qui touchait le Grand-Duché au cours de ces années et qui obligeait grand nombre d'émigrants à retourner dans leur pays d'origine.

L'échiquier politique et social du Grand-Duché

Sur le plan syndical, la scène était dominée par les deux grands *mouvements ouvriers* (socialiste et chrétien), qui luttèrent pour affermir leur liberté d'action. Ils exigeaient l'abolition de l'art. 310 du Code pénal⁴ et le régime des contrats collectifs.

Pour forcer la main au gouvernement Bech, les deux syndicats organisèrent une importante manifestation à Luxembourg le 12 janvier 1936.

Ils obtinrent l'abrogation de l'art. 310 et la création d'un Conseil national du travail, organe de conciliation entre le patronat et le salariat. Les premiers contrats collectifs ainsi qu'une loi sur les libertés syndicales datent de 1936.

Sur la scène politique on retrouve le *Parti communiste luxembourgeois*, renouvelé et batailleur, auquel adhéraient de nombreux immigrés italiens. D'autres Italiens militaient aussi dans le plus puissant *Parti socialiste*. Mais les socialistes luxembourgeois seront beaucoup plus préoccupés, à partir de 1930, par la politique nationale et internationale que par les problèmes des immigrés.

Politiquement les socialistes étaient opposés au fascisme (à celui qui triomphait en Italie et en Allemagne beaucoup plus qu'à celui qui s'infiltrait au sein de la communauté immigrée): ils dénonçaient le totalitarisme, qui opprimait les ouvriers en Italie, et approuvaient les sanctions contre ce pays.

Syndicalement ils luttèrent contre les organisations chrétiennes et l'«Opposition syndicale révolutionnaire» dirigée par les communistes.

Mais la crise économique, avec toutes ses conséquences au niveau de l'emploi, rapprochait la politique socialiste à celle du gouvernement Bech: sauver les postes d'emploi des Luxembourgeois en facilitant le rapatriement des immigrés⁵.

Le ministre d'Etat, Joseph Bech, fut à la tête du gouvernement jusqu'en 1937. Le pays était coincé entre deux idéologies opposées: le communisme soviétique omniprésent et le national-socialisme allemand qui, depuis 1933, menaçait à l'est du Grand-Duché.

Le gouvernement Bech voyait le danger surtout à gauche et, en 1937, il proposa une «loi d'ordre», qui autorisait le gouvernement à interdire les groupes menaçant l'ordre constitutionnel. La loi fut approuvée à la Chambre par une large majorité. Mais les socialistes, les jeunes libéraux et les syndicats s'opposèrent à cette «loi muselière». Elle fut alors soumise à un référendum et repoussée par 50,7% de la population.

Après cette défaite, Joseph Bech démissionna. Au bout de cinq mois d'âpres négociations, ce fut Pierre Dupong (appartenant à la droite), qui forma un nouveau gouvernement de coalition avec les socialistes: Pierre Krier et René Blum y participèrent en tant que ministres. Ce gouvernement devra assister à l'invasion du Luxembourg par l'armée allemande en mai 1940.

La crise économique des années '30

La grande crise mondiale, qui allait frapper aussi le Luxembourg, s'annonça dès 1929. Les prix de l'acier s'effondrèrent au point de devenir inférieurs au prix de revient. La sidérurgie travaillait à 60% seulement de sa capacité. L'emploi diminua de 33,3% entre 1929 et 1935. Par conséquent les licenciements augmentèrent d'année en année et les étrangers en furent les premières victimes: pour les Italiens commençait un nouvel exode.

Ce regrettable phénomène devint un des sujets principaux des lettres de don Settin et des correspondants d'Esch du «Corriere».

Le 31 mars 1930, don Settin dénonçait déjà la fermeture de certains hauts fourneaux à Esch et à Dudelange, mais il était convaincu que ce n'étaient que des «manœuvres pour se débarrasser de quelques personnes indésirables» d'autant plus qu'arrivaient constamment d'Italie d'autres ouvriers «qu'on traite comme des moutons»⁶.

Il s'agissait «de pauvres gens qui arrivent d'Italie, plus organisés que les premiers immigrés, mais liés à celui qui les a engagés en leur faisant signer des contrats infâmes». D'autres arrivaient sans avoir leurs papiers en règle et se retrouvaient dans des conditions pitoyables⁷.

Mais, au mois de juillet, la crise commença à se faire sentir ouvertement: le dimanche on travaillait seulement pendant 16 heures et certains se retrouvaient déjà au chômage⁸.

Le Grand-Duché prit ses précautions. Les ouvriers étrangers ne pouvaient immigrer sans permis spécial. Ceux qui arrivaient sans ce permis, étaient reconduits à la frontière: ou bien ils acceptaient de travailler dans les mines en Belgique, ou bien, ils devaient retourner dans leur patrie⁹. De nombreux Italiens venaient chercher de l'aide à la Mission d'Esch:

La famille Castellani. Assis: Ubaldo (le père); autour de lui sa femme et ses enfants: Angela, Mario, Luigi, Libero.



«Depuis un mois, nous sommes assaillis tous les jours par des ouvriers en transit, qui possèdent un passeport, mais n'ont pas de contrat de travail», écrivait don Settin. «Ils arrivent sans chaussures, ils ont faim. Ils nous font pitié et ils arrivent chaque jour plus nombreux. Je ne sais pas ce qu'on fera cette année, si la situation ne s'améliore pas¹⁰.»

En effet, dans le secteur de l'emploi, les choses ne faisaient qu'empirer:

«La saison devient toujours plus mauvaise. Je ne veux pas me montrer pessimiste, mais la situation actuelle nous montre clairement que les Italiens devront d'ici peu rentrer chez eux (...).

De nouvelles mesures restrictives concernant l'admission des étrangers ont été prises par le Gouvernement luxembourgeois. Les chômeurs se voient refuser le permis de travail. Où iront-ils? Que feront-ils? Les adversaires profitent de ces moments de crise pour exciter les esprits. Mais il me semble que nos compatriotes restent tranquilles, au moins pour la majorité d'entre eux¹¹.»

Quelles conséquences aura cette crise? «La faim est une mauvaise conseillère, tout spécialement pour celui qui a une famille nombreuse. Il faut l'aider, même en ne lui donnant que du pain¹².»

A partir de 1931 le Gouvernement luxembourgeois commença à accorder des subsides aux chômeurs (décret du 5 janvier 1931). Celui qui se retrouvait sans emploi, touchait la moitié de son salaire; mais ce subside ne pouvait dépasser les 12 F par jour; on y ajoutait un certain pourcentage pour l'épouse et les enfants des chômeurs, mais le total ne devait pas dépasser les 18 F quotidiens¹³.

L'année précédente, l'industrie sidérurgique avait employé 43 122 ouvriers. En 1931 leur nombre n'atteignait plus que 38 863 (dont 25 662 Luxembourgeois, 3 996 Italiens, 4 633 Allemands, 1 700 Belges et le reste d'autres nationalités); en plus, l'Entente internationale de l'acier venait de décider une réduction de 30% de la production¹⁴; en conséquence, tout travailleur ayant un emploi se sentait menacé, à plus forte raison celui qui était sans travail et ne réussissait plus à obtenir de «carte de travail» émis par la Bourse du travail¹⁵.

«Des dizaines d'Italiens quittent le Grand-Duché, et spécialement Esch, chaque semaine¹⁶.»

Chaque mois une centaine de nos compatriotes, en particulier des célibataires, rentraient en Italie, ayant été licenciés soit par l'Arbed ou les Terres Rouges d'Esch, soit par la Société Hadir de Differdange¹⁷.

Au fil des jours les licenciements devinrent toujours plus fréquents. «Ici à Esch il n'y a presque plus de Slovénes, de Yougoslaves et de Polonais; mais ils ont facilement retrouvé du travail dans les entreprises de fortification en France; nos compatriotes, par contre, ne réussissent pas à se faire engager¹⁸.»

Le 21 novembre l'Arbed renvoya 300 ouvriers, en grande partie des Italiens; d'autres furent licenciés dans les mines. Il s'agissait presque toujours de pères de famille, avec femme et enfants, résidant à Luxembourg depuis sept ou huit ans; la situation ne pouvait être pire, d'autant plus que c'était l'hiver. Le «Corriere» commentait:

«Nos familles s'étaient déjà intégrées, elles avaient une maison et même si elles étaient encore sous location, elles possédaient déjà tout dont elles avaient besoin. Elles n'avaient donc pas pu épargner leur argent. Maintenant, revendre leurs avoirs signifie les jeter, car ceux qui restent dans le pays profitent de la situation. Emporter tout en Italie? Qui pourrait le faire avec les coûts élevés du transport? (...) Il s'agit d'une bataille économique, qui éloigne les honnêtes travailleurs, les bons pères de famille, des postes de travail, où ils ont bien sûr gagné de l'argent, mais où ils ont donné tout d'eux-mêmes, où parfois des membres de leurs familles ont trouvé la mort¹⁹.»

L'exode continua au cours des mois de novembre et de décembre. Mais les familles avaient obtenu des facilités pour le transport. Toutefois la situation restait parfois des plus graves: de Belgique et de France arrivaient des ouvriers à la recherche de travail²⁰.

Le bâtiment subit le même déclin que la sidérurgie, provoquant des licenciements tout spécialement parmi les immigrés. Le «Riscatto» notait:

«Les travaux de construction n'arrivent même pas à occuper la moitié du contingent des ouvriers qui, il y a encore un an, y trou-



La famille Fiorese: les parents Fiorese Domenico et Tomasi Maria; les enfants Bruno, Gino, René, Giovannina, Antonio, Angelina.

vaient un poste de travail. De ce fait le chantier est devenu un lieu de peine où l'ouvrier, sous la perpétuelle menace des licenciements (il y a tellement de chômeurs qui demandent du travail), est obligé de fournir un rendement au-dessus de ses forces²¹.» Naturellement, dans ce secteur aussi les salaires tendent à la baisse et souvent l'Office gouvernemental de l'emploi refuse aux étrangers l'autorisation de travail (cf. «Le Soir», 30.12.1931).

En plus, dans les mines on ne travaillait plus que cinq jours par semaine et on gagnait très peu; l'ouvrier n'aurait pu gagner décemment sa journée que si la production avait augmenté de 30%²².

«De Rodange à Differdange, d'Esch à Rumelange, de Dudelange à Bettembourg, des dizaines de pauvres êtres, de jeunes et de vieux ouvriers (...) sont obligés de rentrer en Italie, où ils ne feront qu'accroître la masse des chômeurs, des sans pain²³.»

La situation ne s'améliorait pas en 1932: crise, licenciements, rapatriements²⁴. Afin de faire front à la crise, on prévoyait une réduction des heures de travail et un salaire minimum. Une loi spéciale institua une aide aux jeunes chômeurs luxembourgeois âgés d'au moins seize ans²⁵.

Mais rien n'était prévu pour les étrangers. Que pouvaient-ils entreprendre? S'adresser au consulat italien, leur répondait le «Riscatto»:

«Par des actions de masse nous imposerons au Consulat italien d'attribuer un subside vital à tous les chômeurs et d'exiger peu de formalités humiliantes, pour rembourser les frais de voyage à ceux qui rentrent en Italie²⁶.»

C'est ainsi que, incités par les militants communistes, le samedi 5 mars 1932, environ 200 chômeurs italiens organisèrent une manifestation non autorisée devant la Légation d'Italie. La réaction de la police fut décisive et violente (cf. IIIe partie, chap. II). Cinq manifestants furent arrêtés et expulsés²⁷.

La situation devenait chaque mois plus grave. Afin de pouvoir donner du travail aux chômeurs luxembourgeois (1 367 contre 206 étrangers), on continuait à licencier les immigrés. En outre toute personne, en chômage depuis plus d'un an, n'obtenait plus le voyage gratuit jusqu'à Chiasso et le remboursement des frais de transport de son mobilier²⁸.

Les différents commerces commencèrent également à ressentir les effets de la crise. De ce fait le gouvernement luxembourgeois avait promulgué un nouveau décret, selon lequel personne n'avait le droit d'ouvrir un commerce ou un atelier d'artisanat au cours des deux années à venir, s'il n'avait préalablement obtenu l'autorisation par le Directeur général du commerce et de l'industrie²⁹.

De même, certains des immigrés italiens, entrepreneurs en bâtiment, commencèrent à se plaindre. Ils avaient l'impression qu'à cause de la crise on essayait «d'écarter les entreprises italiennes de tous les travaux publics»³⁰. Mais on leur répliqua que les entreprises italiennes n'avaient jamais subi de discriminations et n'en subiraient pas» si les offres de ces firmes sont plus avantageuses que celles des firmes luxembourgeoises»³¹.

On essaya aussi d'imposer «l'austérité». De ce fait, à Esch, le conseil municipal décréta que tout chômeur trouvé dans un cinéma, dans un bar ou dans un dancing, se verra refuser pendant un mois son subside de chômage. Pour les récidivistes, les subsides seront définitivement supprimés³².

Vu la gravité de la crise, les paroisses étaient invitées à venir en aide aux indigents. Même la Mission italienne y contribua: l'œuvre de la Saint-Vincent lui confia 22 jeunes Italiens, qui fréquentaient l'école communale, afin qu'elle leur offre pendant tout l'hiver le repas de midi³³. La cuisine de la Mission fonctionna alors à plein temps, car ces jeunes venaient s'ajouter aux soixante-dix enfants, qui fréquentaient l'école maternelle et qui prenaient eux aussi leurs repas à la Mission³⁴.

En 1933 la crise sidérurgique continuait à sévir. Des 46 hauts fourneaux, 21 seulement étaient en activité, et cette situation rendait impossible tout réengagement d'ouvriers³⁵. Plusieurs Italiens, restés sans le sou, étaient obligés de partir³⁶. Parfois des wagons entiers remplis d'Italiens partaient vers l'Italie. «C'est pénible à voir — écrit don Settin —, mais c'est la seule solution possible pour toutes ces familles, qui ne travaillent plus depuis plus d'un an et qui ont épuisé toutes leurs ressources³⁷.»

La situation s'aggravait³⁸ malgré quelques signes de reprise ça et là³⁹, surtout à cause des dispositions restrictives prises à l'encontre des entrepreneurs étrangers⁴⁰.

En hiver, la Mission italienne reprenait la distribution gratuite de repas. On lui confia 36 jeunes filles (tandis que 150 jeunes Italiens étaient nourris par les paroisses luxembourgeoises d'Esch).

Afin de pouvoir affronter ces dépenses extraordinaires, la Caritas lança une grande loterie avec 100 000 billets à 2 F chacun. La cuisine de la Mission fonctionnait à plein temps: on présume qu'elle distribua quelque 75 000 repas tout au long de l'hiver⁴¹. Aux chômeurs italiens le gouvernement luxembourgeois n'octroyait pas le subside de 4 semaines comme aux autres étrangers, car il n'y avait pas de réciprocité en Italie⁴².

L'année 1934 ne débuta guère sous de meilleurs auspices. Les hauts fourneaux mis hors service en 1933 restaient inactifs⁴³. La cuisine de la Mission italienne installée au premier étage de l'édifice, n'avait plus assez de place pour tous les indigents qui s'y présentaient; on l'installa alors au rez-de-chaussée et elle fut complètement rénovée⁴⁴. Ainsi, dès le début de l'hiver, elle put recevoir 43 jeunes filles et leur servir un repas complet⁴⁵. Entretemps la communauté italienne continuait à être décimée par les retours forcés en Italie.



La famille Martellotto de Mondercange.

2. RENFORCEMENT DU FASCISME AU DEBUT DES ANNEES '30

Au cours des années '30, le mouvement fasciste intensifia sa pénétration au sein de la communauté italienne du Grand-Duché. Dans un premier temps, ses adversaires essayèrent de s'opposer par tous les moyens: ils multiplièrent les attentats et les violences entre 1930 et 1931 (cf. 3^e partie, chap. III).

Mais le régime de Mussolini accéda à une telle puissance que toute l'opposition devint vaine.

Les périodiques fascistes les plus diffusés au Grand-Duché étaient:

- *La Nuova Italia*, hebdomadaire publié à Paris.
- *Il Legionario*, organe des «Fasci italiens à l'étranger», publié à Rome.
- *Il Merlo Giallo*, feuille satirique contre les réfugiés politiques⁴⁶.

Même la crise économique se révéla profitable aux fascistes, car elle leur permettait de favoriser leurs partisans et d'éliminer les opposants. Le «Riscatto» s'indignait⁴⁷:

«Quant un travailleur italien ne réussit pas à obtenir l'autorisation de travail, il ne lui reste qu'à s'adresser à l'influente autorité de ces organismes (consulat, association de combattants, «Secours Mutuel»). S'il est fasciste, ces derniers intercèdent en sa faveur auprès du gouvernement, qui répondra favorablement à sa requête. Si cependant il s'agit de quelqu'un qui n'est ni fasciste, ni même révolutionnaire, on lui accordera cette même faveur tout à fait spéciale, mais on profitera de cette occasion pour le forcer à adhérer à une organisation fasciste (...). Les autorités gouvernementales des lieux se prêtent très volontiers à ces manœuvres honteuses, non seulement pour se débarrasser autant que possible de la masse des chômeurs, mais aussi et tout spécialement pour éloigner les germes révolutionnaires que ceux-ci sèment de façon très utile au



La «befana» fasciste à Luxembourg-Ville, Esch-sur-Alzette et Differdange.



sein de la masse exploitée et opprimée. C'est ainsi que le mois dernier un entrepreneur italien a licencié cinq ouvriers, en prétextant qu'ils faisaient de la propagande subversive et il en a engagé cinq autres, à peine arrivés d'Italie.»

La dénonciation du «Riscatto» était confirmée par un «informateur» de Luxembourg, qui accusait les autorités italiennes locales de manque de tact⁴⁸:

«Notre politique de pénétration au sein des masses ouvrières a été très mal engagée et on ne fait qu'exaspérer toujours plus les esprits.

On subit constamment des menaces et des représailles de la part des dirigeants du fascio. Nos ouvriers sont affamés et n'interprètent pas avec une trop grande subtilité un geste. La faim est une mauvaise conseillère et avec les méthodes employées jusqu'à présent on n'obtient que des résultats négatifs (...). Il faut changer de méthodes au fur et à mesure de l'évolution des prises de conscience et des mentalités, si on veut atteindre un résultat positif; en plus le moment est bien choisi, car jusqu'à un certain point — les différents milieux ont l'eau jusqu'au cou et sont las des promesses, qui leur ont été faites par leurs dirigeants et qui n'ont jamais été tenues.

Une politique de rapprochement — par la persuasion — pourra donner satisfaction. Si elle ne réussit pas à remplir les estomacs, elle pourra au moins calmer les esprits...»

Le même informateur avait cependant précédemment annoncé que la crise économique freinait le succès des mouvements antifascistes⁴⁹:

«Je peux vous assurer qu'il y a une certaine stagnation, qui touche les différents mouvements, et elle n'est point due à des conflits de conscience, mais au facteur économique qui préoccupe de façon constante nos compatriotes. Ainsi, quotidiennement, on assiste à leur exode: ils partent soit vers la Belgique, soit vers la France.

Beaucoup refusent d'écouter les conseils de leur parti et se déclarent las, vaincus par la faim et les souffrances. Les communistes, de façon particulière, sont disputés entre eux et critiquent le chef pour le Grand-Duché, Zénon, qu'ils accusent même de trahison.»

La tactique des fascistes atteignait donc souvent son but:

«Avec les possibilités et les moyens dont le parti fasciste dispose — admettait le «Riscatto»⁵⁰ — nous pouvons dire qu'il a réussi à s'imposer au sein des immigrés.»

Au cours des années '30 toute la stratégie était d'ailleurs dirigée depuis Rome, qui grâce à des «circulaires», lançait un vaste programme d'assistance destiné à conquérir les masses.

Une première «circulaire», datant de 1930, concernait l'enseignement dans les écoles italiennes à l'étranger, qui devaient progressivement devenir des foyers de culture fasciste⁵¹. Dans cette circulaire, le Directeur général pour les Italiens à l'étranger, Piero Parini, affirmait que les matières fondamentales de l'enseignement devaient être la langue italienne, l'histoire et la religion. Mais n'importe quelle matière devait être enseignée dans l'esprit fasciste.

«Dans le programme d'histoire on doit avant tout souligner les efforts accomplis par les premiers Fasci de combat pour sauver la victoire et la Patrie; évoquer aussi les grands martyrs de la révolution fasciste, la Marche sur Rome, les admirables œuvres et puissantes réalisations effectuées par le Fascisme dans les différents secteurs de l'activité de l'Etat.

Dans les cours de géographie on devra donner une vision bien claire de la Patrie dans son effort de se renouveler, aussi sous l'aspect géographique, grâce aux travaux de reboisement des montagnes, de bonification des plaines...

Le programme de droit et d'économie de la cinquième année primaire devra être complété par les notions de l'organisation corporative et par des détails précis concernant la législation fasciste...

En effet, l'école devra être italienne et fasciste non seulement à travers des manifestations extérieures, mais par l'interprétation et la divulgation de la doctrine et des valeurs propres au Fascisme ou remises en valeur par ce dernier.»

Une autre directive venant de Rome, et qui sera point par point appliquée au Grand-Duché, concernait la création de «Comités pour l'oeuvre de la maternité et de l'enfance». A l'image de ce qui était déjà institué en Italie, Suvich écrivait, en 1935, aux délégations diplomatiques:

«Le désir de ce Ministère est que les Délégations Royales à l'Etranger s'efforcent avec soin et sollicitude, à constituer, au sein des Fasci locaux et profitant de l'oeuvre des sections féminines, des Comités pour l'Oeuvre de la Maternité et de l'Enfance», et il désirait, pour l'année suivante, qu'on présentât au Duce «ces mères italiennes, provenant de l'étranger, qui grâce au nombre de leurs enfants et à l'italianité de leurs familles, sont dignes d'un tel honneur»⁵².

Les mêmes buts de pénétration politique étaient visés à travers l'activité des «colonies et campings d'été», qui furent organisés depuis 1927, selon le désir du Duce.

«Cette initiative – écrivait encore Parini en 1934⁵³ – qui a été définie comme une des plus belles du Régime, mérite tout le zèle et l'intelligente activité des Consuls fascistes.» Il exhortait les responsables à ne pas envoyer toujours les mêmes enfants en colonie de vacances, mais à «élargir toujours plus le cercle des petits Italiens qui participent à cette fête annuelle de l'italianité». Il ajoutait:

«Qu'on fasse surtout attention à ce que ce soient les enfants de nos ouvriers, qui vivent dans des milieux qui nous sont politiquement et nationalement hostiles, qui profitent de ces colonies et de ces campings. L'Italie fasciste doit faire sentir qu'elle n'a pas de préjugés, surtout quand il s'agit de faire du bien à la jeunesse, car toute la jeunesse italienne appartient au Fascisme!»

Toutefois, les enfants envoyés dans les colonies en montagne ou à la mer (à Tirrenia et Cattolica) devaient présenter le «certificat d'inscription aux OGIE» (Organisations de la jeunesse italienne à l'étranger). Ils étaient classés en Balilla, Piccole Italiane, Giovani Italiane, Cadetti, Capi-centuria, Avanguardisti, Aspiranti Capi-centuria...

En définitive, si on voulait bénéficier des «avantages» accordés par le gouvernement, il fallait être inscrit au Parti.

La même condition valait pour l'octroi des décorations.

En 1934, Suvich rappelait aux responsables de ne plus introduire des «propositions pour des décorations en faveur de personnes non inscrites au Parti National Fasciste, avec la seule exception des membres des Corps armés de l'Etat, des Ecclésiastiques et des fonctionnaires, au moment de leur mise en retraite»⁵⁴.

A la suite de ces directives romaines, chaque année, environ 200 enfants partaient de tout le Luxembourg pour les colonies de vacances en Italie. Afin de financer les dépenses de l'organisation, on rassemblait des fonds au sein de la collectivité qui n'était toutefois pas ravie de ces collectes perpétuelles⁵⁵.

Les colonies à la mer et en montagne rencontraient un très large succès et provoquaient de ce fait la réaction irritée des antifascistes. La Ligue antifasciste de Differdange dénonça, au mois de juin 1931, l'oeuvre de Fratini, qui venait de se rendre à Differdange, afin de «duper différents pères de famille en les invitant à envoyer leurs enfants aux colonies d'été»⁵⁶.

«Il faut noter un autre échec de l'immigration antifasciste», écrivait le correspondant du «Riscatto» de Rumelange⁵⁷. «Les enfants sont partis pour les colonies de vacances mardi dernier, vers 16 heures, sans que nous en ayons été mis au courant. Ceci rendait impossible toute protestation, non pas dirigée contre les enfants, mais contre les fascistes, qui se pavanaient à la gare et dans tout le pays.»

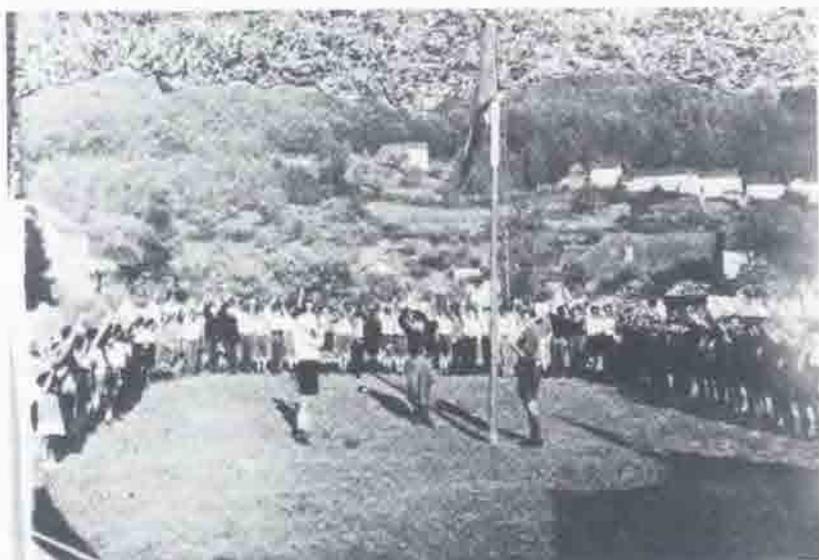
Le correspondant de Differdange notait: «Le 3 août, j'ai pu assister moi-même au départ d'un groupe d'enfants pour les colonies maritimes en Italie. Ils ressemblaient à des pauvres malheureux, mal habillés, encore plus mal chaussés, dans le but de montrer ouvertement la pauvreté de leur famille, et espérant ainsi rentrer à la maison, à la fin des vacances, avec un habit tout neuf et des chaussures convenables»⁵⁸.

Au retour de ces enfants, le correspondant d'Esch-sur-Alzette les décrivait comme étant «sales et misérables, certains sans chaussures... Tout cela me donna l'impression de voir arriver un groupe

de bohémiens»⁵⁹. Il continuait en affirmant que les personnes présentes avaient pu voir «les quatre hommes de main fascistes, ainsi que ceux qui les attendaient, changer de couleur en remarquant qu'aux alentours de la gare se trouvait aussi un groupe imposant d'ouvriers, qui n'étaient point enthousiasmés de leur tenue de liceurs. A leur plus grande surprise ils durent se défendre contre les attaques de ces antifascistes, qui ne leur offraient qu'un prélude de ce qui les attendrait par la suite».

En ce qui concernait les centres de Differdange et de Dudelange, le «Riscatto» publiait aussi la liste des familles, qui envoyaient leurs enfants aux colonies⁶⁰. Il ridiculisait en plus le fait que ces familles avaient été invitées à rendre dans les plus brefs délais «l'uniforme nouvelle, qui avait été donnée à tous les participants des dernières colonies en Italie»⁶¹.

Les fascistes organisaient aussi des *campings d'été* (normalement lors des vacances de la Pentecôte, au nord du Luxembourg). Y participaient une multitude de jeunes, ainsi que les responsables et les représentants des «Secours Mutuels».



Camping à Kopstal organisé par le fascio:
le salut au drapeau.

On célébrait aussi de manière particulièrement solennelle les *fêtes nationales italiennes*; parmi ces dernières, on n'oubliait point de commémorer les dates importantes de l'histoire de l'Italie fasciste.

Toutes ces manifestations faisaient appel à l'appui des diverses sections des *Anciens combattants italiens* (le président de la section de Luxembourg était Ferrero Giuseppe, Augusto Tani était président de celle d'Esch-sur-Alzette) de même qu'aux «Sociétés de Secours Mutuel» (dont les présidents étaient: pour Luxembourg Achille Giorgetti, pour Dudelange, Augusto Giovagnoli, pour Rodange, Angelo Moretti, pour Bettembourg, Picco, pour Esch-sur-Alzette, Marco Moia, etc.).

Le centre propulseur de l'organisation fasciste était toujours le «*Dopolavoro*». Il animait toutes les activités culturelles et sportives des groupes de théâtre, des corps musicaux et des groupes sportifs. Il avait installé un siège dans toutes les plus importantes villes du Grand-Duché: à Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Dudelange et Differdange.

Les membres en étaient, comme toujours, les commerçants et les petits industriels, que le «Riscatto» dénonçait continuellement en invitant de les boycotter⁶². (Celui qui est intéressé, peut en trouver la liste à la Note 62, page 333).

En définitive, les fascistes du Luxembourg ne réalisèrent rien d'exceptionnel. Mais ils profitèrent de la chance qui leur était offerte par le régime de Mussolini, qui au cours des années 1929 à 1936 connut sa meilleure période de crédibilité en Italie comme à l'étranger⁶³.

Les partis de l'opposition étaient déconcertés, divisés et indécis quant aux moyens à adopter. Déjà au mois de mai 1933, le bimensuel parisien «L'Esilio»⁶⁴ annonçait dans son éditorial le désarroi des mouvements antifascistes:

«Les vieux partis de l'immigration italienne sont finis et ne méritent même plus un long éloge funèbre. Finie la Concentration (...); fini le parti républicain (...), fini le parti socialiste maximaliste (...); fini le parti socialiste réformiste (...), fini le parti communiste (...) face au tyrannique nouveau parti de la dictature.»

Il ajoutait que ceux qui voulaient se battre sérieusement contre le fascisme, devaient forcément «le faire en dehors des vieux partis», étant donné «qu'au sein de ces partis, toute possibilité d'action est devenue vaine». L'unique solution: rester fidèle au socialisme marxiste et inventer «des actes de courage individuels».

3. LES ANTIFASCISTES ET LEUR PRESSE

Au cours des années '30 l'éventail politique des forces antifascistes reste identique à celui de la décennie précédente, constitué par les anarchistes, les socialistes et les communistes. Les seules actions communes des antifascistes étaient accomplies au sein de la LIDU (Ligue Italienne des Droits de l'Homme). Pour le reste, les partis de la «Concentration» ne trouvaient aucune entente avec les communistes, ni sur le plan syndical ni sur le plan politique.

En 1934, on signa à Paris un pacte d'unité d'action entre les socialistes et les communistes italiens. Mais la véritable réconciliation entre les deux partis frères ne surviendra que lors de la déclaration de guerre de Mussolini à l'Afrique (1935).

Les journaux édités par ces partis de l'opposition étaient les mêmes que ceux des années précédentes, avec l'ajoute de quelques nouveaux périodiques.

Journaux communistes:

L'Unità.

1926-1932: *Il Riscatto*, Bruxelles.

1924-1939: *Lo Stato Operaio*, Revue de politique prolétaire: Milan, puis Paris. De 1932 à 1937 il porta le titre français «L'Etat ouvrier». Puis il fut publié à New-York de 1940 à 1943.

1928-1938: *Prometeo*, organe de la fraction communiste «bordighiste» d'extrême-gauche, exclue du PCI. Périodique bimensuel, publié à Molenbeek (Belgique).

1930 : *Vocè Proletaria*.

La Défense, organe du «Secours rouge international».

Fronte Antifascista, Paris, organe des «Comités prolétariens antifascistes».

Die Arbeiterstimme (la voix des travailleurs), organe du Parti communiste luxembourgeois.

320 1932 : *L'Appello del Recluso*, revue trimestrielle des «Patronati».

- 1933 : *Solidarietà*, organe des «Patronati» du «Secours rouge international». *Azione Antifascista*, Paris, organe de «Solidarité des travailleurs pour les victimes du fascisme».
- 1934 : *La Voce delle Donne*, organe du Comité italien féminin contre le fascisme et contre la guerre.
La Verità.
Voce Operaia.
Vita Operaia.

Journaux socialistes

- 1929 : *L'Avanti*.
L'Esilio, Paris, périodique antifasciste, puis périodique d'action socialiste. Publié à Juvigny/Orge (France).
Unité Révolutionnaire, organe de la fraction socialiste de la III^e Internationale, publié chez Orel Claude, 47, rue Davy, Paris 17^e.
- 1926-1938: *L'Operaio Italiano*, «Bimensuel syndical des travailleurs italiens émigrés», organe du «Bureau parisien» de Buozzi.
- 1919-1940: *Der Proletarier*, organe du syndicat luxembourgeois.

Journaux anarchistes

- 1930 : *Bandiera Nera*, mensuel révolutionnaire, Bruxelles.
Guerra di Classe, mensuel de l'Union syndicale italienne (USI), qui remplaçait «Bandiera Nera» (mêmes collaborateurs), Bruxelles.
Fede, Revue bimensuelle anarchiste de culture et de défense. Courbevoie (France).
Il Risveglio anarchico, Genève (continuation de «Il Risveglio comunista-anarchico»).
- L'Adunata dei Refrattari*, hebdomadaire du «Cercle pour l'émancipation sociale», New-York (jusqu'en 1940).
Lotta Anarchica, pour l'insurrection armée contre le fascisme (clandestin).

Autres journaux antifascistes

- 1932-1939: *Quaderni di «Giustizia et Libertà»*, Bruxelles. Ils étaient l'émanation du groupe «Giustizia e Libertà», fondé en 1929 par Nitti, C. Rosselli et E. Lussu après leur évasion des îles Lipari. Le groupe se voulait non communiste et activiste contre le fascisme. Il était composé de socialistes démocrates.
- 1927-1934: *La Libertà*, organe de la «Concentration antifasciste» de Paris.
- 1929-1932: *Italia*, bulletin d'information édité par la «Concentration antifasciste» italienne de Paris, directeur Filippo Turati.
Il Dovere, journal politique des réfugiés italiens, Paris.
Dovere-Agence, (supplément du précédent) organe d'informations politiques et financières (1927-1948).
La Lega, Organe de la LIDU.

1932 : *Iniziativa*, bimensuel du PRI, directeur Fern. Schiavetti.
L'Italia del Popolo, bimensuel du PRI, Lugano.

4. LES ANARCHISTES

Les anarchistes déployaient depuis toujours une activité intense. Mais on ne dispose pas d'une large documentation concernant leurs actions. Les raisons en sont multiples: «Pour une plus grande sécurité – écrivait le ministre de la Légation d'Italie – leurs réunions se déroulent dans les forêts proches de la frontière⁶⁵.»



Un journal bien connu: «Le Réveil anarchiste».

Était signalé comme «anarchiste dangereux» Ballarin Luigi de Daria, déjà expulsé de France et résidant à Esch-sur-Alzette; à cause de «son active propagande anarchiste», il sera par la suite également expulsé du Grand-Duché⁶⁶.

Un autre anarchiste, bien connu de la police, était Gobbi Aquilino. Il fut arrêté à plusieurs reprises et condamné à l'expulsion pour rupture de ban. En 1930, il fut ramené pour la dernière fois à la frontière belge.

Comme d'habitude, les anarchistes n'étaient pas en bons termes avec les communistes prosoviétiques. Ils continuaient à accuser l'URSS de persécuter les non communistes. Un de ces persécutés avait été Francesco Ghezzi, et son cas avait rempli les pages du journal anarchiste «Fede», distribué gratuitement aux immigrés.

Le 16 décembre on afficha, rue d'Audun à Esch-sur-Alzette, un manifeste signé par le «Comité international anarchiste de Bruxelles». Il dénonçait les «bourreaux staliniens», qui étaient sur le point de créer «une nouvelle affaire Sacco et Vanzetti», en laissant mourir de tuberculose, dans les prisons russes, le courageux militant anarchiste⁶⁷.

Cette dénonciation était reprise par le journal socialiste «Der Proletarier»⁶⁸: «Outre Ghezzi, il doit y avoir encore de nombreux autres prisonniers antifascistes en Russie. On disait que la Russie veut plaire à Mussolini en adoptant son système.»

Les communistes orthodoxes attaquaient sans répit les agissements des anarchistes et mettaient dans un même sac Léon Blum, Trotski et... le pape⁶⁹. Le «Ris-catto» les accusait tout particulièrement de n'avoir pas participé à la quête pour la défense de D'Ascanio⁷⁰.

5. LES PARTIS DE LA «CONCENTRATION»

Il est indispensable de noter que les partis politiques œuvrant en France avaient une grande influence sur les militants du Luxembourg.

Au moment de la deuxième assemblée du *Parti socialista italiano* à l'étranger (1929), les partisans d'une fusion des partis socialistes représentant les fédérations de Suisse, de Belgique, du Luxembourg, du Var et des Bouches-du-Rhône, étaient en légère majorité; ceux, qui refusaient une fusion, faisaient partie des fédérations du nord et du centre de la France.

Le 16 mars 1930, le Congrès de Grenoble donna lieu à la rupture définitive. Les maximalistes, opposés à la fusion, expulsèrent leurs adversaires, qui fondèrent un nouveau Parti socialiste ayant pour secrétaire Pietro Nenni.

ANNO I. — N. 10.	Un numero : Fr. 0,50	10 NOVEMBRE 1932
L'INIZIATIVA		
L'INITIATIVE Quindicinale del Partito Repubblicano Italiano		
Redazione e Amministrazione : 2, rue Brongniart, PARIS (2 ^e) Telefono : Louvre 08-91	Parait deux fois par mois	Abbonamenti : De anno Fr. 20 De semest. Fr. 10 Altri Paesi Fr. 30 Fr. 20

«L'Initiative», bimensuel du Parti républicain italien, publié à Paris.

A partir de cette date, la conjoncture se simplifia. Lors du Congrès de Paris (19 et 20 juillet 1930), on approuva la «charte de l'unité», qui fut l'acte de naissance du nouveau parti unifié né de la fusion du PSULI et de l'aile nennienne du PSI. Ce nouveau parti adhérait à la «Concentration», tandis que le PSI maximaliste en était exclu.

Les organisations membres de la «Concentration» signèrent au mois de septembre 1930 un «Pacte d'union et d'action», par lequel elles s'engageaient — une fois le fascisme éliminé — à favoriser l'instauration en Italie d'un régime démocratique, fondé sur le libre jeu des classes sociales. Mais, excepté en Suisse, en Belgique et surtout en France, l'influence de la «Concentration» fut sans relief!

La grande nouveauté de ces années-là fut la naissance d'un nouveau mouvement politique: «Giustizia e Libertà». Il fut constitué en automne 1929 par Rosselli et ses camarades qui, comme lui, s'étaient échappés de leur relégation aux îles de Lipari le 29 juillet 1929 et s'étaient réfugiés à Paris. Le mouvement considérait comme «essentielle la lutte en Italie; comme secondaire, même si nécessaire, l'action à l'étranger». Il soutenait en outre le projet d'une Italie républicaine, mettant de ce fait en crise les délicats équilibres existant à l'intérieur de la «Concentration».

Ce mouvement était destiné à entrer en conflit avec le *Parti républicain*, qui avait fondé l'association «Giovane Italia» et qui considérait «Giustizia e Libertà» comme un redoutable concurrent. Par contre les rapports entre le mouvement GL et les socialistes s'améliorèrent; le 31 juillet 1931, les deux mouvements signèrent un accord d'action commune. Puis, après de longues négociations, le 2 novembre, le mouvement GL fut admis au sein de la «Concentration» «en tant qu'unique mouvement d'action révolutionnaire en Italie». (L'année suivante il exposa son «projet de programme révolutionnaire», qui sera publié dans le premier numéro de son journal «Cahiers de Justice et Liberté», en janvier 1932.)

ITALIA

BULLETIN BI-MENSUEL D'INFORMATIONS

Édité par la CONCENTRATION ANTIFASCISTE ITALIENNE
103, rue du Faubourg-Saint-Denis — PARIS (10^e)

Direction : Filippo TURATI

En-tête d'un bulletin publié à Paris par la
«Concentration antifasciste».

Les *Républicains* réagirent vivement contre la nouvelle direction prise par la «Concentration» et s'en dissocièrent lors du Congrès de St-Louis (Suisse) les 19 et 20 mars 1932; ils fondèrent un nouvel organe de presse «L'iniziativa», dirigé par Schiavetti. Mais ils étaient politiquement isolés. Ainsi, lors de leur cinquième congrès (Paris, avril 1933), la majorité des délégués exprima le désir d'adhérer de nouveau à la «Concentration». La réconciliation eut lieu au mois de septembre 1933.

La LIDU négligea, tout au long de cette période de crise économique, l'activité proprement politique qui l'avait caractérisée précédemment et concentra tous ses efforts sur l'assistance aux réfugiés politiques, qui risquaient de rester sans travail et donc sans moyens d'existence.

Le cheminement du *Parti socialiste* fut de loin le plus compliqué, car continuellement en conflit avec le *Parti communiste*. L'Internationale communiste avait diffusé un mot d'ordre: «Lutte au social-fascisme», c'est-à-dire aux partis socialistes et sociaux-démocrates adhérant à l'IOS. Ces derniers — selon l'acceptation communiste — étaient désormais devenus favorables au fascisme et s'étaient transformés en contre-révolutionnaires; ils étaient plus dangereux que les fascistes eux-mêmes, car ils empêchaient les masses de lutter pour la révolution.

La diffamante polémique des communistes contre les «chefs sociaux-fascistes» et les «traîtres du prolétariat», entretenue tout au long des années 1930 à 1932, trouvait une réplique tout aussi factieuse de certains socialistes, qui accusaient les communistes d'être des «fascistes rouges» et qui se déclaraient contraires à toute forme de totalitarisme, qu'il soit fasciste ou bolchévique.

Aux attaques extérieures on ajoutait la faiblesse interne du PSI. Les efforts faits pour trouver de nouveaux partisans au sein de la masse émigrée donnaient de médiocres résultats. Le manque d'influence sur la réalité italienne brisait l'élan du parti et le mettait en concurrence avec le mouvement GL. Le succès du fascisme italien au sein de la classe moyenne le poussait à réfléchir sur les fautes du passé. L'écroulement de la social-démocratie allemande, face à Hitler, prouvait l'incapacité du réformisme dans l'affrontement des mouvements fascistes.

Le PSI essaya de renouveler sa stratégie. En 1933, il relança le principe de la lutte pour la conquête du pouvoir, invita l'IOS à demander une réunion des deux Internationales, afin d'étudier une action du prolétariat commune contre le fascisme et se proposa une plus ferme présence en Italie.

Entre-temps éclata une nouvelle polémique entre le PSI et le mouvement GL de Rosselli. Dans un article daté de novembre 1933 et portant le titre significatif de «La guerre réapparaît»⁷², le GL préconisait une guerre préventive des puissances occidentales contre les Etats totalitaires, qui devrait survenir avant que ces derniers n'eussent le temps de raffermir leur pouvoir. Il s'agissait d'une rupture définitive avec la tradition pacifiste du mouvement socialiste international. En outre, le mouvement GL était sur le point de se proclamer «unique mouvement socialiste italien», en dépit de l'ancien parti socialiste, qui était désormais dépourvu d'initiatives et sur lequel retombait le poids de la défaite face au fascisme.

La guerre était déclarée au PSI qui, repoussant toute accusation, se prépara à lancer son action en Italie, sans la collaboration du mouvement GL et requit la révision des rapports entre les adhérents de la «Concentration».

Le 27 avril 1934, le comité central de la «Concentration» fut dans l'obligation de convoquer le Conseil général. Ce dernier se réunit le 5 mai. Étaient présents: Nenni (PSI), Rosselli (GL), Chiostergi (PRI), Campolongo (LIDU), etc. Face à l'inconciliabilité des thèses défendues par le PSI et le GL, la «Concentration» fut déclarée dissoute.

La voie était libre pour une réconciliation entre le PSI et le PCI.

l'esilio

(L'EXIL)

PERIODICO ANTIFASCISTA

ABBONAMENTI: 12 Fr. (12 pag. in copertina) - Balcanica e Annona (Londra) - Per qualsiasi cosa si scriva: "L'esilio", 11, rue Malher, Paris (19) Tel. Archives 90.01 - Direzione: Parigi - 4, rue de la Harpe, (L. S. G. O.)

En-tête d'un bimensuel publié à Paris par le
Parti socialiste italien.

Les socialistes italiens au Luxembourg

Les socialistes italiens du Luxembourg pouvaient compter sur trois leaders résidant à Esch-sur-Alzette. Le premier était Semeraro Santo⁷³, secrétaire de la section socialiste italienne du Grand-Duché, représentant du «Bureau Parisien» de Buozzi et correspondant de «L'Avanti» (il signait habituellement avec le pseudonyme Filippo Neri).

Les deux autres étaient Zuccaroli Giuseppe⁷⁴ et Tagliaboschi Tasso⁷⁵. Ces trois hommes étaient en contact permanent avec l'ex-député Giuseppe Sardelli, qui appartenait au courant maximaliste de Balabanoff; ce dernier avait fait un stage au Luxembourg, mais il préférait résider à Paris⁷⁶.

Puis, surtout à la suite de la réunification des partis socialistes, le Grand-Duché fut inclut à la «Fédération de l'Est (France) et du Luxembourg». Au mois de septembre 1930, eut lieu à Villerupt le premier congrès des quatorze sections de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle et du Luxembourg. Mais les rapports avec les communistes n'étaient pas toujours faciles⁷⁷.

6. LES COMMUNISTES ITALIENS AU GRAND-DUCHE

En première ligne on trouvait incontestablement toujours les communistes. Ils étaient toutefois minoritaires et isolés des autres partis à cause de leur idéologie prosoviétique, mais ils avaient constitué un «groupe communiste de langue italienne» aguerri et extrêmement actif aux différentes organisations (la «Ligue antifasciste», le «Secours rouge international», l'«Opposition syndicale révolutionnaire») émanant du Parti communiste luxembourgeois.

Le Parti communiste luxembourgeois, restructuré en tant que parti «national» en 1929, se dédia, tout au long de l'année 1930, à la consolidation de sa propre organisation. Le rapport moral du Comité central pour l'année 1930⁷⁸, note que le parti s'était fixé progressivement un plan de travail pour l'engagement syndical (les dirigeants de l'Opposition révolutionnaire faisaient partie du Comité central du parti). Il avait renforcé sa discipline interne, éliminant des collaborateurs indignes (Klein, secrétaire du SRI, avait été forcé à démissionner et avait été exclu du parti; le même sort avait été réservé au responsable du groupe italien de Rumelange, qui était parti en emportant les cotisations). On notait une diminution des membres étrangers due aux fréquentes expulsions, mais le nombre des membres luxembourgeois était en hausse.

Les luttes politiques et syndicales du parti se déroulaient à Esch (voir 3^e partie, chap. III) et furent violemment réprimées par la police. Mais, toujours selon le même rapport, l'acharnement du gouvernement contre le parti communiste était un signe tout à fait positif: «Les derniers événe-

ments du mois de février (1930 à Esch), les excitations des réformistes, l'emploi de force par l'Etat contre le parti, l'interdiction des assemblées, la répression sur les lieux de travail, l'interdiction des démonstrations, tout cela démontre que le parti existe maintenant et qu'il faut compter avec lui.»

Le rapport du Comité central pour l'année 1931⁷⁸ était toutefois moins optimiste.

La démonstration du 1^{er} août à Esch avait été un véritable succès, mais personne n'avait su en tirer profit. La crise empêchait les ouvriers de poser leur candidature en tant que délégués dans les entreprises. Le «groupe des jeunes» était insignifiant. Les sans-parti ne se laissaient point influencer. Une liste de souscription en faveur de la presse n'avait donné aucun résultat. Le parti n'avait pu gagner que peu de nouveaux membres pour sa cause. En conclusion: «Le parti est encore jeune, malgré ses dix années.»

La direction du parti comprenait: la Section d'organisation, la Section d'agit-prop, la Section syndicale, la Section de la main-d'œuvre étrangère (MOE), le Bureau politique, la Section des femmes.

En ce qui concerne les *effectifs des cellules communistes* du Grand-Duché, un rapport datant d'octobre 1930⁷⁹ donnait les chiffres suivants (entre parenthèses le nombre des Luxembourgeois):

Usines Terres Rouges 16 (4), Usine Esch-Belval 9 (4), Rue-Esch 20 (5), Minières Arbed-Esch 14 (4), Usine de Differdange 9 (3), Rue-Differdange 5, Rue-Rodange 7 (2), Maçons de Luxembourg 10 (2), Maçons de Kayl 12 (2), Mines-Rumelange 12 (5), Rue-Dudelange 9 (4).

Le parti recevait de Berlin 400 dollars pour financer le matériel de presse et 100 dollars pour subvenir aux frais du journal «Arbeiterstimme», qui avait atteint un tirage de mille copies.

Le rapport de 1931⁸⁰ révélait une légère augmentation de membres luxembourgeois et une diminution des membres étrangers: augmentation de la cellule de rue à Esch, aucune progression parmi les mineurs d'Esch et de Dudelange, nouvelle cellule à Tétange et disparition de celle de Luxembourg-Ville.

Ci-dessous les noms des responsables des «Groupes communistes de langue italienne» en 1931⁸¹:

- *Comité régional*: Costa Giovanni (Luxembourg), Carnevali Francesco (Rumelange), Glavicich Vincenzo, Mario et Matteo (Differdange), Rossetti Bruno et Martinato Umberto (Esch-sur-Alzette).
- *Comité de Luxembourg-Ville*: Costa Giovanni (correspondant du «Riscatto») et Venturini Carlo (secrétaire).
- *Comité d'Esch*: Rossetti Bruno (secrétaire, correspondant du «Riscatto»), Pedinotti Iginio, Pinat, Clementi Angelo, Maschio Giovanni.
- *Comité du «Secours rouge international»*: Zénon Bernard (président), Pedinotti Iginio (secrétaire), Mancini Giuseppe et Mariotti Giovanni.

Un rapport du ministère des Affaires étrangères italien de 1932⁸² concernant la «situation au Luxembourg» nous apporte d'autres précisions.

«Le Luxembourg est un centre de rassemblement et de transit de nombreux expulsés et subversifs. Une des activités particulières de la Légation Royale est précisément celle de surveiller l'activité et les mouvements des plus dangereux. A cet effet la Légation Royale dispose d'un fond mensuel de 1 000 livres» pour les services d'investigation politique.

Le même rapport résume les nouvelles directives reçues par la Légation de Luxembourg et nous offre une vue d'ensemble de l'organisation communiste italienne du Grand-Duché:

«Les comités communistes au Luxembourg sont divisés de la façon suivante:

1 comité régional, 1 comité à Luxembourg-Ville, 1 comité à Esch et 1 comité du Secours Rouge International.

Au mois de mai 1930 on a signalé en tant qu'organisateur des cellules communistes et de la section du Secours Rouge Interna-

tional le communiste Rossi Filippo, résidant à Differdange. Toutefois il a été impossible de l'intercepter et de l'identifier.

Le surnommé Luxembourgeois Flesch Paolo, président de la Ligue pour les Droits de l'Homme du Luxembourg, ex-député au Parlement Luxembourgeois, se livre à une active propagande subversive au sein de la communauté italienne résidant dans le bassin minier.

On signale le fervent communiste Marchetti Luigi, expulsé de France et résidant à Esch-sur-Alzette, et le socialiste Ottaviani Domenico, actifs dans la propagande subversive (...).

Fin 1931, les communistes italiens du Grand-Duché étaient au nombre de 182 inscrits. Ils étaient divisés en 6 groupes et 22 cellules. Le premier groupe d'Esch-sur-Alzette est formé de 6 cellules; les trois chefs, qui font aussi parti du comité central du Grand-Duché sont: Rossetti Bruno de Castelnuovo de Sabbioni, Pedinotti Iginio de Pesaro et Giovagnoli Angelo de Cantiano. Le nombre des membres du Secours Rouge des Sections italiennes du Luxembourg s'élève à 350 inscrits.

On a noté, en tant que communiste actif à Rumelange, Ramberti Sante demeurant dans cette ville depuis 1931, ex-carabinier rétrogradé au rang de soldat à cause de sa mauvaise conduite morale et pour son activité politique exercée en France (...). Un redoutable propagandiste antifasciste expulsé du Luxembourg et résidant actuellement en Belgique est aussi Gamberi Antonio, fils de feu Gaetano, expulsé du Grand-Duché pour y avoir introduit et vendu un de ses livres intitulé «Battaglie antifasciste».

Toujours est-il qu'une colonne de «courriers» communistes et anarchistes faisaient la navette entre les frontières de la France, de la Belgique et du Luxembourg⁸³.

BOLLETTINO

DEI COMITATI PROLETARI ANTIFASCISTI
DELL'EMIGRAZIONE ITALIANA IN FRANCIA

Tutti i corrispondenti riguardanti il «Bollettino» deve essere inviata a Giorgio Lanfola, 24, r. des Maites, Boulogne-Sur-Mer

Bollettino N. 1

FUORI COMMERCIO

Parigi, 18 Febbraio 1931

Bulletin des Comités prolétaires
antifascistes, publié à Paris.

Mais le groupe dominant du Parti communiste italien, la «Ligue italienne antifasciste de Belgique et Luxembourg», ne pouvait cependant pas se présenter publiquement en tant que tel. Elle monopolisait la lutte contre le fascisme au Grand-Duché.

Dans un tract⁸⁴ largement diffusé au Luxembourg au début de 1930, elle attaquait tous les non communistes: les sceptiques et les découragés, les organisations réactionnaires de la «Concentration», les provocateurs fascistes et toutes les associations qui avaient des liens avec la masse des travailleurs, mais qui «à cause de leur position sociale équivoque, du manque total de contenu révolutionnaire dans leur programme et dans leur action, des liens matériels et idéologiques qu'ils gardent encore avec les couches de la bourgeoisie réactionnaire italienne et étrangère, forment en réalité les derniers appuis du régime bourgeois et fasciste».

En même temps, les «Comités prolétaires antifascistes» attaquaient violemment la «Ligue Italienne des Droits de l'Homme» (LIDU), affiliée à la Concentration et

qui constituait, à leur avis, «l'un des nombreux instruments dont la bourgeoisie se sert pour détruire l'élan révolutionnaire des ouvriers et pour empêcher les ouvriers de réaliser, par la lutte, le front révolutionnaire unique⁸⁵».

A l'instar des Ligues antifascistes, le «*Secours rouge international*» déployait une activité extrêmement efficace. Il siégeait dans toutes les principales villes du bassin minier: Esch, Differdange, Dudelange, Rumelange, Tétange-Kayl, Schiffange.

Selon le «Riscatto», en 1930, les Ligues antifascistes comptaient 350 adhérents et le «Riscatto» lui-même comptait un millier de lecteurs⁸⁶.

Les communistes italiens adhérant au Parti communiste luxembourgeois invitaient leurs camarades à boycotter les adversaires politiques (Nenni et Turati, qui en 1930 avaient réuni leurs forces à Paris, et les maximalistes Balabanoff et Garosi) et à s'inscrire en masse au Parti communiste luxembourgeois (qui comprenait des «Groupes de langue italienne») pour faire ainsi partie de ses organisations. On organisait aussi des souscriptions pour venir en aide au Parti communiste italien, «dont la glorieuse avant-garde se bat en Italie pour la révolution des ouvriers et des paysans»⁸⁷.

En même temps continuait la campagne contre toutes les personnes suspectes d'être favorables au fascisme. Dans les sections des Ligues et du «Secours rouge» circulaient des «listes noires», qui relevaient les noms des magasins, cafés et entreprises commerciales qu'il fallait boycotter⁸⁸.

En même temps on déconseillait vivement aux compatriotes d'envoyer leurs enfants aux colonies d'été organisées par le «Dopolavoro».

Afin de mettre fin à l'initiative fasciste, les communistes organisèrent eux aussi des «colonies à la mer» pour les enfants de leurs adhérents: en août 1930 ils envoyèrent 5 enfants dans une colonie en France, où «ils passeront environ un mois et pourront, ensemble avec des enfants de prolétaires français profiter de l'excellent air maritime»⁸⁹. Pour financer l'initiative, on lança dans tout le bassin minier une souscription, qui rapporta 3 323,95 F⁹⁰. D'autres fonds furent rassemblés à Esch grâce à une fête organisée le 28 mars 1931⁹¹.

Au cours du mois d'août de la même année, eut lieu le congrès des «Groupes communistes de langue italienne»⁹². Le secrétaire fit noter que, «malgré la situation assez critique, le nombre des inscrits avait augmenté par rapport à 1930». Les effectifs des «Ligues antifascistes» avaient eux aussi augmenté de 30%. Toutefois, on ne réussissait pas toujours à mobiliser tous les antifascistes lorsque les fascistes tentaient de se montrer».

Au congrès était aussi présent un camarade du Parti communiste italien, dont les communistes luxembourgeois se considéraient comme section de «réserve».

Le «Secours rouge international» connaissait des difficultés économiques, mais il continuait à apporter son aide à toutes les victimes de la répression, sans distinction de partis⁹³.

Le parti communiste – comme on le verra plus explicitement au chapitre concernant la ville d'Esch-sur-Alzette – déclenchait souvent des manifestations importantes et des désordres, qui étaient promptement réprimés par la police et pénalisés par de continuelles expulsions.

Ses relations avec les autres partis étaient problématiques. Outre sa rivalité avec les sociaux-démocrates, il courait continuellement le danger d'être désarçonné à gauche. Le «Riscatto» attaquait fréquemment la «prétendue gauche» des «bordighistes»⁹⁴, qui dans le journal «Prometeo» se moquait des mesures politiques prises par les communistes: s'ils organisaient des manifestations, ils étaient accusés de «faire le jeu de la réaction», qui en profitait pour expulser les militants; s'ils s'abstenaient de participer aux manifestations (comme ce fut le cas le 1^{er} mai 1930 à Differdange), on leur reprochait d'être des «contre-révolutionnaires»⁹⁵.

Azione Antifascista

N° 2

GIUGNO 1933

1 fr.

«Action antifasciste»: journal antifasciste
publié par les communistes.

De son côté, le «Prometeo» ne perdait aucune occasion pour s'acharner contre le communisme officiel, qu'il accusait de «centrisme». Un parti communiste à Luxembourg? «Il n'a jamais existé»; bien plus, «non seulement il s'existe pas, mais sa tactique, suivie par le centrisme, ne contribue qu'à la désorganisation de la masse émigrante»; «le papillonnage centriste a commencé par la mise en œuvre d'un plan visant la création d'une petite république italienne au Luxembourg (...). Les organes de cette république étaient les comités antifascistes, qui ont soutenu le plan de la social-démocratie et entraîné l'isolation des immigrés du mouvement prolétaire luxembourgeois⁹⁶.»

Selon le «Prometeo», les communistes «centristes» s'opposent vivement aux communistes révolutionnaires et les empêchent de diffuser le «Prometeo», leur unique préoccupation étant «d'arracher aux ouvriers, à travers les Ligues antifascistes, les fonds qui seraient bien utilisés s'ils n'étaient pas absorbés aux différents échelons de la bureaucratie. Ceci ne signifie en aucun cas préparer la masse aux devoirs révolutionnaires, surtout quand les fonds rassemblés servent essentiellement à la lutte contre la gauche⁹⁷; quoi qu'en pense le «riscattuccio»⁹⁸.

Un splendide 1^{er} mai était proposé par les «centristes» en 1931! Les ouvriers étaient priés de continuer à travailler, afin d'éviter les représailles des patrons, et à «verser la moitié du salaire de ce jour aux comités de patronage pour les victimes politiques»⁹⁹. Seulement les «ouvriers révolutionnaires» lancèrent l'ordre de grève et durent le plus souvent payer leur action par l'expulsion; «le Secours rouge ne représente plus qu'un appendice, au service des centristes, qui ne convoquent plus aucune réunion, ou, s'ils le font, ils se gardent bien d'inviter à ces réunions les ouvriers suspects de sympathiser avec la gauche¹⁰⁰.»

Néanmoins, le Parti communiste était toujours sur la brèche, organisant des manifestations contre l'augmentation du chômage, qu'il dénonçait comme l'aboutissement du capitalisme international: manifestation du 26 décembre à Esch-sur-Alzette et celle, de loin plus décisive, du 5 mars devant la Légation d'Italie à Luxembourg (voir 3^e partie, chap. II).

7. LE SYNDICAT SOCIALISTE ET L'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE

Vers la fin de l'été 1928, Semeraro Santo (alias Filippo Neri) avait occupé le poste de Giuseppe Sardelli en tant que «permanent syndical» pour les militants italiens du Grand-Duché, au nom du «Bureau parisien» de Bruno Buozzi et en tant que représentant du PSI pour le Luxembourg. Semeraro attaquait souvent les communistes dans ses articles publiés dans «L'Avanti» et «L'Operaio Italiano», organe du «Bureau parisien».

Il avait tout particulièrement insisté sur le fait qu'à son avis c'était le responsable du «Secours rouge» (section italienne) du Luxembourg qui s'était enfui avec la caisse de l'association et que le

«Secours rouge» s'était approprié les fonds rassemblés pour la défense de D'Ascanio. Le «Riscatto» répondait à cet article en niant la première accusation et en affirmant que le «fonds D'Ascanio» avait été utilisé pour secourir les victimes du fascisme, après le refus des anarchistes de collaborer¹⁰¹.

Par la suite, le «Bureau parisien» se trouva dans l'impossibilité de payer un salaire de 350 F par mois à Semeraro. Il fut donc prié de rester «permanent syndical» à titre bénévole et de chercher un autre emploi rémunéré. Selon le «Riscatto», il avait été employé dans le bureau de la Sécurité publique près du cimetière et de la Maison syndicale d'Esch-sur-Alzette. Mais il n'avait pas la vie facile. Dans le «Riscatto» ses adversaires eurent recours à toutes les insultes possibles, afin de le démolir¹⁰². Pour les communistes, Semeraro était un collaborateur de la police: «Il est sûr que des types comme Filippo Neri ne seront jamais expulsés, étant à la merci des capitalistes, qui, en compagnie des sociaux-fascistes Thilman, Clement et Krier de la II^e Internationale, dansent la tarantelle autour de la bourgeoisie¹⁰³.»

«Nous affirmons qu'il n'a rien fait à l'exception de son travail de désagrégation. Qu'il fasse donc un rapport aux ouvriers, concernant ses deux ans d'activité (!!!) syndicale; qu'il démontre aux ouvriers ce qu'il a fait; qu'il cite le nombre des nouveautés qu'il a apportées par son travail (!!!). Qu'il indique aux ouvriers quelle sorte d'assistance il a fournie à l'émigration en dehors de ses menaces d'espion¹⁰⁴.»

En réalité, les militants communistes étaient irrités, car le syndicat réformiste luxembourgeois utilisait tous les moyens à sa disposition, pour écraser leur action révolutionnaire, et il reconnaissait le «Bureau parisien» de Buozzi (représenté par Semeraro) comme l'unique syndicat officiel des Italiens.

«Les ouvriers du Luxembourg – écrivaient-ils dans le Riscatto¹⁰⁵ – feront comprendre aux dirigeants des syndicats que le permanent italien doit être choisi par les ouvriers italiens organisés et convoqués régulièrement en assemblée, et non pas par le social-fasciste Bruno Buozzi.» Ils poursuivaient¹⁰⁶: «Les ouvriers sauront faire reconnaître à la Centrale Luxembourgeoise leurs Comités de langue italienne et obtenir le droit d'élire leur fiduciaire, qui ne pourra jamais être un membre de la bande maximaliste ou réformiste.»

Dans les rangs du syndicat officiel, les communistes avaient formé une «Opposition syndicale révolutionnaire» et invitaient leurs compatriotes à la soutenir, «afin de se débarrasser des chefs réformistes, qui ne sont rien d'autre que les défenseurs de la bourgeoisie au sein des organisations ouvrières»¹⁰⁷.

Les militants communistes se sentaient engagés surtout dans la lutte contre le chômage et trouvaient que les socialistes, face à ce problème, étaient devenus des alliés du patronat:

«Ces derniers jours le chiffre des chômeurs a augmenté de quelques centaines de personnes; les patrons veulent augmenter le nombre des heures de travail et diminuer les salaires; la police prête main forte au patronat; Krier invite au calme; contre la répression de ce patronat social-démocrate il n'y a d'autre issue que l'adhésion au Parti communiste et à l'Opposition Syndicale Révolutionnaire¹⁰⁸.»

L'Opposition syndicale se considérait comme l'organisme le plus efficace pour la défense des travailleurs. Parfois elle organisait des grèves monstres; à maintes reprises elle avait provoqué des désordres lors des manifestations syndicales, qui – sans son intervention – se seraient déroulées en toute tranquillité.

Nous évoquerons seulement quelques manifestations, dont on parlera plus en détail dans les chapitres concernant Luxembourg-Ville et Esch-sur-Alzette. Au mois d'août 1930, trente tourneurs des entreprises «Terre Rouge» d'Esch s'étaient mis en grève; mais le syndicat ne les avait pas soutenus, car il s'agissait «d'ouvriers presque tous désorganisés». «Il s'agit bien de la fameuse conception sociale-démocrate sur la défense des travailleurs – commentait le Riscatto¹⁰⁹. Celui qui ne fré-

quente pas les Krier et les divers Blum du Luxembourg, ne peut s'attendre à aucun appui: les industriels peuvent faire de lui ce qu'ils veulent.» La même chose se produisit le 20 janvier 1932 à Esch-sur-Alzette.

En octobre 1930, toujours à Esch, la police dut même intervenir pour séparer les réformistes et les révolutionnaires communistes, qui menaçaient de transformer la manifestation en rixe.

Du reste, les Italiens alliés aux socialistes devaient avoir la vie dure même au sein du syndicat, s'il est vrai que ce dernier, face à l'aggravation de la crise, proposait d'assurer du travail aux Luxembourgeois en renvoyant un certain nombre d'étrangers¹¹⁰.

Contre cette politique hostile aux immigrés, l'Organisation syndicale révolutionnaire demandait encore une fois aux ouvriers de manifester le 23 mars 1931 à Esch. Mais la lutte n'avait aucune chance d'être gagnée. La crise économique, le chômage et les mesures d'expulsions menaçaient les étrangers, tout en empêchant toute action revendicative. Ainsi, la fête du 1^{er} mai 1931, à Differdange, se transforma en une journée de peur plus que de lutte; les syndicats n'avaient pas eu le courage de proclamer la grève générale et les ouvriers s'étaient rendus à leur poste de travail. A Esch, par contre, des centaines d'ouvriers refusèrent de travailler, obéissant aux directives des communistes¹¹¹.

Les réformistes constituaient partout la majorité. En 1931, ils comptaient bien 113 000 inscrits. Mais à ce chiffre élevé ne correspondait pas une action toute aussi efficace. La direction du syndicat était toujours d'avis qu'il ne fallait en aucun cas susciter des désordres et qu'il fallait absolument rester en contact avec le patronat.

Chômage et expulsions menaçaient continuellement la communauté italienne du Grand-Duché.

«Qu'est-ce que les chefs sociaux-réformistes ont fait et feront face à cette situation? — se demandaient les communistes — (...). Soit à travers leur journal, soit lors de leurs réunions métaphoriquement... ils accusaient les ouvriers étrangers de voler le pain des ouvriers luxembourgeois: il est aisé d'imaginer l'attitude et la réaction de ces derniers face aux travailleurs immigrants¹¹².»

Pire encore, les communistes accusaient Santo Semeraro d'être de mèche avec les fascistes et la police, pour faire expulser les révolutionnaires de gauche¹¹³.

- 1 Annuaire statistique rétrospectif 1973, op. cit., p. 50.
- 2 Bulletin trimestriel publié par l'Office de statistique; Luxembourg, mai 1934: Recensement de la population étrangère de 1933.
- 3 Publications de l'Office de statistique: résultats du recensement de la population du 31 décembre 1935, Luxembourg 1938.
- 4 L'art. 310 prévoyait de fortes amendes ainsi que l'emprisonnement pour quiconque aurait provoqué des désordres en vue de faire augmenter ou baisser les salaires.
- 5 Der Proletarier, à travers ses peu de nouvelles concernant les immigrés, témoigne que ces derniers ne sont plus des figures de premier plan au niveau syndical, comme ils l'avaient été au cours des années '20.
- 6 Don Settin à Mgr Babini, 31.3.1930.
- 7 Don Settin à Mgr Babini, 13.4.1930.
- 8 Don Settin à Mgr Babini, 19.7.1930 et le «Corriere», 3.7.1930.
- 9 Il Corriere, 23.10.1930.
- 10 Don Settin à Mgr Babini, 7.11.1930.
- 11 Don Settin à Mgr Babini, 2.12.1930.
- 12 Don Settin à Mgr Babini, 10.12.1930.
- 13 Il Corriere, 29.1.1931.
- 14 Il Corriere, 12.3.1931.
- 15 Il Corriere, 14.5.1931.
- 16 Don Settin à Mgr Babini, 24.5.1931.
- 17 Il Corriere, 8.10.1931.
- 18 Don Settin à Mgr Babini, 12.10.1931.
- 19 Il Corriere, 15.10.1931.
- 20 Il Corriere, 26.11.1931, et don Settin à Mgr Babini, 21.11.1931.
- 21 Il Riscatto, 18.10.1931.
- 22 Il Riscatto, 25.10.1931.
- 23 Il Riscatto, 22.11.1931.
- 24 Don Settin à Mgr Babini, 5.2.1932.
- 25 Der Proletarier, 23.1.1932.
- 26 Il Riscatto, 22.11.1931.
- 27 Il Corriere, 10.3.1932.
- 28 Il Corriere, 24.3.1932.
- 29 Il Corriere, 29.9.1932.
- 30 Ael. Affaires étrangères, 3654: lettre de Giorgetti (8.6.1932) et de Moia (21.3.1933) au ministre d'Etat.
- 31 Ael. Affaires étrangères, 3654: réponse de l'Architecte d'Etat (1.5.1933) et du ministre d'Etat (2.6.1933).
- 32 Il Corriere, 15.12.1932.
- 33 Don Settin à Mgr Babini, 9.12.1932.
- 34 Il Corriere, 2.3.1933.
- 35 Il Corriere, 2.3.1933. A l'Arbed en fonctionnent 13 (sur 25), à Hadir 6 (sur 13), à l'Ougrée-Maribaye de Rodange 2 (sur 5), à Steinfort 0 (sur 3).
- 36 Don Settin à Mgr Babini, 4.1.1933.
- 37 Don Settin à Mgr Babini, 17.1.1933.
- 38 Don Settin à Mgr Babini, 8.2.1933.
- 39 Don Settin à Mgr Babini, 22.3.1933.
- 40 Don Settin à Mgr Babini, 28.4.1933 et 20.6.1933.
- 41 Don Settin à Mgr Babini, 17.11.1933.
- 42 44 Italiens furent naturalisés en 1928; 41 en 1929; 94 en 1930; 108 en 1931 et 115 en 1932. (La Légation d'Italie au Mae, 28.12.1933, Asmae 1, 1931-1945).
- 43 Il en fonctionnait toujours 21 sur 46. Il Corriere du 25 janvier 1934 et du 19 avril 1934. (On note une légère reprise, mais de nombreux Italiens sont en chômage depuis plus d'un an.)
- 44 Il Corriere, 13.9.1934. Don Settin à Mgr Babini, 8.10.1933 et 1.1.1934.
- 45 Don Settin à Mgr Babini, 28.11.1934.
- 46 Il était dirigé par Alberto Giannini, qui était devenu fasciste après avoir milité pour l'antifascisme et dirigé «Il Becco Giallo», journal satirique antifasciste.
- 47 Il Riscatto, 18.10.1931.
- 48 Acs, Polizia politica, b. 58, f. 5. Luxembourg, 13.7.1932.
- 49 Ibidem, 19.5.1932.
- 50 Il Riscatto, 30.8.1931.

- ³¹ Dépêche-circulaire n° 10592, du 18 octobre, signée Piero Parini, Directeur général des Italiens à l'étranger, in «Raccolta delle circolari e Istruzioni Ministeriali», vol. VIII, Mae, Rome 1934, pp. 103-111.
- ³² Circulaire n° 2, du 28 janvier 1935, signée Suvich, in «Raccolta delle Circolari etc...», op. cit., vol. IX, Rome 1937, pp. 156-158.
- ³³ Dépêche-circulaire n° 824070, du 16 mars 1934 sur les «Colonies et campings d'été de l'année 1934» in «Raccolta delle Circolari etc.», op. cit., vol. IX, Mae, Rome 1937, pp. 48-53.
- ³⁴ Circulaire n° 26 du 23 juillet 1934, signée Suvich du «Bureau du personnel», in «Raccolta delle Circolari etc», op. cit.
- ³⁵ Don Settin à Mgr Babini, 4.7.1934.
- ³⁶ Il Riscatto, 28.6.1931.
- ³⁷ Il Riscatto, 30.8.1931.
- ³⁸ Il Riscatto, 30.8.1931.
- ³⁹ Il Riscatto, 4.10.1931.
- ⁴⁰ Il Riscatto, 18.10.1931 et 8.11.1931.
- ⁴¹ Il Riscatto, 7.2.1932.
- ⁴² Il Riscatto, 21.9.1930, 15.3.1931 et les numéros suivants. A Esch-sur-Alzette, le commerçant Alfredo Poggi, le garagiste Giro Lise, les cafés et les commerces de Mattioli Ferdinando, Parlante Domenico, Rossi Giovanni, Emilio Sabatini, Antonio Perillo, Bonfiglioli Giuseppe, Gaetano Fratini, Sorci Sante, Sabatini du bd Prince Henri, le café Rossi au bd Prince Henri; le magasin de chaussures de Gregorio Angelo, le commerce en eau minérale de Grazzini Donatello, les fabricants de pâtes alimentaires Crescentini, le magasin d'appareils électriques Casali (18, rue des Boers), l'épicerie au 11, rue du Brill, le café Giuseppe Ribeca, les contremaîtres de l'entreprise Casali à l'Arbed: Siragna et de Carlo. A Luxembourg les hôteliers Giuseppe Possamai et Pietro Simonazzi, les cafés Valera et Ricci. A Otange le couturier Cavalli Anacleto, qui hébergea son neveu Rigoni Sebastiano, «squadrista» de la première heure. A Differdange le boulanger Pietro Tenconi, le commerçant de chaussures Armando D'Antonio, les cafés Baroffio Girolamo (Oberkorn), Bruno Demetrio (Differdange), Rossi Emidio, Pietro Droghini. A Tétange les cafés Galli Matteo, Galli Enrico, l'«espion» Moriconi Giovanni et Pasquale Sarti. A Rodange les cafés Antonio Frescura, Biava et Fontana (rue de la Frontière). A Dudelange les cafés Giuseppe Rossini, Augusto Giovagnoli, Rampin, Pavan Nino, Righetto Sabatini, Nati Ernesto; les «provocateurs» Defent Antonio, Montemini Gino et Lisarelli Meo; la sage-femme Poletto. A Rumelange les cafés E. Guardamigli et Palazzari, l'«espion» Mordenti Augusto. A Schifflange Tatanani, Crescentini, Bertoldo, Peroncini Vincenzo, ex-capitaine de la milice, qui cohabitait avec le «fasciste» Crescentini Cesare.
- ⁴³ Les partis opposés avaient essayé de créer un isolement diplomatique autour de Mussolini. Mais ce dernier montait au plus haut sommet de son prestige international. Les milieux conservateurs considéraient le fascisme comme la plus solide digue dressée contre le communisme et l'«état coopératif» comme un projet moderne de société (cf. DE FELICE R., Mussolini il Duce, I, Gli anni del consenso 1929-1936, Turin 1974, chapitre V). Même le président du Bureau international du travail, le social-démocrate Albert Thomas, déclarait approuver le progressisme de la politique sociale fasciste telle qu'elle se révélait dans la «Charte du travail».
- ⁴⁴ L'Esilio, 1-15 mai 1933, 4^e année, n° 7-8.
- ⁴⁵ Acs, G 1, B. 269, F. 725: le Mae à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 27.9.1930.
- ⁴⁶ Asmae, 1 (1931-1945): rapport du Mae, 16.9.1932.
- ⁴⁷ Ael, Justice, 76/23-0114: gendarmerie d'Esch-sur-Alzette, 16.12.1930. Ghezzi, s'était enfui d'Italie, où le gouvernement fasciste l'avait condamné à 16 ans de travaux forcés. Il trouva asile en Russie, où il fut cependant emprisonné en 1929 sans avoir obtenu de défense publique.
- ⁴⁸ Der Proletarier, 31.1.1931.
- ⁴⁹ Il Riscatto, 22.2.1931. Les autres journaux anarchistes dénoncés étaient Risveglio, Adunata, Libertà.
- ⁵⁰ Il Riscatto, 22.6.1930.
- ⁵¹ SANTI Fedele, Storia della Concentrazione antifascista, op. cit., p. 45.
- ⁵² Publié dans le n° 9 des «Quaderni di Giustizia e Libertà», novembre 1933.
- ⁵³ Né à Mesagne (Brindisi) le 26 mai 1900.
- ⁵⁴ Né à Pergola (Pesaro), le 26 mai 1886.
- ⁵⁵ Né à Pergola (Pesaro), le 5 janvier 1886.
- ⁵⁶ Acs, Police politique, b, 22 f. 2 C 30/10: la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 5.7.1930.
- ⁵⁷ DI LEMBO Luigi, L'organisation des socialistes italiens en France, dans L'Emigrazione socialista nella lotta contro il fascismo (1926-1939), ed. Sansoni, Florence 1982, pp. 252-253.
- ^{76bis} Ael, Justice, 76/44-0162: «Rapport moral du Comité central pour le congrès du parti», octobre 1930.
- ⁷⁸ Ael, Justice, 76/44-0169: rapport sur les «Faiblesses, défauts, succès et activités du PCL» approuvé au cours de l'assemblée du Comité central du 25 octobre 1931.
- ⁷⁹ Ael, Justice, 76/44-0143: gendarmerie d'Esch, 24.1.1931.
- ⁸⁰ Ael, Justice, 76/44-0171 et 0172: rapport du Comité central à l'Assemblée du 25 octobre 1931.
- ⁸¹ Ael, Justice, 76/44-0190, 1931.
- ⁸² Asmae, 1 (1931-1945): Service correspondance du 16 septembre 1932.
- ⁸³ Selon un «informateur», appartenait à ces «courriers»: Fantini Giovanni d'Aviano (Udine), Zaga Gastone de Venise.

- Carcereri de Grezzana (Vérone), Lonza Eolio de Fabriano (Ancône), Sabatini Camillo de Naples, Marchisto Angelo de Fernengo (Vercelli), Boggio Pietro de Corval (?), Ferraris Marco de Casal Monferrato, Nani Bernardo de Nonza (?) (Brescia), Bertazzo Paolo de Descordo (Brasile), Casagrande Alfredo de Rome, Ferri Callisto de Bologne, Balestrazzi Enrico d'Imola (Bologne), Succi Luigi et Succi Augusto de Mercato (?), Montanari Roberto de Montezaccio (?), Bruna Ernesto de Brescia, Cingolani Ruggero de Foligno (Pérouse), Guarnero Pietro de Lugagnano (Vérone), Bartoli Guido de Bagno de Romagna (Forlì), (Acs, Police politique, b, 58, f. 5; Bruxelles, 14.9.1933). Inscrit au Casellario Politico Centrale nous trouvons aussi Angeloni Silvio (dossier 138), né en 1898 à Sogliano al Rubicone (Forlì) et résidant à Esch, 13, rue de la Hoehl; il était un communiste actif, mais il abandonna la politique en 1933.
- ⁸⁴ Acs, G.1, b. 269, f. 725: le Mae à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 8.3.1930.
- ⁸⁵ Acs, G.1, b. 229, f. 490 -1: le Mae à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 16.7.1930.
- ⁸⁶ Il Riscatto, 2.8.1930. Mais beaucoup d'abonnés étaient en retard avec leur paiement. Le «Riscatto» connaissait des difficultés économiques, malgré les nombreuses collectes organisées partout, et, en 1930, il commença à être diffusé irrégulièrement. Parmi les abonnés d'Esch on trouve: Pozzolo, Solazzi, Armandini, Adombini, Piccioni, Pelazzati, Lispi, Giovagnoli, Simoncini, Zuga, Pozzi...
- ⁸⁷ Ibidem.
- ⁸⁸ Acs, Polizia politica, b. 21, f. 13 C 30/4: 30.1.1930.
- ⁸⁹ Il Riscatto, 31.8.1930.
- ⁹⁰ Il Riscatto, 14.9.1930.
- ⁹¹ Il Riscatto, 19.4.1931.
- ⁹² Il Riscatto, 6.9.1931.
- ⁹³ Un rapport du comité exécutif de 1930 décrit la crise du Secours rouge: «Notre organisation n'a plus aucune activité. On constate une passivité qui résulte du non-fonctionnement des comités locaux et des sections (...). Il n'y a plus eu de réunions. Les bilans ne sont plus envoyés au comité central. Des listes de souscriptions se trouvent depuis des mois, voire même depuis une année, entre les mains des comités (...). Le comité central du SRI a décidé de faire du SRI, section Luxembourg, une section indépendante ayant ses propres timbres, cartes, etc... mais cela ne sera possible que si les camarades font tous des efforts pour créer un SRI de masse» (Ael. Justice, 76-47-0058: sans date, signé M. Simon).
- ⁹⁴ Bordiga Amedeo (Naples, 1889-1970), militant socialiste; il créa, en 1912 à Naples, le cercle Karl Marx; en 1917 il était parmi les fondateurs de la fraction intransigeante révolutionnaire du PSI et en 1921 il passa au nouveau Parti communiste italien, dont il fut le premier secrétaire. Opposant tenace des directives «centristes» émanant de l'Internationale communiste, il fut substitué par un nouveau groupe dirigeant «centriste», mené par Gramsci et Togliatti. Définitivement battu lors du Congrès de Lyon (1926), il fut à l'origine de la fraction italienne de la gauche communiste, dite des bordighistes (Pantin 1926); elle fut exclue du parti «officiel» et eut ses propres organes de presse, dont le «Prometeo» et le «Bilan», édités en Belgique.
- ⁹⁵ Il Riscatto, 12.7.1931 et 6.9.1931.
- ⁹⁶ Prometeo, 1.3.1930.
- ⁹⁷ Prometeo, 1.9.1930.
- ⁹⁸ Prometeo, 15.9.1930.
- ⁹⁹ Prometeo, 17.5.1931.
- ¹⁰⁰ Prometeo, 2.8.1931.
- ¹⁰¹ Il Riscatto, 22.6.1930.
- ¹⁰² Il fut surnommé «Sante Somararo» et défini comme «un lâche-bottes de la police luxembourgeoise», «un sale personnage», «un vrai torchon de permanent» (Riscatto, 15.6.1930), «un éternel lâche vendu» (Riscatto, 20.3.1932).
- ¹⁰³ Il Riscatto, 20.3.1932.
- ¹⁰⁴ Il Riscatto, 2.8.1930.
- ¹⁰⁵ Il Riscatto, 15.6.1930.
- ¹⁰⁶ Il Riscatto, 2.8.1930.
- ¹⁰⁷ Il Riscatto, 16.11.1930.
- ¹⁰⁸ Il Riscatto, 14.12.1930.
- ¹⁰⁹ Il Riscatto, 31.8.1930.
- ¹¹⁰ Il Riscatto, 8.3.1931.
- ¹¹¹ Il Riscatto, 21.6.1931.
- ¹¹² Il Riscatto, 22.11.1931.
- ¹¹³ Il Riscatto, 17.1.1932.

CHAPITRE 2:

LUXEMBOURG-VILLE, CERVEAU DE LA PROPAGANDE FASCISTE

1. LES HOMMES DE LA LEGATION D'ITALIE

A la Légation royale d'Italie, les ministres se succédèrent, au cours de cette période, à un rythme accéléré: Francesco Meriano¹ à partir du 24 juin 1929, Ugo De Silvestri² à partir du 26 septembre 1930, Girolamo De Rossi à partir de 25 mai 1931, Gabriele Chiaramonte-Bordonaro à partir du 25 août 1932.

Toutes les personnes liées aux événements de cette époque sont déjà connues: le chancelier Attilio Colombo, le secrétaire du fascio, Marino Fratini, et Tani Augusto, qui logeait dans la chancellerie de la Légation d'Italie, y étant employé comme concierge-huissier. En 1933, la Légation consolida ses positions, en ouvrant *un nouveau siège de la chancellerie* au n° 5, rue Marie-Adélaïde.



Girolamo De Rossi, ministre de la Légation
d'Italie (1931-1932).

Al. Craxi
con stima ed amicizia
G. De Rossi
Luxemburgo, le 10/10/1932

Au n° 3 de la même rue se trouvait la Chambre de commerce italienne, dont le président était Achille Giorgetti, propriétaire de tout l'immeuble. Son vice-président était lui aussi un homme infatigable et omniprésent: Marco Moia.

2. AUTORITES LUXEMBOURGEOISES ET ITALIENNES FACE AUX LUTTES ENTRE FASCISTES ET ANTIFASCISTES

Les rapports entre les autorités luxembourgeoises et italiennes, au cours des années '30, furent excellents. Les autorités italiennes exigeaient le respect de leur gouvernement officiellement reconnu ainsi que de leurs institutions au Grand-Duché. Le ministre d'Etat Bech les exauçait généreusement, afin de sauvegarder la bonne renommée du Luxembourg: il favorisait les organisations liées au fascisme et exerçait, par contre, une dure répression contre les désordres provoqués par les antifascistes, par l'intermédiaire des forces de la police et par des expulsions massives.

Dans un rapport datant du 5 mars 1930, le ministre de la Légation d'Italie, Meriàno, écrivait à Rome:

«La politique fasciste a, ici comme partout ailleurs, rendu plus facile le devoir du représentant italien: la Conciliation qui a été accueillie avec enthousiasme dans ces puissants milieux catholiques, l'amitié italienne pour l'Autriche et la Hongrie, dont on parle avec sympathie dans la famille grand-ducale, voici des éléments de tout premier ordre, qui renforcent notre autorité dans ce milieu particulièrement délicat frappé par l'antagonisme franco-allemand. Au point de vue pratique cependant, l'œuvre du représentant italien ne peut se manifester que dans son désir d'obtenir du Gouvernement, du Parlement et à travers sa presse, un respect absolu envers le Régime et le Pays de la part des autorités turciques, les plus grandes garanties légales et judiciaires pour la défense de la nombreuse colonie italienne. Avec la Cour, qui est accueillante et cordiale, et la classe dirigeante, qui est très aisée, il est possible d'établir des rapports de sympathie et de faire accroître le prestige de notre Pays!.»

Les violentes interventions du gouvernement Bech contre les auteurs de désordres et d'attentats ne déplaisaient pas à la Légation d'Italie. Déjà la condamnation de D'Ascanio, le 8 mai 1930, était très significative. L'organe du Parti fasciste, Il Popolo d'Italia, pouvait exulter, en comparant la sentence du tribunal français, qui avait condamné à deux ans de prison l'assassin du vice-consul d'Italie à Paris, le Conte Nardini, à la sentence luxembourgeoise qui condamnait D'Ascanio à quinze années de prison. Il commentait:

«Le Luxembourg est bien un petit pays, mais il est démocratique, on peut y jouir de toutes les libertés compatibles avec le respect des normes les plus élémentaires de la vie civique, et dans ce pays on ne subordonne pas la clémence envers les plus vulgaires délinquants aux animosités, aux calculs, aux jalousies et aux peurs qui dominent la haute politique continentale ou les vengeances du grand Orient; la France, par contre, ... est la France!.»

L'arme la plus efficace du gouvernement face aux révolutionnaires était celle des expulsions. Elle était utilisée sans parcimonie. D'un côté on se débarrassait des subversifs étrangers résidant au Grand-Duché, de l'autre on refusait de recevoir les expulsés des Etats voisins.

Dans ce dernier cas, la collaboration des membres diplomatiques luxembourgeois à l'étranger était décisive. A l'occasion de diverses expulsions prononcées en France, le consul luxembourgeois à Paris mit en garde le ministre d'Etat Bech «contre des communistes et en particulier des Italiens», qui auraient pu passer la frontière et qui étaient «incontestablement des militants dangereux, non seulement pour les institutions actuelles de l'Italie, mais également pour les pays qui leur accordent l'hospitalité»⁵.

En effet, plusieurs subversifs, expulsés de France ou de Belgique, se réfugiaient au Luxembourg. Et même certains expulsés du Grand-Duché obtenaient avec une certaine facilité la permission d'y revenir légalement ou passaient la frontière clandestinement. Le ministre Bech sollicitait avec insistance le Directeur général de la Justice à expulser les éléments dangereux, dont il soumettait la liste, et à renvoyer ceux qui avaient été réadmis au pays avec de trop grandes facilités⁶.

Le Directeur général de la Justice et de l'Intérieur répondait souvent favorablement aux propositions du ministre d'Etat. Du reste, les rapports du PCL, qui confirmaient le dérèglement causé au sein de l'organisation par les expulsions de ses membres, n'étaient qu'une confirmation de l'utilité de ces mesures et prouvaient que c'était bien là le bon chemin à suivre...

Dans ce sens raisonnait aussi le commissaire de police d'Esch-sur-Alzette, Reis: «Il faudrait procéder de manière radicale, en expulsant les chefs des sections (communistes) étrangères, qui sont nommés dans les rapports⁷.» Et il n'y allait pas par quatre chemins.

Le Riscatto ne pouvait que déplorer cette situation: «Les expulsions des ouvriers étrangers se multiplient; la police fait quotidiennement des irruptions dans les locaux fréquentés tout spécialement par les ouvriers, les insultant et les menaçant; de nombreux expulsés de Belgique ou de France sont arbitrairement remis aux sbires des respectives frontières, on instaure ainsi dans tout le bassin industriel une véritable terreur policière⁸.» Les autorités avaient en plus deux poids et deux mesures: «Tandis qu'on applique continuellement pour nous l'expulsion, la police tout aussi bien que le patronat facilitent l'œuvre infâme des agents provocateurs fascistes»⁹.

L'action la plus violente, à laquelle le gouvernement fut confronté au cours de ces années, était due à la crise économique et au manque de travail. Exaspérés par cette situation insoutenable et incités à la révolte par les militants du PC, plus de 200 Italiens décidèrent de défiler devant la Légation d'Italie, le samedi 5 mars 1932, réclamant un subside pour les chômeurs. La manifestation avait été interdite et la réaction de la police fut extrêmement violente.

Voici comment «Der Proletarier» décrit les faits¹⁰. Le rassemblement des Italiens commença aux premières heures de la matinée et fut immédiatement entouré par les forces de l'ordre. Les manifestants voulaient pénétrer dans les bureaux de la Légation d'Italie, mais on leur rétorqua que ce jour-là la Légation resterait fermée. Face aux insistances des Italiens, la police déclencha la répression; elle repoussa les Italiens vers le pont Adolphe et le bd de la Pétrusse. Vers 10 heures, d'autres Italiens arrivant de la gare et, formant un groupe compact, passèrent le pont Adolphe. La colonne était composée d'hommes, de femmes et d'enfants, tandis que les militants se tenaient aux côtés et derrière les manifestants.

Dans l'avenue Marie-Thérèse, au coin du «Convict», la police donna l'assaut de deux côtés. Les manifestants se trouvèrent entre l'enclume et le marteau; derrière eux les militants criaient: «En avant»; en face la police hurlait «En arrière!» et faisait tomber une pluie de coups de matraques sur les manifestants. La fureur de la police ne se calma même pas quand la foule commença à se disperser. Les femmes et les enfants étaient piétinés. Même les passants criaient «Halte!» face à la violence de la police, mais sans aucun résultat.

Mais la lutte continuait partout. La police se dirigea en voiture jusqu'au Mühlenweg, à Gasperich, et à la route menant à Esch. Dès qu'elle rencontrait quelqu'un qui ressemblait à un Italien, elle l'arrêtait. Même Zénon Bernard fut contrôlé; il affirma être à Luxembourg pour «affaires».

L'opinion publique protesta contre la violence gratuite de la police. Mais certains pensaient que cette dernière n'avait fait que son devoir. Et le ministre Bech affirma que les Luxembourgeois auraient subi un sort analogue, s'ils avaient intenté des protestations semblables¹¹.

Selon un rapport de la police¹², les événements s'étaient déroulés de façon toute différente. L'imposant groupe d'Italiens, arrivé par le train de 10 heures, aurait été mené par Zénon Bernard. Quelques rebelles auraient voulu s'approprier des armes de la police en menaçant de les jeter du pont Adolphe! Selon la police on n'avait jamais assisté à une manifestation aussi violente et dangereuse.

Furent arrêtés Zénon Bernard et quatre chefs de file italiens¹³: De Lorenzi Quirino (de Banea - Fiume Veneto, Pordenone), Carpanedo Marco (de Foza - Vicence), Fidenza Orlando (de Collar-mele - Aquila) et Radelli Luigi (de Brignano - Bergame). Ils furent relâchés au cours de la soirée.

La manifestation eut des suites à Esch-sur-Alzette, où on distribua un tract signé par un «Comité des chômeurs»¹⁴. Il invitait les ouvriers à adhérer au «front communiste», pour faire aboutir la revendication d'un subside pour les chômeurs.

Protestations aussi du SRI à Rodange, d'où furent expulsés, pour avoir participé à la manifestation de Luxembourg, les trois frères Carpaneda et Plumari Michele (de Trioma-Enna)¹⁵.

A Dudelange on voulait organiser une manifestation analogue de chômeurs pour le mois de juillet. On dut y renoncer, car la police découvrit à l'avance le projet¹⁶. Le même cas se présenta à Esch, où la marche contre la faim, prévue pour le 27 juillet, fut annulée¹⁷.

La Légation d'Italie exhortait, elle aussi, le gouvernement Bech à une plus grande fermeté «dans le but d'éviter la répétition de faits douloureux, qui mettent en danger l'existence de nos paisibles ouvriers et qui pourraient nuire au maintien des excellentes relations existant entre nos deux Pays»¹⁸.

Et Bech insistait à nouveau auprès du Directeur général de la Justice. Il exigeait que l'action de la sûreté fût «énergique et rapide», qu'on procédât à des «rafales» périodiques, afin d'arrêter les subversifs, et que l'action de la justice ne fût pas freinée par les recours contre les expulsions¹⁹.

Mais le Directeur général de la Justice s'efforçait de calmer l'excessive sévérité du ministre d'Etat. Il plaidait pour des enquêtes supplémentaires, au moins dans les cas graves.

«Une décision d'expulsion est une mesure excessivement grave, surtout à notre époque, où elle entraîne pour ainsi dire automatiquement une décision identique dans tous les autres pays, de sorte que l'homme frappé de cette peine devient sans feu ni lieu, et il est envoyé de prison en prison et de pays en pays. Lui, sa femme et ses enfants sont exposés à la pire misère»²⁰.

Selon lui, il était plus équitable de procéder à une enquête supplémentaire, en particulier pour les «sujets italiens, dont les rapports sont troublés par leurs dissensions politiques et parmi lesquels les agents provocateurs sont à craindre (Gino Raccosta, Sosio)». Du reste plusieurs subversifs avaient été expulsés immédiatement: les participants à la manifestation devant la Légation d'Italie (5 mars 1932) et ceux qui étaient suspectés d'avoir participé directement ou indirectement à l'assaut de la société musicale italienne d'Esch (19 juin 1932).

Le Directeur de la Justice concluait:

«Depuis le mois de janvier jusqu'au mois de juin de cette année (1932), nous avons refoulé 876 étrangers indésirables. Ce qui prouve que notre façon de procéder ne manque ni d'énergie, ni de rapidité, ni d'efficacité. D'ailleurs c'est un fait patent que grâce à ces mesures les agitations et les manifestations des éléments étrangers d'il y a quelques années ont cessé.»

En effet, à partir de 1933 on n'enregistrait plus aucune manifestation violente. La crise économique et le police avaient bâillonné les plus ardents des manifestants. Et l'arme de l'expulsion menaçait toujours²¹.

3. LA SOCIETE ITALIENNE DE SECOURS MUTUEL ET DE BIENFAISANCE

L'activité de la «Société Italienne de Secours Mutuel» était depuis toujours fort considérable; son comité était composé en 1930 de la façon suivante:

Achille Giorgetti (président), Giuseppe Possamai (vice-président), Angelo Bai (trésorier) Giuseppe Ferrero (secrétaire), Dante Bottelli (secrétaire adjoint), Vincenzo Pasta, Giuseppe Piantoni, Pompeo Valera, Angelo Bardelli et Ubaldo Zuccoli (membres).



Gabriele Chiaramonte-Bordonaro, ministre
de la Légation d'Italie (1932-1936).

En 1932, la société fêta solennellement le 25^e anniversaire de sa fondation. Le vaste programme prévoyait: l'accueil à la gare de Luxembourg des Sociétés participant aux festivités; le défilé des Sociétés le long de l'avenue de la Liberté et de la rue Goethe jusqu'à la «Légation royale d'Italie», où fut béni le nouveau drapeau de la Société (la marraine était Mme G. Chiaramontè Bordonaro; l'officiant don Flavio Settin); la reprise du défilé le long du bd de la Pétrusse, le pont Adolphe, le bd du Viaduc jusqu'au Monument du Souvenir; l'hommage aux héros de la Grande Guerre; le défilé par le rue Notre-Dame jusqu'à la place Guillaume (hôtel Ancre d'Or); le verre d'honneur offert à tous les participants, et la distribution des médailles commémoratives aux Sociétés, qui avaient participé au cortège avec leur drapeau, et enfin le banquet commémoratif à l'Hôtel de bronze) ainsi que des diplômes²².

Dans une brochure, publiée à l'occasion du XXV^e anniversaire sont nommés en tant que collaborateurs du Secours Mutuel de Luxembourg: Marco Moia, président du Secours Mutuel d'Esch-sur-Alzette, Gaetano Fratini, commerçant d'Esch, Giuseppe Rossini de Dudelange, le bienfaiteur Pietro Menzaghi, Giuseppe Ferrero et enfin J.P. Claude, vice-consul honoraire d'Italie.

Lors de l'assemblée annuelle du 21 mai 1933 on annonça que le Secours Mutuel comptait 155 membres effectifs et 35 membres honoraires. Les postes de président et de vice-président restaient inchangés, tandis que G. Possamai et L. Berta (et en tant que suppléants A. Biasoli et V. Negretti) faisaient dorénavant partie du Conseil. On décidait aussi d'organiser à nouveau la traditionnelle excursion annuelle²³.

4. LA CHAMBRE DE COMMERCE ITALIENNE

La chambre de commerce avait établi son siège au no 91, rue Adolphe Fischer. Le nombre de ses associés augmentait continuellement; vers la fin de 1930 on comptait 185 membres effectifs et 62 adhérents; en août 1931, leur chiffre s'élevait à 188 membres effectifs et 74 adhérents (166 Italiens et 74 étrangers).

La présidence était assurée par Achille Giorgetti, le secrétariat par Giuseppe Ferrero, la vice-présidence par Frescura, Moia et Rossini. Parmi les conseillers on trouvait successivement: M. Moia, A. Caffaro, P. D'Ambros, A. Bai, P. Sabatini, A. Giovagnoli, G. Possamai, U. Ricci, G. Cresto, Mattioli, L. Rossi, G. Bollini, E. et P. Sabatini, G. Longhini, E. Gramegna, S. Sorci, P. Valera, P. Droghini, M. Crescentini et A. Bonaria, ainsi que N. Vecchi, A. Caffaro, G. Fratini, F. Ribeca, U. Viola, G. Baroffio, G. Nangeroni et A. Moretti. Les réviseurs des comptes étaient Giuseppe Bonfiglioli et Nicolò Clivio; les suppléants, G. Solo-frizzo et F. Baldini.

Les assemblées générales avaient lieu normalement à l'hôtel du Parc à Esch-sur-Alzette, sous la présidence honoraire des ministres de la Légation d'Italie.

On publiait aussi une «Chronique de la Chambre de commerce italienne au Luxembourg», qui peu à peu – étant donné la crise économique – fut imprimée à la ronéo²⁴.

De très nombreux entrepreneurs et commerçants de tout le Grand-Duché adhéraient à la Chambre de commerce. On notera dans un premier temps ceux de Luxembourg-Ville.

Avant tout *les entreprises de construction*: Bai Angelo (4, rue Lamartine), Bardelli Angelo (5, rue du Dernier Sol), Bardelli Augusto, Battistin Giovanni (rue Goethe), Bellina Francesco (144, rte d'Esch), Beltrame Osvaldo (92, rte d'Esch), Berta Lorenzo (14, rue de Strasbourg), Carnera Frères (rue de la Fonderie), Clivio Arnodo, Cesare et Nicolò (plateau Bourbon), Manferdini R. (Cessange), Micelli Francesco (Basse Pétrusse), Morroni Sestilio (41, rue Neipperg), Pasta Vincenzo (63, rue Neipperg et 12, rue de la Pétrusse), Piantoni Giuseppe (6, rue

Luxembourg, 1934. Cours de langue italienne pour étrangers.



Albert 1er), Piccoli Serafino, Prisco Giacinto (85, rue de Hollerich), Zuccoli Succ. (Gasperich). Et encore: Ferrari Alessandro et Angelo, Franzetti Vittorio.

Puis les *autres commerçants*: Aimone Lorenzo (Hôtel de la Poste, 59, avenue de la Gare); Possamai Guisepe (Hôtel de la Paix, avenue de la Liberté); Gatti Domenico (café, rue Neipperg); le commerçant en produits alimentaires Pompeo Valera (16, rue Wallis), le maître-cordonnier Paganelli Antonio (12, rue de la Pétrusse); l'industriel Solofrizzo Gennaro; les commerçants Ardemagni Cesare (Hesperange), Bernocco Matteo (rue Letellier) et Borlotti Mario; le «propriétaire» Simonazzi Pietro (56, bd de l'Alzette).

Bien d'autres entrepreneurs membres de la Chambre de Commerce travaillaient aux alentours de la ville de Luxembourg et dans le nord du pays: les entrepreneurs en bâtiment Bortusso Dorigo à Junglinster, Bossi Filippo à Wiltz, Ciglia Agostino et De Giorgi Giovanni à Steinfort, Menotti Domenico à Beaufort et Mottes Antonio à Dommeldange.

En 1933, Achille Giorgetti fut également élu délégué de la Croix Rouge Italienne du Grand-Duché.

5. LE FASCISME DANS LA CAPITALE

Vu sa dispersion à travers la capitale, la collectivité italienne de Luxembourg-Ville était moins engagée politiquement que celles des centres du bassin minier. Mais elle demeurait nonobstant un important point de référence car les directives émanant de la Légation venaient de Luxembourg et on y organisait également les grandes «assemblées» de compatriotes. A Luxembourg résidaient aussi des personnes très actives (tels Giorgetti²⁵, Ferrero, Colombo, etc.), qui animaient les différentes associations favorables au fascisme.

La Chambre de commerce, le «Dopolavoro» et le Secours Mutuel étaient extrêmement solidaires. Non seulement ils assistaient au complet aux différentes manifestations nationales, qu'on célébrait à Luxembourg sous les auspices de la Légation d'Italie, mais ils étaient fréquemment les promoteurs de célébrations telles la Fête du Statut, la Fête du travail, la commémoration de la Marche sur Rome, la Fête nationale, etc.

Ainsi, le 11 novembre 1931 on célébra la commémoration de la Victoire et de la Marche sur Rome, d'abord par la déposition de couronnes au Monument du Sou-

venir à Luxembourg, où étaient rassemblés de nombreux représentants des *sections des anciens combattants* d'Esch (président Augusto Tani) et de Luxembourg (président Bardelli), puis par une réception à la Légation d'Italie.

A cette occasion fut constituée aussi l'*Association nationale officiers en retraite*²⁶.

Ces démonstrations étaient vues d'un bon œil par le gouvernement luxembourgeois, qui respectait les initiatives d'un Etat ami, mais elles irritaient les antifascistes quand, sous l'aspect d'un esprit purement national, on cachait l'exaltation du fascisme.

Le «Escher Tageblatt», journal socialiste luxembourgeois, protestait déjà en novembre 1930 contre ces fêtes qui, étant donné la mobilisation inévitable de la police, coûtaient chaque fois au pays «des milliers et des milliers de francs»²⁷.

«Voici que pour la troisième fois – écrivait-il – en seulement trois semaines, une fête italienne met en agitation notre peuple. D'abord c'était l'anniversaire de la Marche sur Rome (28 octobre); par la suite, pour la Toussaint, l'inauguration d'un drapeau fasciste à la Légation d'Italie, un défilé au Monument du Souvenir, où on avait déposé un bouquet de fleurs, et une messe à l'église paroissiale de Hollerich; enfin, le samedi 8 novembre, à la veille de la Fête nationale italienne, un somptueux repas.»

L'article terminait sur un ton raciste: «Nous exigeons que les Italiens se comportent de façon moins bruyante. Nous voudrions bien avoir une fois pour toutes la liste des travaux qu'on a confiés à ces messieurs, que ce soit par l'Etat ou par les communes, afin de pouvoir les comparer à la liste des travaux d'Etat et communaux qui ont été confiés en Italie à nos compatriotes...»

Et le «Riscatto» ajoutait: «Ce banquet nous a permis de nous rendre compte, une fois de plus, de la servitude des autorités locales envers le fascisme»²⁸.

A la fête organisée par la Chambre de commerce italienne, participaient les autorités civiles (le ministre Meriano, le ministre d'Etat Bech, le bourgmestre Diederich, le vice-président de la Chambre Gallé, le député Thorn, etc...), ainsi que les représentants industriels luxembourgeois inscrits à la Chambre de commerce italienne. Selon la «Luxemburger Zeitung»²⁹, les critiques du «Escher Tageblatt», n'avaient d'autres raisons que la jalousie: «On essaie de semer la zizanie entre les entrepreneurs luxembourgeois et les entrepreneurs italiens, qui dans notre pays ont droit de cité et jouissent de l'estime générale.»

On notera que les fêtes officielles, ainsi que celles des associations «patriotiques», rassemblaient toujours un nombre impressionnant de sympathisants italiens.

En 1932. Le 21 avril on célébra les fêtes du Noël de Rome et du Travail. Le ministre De Rossi reçut de nombreux compatriotes à la Légation, parmi lesquels se trouvait le chef de file des Officiers en retraite, Gennaro Solofrizzo³⁰.

Au mois de mai, les sections des anciens combattants d'Esch et de Luxembourg se réunirent devant le Monument du Soldat Inconnu, afin de commémorer l'entrée en guerre de l'Italie lors du premier conflit mondial; la manifestation se termina à l'Hôtel Italiano³¹.

En 1933. Le 23 avril eut lieu l'assemblée des anciens combattants de Luxembourg. Etaient présents: le directeur de zone, Furlani, les secrétaire du fascio, Fratini, et le président des anciens combattants d'Esch, Augusto Tani. Le comité de la section de Luxembourg se composait de la façon suivante: président, Ferrero, vice-président, Sestilio Moriconi, secrétaire-trésorier, Angelo Bardelli, et les membres, Luigi Mentasti, Eugenio Piaia, Giovanni Soldera, Giuseppe Berton. Lors de cette assemblée on proposa la restauration du cimetière de Bligny³².

Pour commémorer la date du 7 juin, qui avait marqué le début d'«une nouvelle histoire» pour l'Italie, les anciens combattants de Luxembourg se réunirent dans un hôtel de la place d'Armes. La section comptait 59 associés effectifs³³.

Le 1^{er} novembre la Chambre de commerce se recueillit devant la tombe de Frescura, qui avait payé de sa vie son appartenance au mouvement fasciste à Rodange; toutes les autorités fascistes y participèrent; par la suite les anciens combattants d'Esch et de Luxembourg déposèrent une couronne au Monument du Souvenir; le 5 novembre, à la Légation d'Italie, on commémora par une

Luxembourg, 1932. Les fascistes italiens commémorent le 4 novembre, anniversaire de la victoire de la Première Guerre mondiale.



4 Novembre a LUSSEMBURGO.

cérémonie solennelle la Marche sur Rome, la victoire du 4 novembre et l'anniversaire du Roi: on offrit des rafraîchissements, puis les invités assistèrent à une messe célébrée par don Settin en l'église de Hollerich. Enfin, le 11 novembre on rendit hommage au Soldat Inconnu et on assista à une messe à la Cathédrale de Luxembourg³⁴.

Il est vrai toutefois que l'inspiratrice de toutes ces activités était la Chambre de commerce qui s'était fait le défenseur de l'esprit fasciste.

Dans un de ses «bulletins» datant de 1930, on peut lire: «La Chambre de commerce italienne dirige presque toutes les institutions de la colonie, gardant ainsi partout très ardent l'esprit patriotique parmi nos compatriotes, les influençant et en leur inculquant les principes fondamentaux de la doctrine fasciste, selon les directives du Fascio national³⁵.»

Quelles étaient les associations affiliées? Le «bulletin» répond également à cette question: «L'institution a aussi collaboré à la naissance d'importantes initiatives, telles la création de l'Oeuvre du «Dopolavoro» à Luxembourg et à Esch-sur-Alzette, la Maison Maritime, le prêt du Licteur, le prêt pour le Travail italien à l'Étranger etc.»

Il était donc facile aux antifascistes de conclure que tous ceux qui s'inscrivaient à la Chambre de commerce, devaient être considérés comme fascistes. Mais, dans certains cas, la conclusion était trop simpliste: en effet les commerçants ne pouvaient pas obtenir les produits italiens, s'ils n'étaient pas inscrits à la Chambre.

Plus justifiées étaient cependant les protestations, lorsque l'entrepreneur Giorgetti procéda à l'inscription obligatoire de ses ouvriers au Secours Mutuel, en retranchant directement sur leur salaire la somme payée pour l'inscription³⁶.

En 1931, la Chambre de commerce italienne comptait 240 associés (dont 188 effectifs, 52 adhérents, 166 Italiens et 74 étrangers). Elle tint son assemblée générale, en présence du ministre De Rossi, à l'Hôtel du Parc d'Esch qui appartenait à Caffaro³⁷.

Les «Amitiés Italo-Luxembourgeoises»

Les rapports entre la bourgeoisie luxembourgeoise et les notables italiens étaient des meilleurs. Les mérites de certains d'entre eux furent même honorés par le

gouvernement grand-ducal: Achille Giorgetti avait obtenu la Grande Croix et Attilio Colombo la médaille d'or de l'Ordre de Nassau³⁸.

De cet esprit d'estime réciproque surgirent le 4 juillet 1932 les «Amitiés Italo-Luxembourgeoises». Elles seront à l'origine d'une intense activité culturelle³⁹. La section de Luxembourg constituait le Comité central, mais au mois de décembre naissait aussi une section à Esch (III^e partie, chap. III) ainsi que d'autres sections dans les différents centres du Grand-Duché.

Le premier *Conseil d'administration* était composé de son président Georges Wagner, de sa secrétaire Léonie Mich ainsi que d'Attilio Colombo (chancelier de la Légation d'Italie), Gennaro Solofrizzo (commerçant de Luxembourg), Dante Vannucchi (commerçant de Rollingergrund), Robert Elter (avocat), Fritz Funck (ingénieur de Neudorf), Robert Häusemer (commerçant de Luxembourg), Auguste Razen (médecin de Luxembourg), Marie Clemange, Marie-Louise Heim et Yvonne Kieffer.

Le samedi 13 mai 1933 les Amitiés fêtèrent le premier anniversaire de leur fondation et la clôture de leurs cours de langues par un banquet à l'hôtel Ancre d'Or et par un bal.

Au mois d'octobre de la même année les cours reprirent dans une salle de l'Athénée de Luxembourg; on organisa en même temps des cours de conversation, tenus au nouveau siège de l'association, au premier étage du Café de Paris, place d'Armes⁴⁰.

En 1934, les Amitiés organisèrent une conférence sur l'Italie moderne; l'orateur en était le fasciste M. Suliotti. Les Amitiés seront dissoutes en 1937, pour ne réapparaître qu'après la Deuxième Guerre mondiale.



Luxembourg, 1934. Les élèves du cours de langue italienne organisé par les Amitiés Italo-Luxembourgeoises.

¹ Francesco Meriano, né à Turin le 21 septembre 1896, avait fondé en août 1919 le premier fascio de combat de la Romagne, à Savignano. Collaborateur du «Popolo d'Italia» à partir de 1914, docteur ès Lettres de l'Université de Bologne, directeur du «Resto del Carlino» (1923-1924), maire de Cesena, député au Parlement pour la région de l'Emilie, consul général à Odessa de février 1928 à août 1929, il fut par la suite envoyé au Luxembourg. Il était l'auteur de nombreux livres de poésie: *Gli epicedi*, *Anime fiamminghe*, *Equatore notturno*, *Croci di legno*; et de prose: édition critique de «*Le Lettere di frate Guittone d'Arezzo*», *La riconquista della Tripolitania*, *La questione di Giarabub*, *l'Aviatore Locatelli*.

² Ugo de Silvestri, né à Malé (Trente) le 8 septembre 1871. Diplômé de l'Académie Orientale de Vienne, il avait prêté service auprès du consulat de cette ville de 1896 à 1918. Il avait par la suite occupé divers postes auprès du ministère des Affaires étrangères à Rome.

³ Asmae, 1422: le ministre Meriano au Mae, 5.3.1930.

⁴ Il Popolo d'Italia, 9.5.1930. Bien différents étaient bien sûr les commentaires des journaux de gauche et des anarchistes: cf. Il Risveglio anarchico (de Genève), 31.5.1930 et 4.10.1930.

- ⁵ Ael, Affaires étrangères, 3440-0052: le consul luxembourgeois à Paris au ministre d'Etat, 1.12.1930.
- ⁶ Ael, Affaires étrangères, 724-0068: le ministre d'Etat au Procureur général de la Justice, 23.10.1931 et 15.12.1931 et 3732-0097 du 9.12.1931.
- ⁷ Ael, Justice, 76/44-0168: Reis au commissaire de district, 9.11.1931.
- ⁸ Il Riscatto, 22.11.1931.
- ⁹ Il Riscatto, 13.12.1931.
- ¹⁰ Der Proletarier, 12.3.1932.
- ¹¹ Der Proletarier, 19.3.1932.
- ¹² Ael, Justice, 76/39-0066: police de Luxembourg, 13.3.1932.
- ¹³ Ael, Justice, 76/25-0001: police de Luxembourg, 5.3.1932.
- ¹⁴ Ael, Justice 76/39-0058: police d'Esch, 9.3.1932.
- ¹⁵ Ael, Justice, 76/47: rapports du commissaire de police de Pétange du 30 avril 1932 et tract du SRI.
- ¹⁶ Ael, Justice, 76/25-0003: gendarmerie de Dudelange, 25.7.1932.
- ¹⁷ Ael, Justice, 76/39-0188: commissaire de police d'Esch, 29.7.1932.
- ¹⁸ Ael, Affaires étrangères, 3832-0002: le ministre De Rossi au ministre d'Etat, 22.6.1932.
- ¹⁹ Ael, Affaires étrangères: 3832-0006, le ministre d'Etat au Directeur général de la Justice, 2.7.1932.
- ²⁰ Ael, Affaires étrangères, 3832-0004: le Directeur général de la Justice au ministre d'Etat, 22.7.1932.
- ²¹ Au début de 1934 on expulsa «pour des motifs non précisés»: Ghiani Vittorio de Bologne, Massaro Giovanni de Lula (Nuoro), Fianza Orlando de Collarome (Aquila) et Fontana Quinto de San Pancrazio (?) (Acs, P S 1934, b. 28, J 4 B: division Polizia politica, 12.1.1934).
Quelques jours plus tard: Costalonga Giuseppe de S. Maria in Stella (?), Perella Eugenio de Paganica (Aquila), Petroni Giorgio de Crusnes (France) et Cunardo Leonardo de Torrepadre (?) (ibidem, 16.1.1934).
Puis Annoni Carlo de Fagnano Olona (Varèse), Carpanedo Francesco de Foza (Vicence), Carpanedo Fortunato de Foza (Vicence), Defendi Angelo de Stezzano (Bergame), Stefanini Biagio de Sozzaga (Novare), Tanzi Enrico de Baganza (?) et Zanetti Giovanni de San Vendemiano (Trévisé) (ibidem, 10.2.1934).
Et encore: Canon Pietro de Andria (Bari), Ruffo Dolores de Vérone, De Bortoli Biagio de Sovramonte (Bellune) et Palosato Mansueto de Monteforte d'Alpone (Vérone) (ibidem, 10.2.1934).
Et Vicario Domenico de Thiel (France), Braghini Angela de Castagneto (Brescia) et Verzelletti Giovanni de Travagliato (Brescia) (ibidem, 7.5.1934).
- ²² Chronique intitulée «XXV Anniversario della fondazione della Società Italiana di Mutuo Soccorso et di Beneficenza di Lussemburgo, 1907-1932», Imprimerie Artistique Luxembourgeoise, Luxembourg, octobre 1932.
- ²³ Il Legionario, n° 25, 24.6.1933.
- ²⁴ Aux archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette on trouve le n° 5 de 1935 (imprimé à la ronéo).
- ²⁵ En 1930, Achille Giorgetti fut décoré «commendatore», lors d'un banquet offert à cette occasion à l'Hôtel du Parc à Esch. Il promit qu'Esch aurait bientôt sa «casa d'Italia» (Il Legionario, n° 10, 8.3.1930).
- ²⁶ Il Legionario, n° 48, 5.12.1931.
- ²⁷ Escher Tageblatt, 17.11.1930.
- ²⁸ Il Riscatto, 30.11.1930.
- ²⁹ Luxemburger Zeitung, organe du Parti radical-socialiste, qui faisait partie de la coalition au gouvernement, 18.11.1930.
- ³⁰ Il Legionario, n° 24, 11.6.1932.
- ³¹ Il Legionario, n° 25, 18.6.1932.
- ³² Il Legionario, n° 25, 24.6.1933.
- ³³ Il Legionario, n° 43, 25.11.1933.
- ³⁴ Il Legionario, n° 3, 20.1.1934.
- ³⁵ Cité par le Riscato, 21.9.1930. Les «bulletins» publiés en 1930 manquent complètement à la Bibliothèque Nationale de Luxembourg.
- ³⁶ Il Riscatto, 8.11.1931.
- ³⁷ Il Legionario, n° 34, 29.8.1931.
- ³⁸ Il Corriere, 4.2.1932; Il Legionario, n° 8, 20.2.1932.
- ³⁹ Les statuts furent déposés à la chancellerie du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg le 6 juillet 1932 et publiés dans le «Mémorial».
- ⁴⁰ Il Legionario, n° 48, 30.12.1933.

CHAPITRE 3:

ESCH-SUR-ALZETTE: VILLE-TRANCHEE ENTRE LE FASCISME ET L'ANTIFASCISME

1. ENTREPRENEURS ET COMMERÇANTS

La «métropole du fer» demeurait au cours des années '30 une ville ouvrière très animée. Elle comptait 18 244 habitants, dont 4 018 Italiens. (Mais seulement 2 668 en 1933 et 2 457 en 1935: la crise économique causait de nombreux rapatriements).



Esch-sur-Alzette. La famille Pasqualoni pose devant son épicerie dans la rue des Boers.

Parmi nos compatriotes abondaient les *entrepreneurs et les commerçants*. Nous citerons tout particulièrement ceux qui étaient membres de la Chambre de commerce italienne et qui de ce fait étaient considérés comme fascistes.

Entreprises en bâtiment: Adami Giuseppe (rue de l'Eau), Aricorchi Battista (plâtrier, rue Adolphe Emile), Bonaria Aurelio (rue de Rédange), Bregoli Venuto (rue de l'Industrie), Caffaro Antonio (rue C.M. Spoo), Casali Giuseppe (5, rue du Fossé), D'Ambrosio Pietro (37, bd Prince Henri), De Marchi Silvestro (peintre, bd Prince Henri), Moia Marco (71, rue de l'Industrie), Moia Pasquale (68, rue de l'Industrie), Nodari Giuseppe (bd Prince Henri), Stoisa Modesto (rue de Luxembourg) et Zambelli Max (bd Prince Henri).

Deux «grands garages»: celui de Benedetto Vittorio (38, rue de la Gare) et celui plus connu de Lise Giro (rue d'Audun).

De nombreux commerces: Bonfiglioli Giuseppe, Boschieri Luigi (marchand de meubles, rue des Boers), Brancadoro Michele (rue Dicks), Casati Francesco (électricien, 18, rue des Boers), Crescentini (pâtes alimentaires, rue du Canal), De Gregori (chaussures, rue des Charbons), Fossati Angelo (boucherie chevaline, 43, rue d'Audun), Marchetti Serafino (papiers peints, 22, rue de l'Industrie), Moliterno Angelo (bd Prince Henri), Orizi-Rossi Alfredo (instruments de musique, 143, rue de l'Alzette), Panozzo Antonio (rue d'Audun), Poggi Alfredo (fruits et légumes, 116, rue de l'Alzette), Sosio Emilio (chaussures, rue de l'Industrie), Sterzi Giovanni (coiffeur, 51, rue de l'Industrie), Grazzini Donatello (limonades et eaux minérales, rue des Boers).

Quant aux *épiceriers*, on en trouvait une dans chaque rue: Biasini Marcello (rue de Belvaux), Cellina Giuseppe (rue des Boers), Corbelli Giovanni (Hoehl), Fratini Gaetano (11, rue du Brill – avec café), Malucelli Romeo (rue de l'Industrie), Perillo Antonio (44, rue Dicks), Poveromo Gregorio (rue A. Emile – avec café), Sorci Sante (7, bd Prince Henri), Stortini Giovanni (rue C.M. Spoo), Tini Pietro (24, rue de la Hoehl – avec café), Zaninetti Vincenzo (rue d'Audun).

Des *hôtels italiens* il n'existait plus que ceux de Cantoni Giuseppe et de Cresto Stefano (tous les deux rue d'Audun). Cresto Giovanni venait de prendre sa retraite et son hôtel avait été aménagé en «Maison du peuple». Olivio Mosé avait lui aussi pris sa retraite.

Et enfin la liste interminable *des cafés*, lieux de rencontre des ouvriers qui s'y rendaient après une rude journée de travail ainsi que les jours de fête: Fratini Gaetano (11, rue du Brill), Malano Carlo (Hoehl), Moriconi Luigi (rue du Brill), Nodari Giuseppe (bd Prince Henri), Poveromo Gregorio (9, rue Adolphe Emile), Ribeca Giuseppe (rue d'Audun), Rossi Giovanni (152, rue de l'Alzette, aujourd'hui café Gubbio), Sabatini Enrico (2, bd Prince Henri), Valentini Andrea (rue d'Audun), Viola Ubaldo (rue d'Audun) et Vitali Luigi (rue Dicks).

Mais, outre ces commerces inscrits à la Chambre de commerce, il y avait aussi les salons de couture de Bertinelli Sebastiano et d'Armeni, l'entreprise en bâtiment de Crolla Luigi, le commerce de produits alimentaires de Savelli M. et frères, la boucherie de Barberi Achille, la «Nuova Sartoria Italiana – A la ville de Rome» de Pasquale Guetti (25, rue de Luxembourg), la «Pro Arte» d'Amelio Caviggioli, l'entreprise de location d'autos d'Eugenio Alcadre (112, rue de Rédange), les installations électriques de J.P. De Pellegrini, le salon de coiffure d'Ettore Berna-

Esch-sur-Alzette. Le café de l'Usine dans la rue d'Audun et les gérants Valentini-Viventi.



bei (17, bd Kennedy), et puis les cafés de Lazzeri (30, rue Hoehl), Gaudina («Scarrassa», 28, rue Hoehl), Cauria (26, rue Hoehl), Carnevali Domenico (rue Dicks), Aiassa Domenico, Arnodo Pietro, Capracci Enrico, Trezzi (à la frontière de Belpar les communistes).

Un grand deuil frappa la collectivité italienne vers la fin du mois de janvier 1931: à Bettembourg venait de mourir, à l'âge de 84 ans, un des plus grands amis des Italiens: *J.-P. Claude*. Il avait été secrétaire communal d'Esch pendant 25 ans et vice-consul d'Italie pendant plus de 30 ans, il parlait couramment l'italien, il avait été le promoteur des Sociétés Italiennes de Secours Mutuel, et enfin il avait été un véritable chrétien. Ses funérailles eurent lieu à Esch, le 1^{er} février. Y participèrent le ministre royal de la Légation, le maire, Marco Moia et Achille Giorgetti ainsi que les Sociétés italiennes de Secours Mutuel d'Esch, de Dudelange, Oberkorn, Niederkorn, Differdange, Rodange et les groupes des anciens combattants¹.



Esch-sur-Alzette. Deux magasins italiens
dans la Hoehl.



Esch-sur-Alzette. Le magasin de cycles G.
Gennari.

2. LE FASCISME ET SES ASSOCIATIONS

Esch-sur-Alzette était au cours des années '30 le plus ardent foyer du fascisme, sous la direction du jeune secrétaire du fascio, Marino Fratini.

Le centre propulseur de toute activité était le «*Dopolavoro*», dont le siège se trouvait au 110, rue du Canal. Le président en était Marco Moia et le secrétaire, Adriano Sabatini.

Les activités promues par le «*Dopolavoro*» étaient multiples. Il avait créé des cours de langue italienne pour les enfants de ses associés, ainsi que des cours de dessin et de musique.

En 1930, il organisa en collaboration avec l'«*Association des commerçants et industriels d'Esch-sur-Alzette*», un cours de langue italienne pour les étrangers; on comptait 80 élèves et les leçons étaient tenues par Angelo Fossati².

Mais les cours du «*Dopolavoro*», contrairement à ceux organisés par la Mission catholique, n'avaient pas beaucoup de succès.

Encore en 1929, don Settin écrivait que le «*Dopolavoro*» avait aboli les cours de langue italienne par manque d'élèves et qu'on ne donnait plus que des cours de dessin et de musique à une dizaine de jeunes³.

L'année suivante il ajoutait: «*Le Dopolavoro est voué à un état de passivité. Cette année on a supprimé aussi les cours de dessin, car ils n'étaient plus fréquentés. Restent les cours de musique (...). Et ensuite? Personne n'accepte de faire partie du Comité, les uns parce qu'ils ont un commerce et ne veulent pas perdre une partie de leur clientèle, les autres parce qu'ils ont femme et enfants et ne désirent pas, en tant que pères de famille, s'exposer à de sérieux dangers, etc. etc. Certains affirment, après de mûres réflexions, qu'avec la crise qui s'étend de plus en plus, on n'a vraiment pas besoin de musique. Et si un jour la nouvelle fanfare sort dans les rues d'Esch pour jouer Giovinezza, que se passera-t-il? Car, tandis que les cortèges pacifiques peuvent chanter Bandiera Rossa, ils ne permettraient pas aux autres d'entonner le chant de leur parti. En outre la population luxembourgeoise est elle aussi presque entièrement opposée⁴.*»

Toutefois, en 1931, le «*Dopolavoro*» créa justement une fanfare formée par des jeunes; et les prévisions de don Settin se réalisèrent l'année suivante: la fanfare fut victime d'un attentat de la part des antifascistes (cf. titre n° 7 de ce chapitre).

Au sein du «*Dopolavoro*», les garçons étaient embrigadés en Balilla, puis il y avait les Piccole et Giovani Italiane et enfin les Avanguardisti. Pour eux, on organisait la «*befana fascista*», des activités sportives, des campings et des excursions dans tout le Luxembourg ainsi que des colonies d'été en Italie.

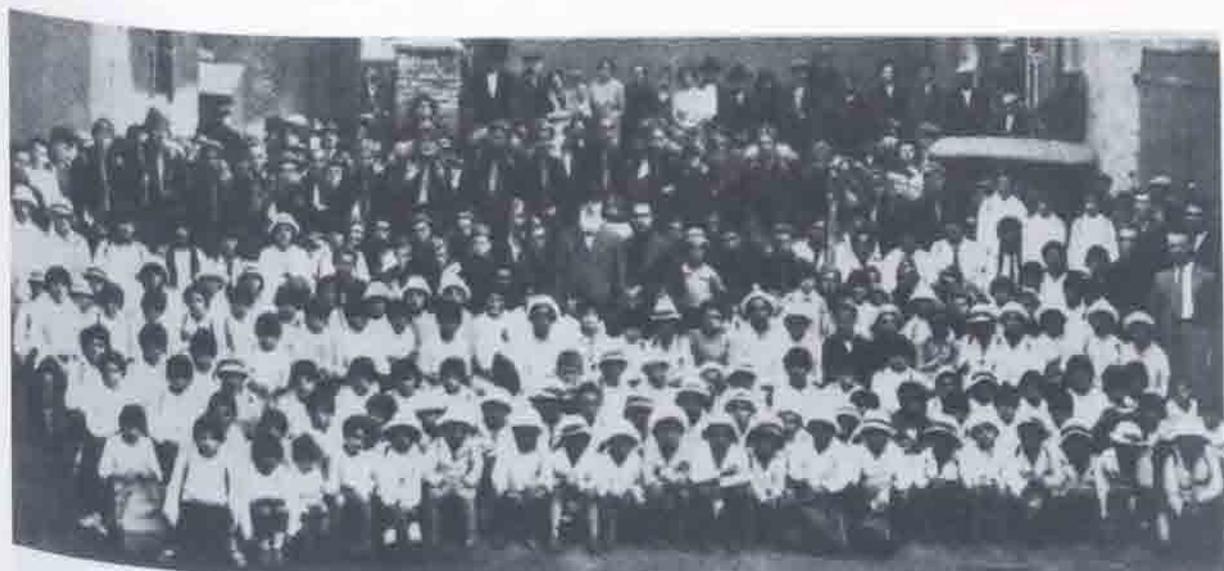
La «*befana fascista*» avait toujours un grand succès. Celle de 1932 rassembla 680 enfants autour du ministre De Rossi et Marino Fratini⁵. En 1933, le nombre des enfants rassemblés pour recevoir le paquet-cadeau s'éleva à 924; on dut les diviser en deux groupes: ils devaient se présenter soit le matin, soit l'après-midi, selon l'endroit où ils vivaient⁶.

Les campings étaient organisés pendant les vacances de la Pentecôte dans une localité touristique du Grand-Duché et attiraient un nombre impressionnant d'enfants et de jeunes.

En 1930, on choisit la localité de Mullerthal, où Fratini accompagna une quarantaine de Balilla et d'Avanguardisti⁷. En 1931 les campeurs se réunirent à Larochette; on comptait plus de 50 Balilla et Avanguardisti provenant de diverses localités du Grand-Duché: à ces derniers se joignirent plus tard les enfants de la fanfare du «*Dopolavoro*», qui donnèrent un concert en plein air⁸. Pour la Pentecôte de l'année 1933 le camping fut organisé à Kopstal pour une durée de quatre jours. Y participèrent 140 Avanguardisti et Balilla. Un groupe d'Audun-le-Tiche vint rejoindre ces jeunes et les deux groupes organisèrent des jeux, notamment celui de la lutte à la corde. A cette occasion on organisa aussi différentes épreuves de gymnastique. Les Avanguardisti, qui remportèrent des prix, furent: Ippolito Aldo, Cesarin Elio, Ruggeri Martino, De Gerolamo Francesco, Ruscio Pasquale, Roscani Nazzeno et Giroto Erasmo. Parmi les Balilla: Mazzalupo Gino, Marinucci Tommasino, Gentili Trentino, Fantoni Costante, Marinucci Adolfo et Diana Giovanni. Le chef de groupe des OGIE était Augusto Tani⁹.



Esch-sur-Alzette, 1933. Les 324 enfants qui participèrent à la «befana» fasciste.



Esch-sur-Alzette, 1933. Groupe d'enfants participant aux colonies de vacances en Italie. On reconnaît le ministre Monzani et Colombo.

Tous les ans on organisait aussi des *excursions* cyclistes à travers le Grand-Duché ou les pays limitrophes. Pour la Pentecôte de 1932 les Avanguardisti parcoururent 200 kilomètres à travers le Luxembourg¹⁰. En 1933 on fit une excursion aux bords de la Sûre et puis, sous la direction d'Augusto Tani, dix-sept jeunes hommes parcoururent bien 500 kilomètres lors d'une excursion qui les mena jusqu'à Coblenze¹¹.

De même le taux de participation aux *colonies d'été* en Italie était toujours élevé, malgré la campagne hostile lancée par les antifascistes.

Le premier groupe, formé en 1930 par le «Fascio Abele Tiapago» d'Esch, comprenait 150 enfants¹². En 1931, on assista au départ de 250 enfants¹³. En 1933, les Balilla, Avanguardisti et Giovani Italiane, qui partaient pour l'Italie, étaient au nombre de 240; à leur retour, ils furent accueillis à la gare de Bettembourg par le ministre Bordonaro et à Esch par une foule de parents et d'amis¹⁴.

Le «Dopolavoro» s'adressait aussi aux adultes à travers les activités sportives et culturelles. Toute la communauté italienne était invitée à participer aux manifestations lors des fêtes nationales ou du parti (don Settin notait que lors de ces fêtes, même les fascistes moins pratiquants se présentaient nombreux à l'église).

En 1933, les associations d'Esch participèrent au défilé du «char fleuri», organisé par le maire Diderich; le char italien, décoré des drapeaux des fasci licteurs, fut photographié et les photos furent publiées dans tous les journaux locaux¹⁵.

L'association des *anciens combattants*, présidée par Augusto Tani, jouissait elle aussi d'un grand prestige. En 1931, on avait créé le *groupes cycliste «Alba»*, qui, en 1934, lança l'initiative du «Premier grand prix de l'Oeuvre Nationale Dopolavoro». La course était placée sous le patronage du ministre royal et la Chambre de commerce italienne.

Participèrent à cette course différentes sociétés cyclistes. Le parcours avait 120 kilomètres, avec comme point de départ et d'arrivée le Quartier Frontière à Esch. Au cours de cette compétition la fanfare «Verdi» entretenait le public. Le vainqueur fut Graglia Lorenzo de l'équipe «Alba»¹⁶. Mais cette manifestation se termina par une violente bagarre entre les fascistes et leurs adversaires. La police fut même obligée d'intervenir¹⁷.



Esch-sur-Alzette, 1932. Compétition cycliste du groupe «Alba». De gauche à droite: Parietti, Ferrari Jean, Bolzan, Gennari.

Il faut noter que le «Dopolavoro» utilisait tous les moyens pour faire pression et pour attirer en son sein toutes les associations culturelles et musicales d'Esch: le groupe théâtral «Amicizia», les corps musicaux «Verdi» et «La Garibaldina» et le Secours Mutuel.

Le groupe théâtral «Amicizia», présidé par Marco Moia, était désormais passé complètement sous la tutelle du «Dopolavoro». En 1930, il célébra le huitième anniversaire de sa fondation par un banquet à la maison Crescentini à Schiffange. Etaient présents, entre autres, le président Marco Moia, Fratini et Colombo¹⁸.

Le corps musical «Verdi» – toujours dirigé par Maître Orizi – passa à son tour sous la direction du «Dopolavoro» et, en son nom, il se présentait aux diverses manifestations: en 1934, il participa à la fête de l'anniversaire de la Grande-Duchesse Charlotte¹⁹ et au «Concours national et international de musique»: sous la direction de Maître Orizi, il remporta les trois premiers prix (pour la lecture à vue, pour l'exécution et pour la direction musicale)²⁰.

Le président de la «Verdi» était Marco Moia, le secrétaire, Adriano Sabatini.

Mais «La Garibaldina» remportait elle aussi de grands succès; les rapports entre les deux corps musicaux étaient assez bons et souvent ils organisaient des manifestations communes.

«La Garibaldina» était composée de la façon suivante: directeur: Donnini Giuseppe; président honoraire: Malano Carlo; président: Zambelli Max; vice-président: Mousty Peter; caissier: Viola Ubaldo; secrétaire: Marinelli Filippo; vice-secrétaire:



Esch-sur-Alzette. Valentini Andrea portant l'uniforme de la Société italienne de Secours Mutuel.

re: Wies Peter; membres: Krancher Fritz, Antonini A., Venturini Mario, Simia Silvio et Peruzzi Ludovico.

Un document conservé aux archives de la Ville d'Esch²¹, nous indique qu'en 1934 «La Garibaldina» comptait 42 membres actifs et 237 membres non actifs, dont 169 Luxembourgeois; il était strictement défendu à tous les membres actifs de faire de la politique; la fanfare participait à des fêtes religieuses ainsi qu'à d'autres manifestations.

Le *Secours Mutuel* d'Esch était présidé par Antonio Caffaro; son vice-président était Marco Moia et le caissier, John Cresto. Au cours de l'hiver 1930, il voulut organiser une quête publique, pour rassembler des fonds destinés à l'assistance des chômeurs; mais la commune, qui lui octroyait quelques subsides, lui interdit formellement de procéder à la quête²².

3. SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE ET AMITIÉS ITALO-LUXEMBOURGEOISES

Ces années de grande crise virent l'apparition d'un phénomène nouveau: la naissance de petites «sociétés d'épargne».

(«L'Allegria» et «Il Granito» en 1933; «Amici», «Speranza», «L'Unica» en 1935; «Florida» en 1936; «Salute» en 1937; «Sempre Avanti» en 1939...).

En général il s'agissait de petites sociétés créées entre amis et ayant leur siège dans un café.

La première à se faire connaître fut la «*Société d'Épargne L'Allegria*», constituée le 30 juin 1933 au café Benzoni Albino, 47, rue d'Audun²³. Ses statuts, qui seront repris par toutes les autres sociétés, affirmaient que son but était «d'assurer à tout associé, par le moyen de l'épargne, une rencontre sociale annuelle».

Ses promoteurs étaient: Benzoni Albino, Nobile Sante, Simoncini Oliviero, Gervasi Angelo, Salvetti Pierino, Passota Angelo, Vinciotti Adamo, Ubaldini Gino, Gasterini Giovanni, Aroldi Angelo, Cosa Bastiano, Bugiani Luigi, Tibora Silvio, Guibilci Jofrido, Pigatti Armando, Bordicchia Domenico et Fiorese Giovanni.

La «*Société d'Épargne Il Granito*», fut fondée le 24 juillet 1933 au café Gaudina, rue de la Hoehl²⁴. Ses fondateurs étaient Gaudina Emilio, Gaudina Jos et Battibugli.

Il faut mentionner aussi la société de divertissement «*Va' e vieni*», siégeant au café Fratini Gaetano. Le secrétaire en était le communiste Zuccaroli et le réviseur des comptes, Pietrostefani Alfredo.

Entre-temps les «*Amitiés Italo-Luxembourgeoises*»²⁵ faisaient aussi leur apparition à Esch. Le 14 décembre 1932, Georges Wagner, président des Amitiés de Luxembourg, demandait au maire d'Esch une salle de musique à l'Hôtel de Ville et c'est dans ce lieu que naquirent, le 21 décembre 1932, les Amitiés Italo-Luxembourgeoises, section d'Esch-sur-Alzette.

Le président en fut le docteur Henri Origer²⁶ et la secrétaire, Marie Metzler (substituée plus tard par M. Hilger).

Parmi les premiers inscrits italiens on trouve: Mme Giovanna Caviglioli (par la suite Mme Feltes), Crescentini Max et Vittorio, Alfredo Poggi, père, Marco Moia, Casali, Bertinelli et Pasquale Sabatini. Parmi les Luxembourgeois: Mmes Biermann, Bali et Lucie Origer, Otto Schockmel et son épouse, le prof. Manternach (directeur du Lycée de garçons), Louis Petit (professeur de musique), Pierre Mart (président de l'association des commerçants), Victor Wilhelm (ex-maire), Henri



Esch-sur-Alzette, années '30. La société d'épargne «Va' e vieni» (Va-et-vient) en excursion. On reconnaît: Zerbato, Malucelli Renato, Fratini Gaetano, Fratini Maria, Fratini Marino, Zuccaroli Giuseppe, Sorci Sante, Levi, Armeni Alberico, Senofonte Giovanni, Lise Giro, Olivo Mosé, Bertinelli Sebastiano, Perillo, Malucelli Colombo, Gallina, Tonetti, Zambelli, Fratini Delfino, Poggi Alfredo.

Meier, Albert Thorn, J.P. Kremer, Joseph Theisen, Nicolas Mousel, Vaccaroli Caterina et beaucoup d'autres.

Ils organisaient des soirées récréatives, des conférences, des concerts et des expositions d'art, pour mieux faire connaître l'Italie et nouer des liens d'amitié entre les Luxembourgeois et les Italiens. Ils organisaient aussi des cours de langue italienne et différentes rencontres culturelles: une conférence avec projections d'images sur Rome, au siège de l'Arbed, en 1932²⁷, et, en 1934, une grande soirée musicale dans la salle de gymnastique de l'école du Brill avec la participation de solistes de la Scala de Milan et la chorale «Uelzecht», composée de 180 membres²⁸. Au cours de la même année ils avaient prévu d'inviter Suliotti pour tenir une conférence à Esch sur l'Italie moderne (conférence qu'il avait déjà tenue à Luxembourg), mais le commissaire de police d'Esch l'interdisait, à cause des tensions entre les fascistes et leurs adversaires politiques²⁹.

4. L'ANTIFASCISME: LES ANARCHISTES

Le mouvement antifasciste, auquel adhéraient surtout des communistes et des anarchistes, pouvait compter sur un bon nombre d'hommes décidés à tout³⁰.

Le groupe des anarchistes avait à sa tête Artini Alfredo (né en 1901 à San Giovanni Valdarno – Arezzo). Des membres du comité et propagandistes très actifs étaient: Ballarin Luigi (né en 1899 à Minas Gerais – Brésil)³¹, Cermatori Romeo (né en 1889 à S. Angelo in Lizzola – Pesaro), Marchetti Antonio (né en 1897 à Massa Marittima), Brizzi Giulio (né en 1897 à la Spezia) et Ara Attilio (né en 1902 à Acqui – Alexandrie).

On signalait en tant qu'anarchiste dangereux Martini Francesco (né en 1880 à Ponte Buggianese – Pistoia), qui vivait avec sa famille à Esch sous le faux nom de Nannini Alfredo et gérait une épicerie au 27, rue des Boers³².

Un des lieux de rencontre des anarchistes était le café Gatti Domenico, rue de la Poste; toutefois, le propriétaire ne participait pas à leurs activités politiques³³.

5. LES COMMUNISTES ET LEURS ASSOCIATIONS

Trois hommes étaient responsables du groupe communiste d'Esch; ils étaient en même temps membres du Comité central du parti: Pedinotti Iginio ou Gino (né en 1895 à Pesaro et membre du comité du SRI), Rossetti Bruno (né en 1896 à Castelnuovo dei Sabbioni – Arezzo) et Giovagnoli Angelo (né en 1899 à Cantiano – Pesaro).

A Esch le parti comptait 4 cellules dirigées par Matteacci Luigi (né en 1890 à Cantiani – Pesaro), Maschio Giovanni (né en 1890 à Cismon del Grappa – Vicence), Begli Adelmo (né en 1901 à Talamello – Pesaro) et Comandini Luigi (né en 1898 à Mercatino Marecchio).

Zuccaroli Giuseppe, un fervent militant socialiste.



Plusieurs communistes étaient signalés comme «dangereux» par les autorités gouvernementales: Mancini Angelo (né en 1894 à Fabriano – Ancône) ainsi que les frères Nardo Carlo, Antonio, Luigi et Giovanni³⁴.

Maschio Giovanni, un des animateurs du parti communiste.



Un des lieux de rencontre des communistes à Esch, était le café Costantini Paolo, 46, rue Victor Hugo, où les extrémistes pouvaient facilement louer une chambre meublée.

Dans ce café avaient habité Ongaro Antonio et Scaramucci Gino qui, expulsés du Luxembourg, avaient commis un attentat aux alentours de Paris. Y résidaient aussi les frères Capecchi Ulisse et Luigi. La police redoutait que dans ce café ne fût tramé un attentat pour le 28 novembre 1930, neuvième anniversaire de la Marche sur Rome³⁵.

Un autre local notoirement «subversif» était le café-restaurant Piccioni (dit café du Piccione) situé rue du Brill. Il était fréquenté par des antifascistes très acharnés, qui se retrouvaient aussi au café Fortini, rue des Boers.

Différents anarchistes et communistes étaient arrivés à Luxembourg, après avoir été expulsés de France ou de Belgique. D'autres avaient même déjà été expulsés du Grand-Duché et réadmis légalement par la suite³⁶.

L'arme de l'expulsion était toujours pointée sur eux et les menaçait telle une épée de Damoclès. Leur simple participation à une manifestation suspecte pouvait entraîner leur expulsion. C'est ce qui arriva à plusieurs d'entre eux en janvier 1930, accusés d'avoir protesté contre l'«Internationale fasciste»³⁷.

En 1931, le ministre d'Etat Bech sollicitait à nouveau le Directeur général de la Justice d'écarter les subversifs³⁸. Ainsi de nombreuses autres personnes furent expulsées: Artini, Giovagnoli, Cermatori, Evangelista, Mancini, Perazzolo³⁹.

La menace permanente des expulsions faisait régner la panique au sein du groupe communiste italien. Pour cette raison, quelques-uns refusèrent d'adhérer au parti et accusèrent leurs camarades luxembourgeois de ne pas protéger suffisamment les militants italiens⁴⁰.

Associations affiliées aux communistes

Les associations fondées au cours des années '20 restaient toujours fort actives, comme par exemple le Secours Mutuel «La Fratellanza», le SRI avec ses comités prolétaires, les Ligues antifascistes et l'Opposition syndicale révolutionnaire. En même temps d'autres furent créées, comme le groupe théâtral «Aurora» et la «Société pour les Colonies à la mer».

La section italienne du *Secours rouge international* d'Esch était tout particulièrement engagée dans la quête de fonds en faveur des victimes du fascisme.

Quelques carnets de reçus de dons en faveur du SRI, perdus sous le pont du bd Prince Henri en 1930, furent retrouvés par la police⁴¹. Il fut ainsi possible de découvrir les noms de différents inscrits à cette association: Pozzobon Pietro⁴², Fortini Giosuè⁴³ ainsi que toute sa famille et les pensionnaires de son local; Giovagnoli Angelo et son épouse. Cantucci Alfredo, Bizzari Angelo et Capolda Giovanni; ensuite Donati Francesco, Sala Guerrino, Rigoni Giacobbe, Ciarpaglini Benedetto. Plusieurs d'entre eux avaient déjà eu des démêlés avec la police.

Parmi les nouvelles associations créées par les communistes, la première fut le «Groupe théâtral Aurora», fondé le 15 septembre 1930⁴⁴. Ses statuts le définissent comme «neutre» politiquement et non religieux. Mais son but ainsi que les signatures des fondateurs le classaient clairement à gauche.

Les bénéfices des représentations théâtrales devaient être utilisés au profit d'œuvres sociales, telles les colonies de vacances (organisées par les communistes) et le Secours Mutuel «La Fratellanza».

Le comité de direction pour l'année 1930-1931 était constitué par Henri Meier (président), Edelweis Maurizzi (secrétaire), Galileo Mastrangelo (caissier) et par les membres Pasini Andrea et Remigio Mastrangelo.

Quelques mois plus tard, le 3 mars 1931, on fonda la «Société Italienne pour les colonies de vacances – Colonie à la Mer»⁴⁵, qui avait pour but d'envoyer à la mer ou à la campagne les enfants physiquement faibles. Cette association se voulait également «absolument neutre» politiquement et non religieuse. Mais il était notoire que son dessein était de concurrencer les colonies de vacances d'été organisées par les fascistes.

Son comité provisoire était composé par Henri Meier, Gherardi Armando, Poveromo Paolo, Buzzetti Franz et Mancini Silvio.

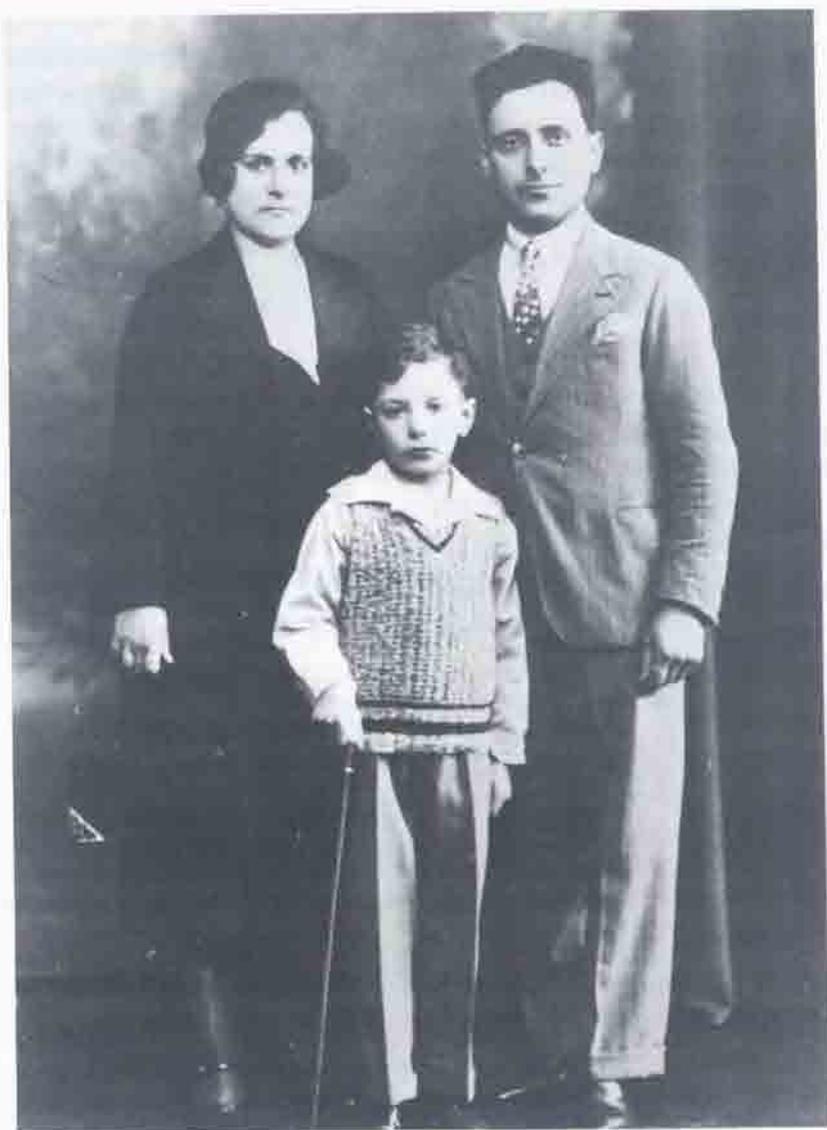
6. ASSEMBLEES, MANIFESTATIONS, FETES DU 1^{er} MAI

Années 1930. Les réunions et les manifestations organisées par les communistes se succédaient à un rythme effréné.

Les manifestations eurent souvent lieu malgré l'interdiction des autorités. Ce fut le cas le 9 février 1930. Le PCI avait annoncé une grande manifestation. Le commissaire du district de Luxembourg la défendit par un manifeste public, en prétendant qu'elle présentait «un caractère ouvertement révolutionnaire et dirigé contre l'ordre existant»; et il prévenait que «les personnes de nationalité étrangère, qui y contreviendront, seront expulsées»⁴⁶.

Mais la manifestation eut lieu malgré tout. On distribua 7 000 tracts invitant la population à y participer. Un cortège, avec Zénon Bernard en tête, se forma et se dirigea sous le chant «Bandiera Rossa» vers la place du Brill. La police choisit cet endroit pour entourer les manifestants et pour procéder à l'arrestation de 28 étrangers, dont 16 Italiens, qui furent immédiatement expulsés⁴⁷.

Esch-sur-Alzette. La famille Recchioni.



Selon «L'Humanité»⁴⁸, «la démonstration fut un succès pour la classe ouvrière et le Parti communiste», mais sûrement pas pour les expulsés qui «furent tout de suite arrêtés par la police française» (lorsqu'ils se réfugièrent en France).

Même selon l'autocritique du bureau politique du PC il avait été important de défier l'Etat; toutefois, «provisoirement les camarades étrangers ne doivent plus prendre part aux assemblées politiques, mais ils devront malgré tout exécuter le travail interne dans les groupes de langue et les organisations sympathisantes»⁴⁹. La réaction du gouvernement tendait à «pousser le parti communiste dans l'illégalité», notait la même circulaire. Ceci ne déplaisait pas trop aux communistes, puisque la réaction du gouvernement mettait en relief la force révolutionnaire de leur parti et créait des ennuis aux adversaires sociaux-démocrates.

Le ministre Bech, préoccupé par l'ordre public, voulait à tout prix éviter que le Luxembourg ne devînt la plate-forme des subversifs de toute l'Europe. Il faisait donc preuve d'une grande fermeté face aux étrangers engagés politiquement au Grand-Duché.

Le dimanche 2 mars, le PCL, en collaboration avec le Parti communiste français, organisa une grande «conférence antifasciste» à Esch; il y avait convié une centaine de délégués des pays limitrophes et chaque cellule devait soumettre un compte rendu bien documenté concernant les activités des organisations fascistes⁵⁰.

La réaction du ministre Bech fut d'interdire le congrès, de fermer les frontières à tout étranger voulant se rendre à cette manifestation et, si nécessaire, de faire pénétrer la gendarmerie dans la salle du congrès pour procéder à des arrestations⁵¹.

Face à ces mesures draconiennes, les étrangers, voulant éviter des ennuis, se tenaient tranquilles. Lors de l'assemblée contre le chômage et la rationalisation (le 6 mars, dans la salle Gross-Boever), aucun étranger n'était présent⁵².

Mais ce ne fut pas le cas pour le 1^{er} mai, lorsqu'il s'agissait de donner une leçon aux «sociaux-démocrates traîtres».

Cette année-là, le mot d'ordre de Zénon Bernard était justement de «saboter les manifestations réformistes», organisées par les «sociaux-fascistes» et «les assassins des ouvriers»⁵³. Le PC, ensemble avec le Secours Rouge et l'Opposition syndicale révolutionnaire, devait tenir à Esch une contre-démonstration, malgré l'interdiction gouvernementale, et respecter une grève de 24 heures. Les étrangers aussi devaient y participer et tant mieux si, par cette action de force, on arrivait à faire interdire le rassemblement des socialistes. La rupture entre les deux partis paraissait désormais inévitable.

Le rendez-vous des communistes avait été fixé à 9 heures, place du Brill. Zénon Bernard et Arnoldo Jacob y déployèrent des affiches contre la rationalisation, la guerre, les expulsions, le fascisme, la loi concernant les étrangers..., et en faveur des victimes politiques, du SR, du droit d'asile et d'association, de la dictature du prolétariat.

Le cortège réunit une centaine de personnes, en majorité des Italiens d'Esch, de Dudelange et d'autres villes⁵⁴. Il se dirigea vers la place de l'Hôtel de Ville, où se déroulait le congrès des syndicats présidé par Blum et Krier. La police dut intervenir pour éviter une collision entre les groupes adverses.

Ultérieurement la grande démonstration du 1^{er} août fut également frappée d'interdiction par le commissaire du district qui menaçait d'expulser les étrangers qui n'auraient obtempéré aux ordres⁵⁵.

Afin de pouvoir se rencontrer tout en évitant les contrôles de la police, il ne restait qu'une possibilité: tenir les réunions dans les bois. Ce fut le cas le 24 août. Un garde découvrit un groupe d'une trentaine d'Italiens dans la forêt entre Esch, Kayl et Rumelange: ils discutaient en présence de Zénon Bernard. La réunion terminée, certains d'entre eux se dirigèrent vers la frontière française⁵⁶.

Une autre occasion pour des «rencontres légales» était offerte lors des funérailles de militants communistes. L'enterrement civil de Perani Giacobbe, né à Casnigo (Bergame) et décédé dans un accident aux mines Terres Rouges, eut lieu le 19 octobre. Il se déroula avec le plus grand apparat: «Garibaldina», couronnes de fleurs de la Ligue antifasciste et du SRI (dont Perani était membre), discours funèbre tenu par Zénon Bernard et participation d'un millier d'Italiens.

Le commissaire Reis notait: «Depuis que les étrangers n'osent plus participer aux réunions et aux défilés communistes, ils se réunissent en masse aux funérailles de leurs compatriotes, ils forment des colonnes et se rassemblent autour de la tombe où Zénon Bernard prononce un de ses discours révolutionnaires. Tout citoyen tranquille ne peut accepter ces choses (...): le cimetière n'est pas un endroit où on organise des réunions politiques⁵⁷.» Toutefois, aucune loi ne défendait ce genre de rencontres.

Le 28 octobre, anniversaire de la Marche sur Rome, suscitait chaque année, un des moments de plus grande tension. En 1930, outre la réception traditionnelle offerte par la Légation d'Italie à Luxembourg, les fascistes avaient prévu la béné-

diction d'un drapeau à Esch, suivie d'un défilé à travers les rues de la ville. Il s'agissait là d'une provocation inadmissible pour les communistes. Zénon Bernard pensa y remédier. Dans l'après-midi du 28 octobre, il occupa la place du Brill avec 150 Italiens et de nombreux curieux: il lança une longue diatribe contre la justice qui permettait aux fascistes de circuler armés, tandis qu'elle interdisait les manifestations ouvrières et expulsait les militants communistes. Puis, un défilé d'environ 500 personnes, en majorité des Italiens, parcourait les rues de la ville, en chantant des hymnes révolutionnaires et en clamant: «A mort Mussolini!» Cette manifestation constitua le point de départ d'une première tentative, bien réussie, qui devait mettre en pratique l'ordre reçu de Moscou le mois auparavant: occuper les rues!⁵⁸

Le parti communiste organisa un rassemblement analogue au mois d'octobre, perturbant ainsi une manifestation organisée par les syndicats contre le chômage. La police dut intervenir pour séparer les deux groupes et éviter des bagarres⁵⁹.

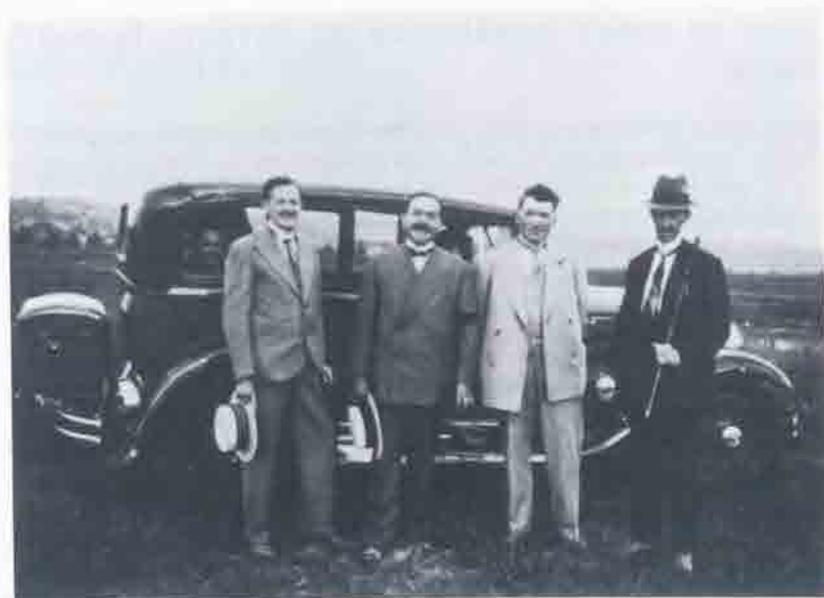
On se proposait de répéter la même expérience le 9 novembre pour le 13^e anniversaire de la révolution russe. Cette fois cependant le collège échevinal interdit toute manifestation publique, rappelant les menaces habituelles contre les étrangers. Zénon Bernard dut se contenter d'une simple réunion de 50 personnes, dans la salle Théodore Deloos, 64, rue d'Audun⁶⁰.

Entre-temps fut créé le groupe «Jeunesse communiste», dont la première initiative fut celle d'organiser une quête de fonds pour venir en aide aux jeunes communistes en Italie⁶¹.

Année 1931. Défiant les interdictions de la police, les communistes projetaient de nouvelles manifestations. La première eut lieu le 25 février. La police et la gendarmerie attaquèrent de tous les côtés et dispersaient les manifestants. On arrêta neuf personnes, parmi lesquelles se trouvait De Pasqual Arturo (résidant chez Libretti, au 19, bd Prince Henri), qui fut immédiatement expulsé⁶².

«La Liberté» commentait: «Suite aux mesures prises par la police, les manifestations communistes projetées à Luxembourg (et à Esch) n'ont pas remporté le succès escompté⁶³.»

En plus, la requête du commissaire Reis, qui exigeait l'extension de l'interdiction de réunion aux «curieux», était acceptée⁶⁴: lors de manifestations interdites, les rassemblements de plus de deux personnes dans les rues et sur les places publiques étaient défendus.



Esch-sur-Alzette, 1934. Un groupe de commerçants. De gauche à droite: Bertinelli Sebastiano (atelier de couture), Olivo Mosé (vins en gros), Biella (épicerie), Bonfiglioli (magasin de fromages).

Les communistes ne se croyaient plus en mesure de défier les forces de police. Mais malgré l'interdiction, l'après-midi du dimanche 2 mars, ils se rassemblèrent sur la place du Brill, pour protester contre la «terreur policière» et pour réclamer le droit aux manifestations et au travail⁶⁵. Zénon Bernard s'appuya contre la porte d'entrée du cinéma «Nouveautés-Palace», tandis que ses plus fidèles collaborateurs l'entouraient, la main dans la main, afin de le protéger de la police.

Mais dès que Zénon Bernard commença son discours, la police et la gendarmerie intervinrent. Vingt-deux personnes, dont les chefs communistes luxembourgeois, furent arrêtées et enfermées par précaution dans l'école du Brill. Deux Italiens furent expulsés: Gamba Paolo de Treviolo (Bergame) et Fioramonti de Fontaneto (Novare).

Mais la lutte ne faisait que commencer. Attirées par les clameurs de ce combat de rue, environ 3 000 personnes accoururent sur la place du Brill et dans les rues avoisinantes. La police dut intervenir avec toutes ses forces pour disperser les «curieux», faisant même appel à 15 gendarmes et à des militaires à cheval.

Le commissaire Reis se trouvait devant un problème délicat. Dans la rue de l'Alzette et sur la place du Brill se promenaient chaque dimanche des milliers de personnes. Il suffisait qu'il y eût une manifestation et on retrouvait du coup 4 à 5 000 «curieux», parmi lesquels pouvaient facilement s'infiltrer les rebelles. Une vingtaine de communistes, mêlés à une foule pareille, auraient pu provoquer un sérieux désordre.

Autres manifestations: le 23 mars: défilé et rassemblement organisés par le SRI⁶⁶; le 12 avril: protestation contre les licenciements et les réductions des salaires, parmi les 2 000 socialistes et les 250 communistes on assista à de légers incidents⁶⁷; le 26 avril: manifestation contre les travailleurs catholiques polonais (définis comme «fascistes» par les communistes), qui faisaient bénir leur drapeau: Papa Riccardo de Rumelange fut arrêté et une rixe éclata entre les communistes et la police, qui dut escorter le cortège polonais jusqu'à l'Église St-Joseph⁶⁸.

La célébration du 1^{er} mai 1931 aurait dû être un événement décisif. Pour les communistes cette fête devait en effet symboliser la révolte contre la «triple alliance» constituée par le capital, la réaction cléricale et les traîtres sociaux-démocrates. Tous les ouvriers devaient s'unir au sein du «Front unitaire rouge»⁶⁹.

Mais justement cette année-là, étant donné la répression patronale et peut-être aussi un certain accablement des ouvriers, la manifestation connut un moindre succès.

Les statistiques concernant l'absentéisme des travailleurs à l'occasion de ce 1^{er} mai révèlent qu'à Esch certaines mines travaillaient presque au complet, sauf celle du «Prince Henri», où seulement 47% des travailleurs étaient présents et celle de la Hoehl, où travaillaient 23% des ouvriers⁷⁰. A Differdange, presque aucun ouvrier ne manquait à son travail que ce fût à l'usine ou dans les mines, tandis qu'à Rumelange, l'absentéisme avait atteint 98%. La direction de la sidérurgie avait de bonnes raisons pour signaler «la divergence marquée de l'état d'esprit de notre personnel à Differdange et à Rumelange»!⁷¹

Pour le «Riscatto», la cause de cette médiocre participation ouvrière à la manifestation revenait à la trahison des sociaux-démocrates, qui n'avaient pas lancé le mot d'ordre de grève, et aux patrons qui dans les entreprises avaient toujours recours à la répression et aux menaces de licenciement. De toute façon – ajoutait l'hebdomadaire communiste – les Italiens avaient déserté la manifestation des sociaux-fascistes et étaient accourus à celle des communistes⁷².

Suivront ultérieurement les manifestations habituelles: celle du 1^{er} août contre la crise, la guerre et le fascisme, organisée par les Ligues antifascistes⁷³, celle du 17 septembre, promue par le SRI contre la «terreur fasciste»⁷⁴, et celle du 31 septembre contre la réduction des salaires.

L'année 1932 connut également de très fortes tensions sociales. De petites manifestations eurent lieu au cours des deux premiers mois: le 20 janvier une grève revendiquant que les salaires soient payés comme toujours trois fois par mois (et non pas deux fois)⁷⁵; le 25 février contre la guerre impérialiste⁷⁶.

Mais le 5 mars, se déroula une gigantesque manifestation en faveur des chômeurs devant la Légation d'Italie (cf. III^e partie, chap. II – Luxembourg). Suivirent les meetings de l'Opposition syndicale et du SRI les 11 et 13 juin.

Les plus grands efforts furent déployés pour réprimer l'hardiesse des fascistes, qui devenaient de plus en plus dangereux: coups de feu contre l'école de musique du «Dopolavoro» le 19 juin (cf. III^e partie, chap. III – Esch); manifestation du 1^{er} août contre le fascisme et la guerre⁷⁷ et rassemblement contre le fascisme, le 22 octobre. Ce meeting, promu par toutes les organisations de gauche se tint à la place du Brill, réclamait la libération de 200 prisonniers antifascistes d'Italie et accusait le gouvernement luxembourgeois d'être de connivence avec le gouvernement italien par l'entremise de la Chambre de commerce. Le soir, le SRI organisa un bal dans la salle Deloos⁷⁸.

Mais déjà en 1933 on notait un net abaissement de la tension politique. La manifestation du 1^{er} mai, organisée par le PCI, le SRI et l'Opposition syndicale et ayant toujours pour thème l'antifascisme, ne rassembla plus qu'une centaine de personnes⁷⁹.

Néanmoins en vue du Congrès européen contre le fascisme, qui se tenait à Paris les 4 et 5 juin, les rencontres se multipliaient à Esch, Belvaux, Dudelange, Rumlange, Schifflange et Differdange. Le slogan de chaque meeting était: «Le fascisme menace le Luxembourg.» Non seulement il le menaçait, mais il s'y était déjà déployé tout à son aise. Et ceux qui haussaient un peu trop le ton, étaient expulsés. Désormais les étrangers s'abstenaient de participer aux manifestations. Le PCI, le SRI, les Ligues antifascistes et l'Opposition syndicale rencontraient un écho toujours plus faible au sein de la masse ouvrière.

De son côté, le parti socialiste réapparaissait à travers son syndicat. Mais sans résultat spectaculaire.

En 1934, les manifestations politiques devinrent de plus en plus rares.

7. AGRESSIONS: DES MORTS ET DES BLESSES

Au cours des années '30 on constate une nette régression des grandes manifestations publiques ainsi que des agressions.

Il faut cependant noter qu'au cours des premières années de cette décennie, quelques faits sanglants avaient troublé l'ordre public⁸⁰.

En 1930, plusieurs attentats se succédèrent. Pour la première fois, la Mission catholique semblait elle aussi se trouver dans le champ de tir des agresseurs. Une bombe explosa en effet dans les alentours proches de l'immeuble (au n° 7, où était situé le magasin de Sorci). Peu de temps après, le 15 février, des coups de feu firent éclater les vitres de la porte d'entrée de l'école. Personne ne revendiqua ces attentats; on ne sut donc pas s'ils visaient vraiment la Mission ou – comme l'écrivirent des journaux fascistes – s'ils voulaient porter atteinte au «*Fascio Abele Tiapago*» (situé au n° 4 de la même rue). Cette dernière hypothèse était peut-être

la plus vraisemblable, car à cette époque nombreux étaient ceux qui confondaient Mission et Secrétariat ouvrier, étant donné que ce dernier continuait à utiliser du papier avec l'en-tête «Oeuvre Bonomelli»; une preuve en est donnée par le fait que le député socialiste luxembourgeois d'Esch, Thilmann, lors de la séance consacrée au bilan de l'année, parla encore de «la propagande que font les missionnaires de l'Oeuvre Bonomelli pour le parti fasciste»⁸¹.



Esch-sur-Alzette. Le magasin de Zaninetti à la Hoehl: le fascisme s'infiltrait facilement chez les petits commerçants.

Les attentats devenaient de plus en plus fréquents. Le soir du 20 juin, on attaqua *Emilio Sosio*, cordonnier, âgé de quarante et un ans, vice-secrétaire de la Société de Secours Mutuel d'Esch. Il se promenait dans les rues d'Esch et était arrivé devant le café Moriconi, rue du Brill, quand plusieurs coups de pistolets furent tirés sur lui par un inconnu. Il se traîna jusqu'à son magasin, qui ne se trouvait pas loin. Mais l'assaillant le poursuivit en criant «fasciste» et, au carrefour de la rue de l'Industrie, il le toucha de deux coups de pistolet à la hanche gauche et au bras droit. Sosio était mal vu, car il était passé du socialisme au fascisme. Notons qu'il subit à cette occasion son troisième attentat⁸².

Mais l'opération la plus spectaculaire se produisit à Esch, le dimanche 8 août. Vers 9 heures du soir, deux inconnus entrèrent au *café Fratini Gaetano*, situé au 3, rue du Brill. Le fils Fratini Marino, secrétaire du fascio, qui venait de rentrer d'Italie où il avait accompagné un groupe de 150 enfants aux colonies de vacances.

était en pleine conversation avec des amis. Les deux inconnus ouvrirent le feu sur lui. Le premier coup de pistolet atteignit Fratini à la hanche. Il se mit immédiatement à l'abri, mais un autre coup toucha l'ouvrier Giovanni Cavicchiolo à la main et au bras. Les agresseurs profitèrent de l'obscurité pour s'enfuir⁸³.

Enfin, à l'aube du 26 décembre, le menuisier *Bernardo Mazzorana*, âgé de trente-cinq ans et inscrit au fascio, fut assailli. Il rentrait à la maison après avoir passé la nuit dans les cafés d'Esch. Sur le seuil de sa maison il fut tué par quatre coups de pistolet. Aucune trace des assassins ne put être relevée⁸⁴. «Le fascisme, même à travers le martyr, se raffermi», commentait «Il Legionario»⁸⁵.

Pour l'année 1931 on enregistra un «seul règlement de comptes» parmi les éléments de gauche. Le communiste *Fortini Giosuè*, qui offrait l'hospitalité à ses amis dans son café, au 15, rue des Boers, était depuis peu en désaccord avec ses camarades. On craignait qu'il pût faire quelque révélation. Le 6 novembre, le pauvre homme, manchot des deux avant-bras, fut assassiné. A la suite de ce délit on procéda à l'expulsion d'une quarantaine de personnes⁸⁶.

L'année 1932 devait encore donner lieu à des événements plus ou moins graves. Le plus relevant se produisit le dimanche 19 juin. Un groupe d'élèves de l'école de musique du «Dopolavoro» d'Esch, constitué presque entièrement par des jeunes, rentrait d'une excursion au Galgenberg. Vers midi, ils descendaient vers Esch et traversaient le parc de la ville, en empruntant le chemin raide qui débouche sur le Diesweg. Près de l'habitation du gardien, le groupe fut assailli et une trentaine de coups de feu furent tirés. Les agresseurs étaient cachés dans les buissons. L'attentat fit un blessé grave: *Vittorio Stoppele*, âgé de quatorze ans; un coup de feu avait traversé son bras et touché son poumon droit. On réussit toutefois à identifier trois agresseurs: *Mior Arturo*, *Sartori Antonio* et *Peduzzi Antonio*⁸⁷.

Selon un tract émis par le PC⁸⁸, l'incident était survenu parce que – preuve d'une provocation inouïe – Fratini avait ordonné à son groupe de chanter l'hymne fasciste. Suite à cet incident, plusieurs familles interdisaient à leurs enfants de fréquenter le «Dopolavoro»; mais le commissaire Reis les convoquait de revenir sur leur décision, leur promettant la protection de la police.

«Il s'agit du huitième attentat antifasciste de ces deux dernières années», écrivait le «Legionario»⁸⁹.



Le groupe de musique du «Dopolavoro»
d'Esch-sur-Alzette.

Quelques jours plus tard, le 24 juin, deux jeunes de Schifflange allèrent se promener dans les bois. L'un d'entre eux ne revint plus. Il s'agissait de *Domenico Diana*, âgé de trente-cinq ans, appartenant au groupe musical du «Dopolavoro». Le camarade, qui accompagnait Diana lors de la promenade, le communiste *Giovan Battista Miarelli*, s'était éclipié⁹⁰.

Les funérailles de Domenico Diana furent célébrées à Schifflange par don Settin. Le cimetière était bondé: le nombre des policiers et des gendarmes était impressionnant. Parmi la grande foule de compatriotes on distinguait le ministre accompagné du personnel de la Légation d'Italie, Parini, Giorgetti, le consul de Metz ainsi que le secrétaire politique de Metz et de Nancy. Le gouvernement italien ordonna qu'on versât 30 000 F à la famille du défunt. Cet événement provoqua un véritable ratisage de communistes, dont les organisations des jeunes étaient en plein développement «depuis l'arrivée d'un camarade de Russie»⁹¹.



Esch-sur-Alzette, Bernardo Martorana, tué par les antifascistes le 26 décembre 1930.

Un tract de la Ligue antifasciste invitait les travailleurs à réagir contre les fascistes, qui «croient que le moment est arrivé de se considérer les maîtres des rues d'Esch»⁹².

En réalité, les fascistes ne subiront plus d'attentats à partir de ce moment et pourront agir librement à travers leurs associations au sein de la communauté italienne.

Opinions concernant ces faits

La responsabilité de la grave tension, qui avait été créée au sein de la communauté italienne et qui aboutissait souvent à de graves attentats, retombait un peu sur toutes les parties concernées. Tout d'abord il fallait considérer l'incapacité de la gendarmerie et de la police, qui très rarement réussissaient à résoudre les problèmes soulevés par cet antagonisme. La plus grande partie des attentats restait impunie, ce qui ne faisait que favoriser davantage les actes criminels. La justice aussi ne se montrait pas à la hauteur de sa tâche, ce qui expliquait le commentaire exaspéré du correspondant du «Corriere» d'Esch: «La police, comme toujours, parlera d'un délit politique. Et par conséquent personne ne sera puni»⁹³.

La Légation d'Italie à Luxembourg était elle aussi en partie responsable. Etant donné qu'elle était téléguidée de Rome, elle se consacrait, bien plus qu'aux activités diplomatiques courantes, à jouer un rôle de centre propulseur de la pénétra-

tion fasciste parmi les émigrants. Son intense campagne de propagande et les discriminations des adversaires du régime de Mussolini, expliquaient la réaction violente des forces antifascistes, même s'ils ne la justifiaient pas.

Mais la vraie tare de la communauté italienne, au Grand-Duché comme partout ailleurs, était à chercher dans l'antifascisme, qui fut monopolisé, dès le début, exclusivement par les forces de gauche, souvent révolutionnaires et inspirées par des idéologies athées. Ce qui ne pouvait point favoriser l'engagement antifasciste des courants libéraux et catholiques.

Seul un vrai front démocratique, qui aurait regroupé toutes les forces hostiles au fascisme et donc au régime de Rome, au-delà des idéologies de partis, aurait pu mettre un terme au déploiement du fascisme et éviter tant de luttes aux communautés émigrantes⁹⁴.

¹ Il Corriere, 5.2.1931.

² Il Legionario, n° 31, 2.8.1930.

³ Don Settin au Prélat pour l'émigration, 25.3.1929.

⁴ Don Settin au Prélat pour l'émigration, 18.10.1930.

⁵ Il Legionario, n° 7, 13.2.1932. Elle avait eu lieu au café Lazzeri à la Hoehl et avait été contestée par les communistes (Il Riscatto, 7.2.1932).

⁶ Il Legionario, n° 6, 11.2.1933.

⁷ Il Legionario, n° 28, 12.7.1930.

⁸ Il Legionario, n° 24, 20.6.1931.

⁹ Il Legionario, n° 31, 5.8.1933.

¹⁰ Il Legionario, n° 28, 9.7.1932.

¹¹ Il Legionario, n° 48, 30.12.1933.

¹² Il Legionario, n° 39, 27.9.1930.

¹³ Il Legionario, n° 39, 3.10.1931.

¹⁴ Il Legionario, n° 43, 25.11.1933.

¹⁵ Il Legionario, n° 48, 30.12.1933.

¹⁶ Il Corriere, 26.7.1934.

¹⁷ Don Settin à Mgr Babini, 24.7.1934.

¹⁸ Il Legionario n° 31, 2.8.1930.

¹⁹ Il Corriere, 1.2.1934.

²⁰ Il Corriere, 21.6.1934 et 28.6.1934.

²¹ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dossier n° 7.

²² Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dossier n° 47.

²³ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dossier n° 171.

²⁴ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dossier n° 170.

²⁵ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dossier n° 158.

²⁶ Il Corriere, 6.12.1934.

²⁷ Il Corriere, 6.10.1932.

²⁸ Il Corriere, 8.3.1934: à cette occasion on publia la brochure «Grande Solennité Musicale d'Oeuvres Italiennes».

²⁹ Don Settin à Mgr Babini, 28.11.1934.

³⁰ Ael, Affaires étrangères, 3732-0296: document non daté, qui remonte probablement à 1932.

³¹ Ballarin, originaire d'Adria (Rovigo), faisait une intense propagande anarchiste et fut expulsé de France ainsi que du Luxembourg (Asmae, 1 1931-1945): Service correspondance du 16 septembre 1932.

- ³² En Italie un mandat d'arrêt avait été émis contre sa personne pour blessures graves et fuite; à Esch on lui avait dressé plusieurs procès-verbaux pour tentative d'homicide, injures, bruit nocturne, etc. (Ael, Affaires étrangères, 724; commissariat de police d'Esch-sur-Alzette, 23.10.1931).
- ³³ Acs, Polizia politica, b. 21, f. 13 C 30/4; la direction générale de la Pubblica Sicurezza à la Division Polizia politica, 15.7.1930.
- ³⁴ Nés à Motta di Livenza (Trévise), ils habitaient à Esch (Acs, Ps, 1930-1931, Sect. Ia, b. 21 J4 I; le Mae à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 15.3.1930).
- ³⁵ Ael, Justice, 76/044-0135; le commissaire de police d'Esch, 22.10.1930. Costantini était né à Gualdo Tadino (Pérouse) en 1877.
- ³⁶ Parmi d'autres, les communistes Lucci Giovanni et Giuseppe de Cantiano (de Pesaro), Zuccaroli Giuseppe (peintre, né à Pergola - Pesaro en 1886, réfugié politiquement en 1922), le socialiste Bruciatelli Cristo (de Pergola - Pesaro) (Acs, PS 1930-1931, sec. Ia, b. 21 J4 I; la Préfecture de Rieti à la Direction générale de la Pubblica Sicurezza, 13.1.1931).
- ³⁷ Asmae, I (1931-1945): Service correspondance, 16.9.1932.
- ³⁸ Ael, Affaires étrangères, 724-0069; le ministre d'Etat au Directeur général de la Justice, 23.10.1931, et 0297-298, lettre du 9 décembre 1931.
- ³⁹ Ael, Affaires étrangères, 724-0067; le Directeur général de la Justice au ministre d'Etat, 30.12.1931.
- ⁴⁰ Ael, Justice, 76/46-0294; rapport de la gendarmerie d'Esch, 4.7.1930.
- ⁴¹ Ael, Justice, 76/47-0036; le commissaire de la police d'Esch, 18.2.1930.
- ⁴² Recherché en France pour vol et en Belgique pour ses contacts avec le milieu, il fut arrêté au Luxembourg en 1929 pour tentative d'assassinat.
- ⁴³ Sa maison au 15, rue des Boers, était un lieu de rendez-vous notoire pour de nombreux communistes. Fortini avait reçu un mandat d'extradition, qui lui avait été retiré par la suite, car il était manchot des deux avant-bras. Mais l'année suivante il sera justicié par ses propres camarades (voir titre n° 7 de ce chapitre).
- ⁴⁴ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dossier n° 129.
- ⁴⁵ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dossier n° 123.
- ⁴⁶ Ael, Justice, 76/18-0006; le commissaire du district de Luxembourg au bourgmestre d'Esch-sur-Alzette, 7.2.1930.
- ⁴⁷ Ael, Justice, 76/18-0042; commissaire de police d'Esch, 9.2.1930. Certains Italiens expulsés habitaient à Esch: Quarantini Silvio de Cortona (Arezzo), Marconeri Giovanni de Cantiano (Pesaro), Negri Giuseppe de Castello d'Ancona (Asti), Geranio Giuseppe de Novare, Fiorucci Giosafat de Costacciaro (Pérouse); d'autres étaient de *Dudelange*: Tourtel Giuseppe d'Aosta, Pensa Raimondo d'Oberhausen, Fantin Fioravanti de Barcis (Pordenone), Millevoi Giacomo de Cerro; d'autres de *Differdange* et alentours: Imbusti Fumiano de Montecchio, Cernaga Faustino de Coazze (Turin), Tomine Bonomo de Muccia (Macerata); et enfin Cagliati Giuseppe de Rumelange (né à Assise - Pérouse) et Turilli Orlando d'Athys (né à San Sepolcro - Arezzo).
- ⁴⁸ L'Humanité, 15.2.1930.
- ⁴⁹ Ael, Justice, 76/27.
- ⁵⁰ Ael, Justice, 76/19-0001; gendarmerie d'Esch, 30.1.1930.
- ⁵¹ Ael, Justice, 76/19-0006; le ministre d'Etat au commissaire du district de Luxembourg, 26.2.1930.
- ⁵² Ael, Justice, 76/20-0027; le commissaire de police d'Esch, 6.3.1930.
- ⁵³ Ael, Justice, 76/195-0005; circulaire de Zénon Bernard aux cellules du PCL, avril 1930.
- ⁵⁴ Parmi ceux de Dudelange on notait: Saletti Giuseppe de Sersina, Cacina Corrado de Montemarciano (Ancône) et Mattuzzi Saverio de Tarragnolo (Trente).
- ⁵⁵ Ael, Justice, 76/21-0027; le commissaire du district au major commandant de la Force armée, 20.7.1930.
- ⁵⁶ Ael, Justice, 76/25-0019; le commissaire de police d'Esch, 25.8.1930.
- ⁵⁷ Ael, Justice, 76/25-0019; le commissaire de police d'Esch, 20.10.1930.
- ⁵⁸ Ael, Justice, 76/22-0217; gendarmerie d'Esch, 29.10.1930; Il Riscatto, 23.11.1930.
- ⁵⁹ Il Riscatto, 26.10.1930.
- ⁶⁰ Ael, Justice, 76/23; police d'Esch, 9.11.1930.
- ⁶¹ Il Riscatto, 16.11.1930.
- ⁶² Ael, Justice, 76/29-0114; police d'Esch, 26.2.1931.
- ⁶³ La Liberté, 27.2.1931.
- ⁶⁴ L'art. 1^{er} du règlement de la police proclamait: «Tout rassemblement en plein air de caractère séditieux de même que tout cortège ou attroupement dangereux pour la paix publique resteront prohibés dans la rue et sur les places publiques.» Selon le commissaire Reis on devait abolir les termes soulignés, qui ne se rapportaient pas à la masse des curieux, lesquels - pendant les manifestations - entravaient l'action de la police. On l'avait constaté lors de la manifestation du 9 février 1930, de même que le 25 février 1931. En outre, étant donné la situation, il fallait imposer des peines plus rigoureuses. En effet, les manifestants se moquaient des policiers: «Que peuvent-ils faire? Au maximum ils pourront nous condamner à sept jours de prison!» (Ael, Justice, 76/29-0114; police d'Esch, 26.2.1931).
- ⁶⁵ Ael, Justice, 76/30-0001; gendarmerie d'Esch, 1.3.1931, et 0031, commissaire de police d'Esch, 1.3.1931; Il Riscatto 15.3.1931.
- ⁶⁶ Il Riscatto, 5.4.1931.
- ⁶⁷ Asmae, I (1931-1945); télex de la Légation d'Italie au Mae, 17.4.1931.
- ⁶⁸ Ael, Justice, 76/32-0129; gendarmerie d'Esch, 26.4.1931.

- ⁶⁹ Ael, Justice, 76/33-0015 et 16: tracts communistes.
- ⁷⁰ Ael, Justice, 76/197-0020: gendarmerie d'Esch, 1.5.1931.
- ⁷¹ Ael, Justice, 76/197-0089: le directeur général des Hauts Fourneaux et Acieries de Differdange-Rumelange au ministre d'Etat, 8.5.1931.
- ⁷² Il Riscatto, 21.6.1931.
- ⁷³ Ael, Justice, 76/36: gendarmerie d'Esch, 1.8.1931.
- ⁷⁴ Ael, Justice, 76/37-0079: le commissaire de police d'Esch, 14.9.1931.
- ⁷⁵ Il Riscatto, 7.2.1932.
- ⁷⁶ Il Riscatto, 21.2.1932.
- ⁷⁷ Ael, Justice, 76/39-0206: le commissaire de police d'Esch, 1.8.1932.
- ⁷⁸ Ael, Justice, 76/39-0239: le commissaire de police, 2.10.1932.
- ⁷⁹ Ael, Justice, 76/200-0005: gendarmerie d'Esch, 1.5.1933.
- ⁸⁰ En tant que «reconnaissance» envers les camarades, qui se battaient dans les tranchées de l'émigration, «Il Legionario» – hebdomadaire des fasci à l'étranger – leur consacra, à partir du 4 janvier 1930, une page spéciale portant le titre «Vie et œuvre de la communauté italienne de France, Belgique, Suisse et Luxembourg».
- ⁸¹ Don Settin à Mgr Babini, 22.2.1930; Il Legionario, n° 7, 15.2.1930.
- ⁸² Il Corriere, 26.6.1930; «45 morts etc.», op. cit., pp. 246-247. Sosio était né à Valdidentro (Sondrio).
- ⁸³ Ael, Justice, 76/25-0025: police d'Esch, 7 et 8 septembre 1930; Il Corriere, 18.9.1930; don Settin à Mgr Babini, 17.8.1930.
- ⁸⁴ Asmae, 1422; télégramme du ministre Silvestri au Mae, 26.12.1930; Il Corriere, 8.1.1931; Mazzorana était né à Limana (Bellune) en 1895; célibataire, il avait quitté l'Italie en 1923. Il avait été menacé à plusieurs reprises.
- ⁸⁵ Il Legionario, n° 1, 3.1.1931.
- ⁸⁶ Don Settin à Mgr Babini, 21.11.1931. Fortini Giosuè, né à Cortona (Arezzo) en 1890, était arrivé au Luxembourg en 1924, provenant de Russange (Moselle). En Italie il avait été un sympathisant du fascisme, mais au Grand-Duché il devint communiste (comme son frère Augusto) et en tant que tel il fut expulsé en 1929. Il avait perdu ses deux avant-bras dans un accident des mines. Il fut réadmis au Grand-Duché sous promesse qu'il ne s'occuperait plus de politique; il ouvrit un café au 15, rue des Boers, qui devint vite un refuge pour les subversifs.
- Lors de l'attentat du 6 novembre, il reçut cinq coups de pistolet au ventre et à la tête; il mourut quatre jours plus tard. Pendant qu'on le transportait à l'hôpital, il révéla que son agresseur était un certain «Peppino» (c'est-à-dire Cagliesi Giuseppe d'Assise), qui vivait clandestinement chez lui et qu'il accusait d'avoir des rapports illégitimes avec sa femme. Selon certains cela avait dû être la cause de l'attentat. Mais selon la police, Fortini avait été éliminé, car il avait quitté le parti communiste et avait fait certaines confidences à la Justice en ce qui concernait des attentats et des vols commis par les communistes (Acs, c p c, b. 2129 «Fortini Giosuè»).
- ⁸⁷ Asmae, 1 (1931-1945): Service correspondance, 16.9.1932; Il Corriere, 23.6.1932; Acs, P s 1932, sect. la, b. 23 J4 1: le ministre de la Légation d'Italie au ministre d'Etat, 22.6.1932. Mior Arturo, né à Chions (Udine) en 1908, avoua avoir participé à l'attentat. Il avait été arrêté en Italie, après avoir tenté d'assassiner le communiste Miletto Alessandro de Turin (accusé d'être un délateur) sur ordre d'un dirigeant communiste de Paris. Il fut condamné à 20 ans de réclusion.
- Sartori Antonio, né à Vicence en 1903, resta introuvable. A Cologne (Allemagne) on arrêta Peduzzi Antonio, né à Schignano (Côme) en 1902. Il fut extradé au Luxembourg et fut reconnu en tant que membre du groupe des cinq agresseurs (Acs, P s 1932, sect. 1 a, b. 23 J4 1: la Légation d'Italie au Mae, 2.12.1932).
- ⁸⁸ Ael, Justice, 76/25-0008: tract du PC, juin 1932.
- ⁸⁹ Il Legionario, n° 27, 2.7.1932.
- ⁹⁰ Il Corriere, 23.6.1932 et Acs, P s 1932, sect. la, b. 23 J4 1: la Légation d'Italie au Mae, 2.12.1932. Miarelli était né à Petrella Salto (Rieti) en 1911. Selon certains, il aurait trouvé refuge en Russie et aurait été tué lors de la guerre d'Espagne, en combattant pour la défense de Madrid.
- ⁹¹ Don Settin à Mgr Babini, 1.7.1932.
- ⁹² Ael, Justice, 76/25: tract de la Ligue antifasciste, 1932.
- ⁹³ Il Corriere, 26.6.1932.
- ⁹⁴ Cette thèse avait déjà été avancée vers la fin des années '20 par l'Observateur, bulletin du Comité italien de Bruxelles (Comitato Italiano di Studi politici e sociali). Ses rédacteurs sympathisaient pour la Concentration antifasciste de Paris, mais lui reprochaient d'avoir exclu de son sein les libéraux et les catholiques (cf. L'Observateur, 18.12.1928).

CHAPITRE 4:

LA «MISSION CATHOLIQUE POUR LES ITALIENS» (1928-1934)

1. LE NOUVEAU MISSIONNAIRE: L'ABBE FLAVIO SETTIN

Le 17 novembre 1928, arriva à Esch don Flavio Settin¹, le successeur des missionnaires de l'Oeuvre Bonomelli. Il restera dans cette localité jusqu'au 4 février 1946, partageant tous les événements de la collectivité italienne au cours de ces années.

A son arrivée, le siège d'Esch prit officiellement le nom de «Mission catholique pour les Italiens».



L'abbé Flavio Settin, directeur de la Mission catholique italienne (1928-1945).

La longue période d'histoire vécue à Esch par don Flavio Settin est largement documentée. On possède avant tout sa très dense correspondance avec le supérieur des missionnaires en Europe, Mgr Costantino Babini, et avec don Mario Chiodelli².

Puis, on dispose de son bulletin paroissial, qui portait le titre de «Il Buon Pastore»³ et qui publiait ses réflexions adressées aux fidèles ainsi que ses «itinéraires» de missionnaire. Mais il retraçait aussi les principaux événements de la Mission et de la collectivité italienne.

Une source précieuse de renseignements est l'hebdomadaire «Il Corriere», organe des Missions catholiques en Europe⁴, qui était aussi largement diffusé au Luxembourg et dans lequel don Settin publiait presque chaque semaine des récits de faits et d'événements survenus à Esch.

Les premiers temps à Esch ne furent point faciles pour don Settin. Don Mario Chiodelli était encore sur les lieux et menait de longues négociations au sujet du loyer du siège de la Mission et de la vente des meubles. Pour éviter des complications, don Settin s'établit au «presbytère» du Sacré-Cœur.

Le curé Colling considérait qu'il fallait une séparation plus nette entre la nouvelle Mission et l'Oeuvre Bonomelli, pour que «notre œuvre ne ressemble pas à une suite de celle qui nous a précédés»⁵.

Le curé Colling suggérait donc de changer de siège, afin d'«abolir cette mauvaise opinion qui s'est répandue dans certains milieux»⁶; d'autant plus qu'à côté de l'église du Sacré-Cœur, la paroisse possédait un édifice qui se prêtait bien à cet effet.

Mais, le 20 décembre, un contrat valable jusqu'au 1^{er} janvier 1935 fut signé entre don Chiodelli et Mgr Babini: la Mission louait l'édifice de l'Oeuvre Bonomelli pour un loyer semestriel de 5 400 liras et s'engageait à l'acheter dès que possible pour la somme de 135 000 liras⁷.

Puis, le 23 décembre, don Chiodelli partit définitivement pour l'Italie. Don Settin put alors loger à la Mission, dont les locaux nécessitaient d'amples restaurations et des agrandissements⁸.

Mais les moyens financiers étaient réduits: au nom de la Congrégation Consistoriale, Mgr Babini devait toujours envoyer de l'argent pour payer le loyer, les frais des religieuses et d'autres petites dépenses. Quelques subsides étaient aussi accordés par l'administration des Terres Rouges. Mais la vie qu'on menait à la Mission était des plus frugales⁹.

Il Buon Pastore

*Bollettino Mensile per gli Italiani
nel G. Ducato di LUSSEMBURGO
e Paesi confinanti*

INDIRIZZO: Esch sur Alzetto — Bld. Prince Henri, 3.

En-tête du bulletin de la Mission catholique
italienne «Le Bon Pasteur»

Les locaux situés au 4, bd Prince Henri et avoisinant le «secrétariat», continuaient à être administrés séparément par l'Oeuvre Bonomelli.

Entre-temps, les négociations pour l'achat de la maison n'avançaient guère. Après d'interminables échanges de correspondance¹⁰, la Congrégation Consistoriale donna finalement en 1932 son avis favorable pour la constitution d'une *Société sans but lucratif, dénommée «Mission catholique italienne»*, qui obtenait la permission d'engager des négociations pour l'achat de l'immeuble¹¹. L'Association fut effectivement créée à Esch le 21 décembre 1933¹². Les membres fondateurs en étaient Mgr Babini Costantino, don Flavio Settin, l'abbé Jean Engler (nouveau curé du Sacré-Cœur à partir du 29 juillet 1929), les entrepreneurs Achille Giorgetti et Marco Moia, le commerçant Alfredo Poggi, Pasquale Sabatini et l'hôtelier Pietro Simonazzi.

Les statuts énonçaient que le but de l'Association était «de venir en aide aux Italiens catholiques résidant au Grand-Duché, ainsi qu'à tous ceux parlant la langue italienne; elle les aide dans leur vie religieuse et morale» (art. 1^{er}).

Les négociations entre Babini, Chiodelli et Grandi se poursuivaient¹³. Finalement le 31 mai 1935 on signa l'acte d'achat et de vente de l'immeuble devant le notaire René Wagner. Vittorio Crescentini avait été nommé par don Chiodelli «procurateur spécial et général», et la Mission catholique italienne était représentée par don Settin.

La Mission s'engageait à rembourser le solde dû au Crédit foncier pour le prêt du 9 février 1926 (31 000 F), et à verser pour l'achat de la maison la somme de 70 000 liras (30 000 avaient déjà été versées en Italie); le restant serait payé moyennant un prêt accordé par la société «Fortuna» (Société Coopérative d'Épargne de la Fédération de la Jeunesse Catholique du Grand-Duché de Luxembourg).

L'engagement pastoral

Don Settin avait hérité des missionnaires de la «Bonomelli» un type de mission conçu comme centre polarisateur de toutes les initiatives et de toutes les instances vitales de la communauté italienne. Ceci exigeait un dynamisme extraordinaire, une capacité de travail sans limites et des dons exceptionnels d'organisation.

Il faut en outre rappeler que don Settin (comme les missionnaires de la proche Moselle) était seul et devait s'occuper d'un territoire pastoral grand comme une province italienne: tout le Grand-Duché et la Haute-Lorraine, avec les compatriotes épars un peu partout, même dans les petits villages.



Esch-sur-Alzette, 1933. La «chapelle italienne», bd Prince Henri.

Par conséquent, il était responsable du centre d'Esch, ainsi que de toutes les œuvres de la Mission, et en même temps il était obligé de déployer son activité dans de nombreuses autres localités, en visitant des familles, en programmant des messes, des sermons, des confessions etc. Tout cela requérait des déplacements à pied ou à bicyclette très astreignants.

Don Settin se lança avec ardeur dans l'apostolat parmi ses compatriotes. Les jours de fête il célébrait la messe dans la chapelle de la Mission, à moins qu'il ne fût en visite dans les localités avoisinantes¹⁴. Il rendait aussi des visites régulières aux prisonniers ainsi qu'aux malades dans les hôpitaux et à domicile. Le dimanche par contre il était à l'église du Sacré-Cœur dès cinq heures du matin, pour accueillir tous ceux qui voulaient se confesser, et il célébrait la messe en italien à 8.45 heures (plus tard à neuf heures)¹⁵.

Une des préoccupations majeures de son activité pastorale était celle de légaliser les nombreux mariages «irréguliers» et de préparer à la *communion* et la *confirmation* les adolescents qui n'avaient pas encore reçu ces sacrements¹⁶.

Ces différents problèmes lui tenaient à cœur dès le début de son ministère¹⁷. «La campagne pour la régularisation des mariages procède assez bien et elle est poursuivie dans toutes les localités»¹⁸, écrivait-il déjà en 1929. Mais il en parlait aussi fréquemment par la suite:

«Je continue à régulariser les mariages: je suis continuellement confronté à de nouveaux cas et je pense que ce problème ne sera pas résolu de si tôt...»¹⁹

«Rien que samedi après-midi, j'ai été confronté à Villerupt à sept mariages non régularisés... de nombreux enfants illégitimes, quelque futur époux devait encore faire sa Première Communion et recevoir les sacrements de la Confirmation²⁰.»

Le travail ne manquait pas. «La colonie italienne à Luxembourg est une vaste étendue, sur laquelle les plantes sont suffoquées par de mauvaises herbes profondément enracinées²¹.»

Dans l'hebdomadaire «Il Buon Pastore» il rappelait souvent à ses compatriotes d'accomplir leurs devoirs:

«Les Italiens ne doivent plus donner le mauvais exemple, ainsi que l'ont fait par le passé de nombreux émigrants. Il faut qu'ils fassent les choses convenablement et celui qui n'est pas en règle, ne doit pas tarder à y remédier²².»

Et encore:

«Tandis que d'un côté on trouve déjà ceux qui se sont mis en règle ou qui se mettent en règle après des années de concubinage, de l'autre restent ceux qui continuent à vivre selon de mauvaises habitudes... Si vos filles ont des relations avec des individus 'sans Dieu' (car c'est ainsi que veulent s'appeler maintenant les voyous de l'amour libre) mettez-y immédiatement fin²³.»

Dans ce domaine les choses ne furent réglées que lentement et chaque année on trouve à nouveau des notes de don Settin touchant le problème des mariages irréguliers. Encore en 1934, faisant référence à la paroisse du Sacré-Cœur, il écrivait que, lors des visites aux familles, on avait relevé 106 «unions illégitimes», dont une trentaine concernaient des Italiens: «Beaucoup d'entre eux m'ont promis de venir me voir au plus tôt²⁴.»

Mais, malgré ces difficultés, don Settin poursuivit sa mission sans relâche et sans désespérer.

Dans l'accomplissement de son apostolat, il avait volontiers recours aux *laïcs*. Le 19 juillet 1930, il lança l'idée du groupe des «Dames de Charité»²⁵. Le président honoraire en était l'épouse de ministre royal, Mme Gemma Meriano. Mais l'initiative ne connut pas beaucoup de succès; elle resta assez «anémique» et le missionnaire s'en plaignait souvent²⁶.

Il essaya aussi de donner vie à l'*Action catholique*, spécialement féminine. Afin d'atteindre ce but, il fit arriver d'Italie, pendant de nombreuses années, Mme Mombelli, qui tenait des conférences aux jeunes filles et aux femmes à Esch, Audun-le-Tiche, Thil, Crusnes etc.²⁷.

Il constitua aussi le groupe des *Amis de la Mission*, qui tint sa première rencontre dans une salle de l'église du Sacré-Cœur, en 1933; 30 personnes étaient présentes²⁸.

Activités sociales et culturelles à Esch-sur-Alzette

Malgré ses nombreux engagements, don Settin trouvait encore du temps à consacrer à une intense *activité journalistique*: une correspondance abondante, des informations et des entrefilets pour le «Corriere», l'entière composition du mensuel «Il Buon Pastore», qui depuis sa parution «se vend comme des petits pains»²⁹ parmi les compatriotes et était édité en 2 000 exemplaires³⁰. Don Settin se révéla un écrivain de bon aloi, ce qui explique que Mgr Babini le proposa à la Congrégation Consistoriale comme directeur du «Corriere», au cas où cet hebdomadaire fût transféré à Paris³¹.

Sur le plan *social et culturel* les activités de la Mission étaient florissantes. Dans ce domaine, don Settin était secondé par les *Religieuses de Cunéo*, qui étaient en 1933³² au nombre de six, mais aussi par sa sœur Maria, qui s'établit à Esch au début de la même année³³.

Le travail était frénétique tout au long de l'année scolaire, particulièrement au cours des mois où fonctionnaient les «*Patronati*». Ces derniers comprenaient la crèche (pour les enfants de 3 à 6 ans) qui était ouverte de 8 à 16 heures, les *cours de langue italienne* qui se déroulaient à partir de 16.30 heures ainsi que les cours de *couture* et de *chant* pour les jeunes filles.

Le diplôme remis aux jeunes qui avaient fréquenté les cours de langue italienne.



Les «Patronati» s'occupaient des jeunes à partir du mois de septembre. La reprise des cours débutait d'habitude par une messe célébrée en l'église du Sacré-Cœur et le chant de «Veni Creator»³⁴ et ils étaient clôturés au mois de juillet par des examens de langue, de géographie et d'histoire italiennes. On procédait alors à la remise des prix.

Les jeunes s'exhibaient souvent à la Mission en récitant des essais et de petites pièces théâtrales, surtout pour la St-Stéphane (26 décembre), le 1^{er} janvier et pour le carnaval. A ces fêtes assistaient, outre de nombreux parents³⁵, le ministre royal et les personnalités les plus en vue de la collectivité: d'abord Achille Giorgetti, Marco Moia, Alfredo Poggi, puis Marino Fratini, Rossini, Cresto, Colombo etc.³⁶.

Parfois, les garçons et les jeunes filles étaient emmenés dans les centres proches d'Esch, comme Thil, où ils représentaient leur pièce devant les compatriotes de ces localités³⁷.

Les «Patronati» étaient assidûment fréquentés. En 1929, par exemple, la crèche comptait 70 garçons et 76 fillettes, les cours de la langue italienne 53 garçons et 76 jeunes filles, les cours de couture 76 jeunes filles et les cours de chant 30 adolescents³⁸.

Par la suite, le nombre des participants augmentait d'année en année. En 1933, les élèves des cours de langue italienne étaient au nombre de 180 et devaient être divisés en trois groupes (cours pour hommes, cours pour femmes et cours préparatoire)³⁹. «L'affluence à la Mission est encore plus importante que l'année dernière et il faudra avoir recours à des changements d'horaire, pour ne pas avoir des cours trop surpeuplés, étant donné que pour les plus grands nous avons dû organiser un quatrième cours de langue italienne⁴⁰.» En effet, 200 enfants avaient été inscrits, dont 196 se présentèrent aux examens de fin d'année⁴¹.

Les cours de couture rencontraient également un vif succès auprès des jeunes filles. «Nous ne savons plus où mettre tous nos élèves, tout spécialement les jeunes filles de nos cours de couture qui sont si nombreuses et assises tellement serrées les unes contre les autres que la religieuse, qui s'occupe d'elles, commence à avoir des problèmes de discipline. Elles sont trop entassées⁴².» Et lors de la rentrée: «Les plus grands sont trop nombreux, nous ne savons plus où les placer. Il faut que nous organisions plusieurs cours de couture et autres, ainsi on pourra mieux les répartir⁴³.»

Pendant les mois d'hiver, on organisait aussi un cours du soir pour les *analphabètes*: en 1929 il était fréquenté par dix personnes⁴⁴. De même, on possédait une petite *bibliothèque*⁴⁵ et de temps à autre on passait de petits films, qui attiraient toujours une foule impressionnante⁴⁶. Mais il manquait un *secrétariat social*, du type de celui de l'Oeuvre Bonomelli; cette lacune était toutefois en partie voulue par le missionnaire, qui d'ailleurs se trouvait tellement pris par mille autres activités, qu'il n'aurait pas eu le temps de s'occuper du secrétariat⁴⁷.

Le travail pastoral dans le bassin minier et dans la Moselle

Tous les dimanches, après les offices à Esch, don Settin se rendait dans les autres localités du bassin minier et même au-delà de la frontière, pour y célébrer des messes, pour prêcher, confesser et enseigner le catéchisme aux enfants.

Ainsi le premier dimanche du mois (à 15.45 h) il célébrait une messe à *Dudelange*, le deuxième dimanche (à 15.15 h) à *Audun-le-Tiche* et (à 17.30 h) à *Crusnes-Cité*, le troisième dimanche (à 15.30 h) à *Villerupt*, le quatrième ou cinquième dimanche dans d'autres localités. Le premier et le troisième jeudi (à 8 h) il célébrait une messe en l'église de sainte *Claire*, le deuxième et le quatrième (à 8 h) à *Candbonne*⁴⁸.

Lors des grandes fêtes de Noël, de Pâques et de la Toussaint, il se rendait aussi à *Volmerange*, *Ottange*, *Lasauvage*, *Thil*, *Nondkeil*, *Hussigny* et *Belvaux*. (Les fidèles de *Differdange*, de *Nieder Korn* et de *Ober Korn* étaient invités à s'adresser au vicaire local, qui parlait couramment l'italien.)



Thil, 1930. Le groupe ayant participé à la fête de St-Antoine célébré par l'abbé Settin.

On comprend aisément que le travail du missionnaire devait être exténuant. Don Settin l'avouait parfois lui-même :

« Ces jours-ci j'ai eu les pieds usés par la marche, puis abîmés par la chaleur et la sueur et j'ai dû interrompre un peu mes visites, mais je sens que ce matin je vais déjà mieux: je pars pour Villerupt...⁴⁹ ». « La Chaleur de ces derniers jours m'a abîmé mes moyens de transport... Maintenant il est 5.15 h et je pars pour aller célébrer une messe à Candbonne, sur la montée de Villerupt. J'y arriverai sans me hâter, environ vers sept heures...⁵⁰. »

Pour donner aux lecteurs un aperçu global de l'énorme quantité de travail, que don Settin devait affronter dès le début de sa mission au Luxembourg, nous avons extrait quelques renseignements d'un rapport du missionnaire sur la « Mission de Pâques » de 1932⁵¹.

Avant Pâques, le missionnaire a rendu visite à tous les curés de sa zone d'action, afin de prendre des accords précis et il a affiché aux portes des églises le programme exact des célébrations; ce programme a aussi été distribué aux fidèles. Des contacts n'ont pas seulement été pris à Esch, mais aussi dans les collectivités voisines.

Villerupt est la « localité qui nous pose le plus de problèmes dans l'accomplissement de notre mission ». Elle compte 11 000 habitants, dont 5 500 Italiens. Il faudrait y aller tous les jours. En outre, trop de cafés et de bistrotts corrompent les gens. Les écoles sont dirigées par des maîtres d'école socialistes ou athées. « La Ligue des droits de l'homme fait le plus grand mal possible auprès de nos compatriotes. Ladite association ne se borne en effet pas seulement à des affirmations antifascistes, excellente propagande pour faire mordre les Italiens à l'hameçon, mais elle fait une véritable propagande antireligieuse ». Le missionnaire s'y rend tous les mardis matin à 7.30 h: il confesse et

régularise les mariages; en outre, il y passe l'après-midi du troisième dimanche du mois: il y récite le rosaire, tient un petit discours et donne sa bénédiction aux fidèles. Il faudrait y célébrer une messe tous les dimanches. Pour le jour de la Première Communion «plus de la moitié des communiants étaient des Italiens: 130 sur 250 enfants».

Candbonne est un secteur de *Villerupt*: la majorité de la population est italienne et fréquente assidûment l'église.

Thil, localité proche de *Villerupt*; on peut s'y rendre en partie en bus et en partie à pied. La paroisse comprend aussi le secteur de *Ste-Claire*, dont la majorité des habitants est italienne; il y a une chapelle en bois⁵², où le missionnaire se rend le premier et le troisième jeudi du mois. «Les femmes sont toujours présentes, les hommes un peu moins, mais cela est en partie dû à leurs horaires de travail.»

Audun-le-Tiche compte environ 3 000 Italiens. «Ici, l'œuvre du missionnaire a été fortement neutralisée par divers éléments torpides, maintenant naturalisés français. Le prétexte du fascisme contribua fortement à dévaluer tout ce qui était accompli par le missionnaire dans le sens strictement religieux. Par respect humain nombreux sont ceux qui ne participent pas aux assemblées que le missionnaire tient à l'église d'*Audun-le-Tiche* le premier dimanche du mois. Mais il est prouvé qu'un grand nombre parmi eux assistent sans faute à la messe et viennent le dimanche matin à *Esch* pour se confesser, même à Pâques.»

Russange et *Rédange* comptent seulement un petit nombre d'Italiens, qui sont cependant pris en charge par le missionnaire. Plus éloignée est la paroisse d'*Ottange*, avec les secteurs de *Nondkeil*, *Rochonviller* et *Volmerange*. On peut s'y rendre en tram, le reste du chemin il faut le faire à pied: deux ou trois kilomètres pour les paroisses, quatre ou six kilomètres pour les secteurs. La participation des fidèles italiens aux offices est exemplaire.

Dudelange compte 15 000 habitants, dont 3 250 Italiens: la majorité des travailleurs est père de famille (465 familles), les autres sont nourris et logés dans des cafés. Dans le quartier «*Italia*» on trouve 27 locaux de ce genre. L'éloignement de l'église paroissiale est une bonne excuse pour ne pas la fréquenter. Le missionnaire s'y rend le deuxième dimanche du mois, il fait réciter des prières et tient un petit discours. Nombreux sont ceux qui demandent la bénédiction de leur maison.

Les localités de *Belvaux*, *Rodange* et *Lasauvage* ont aussi été visitées par le missionnaire, qui se rend également dans les prisons quatre fois par an et quand on l'appelle. En outre on le trouve fréquemment dans les hôpitaux. Le missionnaire se rend aussi à *Schifflange*, quoique la plupart des Italiens de cette localité viennent eux-mêmes à *Esch*.

Ne sont pas oubliées les localités telles *Audun-le-Tiche*, *Aumetz*, *Crusnes*, *Boulangé*, *Tressange* et *Bure* (où de nombreux compatriotes se rendent à l'église déjà à 5 heures du matin). Le missionnaire visite aussi *Angevillers*, où des Italiens sont engagés dans la construction des fortifications, et à *Hussigny*.

Lors de ces longues tournées, don Settin était toujours confronté aux mêmes difficultés, il travaillait dur sans perdre courage. «Maintenant, dans certaines localités, plus dégrossies spirituellement, on peut commencer à parler d'*Action catholique*; si on pouvait y organiser de petits groupes, même minuscules, ils seraient d'une grande aide pour l'apostolat du missionnaire.»

Un grand succès connaissait l'école de langue italienne à *Thil*: en 1932 elle était fréquentée par 99 garçons et 79 filles entre 8 et 13 ans. Les cours avaient lieu le jeudi et on bénéficiait de l'appui du maire: «Jusqu'à présent il s'agit de l'école la plus fréquentée de tout le Département et nous en pourrions remporter de bons fruits spirituels, but qui m'a fait lancer cette initiative⁵³.» Mais en 1933 don Settin y renonça, car le gouvernement italien envoyait ses propres enseignants⁵⁴.

Pour pouvoir maîtriser tout ce travail, spécialement à l'occasion des «missions» et des grandes festivités, don Settin était obligé d'avoir recours à d'autres prêtres, qu'il faisait arriver d'Italie ou de Belgique.

Souvent arrivait de Paris le Directeur des missionnaires d'Europe, Mgr Costantino Babini. Cette occasion se présenta lors de la «mission» à *Esch*, en décembre 1929⁵⁵. Parfois on avait recours au père Ilarino de Milan, qui résidait à Louvain où il s'occupait des Italiens ainsi que de tous ceux de la région de Bruxelles⁵⁶. Pour la «mission pascale» de 1933, don Settin fut aidé par le père jésuite Francesco Arrives⁵⁷. Pour Pâques 1934 deux prédicateurs arrivèrent de Padoue: don Raniero Zanocco et don Quirino Galano⁵⁸. En d'autres occasions on reçut à *Esch* don Luigi de Biasi⁵⁹, le père Filippo de Sanctis de Charleroi⁶⁰, etc..

Faire appel à ces aides signifiait aussi subvenir aux frais de voyage et de logement⁶¹, mais – comme on le verra plus loin – ce problème fut résolu grâce à la générosité des Italiens.

Certes, pour affronter le travail exténuant de tous les jours, don Settin aurait eu besoin de l'aide d'un autre missionnaire à plein temps à Esch. «Nous avons énormément de travail – écrivait-il. Il suffit de bouger et on trouve partout de nouvelles tâches à accomplir; plus on se rend dans les différentes localités, plus on constate la nécessité de s'y rendre plus fréquemment⁶². S'il y avait un autre missionnaire le dimanche matin, on pourrait faire beaucoup plus⁶³.»

A un certain moment on lui promit d'envoyer un collaborateur et don Settin écrivait: «J'accepterais très volontiers le collaborateur que vous espérez pouvoir m'envoyer. Il y a du travail aussi pour lui et même beaucoup.» Mais toutes les recherches pour trouver un collaborateur qui aurait pu le soulager, furent vaines; même don Settin n'arriva pas à trouver de volontaire, disposé à venir partager sa tâche.

Résultat de l'œuvre pastorale de l'abbé Settin

En s'installant à Esch, don Settin avait immédiatement remarqué que le milieu n'était pas très favorable:

«Il s'agit ici d'une colonie très unie matériellement, mais complètement désagrégée spirituellement, et il est extrêmement difficile de réussir à établir des contacts⁶⁴.»

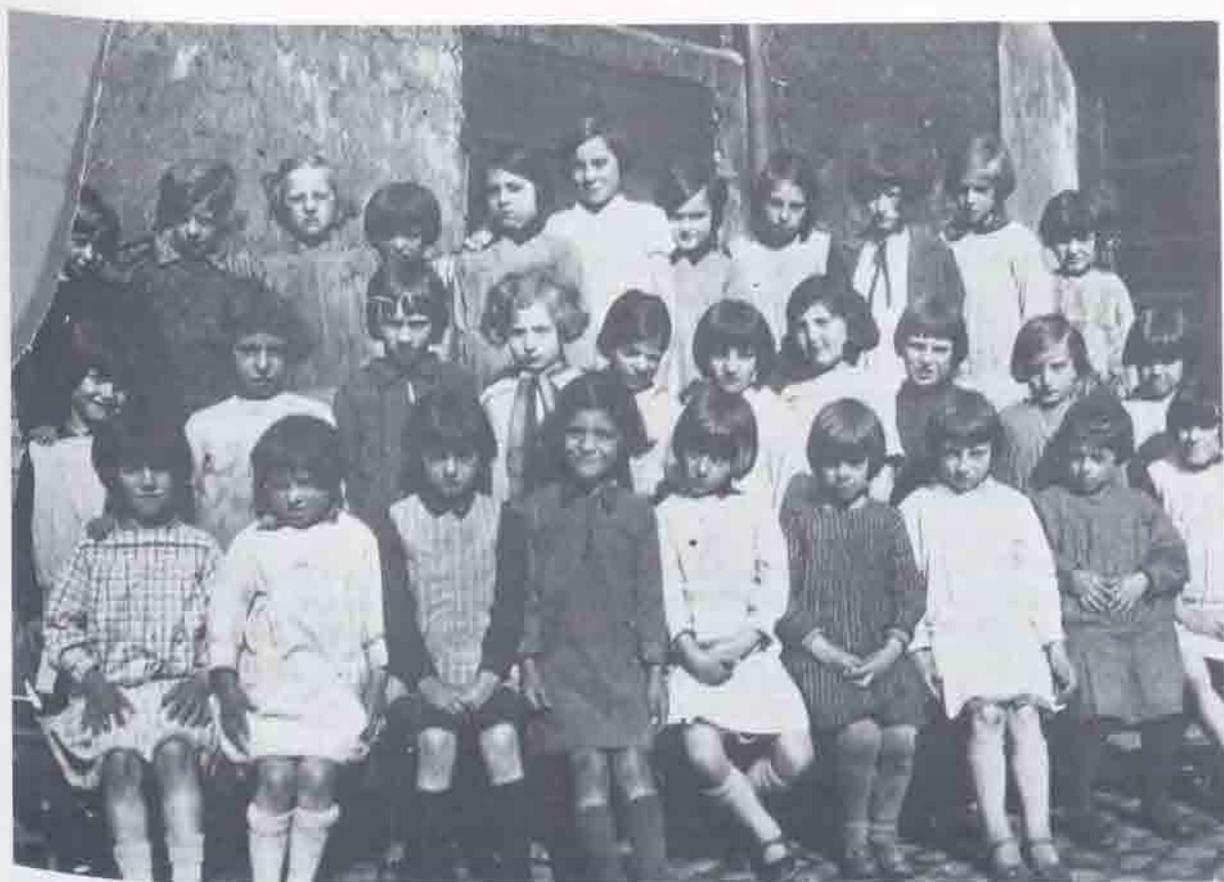
Il notait que les personnes les plus éloignées et même complètement absentes de l'église, étaient en général engagées politiquement dans des «camps opposés»⁶⁵. Même la bourgeoisie laissait à désirer. Il écrivait:

«Il faudra réveiller les dormeurs, c'est-à-dire toute la classe la plus aisée: entrepreneurs, négociants, cafetiers et des gens semblables qui pourtant, jusqu'à ce moment, tout en voulant être des gens d'ordre, ont négligé toute pratique religieuse et ont donc été et sont encore la cause de mauvais exemples⁶⁶.»

Dans certains centres du bassin minier, tout comme dans la Moselle, les débuts furent tout aussi difficiles. Par exemple, après avoir pris des contacts avec ses compatriotes de Belvaux et de Differdange, don Settin notait: «Ils ont des préjugés: ils ne nous croient pas sincères⁶⁷.» De Rumelange il écrivait: «Il s'agit encore d'un endroit très difficile. La pègre y est plus nombreuse qu'à Esch⁶⁸.» Mais son véritable problème était Audun-le-Tiche: d'un côté il n'avait pas l'appui du clergé local⁶⁹, de l'autre il remarquait qu'à Audun-le-Tiche, tout comme à Ottange, «l'anti... est réellement enraciné, aussi dans le sens d'antireligieux, et je ne sais plus quels moyens utiliser pour clarifier un peu la situation»⁷⁰.

Evidemment le missionnaire n'était pas satisfait de la «froideur religieuse», qu'il rencontrait chez les personnes qu'il fréquentait, et de l'absence de la grande majorité lors de la célébration des messes. Souvent, dans ses lettres et dans le mensuel «Il Buon Pastore», il se demandait le pourquoi de cette apathie religieuse et essayait d'en analyser les motifs.

Quelles étaient les causes de l'abstention? A Esch, le motif était souvent la distance. En effet, de nombreuses familles abandonnaient le «Quartier frontière» et se transféraient dans celui de St-Henri⁷¹. Mais il y avait surtout les facteurs dépendant de l'immigration et des horaires de travail. «Cependant – écrivait don Settin⁷² – cette indifférence religieuse est une des nombreuses conséquences de notre émigration. De bonnes familles parties d'Italie... trouvèrent ici une langue différente, des coutumes et des habitudes différentes... Leurs préoccupations sûrement matérielles finirent par entraîner certains, même s'ils étaient bons, dans une complète indifférence face à la pratique religieuse. De nombreuses autres justifications peuvent excuser l'oubli de la sanctification des fêtes et le désistement d'envoyer les enfants au catéchisme: le travail souvent obligatoire, les travaux domestiques, le manque de moyens pour s'habiller et envoyer les enfants bien vêtus. Il



Esch-sur-Alzette, 1931. Un groupe de l'école maternelle de la Mission catholique italienne. On reconnaît: Bertinelli Pina, Mastrangelo Lucrezia, Bruciatelli Renata.

s'agit là de raisons qui ne sont pas toujours plausibles, car on constate que fréquemment ici et là manque ce fameux grain de sable qu'on appelle bonne volonté. De toute façon, si le mal existe maintenant, il faut absolument chercher une solution, le plus tôt serait le mieux⁷³.»

Dans une lettre adressée au cardinal Rossi, il ajoutait: «Un grand préjudice est causé à la sanctification des fêtes par le travail continu de 24 heures sur 24, de façon qu'un travailleur ne peut être libre qu'un dimanche sur trois; et il a ainsi pris l'habitude de ne plus se rendre à l'église⁷⁴.»

Souvent, à ces causes s'ajoutait celle du «respect humain»: les immigrés prétendent «ne pas posséder de vêtements convenables pour ne pas devoir aller à la messe, et qu'ils ont honte de s'y rendre de peur que les autres, ceux de la même localité ne rient et se moquent d'eux⁷⁵.»

Mais don Settin ne perdait pas courage. Outre la messe dominicale, il organisait des triduum, des neuvaines, des panégyriques de Saints (tout spécialement de saint Antoine), des pèlerinages à la «Consolatrice des Affligés» en la cathédrale de Luxembourg. Il prenait part aux Communions solennelles dans les paroisses, où vivaient beaucoup de compatriotes, et il les sollicitait de participer aux Congrès eucharistiques cantonaux, comme celui d'Aumetz en 1931⁷⁶. Et, peu à peu, les choses bougeaient, spécialement à l'occasion des grandes «missions pascales», mais aussi lors des petites «missions» de la Toussaint et de Noël. Elles proposaient un vaste programme de rencontres, de prédications et de confessions; et progressivement elles obtenaient un succès toujours plus grand.

A propos d'Esch, il écrivait en 1929: «L'église est pleine, il y a plus d'hommes que de femmes⁷⁷»; «Pour le sermon de Noël on comptait de nombreux adultes et environ 400 enfants⁷⁸». Mais aussi dans les autres centres les résultats devenaient plus positifs: «Cela se déroule assez bien aussi à Aumetz et à Crusnès⁷⁹»; et «à Aumetz le nombre des participants était satisfaisant⁸⁰». A Dudelange «je ressens aussi plus de cordialité de la part des prêtres⁸¹»; il est vrai que dans cette localité «on chante à tue-tête «Bandiera rossa trionferà», tout autant dans l'Italie haute que dans l'Italie basse (...), mais de nombreuses familles me semblent bien disposées⁸²»; et encore: «Hier, à Dudelange, il y avait beaucoup d'enfants⁸³». La ville de Dudelange, avec ses 3 000 Italiens, lui tenait particulièrement à cœur: il voulait demander à l'Arbed une aide financière, pour y construire une chapelle italienne située entre l'Italie haute et l'Italie basse⁸⁴.

Villerupt aussi, qui comptait 6 000 compatriotes et dépassait en nombre même la ville d'Esch, le préoccupait: «Par la suite il faudra penser sérieusement à Villerupt. Je constate que les gens y viennent nombreux et volontiers⁸⁵».

D'année en année le succès des missions pascales et des autres initiatives religieuses était toujours plus évident. Nous citons des extraits de lettres datant de 1930: les confessions lors de la Toussaint «ont bien marché⁸⁶»; et pour Pâques: «J'ai confessé plus du double des personnes de l'année dernière⁸⁷».

Pour Pâques 1932: les fidèles «ont été plus nombreux que d'habitude⁸⁸». Pour 1933: «Les fêtes de Pâques ont connu un succès encore plus important que l'année dernière⁸⁹, et «le nombre des compatriotes à l'église était presque le double de celui de l'année dernière⁹⁰».

Pour la Toussaint: «En général la participation de nos compatriotes était très satisfaisante⁹¹». Et enfin: «Les confessions pour Noël ont été nombreuses dans toutes les localités⁹²».

L'année 1934 constitua l'année des plus grands succès apostoliques. A la mission pascalle d'Esch, à laquelle participaient l'évêque et le ministre royal, «nous n'avons jamais vu les Italiens rassemblés à l'église en si grand nombre⁹³, déjà le premier jour on comptait 400 personnes, dont de nombreux hommes⁹⁴»; bien plus «on voit des hommes, qui depuis de nombreuses années ne mettent plus les pieds dans une église⁹⁵»; lors de la clôture de la mission il y avait 1 550 personnes⁹⁶. Pour Pâques à Thil: «C'est bien la première fois qu'on a pu dire: «L'église est petite», car les gens étaient si nombreux qu'ils n'arrivaient pas tous à y entrer⁹⁷». Dès le début il y eut 800 personnes, puis 900 et plus de la moitié sont des hommes⁹⁸»; lors de la clôture de la mission, le prêtre local avoua qu'il «n'avait jamais vu autant d'Italiens à l'église⁹⁹».

La grande surprise survint en 1934 à Audun-le-Tiche, ville presque inexpugnable à cause surtout des «nombreux naturalisés unis à la Ligue des droits de l'homme»; pour la fête du 2 décembre don Settin invita aussi les Italiens d'Esch à venir lui prêter leur aide et finalement il atteignit son but: il se retrouva à l'église avec une millier de personnes, qui donnaient de bons espoirs pour l'avenir¹⁰⁰.

Succès au niveau de son travail, mais aussi gain d'estime de la part de l'évêque de Luxembourg, qui exprimait ainsi son éloge de don Settin:

«C'est un prêtre zélé et dévoué, qui jouit de toute l'estime de ceux qui l'approchent. Je suis entièrement satisfait de son travail et de sa conduite sacerdotale et morale. Il donne partout le meilleur exemple¹⁰¹».

2. L'ABBÉ FLAVIO SETTIN ET LA POLITIQUE

Au cours des premières années de son ministère à Esch, don Settin réussit à se tenir à l'écart des luttes politiques, jouissant ainsi de l'estime des antifascistes. Mais, par la suite, ces derniers finirent malgré tout par l'accuser de collaboration avec le régime.

Pour comprendre les faits de cette époque, nous ne pourrions éviter certains préambules. L'objectif de la dissolution du corps des missionnaires de l'Oeuvre Bonomelli était de garantir aux prêtres d'émigration une liberté totale face aux autorités politiques. C'est dans ce but qu'avait œuvré l'Eglise. Or, les autorités fascistes redoublèrent leurs efforts pour soumettre les missionnaires à leur pouvoir. Même le Traité du Latran (1929) qui réglait la dissension entre l'Eglise et

l'Etat, était exploité par le régime – surtout à l'étranger – pour se faire considérer comme l'allié naturel de l'Eglise contre l'anticléricalisme communiste et anarchiste¹⁰². Ces agissements illégaux des fascistes sont confirmés par Mgr Babini, qui, le 8 avril 1929, écrivait à Mgr Rossi de la Congrégation Consistoriale: «Après la conciliation entre le Saint-Siège et l'Italie, la situation est devenue encore plus difficile et de ce fait notre ministère aussi¹⁰³.» Don Flavio Settin, célébrant la messe au Sacré-Cœur, énonça aux compatriotes l'importance de la Conciliation et du Traité du Latran¹⁰⁴, en évitant toutefois avec soin qu'il y eût des «étalages de drapeaux et de fanions»¹⁰⁵. C'est encore Mgr Babini, directeur des missionnaires en Europe, qui – en se référant à la situation particulière de la France, qui ne différait pas beaucoup de celle du Grand-Duché – envoya à la Congrégation Consistoriale, le 8 octobre 1929, une analyse extrêmement lucide de la situation créée par la Conciliation:

«L'immense majorité des Italiens immigrés ici est contraire au Fascisme: cette prise de position antifasciste est renforcée d'un côté par l'arrivée d'un toujours plus grand nombre d'exilés politiques, de l'autre par la presse maçonnique locale...

La propagande en faveur du Fascisme ne touche point les masses ouvrières. En plus la méthode forte et radicale finit souvent par irriter même les sympathisants. Notons en outre que malgré des déclarations contraires, non seulement les Fasci, mais toutes les institutions qui en dépendent ou qui dépendent des autorités consulaires, offrent non pas une œuvre d'assistance à tous les Italiens à l'étranger, mais agissent selon les directives politiques et



Esch-sur-Alzette, 1932. Un groupe de jeunes filles qui fréquentaient la Mission catholique italienne. On reconnaît: Bruciatelli Renata, Pascucci Maria, Rosetta.

de parti, visant avant tout la constitution et l'assistance particulière de noyaux spéciaux.

Les missionnaires, en général, se sentent mal à l'aise, soit face aux autorités italiennes, qui attendent de leur part une activité liée plus ouvertement au parti, dans leur fonction d'aumôniers dépendant des noyaux qui agissent pour la propagande nationale, soit face à la masse des émigrants qui ressentent envers les prêtres italiens la plus grande méfiance; ne les prenant pas tout à fait pour des espions, mais au moins pour des envoyés et des bénéficiaires de subsides des autorités italiennes. Cette idée est plus répandue que l'on a tendance à croire et rend presque nul le résultat du ministère sacré. Comme j'ai déjà fait noter à Son Excellence l'Ambassadeur à Paris, il ne suffit pas aux missionnaires d'établir un rapport quelconque avec les émigrants, mais ils ont besoin de leur entière confiance (...) et on ne peut l'obtenir que si on élimine tous les motifs qui peuvent rendre les missionnaires suspects¹⁰⁶.»

Dans le même mémorandum Mgr Babini faisait noter que les forces antifascistes étaient incapables de comprendre l'action des missionnaires, qui d'un côté luttaient pour sauvegarder leur indépendance de tout pouvoir politique, mais qui de l'autre ne pouvaient pas s'opposer ouvertement au régime.

C'est en cela que consiste le véritable tort des antifascistes. Etant anticléricaux par tradition, ils n'offraient aucune possibilité aux missionnaires de s'opposer au régime; bien plus ils les accusaient à travers des dénonciations souvent hâtives et superficielles d'être alliés au fascisme et de ce fait ils les contraignaient à se détacher toujours plus d'eux.

Don Settin, dès le début, décida de se tenir à l'écart des luttes politiques. En particulier par obéissance aux ordres reçus, mais aussi par réaction contre l'attitude de ses prédécesseurs, il n'accepta pas de se laisser impliquer dans des initiatives fascistes.

Dès son arrivée à Esch, il avait proposé la suppression de l'hebdomadaire «La Patria», afin «d'éliminer même la plus petite chose qui pourrait nous faire passer comme les successeurs d'une œuvre, qui a suscité une si vive opposition dans le milieu ouvrier italien»¹⁰⁷.

Comme nous l'avons vu, il avait même pensé à changer de siège, afin de marquer le plus possible son détachement de l'Oeuvre Bonomelli. Si le projet s'était réalisé, on aurait sûrement évité beaucoup d'ennuis au missionnaire. Car, au siège, situé 5, bd Prince Henri, on avait l'habitude de tenir des réunions de groupes liés au fascisme, et à côté, au n° 4, existait toujours le secrétariat «Abele Tiapago», héritage de l'Oeuvre Bonomelli, accusé d'excessives sympathies fascistes.

Don Settin se plaignait de cette situation au moment où don Chiodelli était encore à Esch, car on ne lui offrait pas la possibilité de procéder à une rupture radicale avec le passé:

«Ici la situation s'est aggravée, car hier matin ont commencé à arriver les décrets d'expulsion, spécialement à Esch. Il s'agit d'une cinquantaine de cas (...). Naturellement les expulsés ont proféré qu'ils avaient entendu des autorités luxembourgeoises que les listes d'expulsions avaient été proposées par le secrétariat Bonomelli. Don Mario est désespéré, d'autant plus que dans certains cafés on a émis des mesures contre lui et ses locaux (...). Samedi soir il y aura une représentation théâtrale de la société théâtrale «Amicizia», dans un café ici à Esch. La représentation se terminera par le bal habituel. Il est compréhensible que moi je ne m'y rendrai pas.»

mais entre-temps, ce groupe théâtral tient les répétitions ici dans les locaux de la crèche. Or, il s'agit de la société la plus connue comme appartenant au fascisme¹⁰⁸.»

Et encore:

«Beaucoup d'eau devra couler encore sous les ponts, avant que la situation ne se calme¹⁰⁹.»

Et enfin:

«Je voudrais rester complètement indépendant, car aussi longtemps que durera le va-et-vient des fonctionnaires de la Légation, du Secrétariat, etc., ma position ne sera pas claire aux yeux de mes compatriotes¹¹⁰.»

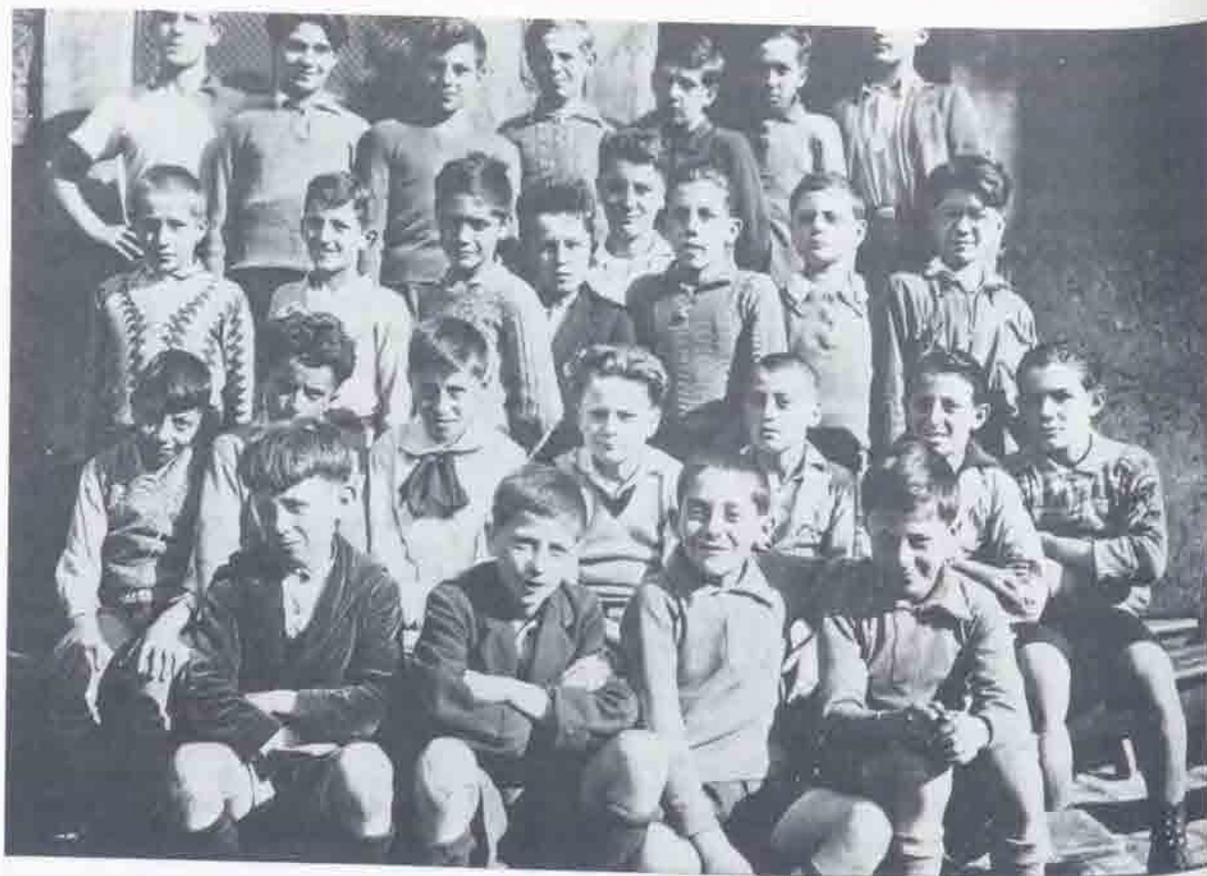
Les fascistes essayaient de le séduire, mais don Settin était bien lucide et ne se laissait pas prendre à leur jeu:

«Messieurs les fascistes m'envoyèrent des vœux pour le Nouvel An, désirant aussi que le nouveau missionnaire sache faire œuvre de religion et d'italianité parmi les compatriotes. Ce serait vraiment le cas de les prendre et les faire exclure de toute activité pour incompréhension politique¹¹¹.» Du reste, les fascistes, au début ne fréquentaient guère l'église: «Hier à l'église j'ai abordé le thème de la Conciliation entre l'Eglise et l'Etat et, après la messe, nous avons chanté le Te Deum. Il y avait les bons fidèles qui viennent habituellement à l'église, mais manquaient, comme toujours, les amis du Secrétariat et du Dopolavoro¹¹².»

Par contre, ils organisaient des spectacles que le missionnaire ne pouvait approuver: «Samedi prochain, à l'occasion du Carême, le groupe théâtral du Secrétariat donnera «Scampolo»; suivi, après minuit, d'un bal. Ils affirment qu'il n'y a rien de nouveau, puisque l'année dernière ils ont fait exactement la même chose le samedi de la Passion¹¹³.»

Les fascistes ne tenaient point compte de l'opposition de don Settin. Ils essayaient même d'utiliser le siège de la Mission pour leurs réunions: «Ici, la vie est toujours la même, avec quelques heurts venant de la droite plutôt que de la gauche. Pour la journée du Statut la Section fasciste a diffusé un avis (sans consentement préalable) annonçant une réunion dans la cour de la mission Catholique des Balilla, Piccole Italiane et Avanguardisti, pour se rendre ensuite ensemble à la Légation à Luxembourg. Or, étant donné que face à cette cour se trouvent les cafés ainsi que les quartiers communistes de la rue des Boers, ces derniers n'auraient attendu que cette occasion pour me reprocher la continuation de la politique pratiquée par mes prédécesseurs. J'ai donc prié M. Moia de ne pas appeler les jeunes à venir se réunir dans la cour des bâtiments de la Mission. Or, malgré sa promesse, j'ai su aujourd'hui que le rassemblement a quand même eu lieu en cet endroit et qu'en plus on a contraint un locataire à céder son potager afin que le terrain puisse servir à ces jeunes pour pratiquer des exercices physiques, étant donné que – selon eux – le missionnaire ne veut plus de nous. Le locataire est venu se plaindre à moi, car tout son travail a été saccagé. Alors j'ai été forcé de mettre le point sur l'i à ces messieurs jeunes fascistes, en leur précisant que moi je dois m'occuper avant toute chose de ma Mission et que je ne peux en aucun cas mêler la Mission Catholique à leur parti¹¹⁴.»

D'autant plus qu'à la messe qu'il célébrait à Esch «Je n'ai jamais vu les militants du Fascio parmi mes fidèles¹¹⁵. «Du reste, les «autres», ceux du parti opposé, ne participent pas non plus à la messe¹¹⁶.»



Esch-sur-Alzette, 1933. Un groupe de garçons qui fréquentaient la Mission catholique italienne. On reconnaît: Bruciatelli Dino, Rizzon Florio, Armeni Géo, Mariani Dino et Alfredo, Fratini Giovannino, Rossi, Vaccaroli.

Don Settin sentait bien dans quelle situation délicate il se trouvait. Il devait s'abstenir de tout engagement envers l'une ou l'autre des forces antagonistes, hostiles ou indifférentes face à l'œuvre du missionnaire:

«On remarque ici quel travail a accompli le communisme, que ce soit localement ou sur le plan international, profitant de la faiblesse du petit gouvernement du Grand-Duché et causant d'énormes dommages au niveau de l'ordre social, civil, moral et surtout religieux.»

Les haines de partis sont devenues encore plus féroces par l'institution du Fascio (qui en est peut-être un prétexte) (...).

Tandis que les communistes s'acharnent contre le missionnaire, l'accusant d'être un agent secret du fascisme, nous trouvons les petits groupes de fascistes, qui à leur tour reprochent au missionnaire de rester en-dehors et au-dessus des partis, de ne pas mettre les pieds dans leurs locaux et de ne pas suivre certaines directives comme d'autres l'avaient fait avant lui.

«Pour le moment je vois la nécessité de me tenir vraiment à l'écart de toute action, aussi minime qu'elle soit, car on pourrait, vu les circonstances, tout gâcher et pour longtemps¹⁷.»

Grâce à sa conduite impartiale, Don Settin se sentait tranquille. Bien plus, en abordant le problème de don Piumatti, vivement attaqué par le «Riscatto», il écrivait:

«Ici, ils ne nous attaquent pas encore, même s'ils attaquent la Gendarmerie et le Parquet général de Luxembourg. Espérons que la mauvaise foi puisse être abolie¹¹⁸.»

Et il continuait:

«La situation me paraît assez calme. Jusqu'à présent, grâce à Dieu, je n'ai jamais été injurié, d'aucune façon; ils commencent même à me saluer poliment de part et d'autre¹¹⁹.»

Don Settin n'était pas en bons termes avec les fascistes. Il les jugeait politiquement incapables et moralement souvent en faute contre la morale chrétienne. En 1930, il écrivait au Prélat de l'Emigration:

«Le ministre Meriano est persuadé que seule la Mission a une chance d'aboutir, étant donné que l'avènement du parti se fait toujours plus difficile pour de nombreuses raisons; et le petit groupe qui travaille ici, mieux encore, qui vit passivement, est incapable de faire un pas en avant, aussi parce qu'il n'y a pas assez d'hommes intelligents et actifs, qui savent vraiment se sacrifier. Il y en a qui à cause de leur mauvaise conduite morale (sans parler des principes religieux) peuvent remporter sur leurs adversaires le premier prix. Et alors, à quoi pourrait-on parvenir avec des personnes si insignifiantes et incapables? Il faut même éviter les occasions de les rencontrer de peur d'être assimilé à elles¹²⁰.»

Il n'était cependant pas toujours possible d'éviter une «certaine collaboration». Il existait en effet des secteurs, dans lesquels l'action religieuse et les activités politiques et sociales se croisaient.

C'était le cas de l'éducation des enfants, lesquels, comme on l'a vu, fréquentaient en masse les «patronati» de la Mission et étaient en même temps invités par les autorités consulaires à participer aux colonies d'été ou à d'autres initiatives. Parfois les religieuses de la Mission accompagnaient les enfants aux colonies d'été, car beaucoup de parents «ne laisseraient pas partir leurs enfants, s'il n'y avait pas de religieuses»¹²¹.

Bon nombre d'enfants de ces «patronati» participaient aussi aux «campings d'été», organisés par les fascistes, et don Settin se rendait dans ces camps de vacances pour y célébrer la messe, car «je crois personnellement qu'il est judicieux de les suivre, si on ne veut pas perdre le contact avec eux»¹²².

La Mission et les autorités civiles se rencontraient aussi lors des célébrations patriotiques, auxquelles le missionnaire était convié, pour célébrer la messe, soit au Sacré-Cœur à Esch, soit dans l'église paroissiale de Hollerich¹²³. Par exemple, en 1934, la fête nationale du 4 novembre fut d'abord célébrée à la Légation d'Italie, rue Goethe, puis en l'église de Hollerich, avec la participation de toutes les associations patriotiques, culturelles et fascistes¹²⁴.

Parfois, les fascistes devenaient presque envahissants; le cas se présenta surtout lors de l'organisation du voyage des compatriotes, qui se rendaient en pèlerinage à Rome pour le Jubilé en 1933!¹²⁵.

Mais don Settin était résolu de rester ferme, de garder ses distances envers les fascistes et de défendre sa propre indépendance de missionnaire.

A propos des subsides gouvernementaux en faveur des cours de langue italienne, il écrivait au Prélat pour l'Emigration:

«Essayez, s'il est possible, d'atteindre notre but sans reddition ni compromis, car il vaut mieux rester pauvres, mais libres dans nos actions, que d'obtenir une aide quelconque et être obligé à se soumettre à la volonté d'autrui¹²⁶.»

Au mois de juin 1934, il avait accepté de célébrer une messe et de bénir le drapeau des anciens combattants au camping de Larochette. Mais il refusa de se rendre à Nancy, où Parini se trouvait en visite.

«Comment aurais-je pu annuler tous les services religieux, qui étaient prévus ce jour-là et qui avaient été fixés bien avant que je n'apprenne la venue du comm. Parini?»

De nombreux autres missionnaires avaient boycotté la rencontre pour protester contre «La Nouvelle Italie», qui avait attaqué violemment le «Corriere» ainsi que les missionnaires parce qu'ils «ne font pas tout ce qui est en leur pouvoir, qui restent tièdes, etc.».

Et don Settin concluait:

«Il paraît qu'il faudrait devenir les aumôniers des Consuls, toujours prêts à participer à toutes les fêtes et à tous les bals, qui sont organisés par ces personnes si peu honorables¹²⁷.»

Mais, les communistes eux aussi organisaient souvent des manifestations, qui n'étaient pas toujours en accord avec les opinions de don Settin.

«Le soir du 26 janvier 1926, le groupe théâtral «Fratellanza» (communiste) a donné une représentation («La Patria dei Poveri») suivie d'une farce («La via del Paradiso»). Le curé et moi-même, nous avons tout fait pour que cette pièce ne soit pas jouée, mais tous nos efforts ont été vains. Cependant le Parquet Général et la Mairie ont exigé la présence à cette représentation des commissaires de police (...). La comédie traitait de la vie de l'émigrant, qui part, demeure un certain temps à l'étranger et rentre chez lui, maudissant la Patrie, qui ne lui offre aucune chance de survie, le patron qui l'exploite, le prêtre, qui le trompe avec sa femme (il s'agissait du point culminant du 4^e acte) et il ne cesse de blasphémer contre Dieu. L'ordre social, moral, religieux etc., tout était bouleversé¹²⁸.»

«La via del Paradiso» représentait Vittorio Emanuele II, Pie IX, La Marmora et Garibaldi avec saint Pierre et les personnes de la Trinité; il s'agissait d'une parodie irrévérencieuse contre la religion catholique.

Esch-sur-Alzette, 1933. L'équipe de football de la Mission catholique italienne. On reconnaît: Bruciatelli Dino, Gavazzi Natalino, Rizzon Florio, Armeni Géo, Fratini Giovannino.



Toutefois les fascistes du groupe théâtral «Amicizia» y avaient assisté impassiblement, car ils voulaient rendre la gentillesse aux artistes de la «Fratellanza», qui, le 19 du même mois, avaient assisté à un de leurs spectacles organisé en faveur des colonies à la mer¹²⁹.

Don Settin était de ce fait entre deux feux.

Quel choix avait-il? D'un côté il était assiégé par les fascistes, qui désormais – même s'ils ne visaient que leur but politique – défendaient la religion et exaltaient les idéaux de la Patrie; de l'autre côté il se trouvait face aux antifascistes, qui ne ressentaient que de la haine pour la religion, du mépris pour l'autorité instaurée et commettaient souvent des délits politiques.

Cette attitude ne pouvait que provoquer l'indignation du missionnaire et expliquait son éloignement de tout mouvement antifasciste. Déjà en 1932, le «Ris-catto» le désignait comme «prêtre fasciste»¹³⁰.

3. AUTRES EVENEMENTS IMPORTANTS:

LA VISITE DU NONCE MICARA – LA NOUVELLE EGLISE DU SACRE-CŒUR ET LA DEMOLITION DE LA «CHAPELLE ITALIENNE»

La paroisse du Sacré-Cœur était toujours dirigée par le curé Prosper Colling, ami fidèle et sincère des Italiens. Mais, en 1929, après 22 ans passés à Esch, Colling fut nommé curé à Wiltz. En septembre de la même année, son successeur, *Jean Engler*, arriva à Esch.

Un des faits les plus relevants de cette époque fut la visite à la Mission italienne de Mgr Clemente Micara, nonce apostolique à Bruxelles. Il fut accueilli à Esch, accompagné par l'évêque Pierre Nommesch et par le ministre royal de la Légation Ugo De Silvestri, le 24 janvier 1931, à 11 heures. A la Mission, Mgr Costantino Babini présenta l'illustre hôte aux invités: les curés de la ville, Achille Giorgetti, Marco Moia et d'autres bienfaiteurs. Les enfants des «patronati» chantèrent et jouèrent de petites pièces en son honneur.

A 12.15 h, Mgr Micara fut reçu à l'Hôtel de Ville par le Conseil échevinal. Le maire, dans son discours de bienvenue, affirma qu'«environ un cinquième de ses administrés étaient des Italiens, reconnus comme laborieux et économes»¹³¹.

Mais, indéniablement, l'événement le plus marquant de cette année-là fut la construction de la nouvelle église du Sacré-Cœur et ultérieurement la démolition de l'ancienne et glorieuse «Chapelle italienne». La première pierre de la nouvelle construction fut posée le dimanche 12 juillet 1931¹³².

L'avancement des travaux rendait toujours plus urgente la démolition de la «Chapelle italienne».

Don Settin crut un moment pouvoir la sauver. C'est pourquoi il s'adressa au Prélat pour l'Emigration, en le priant de la racheter: «Nous n'en tirons que du profit, même si elle ne sera fréquentée que par des Italiens»¹³³.

Mais la destinée de la chapelle était déjà tracée et constituait une nouvelle source d'amertume pour les immigrés italiens. L'année suivante, à l'occasion de la fête paroissiale, don Settin exprima avec affliction les sentiments de toute la communauté de ses fidèles:

«C'est la dernière fois que cette fête sera célébrée dans l'église des Italiens à la Frontière d'Esch... La construction de la nouvelle, grande église, signifie la destruction de notre petite chapelle. Il est

vrai, elle a été très délaissée. Mais cela ne serait pas advenu si les Italiens, qui l'avaient édifiée avec amour et dévotion, avaient conservé cette propriété avec le même zèle. Ainsi disparaît cet édifice, qui encore aujourd'hui témoigne de grands événements, mais bien plus de l'union sacrée qui unissait la Colonie Italienne vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, quand dans l'esprit des premiers immigrants au Luxembourg étaient encore bien enracinés les noms sacrés: «RELIGION, FAMILLE, PATRIE¹³⁴.»

On notera que, lors de la démolition de la «Chapelle italienne», don Settin émit une réflexion plutôt pessimiste sur la vie religieuse de ses compatriotes:

«L'union des chrétiens avait édifié la chapelle.. Puis tout se dégradait. (...). Les gains faciles, l'excessive cupidité des seuls biens matériels plongèrent bientôt les dirigeants ainsi que la masse des Italiens dans la plus totale indifférence face à tout ce qui touchait la religion. (...). Une fois ce pas accompli, les passions et les divertissements noyèrent les trésors sacrés du foyer familial dans une mare de boue.

Le socialisme d'abord, le communisme par la suite, et en dernier lieu les nouvelles conceptions politiques de l'après-guerre ont fini par détruire dans le cœur de mes compatriotes l'amour pour la Patrie. (...). Il est vrai que beaucoup restent bons, mais seulement envers eux-mêmes. D'autres s'adaptent progressivement aux nouvelles idéologies et sont vaincus par le respect humain. Les nouveaux arrivés dans notre colonie ou dans d'autres, ou bien ils étaient bons et furent rapidement dépassés par l'attitude des immigrés déjà sur place, ou bien ce furent des éléments néfastes (malheureusement nombreux) qui finirent par corrompre tout le monde, profitant de la chaleureuse hospitalité avec laquelle ce pays a toujours accueilli les Italiens.

Dans l'union religieuse des âmes nous devons retrouver aussi l'ancienne amitié sociale. Car autant de divisions, causées par les conceptions politiques et sociales, ne pourront qu'aboutir dans le vide. Le pénible moment que traverse la société, la crise mondiale, qui, pareille à un cercle, enserme toujours plus l'humanité, devrait nous enseigner que le bien-être et la paix ne pourront jamais être atteints par des luttes de classe et des luttes fratricides, mais seulement par la concorde des esprits et le bon ordre¹³⁵.»

La consécration de la nouvelle Eglise du Sacré-Cœur eut lieu le 10 juillet 1932. Ce jour-là les premières messes furent célébrées dans la «Chapelle italienne», mais ce furent aussi les dernières: après la consécration, on célébra les offices seulement dans la nouvelle église¹³⁶.

¹ Don Flavio Settin était né à Crespano del Grappa (province de Trévise et diocèse de Padoue), le 4 avril 1881. Il fréquentait le séminaire de Padoue. A vingt ans il fit son service militaire et en revint avec le grade de sergent. Ordonné prêtre à Padoue le 17 avril 1904, il remplissait son ministère sacerdotal en tant que vicaire dans la paroisse de Montagnara (Padoue). Au cours des années 1910 à 1913 il rendait annuellement visite à ses paroissiens émigrés en Suisse, en Alsace-Lorraine, en Rhénanie, en Saxe et en Styrie; il acquit ainsi une discrète connaissance de la langue française. En 1919 il fut nommé curé de Tresche-Conca (sur le haut plateau d'Asiago), avec comme tâche de reconstruire l'église, endommagée par la guerre. Mais son rêve était de pouvoir se dédier aux émigrants. Grâce à la permission de son évêque, il se mit, en 1928, à la disposition de la Congrégation Consistoriale, qui l'invita à fréquenter le «Cours d'émigration» auprès du Collège Pontifical d'Emigration à Rome, et il fut envoyé à Esch. Il participa au Congrès des missionnaires à Ars, les 14 et 15 novembre 1928, et assumait ses fonctions à la Mission d'Esch le 17 novembre de la même année (données manuscrites de don Settin et lettre du cardinal Perosi à Mgr Babini datée du 18 août 1928, Acser, Rome).

² Toute la correspondance se trouve à l'Acser, Rome.

³ Sorti en février 1929, il était imprimé par S. Paolo d'Alba (Turin) et diffusé en environ 2 000 exemplaires dans les différents centres du Grand-Duché et de la Moselle. Sa publication cessera en 1940. De ce mensuel il existe une collection incomplète aux archives de Rome: Acser.

- ⁴ Fondé par Mgr N.E. Toricella, missionnaire italien d'Agen (Lot-et-Garonne), le premier numéro du «Corriere» fut publié le 4 novembre 1926. Le numéro du 1^{er} février commença à mentionner des nouvelles et des événements du Luxembourg, où il était diffusé en plusieurs centaines d'exemplaires.
- Lors de l'Assemblée des missionnaires à Paray-Le-Monial, les 13 et 14 septembre 1929, le «Corriere» fut déclaré «Porte-parole des Missions catholiques Italiennes d'Europe» (cf. Il Corriere du 21 novembre 1929). En 1940 il fut «censuré» à plusieurs reprises, puis sa publication fut suspendue à partir du mois de juin 1940 jusqu'au numéro du 20 février 1941; mais à partir de cette date il ne rapporta plus aucune nouvelle du Luxembourg.
- ⁵ Lettre de don Settin à Mgr Babini, 19.12.1928.
- ⁶ Acser, don Settin à Mgr Babini, 19.11.1928.
- ⁷ Acser, don Chiodelli à Mgr Babini, 8.12.1932.
- ⁸ Acser, don Settin à Mgr Babini, 29.12.1928. Don Settin écrivait aussi: «Ici aucun document n'est resté, excepté le contrat, la copie du Crédit foncier et la police d'assurance» (lettre à Babini, 29.12.1928); et encore: «Ici il y a peut-être tout... mais ils ont tout transporté au Dopolavoro» (lettre à Babini, 2.2.1929).
- ⁹ «Les Religieuses, ayant ce mois-ci aussi fait les comptes, ne peuvent rien mettre de côté de ce qu'on leur concède... Et notez que ni moi, ni les religieuses, ne prenons de vin; excepté quelques demis de bière» (Acser, don Settin à Mgr Babini, 4.2.1929).
- ¹⁰ Don Babini hésitait entre la proposition du curé du Sacré-Cœur, qui lui offrait à bon prix la vieille habitation du curé, et celle de don Chiodelli, qui agissait au nom de son beau-frère Grandi de Milan. Ce dernier craignait d'être embobiné et insistait pour qu'on lui achète l'édifice... lui remboursant ses 135 000 lire (Grandi à don Chiodelli, 6.12.1932). Don Chiodelli écrivait dans le même sens à don Babini (8.12.1932).
- ¹¹ Acser, Mgr Babini à don Chiodelli, 30.11.1932. Une «estimation» de l'architecte Jean Deitz, datant du 19 juillet 1933, décrit ainsi les lieux: «Le terrain a une superficie d'environ 1230 m², dont 230 m² construits, 400 en cour et 600 en jardin. La maison a une terrasse donnant sur le bd Prince Henri. Le rez-de-chaussés est divisé en trois salles de classe. Au premier étage on trouve trois chambres donnant sur la rue et une chapelle avec sacristie vers la cour. Au deuxième étage 6 chambres (trois de chaque côté). Au grenier, deux chambres inhabitables. Les planchers des différents étages, plafonds, parois et toit sont en de mauvaises conditions et requièrent des réparations radicales. La valeur totale (terrain et construction) est évaluée à 202 925 F» (Amci-Esch).
- ¹² Elle fut ensuite enregistrée à Luxembourg, le 29 décembre 1933, par le «receveur» Van Kauwenbergh (volume 198, feuille 75, case 10) et les statuts furent publiés au «Mémorial» du 26 janvier 1934. Les organes de presse officiels de la Société étaient «Il Buon Pastore» et «Il Corriere» (Il Corriere, 8.2.1934).
- ¹³ Une expertise de l'architecte Funck, chargé par Giorgetti, évaluait l'édifice à 235 000 F, dont il fallait déduire 42 000 F pour des réparations urgentes et 34 000 F pour l'hypothèque; restait donc pour don Chiodelli 159 000 F, équivalant à environ 71 000 lire (don Babini à don Chiodelli, 18.8.1933, et don Chiodelli à don Babini, 23.8.1933). Il s'agissait d'une perte énorme pour don Chiodelli; qui écrivait: «Je suis un homme détruit (...) Me voici à la veille du déshonneur et de la faillite.» Mais son interprétation était fautive; don Babini lui précisait qu'on avait déduit seulement 42 000 F pour les réparations. Don Chiodelli avait emprunté 135 000 lire à son cousin Grandi pour acheter l'immeuble. On lui offrait 100 000 lire (20 000 versées par la Congrégation Consistoriale et 80 000 obtenues par un emprunt auprès de la «Fortuna»); quant aux 35 000 restantes, il fallait les récupérer auprès de l'Oeuvre Bonomelli (Grandi à don Chiodelli, 21.12.1933). Grandi essaya de récupérer cet argent en écrivant au docteur Pestalozza, commissaire extraordinaire de l'Oeuvre Bonomelli (4.4.1934), tandis que don Chiodelli écrivait dans le même sens au docteur Venerosi Pesciolini, liquidateur officiel de l'Oeuvre Bonomelli (don Chiodelli à Pestalozza, 15.2.1935) et à Lampertico de la Direction générale des Italiens à l'étranger (14.5.1935).
- ¹⁴ La chapelle de la Mission, dédiée à saint Joseph, était très fréquentée tout spécialement lors des grandes fêtes: Noël, par exemple, où il fallait distribuer des billets de réservation; pour les «fioretti» de mai don Settin écrivait: «Le rosaire est très fréquenté, tous les soirs» (à Babini, 24.5.1931).
- ¹⁵ «Il Buon Pastore», décembre 1929.
- ¹⁶ Le missionnaire ne pouvait à ce moment célébrer de baptêmes, de mariages et de funérailles, sans permission spéciale du curé local (seulement à partir du 1^{er} août 1952, grâce à la Constitution Apostolique «Exul Familia», les prêtres d'émigration eurent la permission d'exercer les pouvoirs paroissiaux sur les fidèles italiens de leur territoire). Mais, en pratique, auparavant aussi, le missionnaire obtenait presque toujours le droit d'administrer les sacrements à ses compatriotes. A cet effet, don Settin écrivait à Mgr Babini (2.2.1929): «L'évêque de Luxembourg me donne tous les droits concernant les mariages, volontiers et à tout moment.»
- ¹⁷ Acser, don Settin à Mgr Babini, 11.2.1929.
- ¹⁸ Acser, don Settin à Mgr Babini, 6.7.1929.
- ¹⁹ Acser, don Settin à Mgr Babini, 17.8.1930.
- ²⁰ Acser, don Settin à Mgr Babini, 11.2.1931.
- ²¹ Archivio Prelato Emigrazione, pos. 1096: don Settin au Prélat, 1.2.1929.
- ²² Il Buon Pastore, janvier et mars 1931.
- ²³ Il Buon Pastore, août 1931.
- ²⁴ Don Settin à Mgr Babini, 24.3.1934.
- ²⁵ Il Corriere, 24.7.1930.
- ²⁶ Il Buon Pastore, mars 1931 et juillet 1932; lettre de Settin à Babini du 19 juillet 1930.
- ²⁷ Il Corriere, 16.3.1933 et 25.1.1934; lettres à Babini du 22 mars 1933 et 22 février 1934.
- ²⁸ Il Corriere, 30.3.1933.
- ²⁹ Don Settin à Mgr Babini, 19.7.1929.

- 30 Don Settin à Mgr Babini, 27.4.1932.
- 31 Mgr Babini au cardinal Rossi, 16.3.1932.
- 32 Don Settin à Mgr Babini, 8.10.1933.
- 33 Don Settin à Mgr Babini, 4.1.1933.
- 34 Il Corriere, 4.9.1929.
- 35 Parfois on était obligé de renvoyer des personnes par manque de place (Settin à Mgr Babini, 31.12.1929).
- 36 Il Corriere, 19.7.1929 et 9.1.1930; don Settin à Mgr Babini, 9.7.1931.
- 37 Il Corriere, 19.1.1933.
- 38 Rapport de don Settin au ministre royal Monzani, 11.7.1929.
- 39 Il Corriere, 13.7.1933.
- 40 Don Settin à Mgr Babini, 20.10.1933.
- 41 Il Corriere, 19.7.1934.
- 42 Don Settin à Mgr Babini, 17.1.1933.
- 43 Don Settin à Mgr Babini, 8.10.1933.
- 44 Rapport de don Settin au ministre Monzani, 11.7.1929.
- 45 Il Corriere, 19.7.1929.
- 46 Don Settin à Mgr Babini, 18.4.1932.
- 47 Il Corriere, 11.12.1930.
- 48 Il Buon Pastore, janvier et septembre 1930.
- 49 Don Settin à Mgr Babini, 21.6.1930.
- 50 Don Settin à Mgr Babini, 26.6.1930.
- 51 Don Settin à Mgr Babini, 27.5.1932.
- 52 La chapelle de Ste-Claire fut démolie en 1939 (lettre de don Settin au P. Casaril, 10.5.1946).
- 53 Don Settin à Mgr Babini, 9.12.1932.
- 54 Don Settin à Mgr Babini, 8.10.1933.
- 55 Il Corriere, 28.11.1929.
- 56 Il Corriere, 24.4.1930.
- 57 Il Corriere, 6.4.1933 et don Settin à Mgr Babini, 28.3.1933.
- 58 Il Corriere, 12.4.1934.
- 59 Il Corriere, 2.8.1934.
- 60 Il Corriere, 6.12.1934.
- 61 Don Settin à Mgr Babini, 3.2.1934.
- 62 Don Settin à Mgr Babini, 5.4.1929.
- 63 Don Settin à Mgr Babini, 19.7.1929.
- 64 Don Settin à Mgr Babini, 11.2.1929.
- 65 Don Settin à Mgr Babini, 6.7.1929.
- 66 Rapport de don Settin à Mgr Babini, 27.4.1932.
- 67 Don Settin à Mgr Babini, 7.11.1929.
- 68 Don Settin à Mgr Babini, 13.6.1929.
- 69 Don Settin à Mgr Babini, 29.6.1929.
- 70 Don Settin à Mgr Babini, 1.6.1930.
- 71 Don Settin à Mgr Babini, 18.2.1929.
- 72 Il Corriere, 5.7.1929.
- 73 Une analyse analogue est faite dans le «Buon Pastore», mars 1931.
- 74 Don Settin au cardinal Rossi, 5.6.1929.
- 75 Il Buon Pastore, mars 1931.
- 76 Il Corriere, 7.5.1931.
- 77 Don Settin à Mgr Babini, 19.7.1929.
- 78 Il Corriere, 2.1.1930.
- 79 Don Settin à Mgr Babini, 26.6.1930.
- 80 Don Settin à Mgr Babini, 30.10.1929.
- 81 Don Settin à Mgr Babini, 29.1.1929.
- 82 Don Settin à Mgr Babini, 2.2.1929.
- 83 Don Settin à Mgr Babini, 18.2.1929.
- 84 Don Settin à Mgr Babini, 5.4.1929 et 29.6.1929.
- 85 Don Settin à Mgr Babini, 19.4.1930.
- 86 Don Settin à Mgr Babini, 7.11.1930.

- ⁸⁷ Don Settin à Mgr Babini, 20.4.1931.
- ⁸⁸ Don Settin à Mgr Babini, 14.4.1932.
- ⁸⁹ Don Settin à Mgr Babini, 28.4.1933.
- ⁹⁰ Don Settin à Mgr Babini, 20.6.1933.
- ⁹¹ Il Corriere, 16.11.1933.
- ⁹² Don Settin à Mgr Babini, 1.1.1934.
- ⁹³ Il Corriere, 5.4.1934.
- ⁹⁴ Don Settin à Mgr Babini, 19.3.1934.
- ⁹⁵ Don Settin à Mgr Babini, 24.3.1934.
- ⁹⁶ Don Settin à Mgr Babini, 7.4.1934.
- ⁹⁷ Il Corriere, 12.4.1934.
- ⁹⁸ Don Settin à Mgr Babini, 19.3.1934 et 24.3.1934.
- ⁹⁹ Don Settin à Mgr Babini, 7.3.1934.
- ¹⁰⁰ Don Settin à Mgr Babini, 28.11.1934 et 3.12.1934.
- ¹⁰¹ Mgr Pierre Nommesch à Mgr Babini, lettre du 18 décembre 1934, par laquelle il renouvelait à don Settin sa charge pastorale à Esch pour une durée de 3 ans.
- ¹⁰² L'«exilé politique» don Luigi Sturzo dénonce dans ce même sens l'ambiguïté du Concordat: cf. Luigi STURZO, «Chiesa e Stato. Studio sociologico-storico», vol. II, Zanichelli, Bologne 1959, pp. 174 et suivantes.
- ¹⁰³ Lettre de Mgr Babini à Mgr Rossi, 8.4.1929.
- ¹⁰⁴ Il Corriere, 22.2.1929 et 12.7.1929.
- ¹⁰⁵ Don Settin à Mgr Babini, 20.6.1929.
- ¹⁰⁶ Mémoire de Mgr Babini à la Congrégation Consistoriale, le 8 octobre 1929.
- ¹⁰⁷ Archivio Prelato per l'Emigrazione, position 1096, Rome: don Settin au Prélat de l'Emigration, 19.11.1928.
- ¹⁰⁸ Don Settin à Mgr Babini, 23.11.1928.
- ¹⁰⁹ Don Settin à Mgr Babini, 1.12.1928.
- ¹¹⁰ Don Settin à Mgr Babini, 19.12.1928.
- ¹¹¹ Don Settin à Mgr Babini, 2.2.1929.
- ¹¹² Don Settin à Mgr Babini, 18.2.1929.
- ¹¹³ Don Settin à Mgr Babini, 18.2.1929.
- ¹¹⁴ Don Settin à Mgr Babini, 13.6.1929.
- ¹¹⁵ Don Settin à Mgr Babini, 13.6.1929.
- ¹¹⁶ Don Settin à Mgr Babini, 6.7.1929.
- ¹¹⁷ Don Settin à Mgr Babini, 5.6.1929.
- ¹¹⁸ Don Settin à Mgr Babini, 18.2.1929.
- ¹¹⁹ Don Settin à Mgr Babini, 6.7.1929.
- ¹²⁰ Archivio Prelato per l'Emigrazione, position 1096, Rome: don Settin au Prélat, 16.7.1930.
- ¹²¹ Don Settin à Mgr Babini, 19.7.1929.
- ¹²² Don Settin à Mgr Babini, 19.4.1934.
- ¹²³ Il Corriere, 3.11.1932 et 9.11.1933.
- ¹²⁴ Il Corriere, 8.11.1934.
- ¹²⁵ Don Settin à Mgr Babini, 28.3.1933.
- ¹²⁶ Archivio del Prelato per l'Emigrazione, position 1096, Rome, don Settin au Prélat, 26.1.1931.
- ¹²⁷ ibidem, 7.6.1934.
- ¹²⁸ Don Settin à Mgr Babini, 2.2.1929.
- ¹²⁹ Archivio del Prelato per l'Emigrazione, position 1096, Rome, don Settin au Prélat, 1.2.1929.
- ¹³⁰ Il Riscatto, 24.4.1932.
- ¹³¹ Il Corriere, 29.1.1931.
- ¹³² Il Corriere, 23.7.1939 et Il Buon Pastore, août 1931.
- ¹³³ Don Settin au Prélat pour l'Emigration, 5.5.1931.
- ¹³⁴ Il Buon Pastore, juin 1932.
- ¹³⁵ Il Buon Pastore, juin 1932.
- ¹³⁶ Il Buon Pastore, juillet 1932.

CHAPITRE 5:

DUDELANGE

Au cours des années '30, la ville de Dudelange continuait à offrir l'hospitalité à une colonie italienne fort nombreuse. Les statistiques de 1933¹ nous donnent le chiffre de 1 835 Italiens (dont 991 hommes et 844 femmes); celles de 1935² présentent une légère diminution de la présence italienne: 1 651 personnes.



Dudelange, vers 1930. Le petit orchestre du café Verdi (Coll. ADQI).

En effet on y ressentait aussi les conséquences de la crise économique. Ce fut une période très sombre, qui n'épargna personne et surtout pas les immigrants. Nombreux furent ceux qui restèrent sans emploi, et un bon nombre fut obligé de rentrer en Italie. En 1932 le «Riscatto» notait:

«La situation ici à Dudelange n'est point plus réjouissante que dans les autres localités. Le nombre des chômeurs s'élève à plus de 300 sur dix mille habitants. Ceux qui travaillent sont exploités au maximum et obligés de se soumettre aux exigences patronales, s'ils ne veulent pas risquer le licenciement¹.»

A la crise économique il fallait ajouter la tension politique. Les militants de gauche furent expulsés en grand nombre soit sur initiative des autorités luxembourgeoises soit à la suite de dénonciations fascistes.

1. ASSOCIATIONS

La vie des associations déjà connues continuait normalement: Secours Mutuel, groupe musical «La Fratellanza», groupe sportif «Alliance», groupe théâtral «Arte e Diletto».

Quelques nouvelles associations furent constituées: la *Société de la Bonne Humeur*, fondée dans le «Quartier Italia» le 29 avril 1931⁴, et le *Cercle Athlétique Dudelange*, créé le 22 octobre 1932 et dont faisaient partie Jean Quaglia et Gino Rech⁵.

2. LE FASCISME A DUDELANGE

L'importante communauté italienne attirait naturellement le fascisme officiel dans son désir d'expansion. Mais il ne connut cependant point beaucoup de succès parmi les compatriotes de Dudelange.

En tant que fascistes (mais le terme est à utiliser avec précaution), le «Riscatto»⁶ dénonçait les groupes Fratellanza et Secours Mutuel, certains propriétaires de cafés (Rossini, Giovagnoli, Rampin, Pavan, Righetto, Nati) et quelques «provocateurs» tels Defent Antonio, Monternini Gino et Lisarelli Meo ainsi que la sage-femme Poletto.

En tant que sympathisants on signalait tous ceux qui étaient inscrits à la Chambre de commerce⁷. En 1931, dans l'Italie Basse, ces membres étaient les épiciers Brizzi Pompilio, Nappi Giuseppe et Giovagnoli Augusto, les cafetiers Longari Mario, Rampin Mosé, la veuve Rossi Cesare et le grossiste en vins Sordini Ulderico; dans les autres rues: les entreprises Boggiani Romano (76, rue du Parc), Contato Umberto et D'Ambrosio Angelo (Frontière), l'épicerie de Maino Francesco (rue Ste-Barbe) et le débit de boissons de Salvetti Giovanni (19, rue de Kayl).

Les fascistes les plus ardents, selon le témoignage d'Italiens vivant à cette époque, étaient Brizzi, Baldelli, Rossini et quelques autres. Ce fut au café Brizzi que le «Dopolavoro» de *Dudelange*⁸ établit son siège au cours de l'été 1934; la bénédiction de son drapeau était prévue pour le mois d'août de l'année suivante et on comptait sur la présence de fascistes de France et de Belgique.

Quelles étaient les activités du «Dopolavoro»? Il avait organisé des cours de couture et des cours de langue italienne (animés par Lina Nardino qui, tout en n'étant pas inscrite au parti, collaborait avec le «Dopolavoro» par amour de la jeunesse).

Dudelange eut aussi ses Balilla et Avanguardisti (en général il s'agissait de jeunes, qui prenaient également part aux «colonies d'été»). Mais les tentatives de créer un groupe théâtral fasciste n'aboutirent jamais: Dudelange avait déjà son groupe théâtral «Arte et Diletto», qui avait son siège au café Brizzi et dont certains membres étaient socialistes ou militants de gauche.

De nombreux Italiens, tout en n'étant pas inscrits au fascio, participaient toutefois aux initiatives du «Dopolavoro», car il leur offrait l'occasion d'occuper leurs temps libres et en même temps une certaine instruction: des réunions sportives, théâtre, réunions culturelles, etc.



Dudelange, 1932. L'épicerie Garavelli dans la rue des Mines. On reconnaît: Garavelli Guerrino, Terreri Primo et Ernesto, Fabbri Gino, le curé Marcel Schaeffer, Bartolozzi Fazio, Baldelli Ildo, Lisarelli, Terreri Francesco, Zago Tullio.

3. L'ANTIFASCISME

Le Parti communiste luxembourgeois ne comptait qu'une seule cellule à Dudelange, formée par neuf militants. La police surveillait étroitement les plus engagés d'entre eux, qui accouraient à Esch dès qu'on y organisait des manifestations révolutionnaires. Pour avoir participé à celle du 9 février 1930, Tourel Giuseppe, Penas Raimondo, Fantin Fioravante et Millevoi Giacomo furent arrêtés et expulsés. Lors de la manifestation du 1^{er} mai de la même année, on nota surtout Saletti Giuseppe, Clacina Corrado et Mattuzzi Saverio.

Selon les déclarations de Semicroma Antonio, recueillies à la préfecture de L'Aquila en 1933⁹, la *cellule communiste* de Dudelange était constituée de la façon suivante: Capuzzi Angelo de Piacenza, chef de cellule; De March Vittorio de la Vénétie, de l'Opposition syndicale révolutionnaire; Piccinini Pietro de Poggio Pienze (L'Aquila), responsable pour la vente des journaux; Cellerani Salvatore de Tarquinia (Viterbo); Angelini Eugenio, chef du Secours rouge international; Ciocca Luigi (L'Aquila), Bonometti Pietro de Travagliato (Brescia) et Costa Giovanni de Divignano (Novare).

En outre la *Ligue antifasciste* était composée par Cellerani Salvatore de Tarquinia (Viterbo), président; Angelini Eugenio de Marischio-Fabriano (Ancône) et Piccini Pietro de Poggio Picenze (L'Aquila).

Le *groupe anarchiste* était formé par Baracaia Ennio de Sassoferrato (Ancône), Costegnaro Enrico, Cao Vittorio, Tassi Libertario de Sassoferrato, Nubola Gualtiero de Sassoferrato et Zenato Dario de la Vénétie.

Au *groupe socialiste* appartenaient Gubini Riccardo de Gubbio (Pérouse), Ruffini Renato et Tommasini Oreste. Les réunions avaient lieu aux cafés Baldissera et Baldelli.

On signalait en tant qu'antifascistes actifs et distributeurs du «Riscatto»: Antonelli Antonio de Lanciano (Chieti), Cellerani Salvatore de Manciano (Grosseto) et un surnommé «Turchetto»; ils bénéficiaient tous de l'aide de l'instituteur Kill¹⁰.

Parmi ceux qui militaient dans le syndicat, on remarquait: Primo Bonvini, Francesco Olivieri, Feltrini Augusto et Fiorentini.

A Dudelage on n'assista pas à de manifestations violentes entre les différentes fractions. Cependant, les antifascistes attaquaient continuellement leurs adversaires et invitaient leurs amis à les boycotter. Ils obtenaient ainsi, d'après les affirmations du «Riscatto», quelques succès:

Nous commençons déjà à voir les résultats des avertissements concernant les commerçants, cafetiers et agents provocateurs. Ceux qui ont reçu ces avertissements se méfient (...) La Fratellanza, après avoir été menacée, essaye de mille façons de jouer en public quelque hymne antifasciste¹¹.

Aucun compromis avec les adversaires n'étaient toléré. Il fut ainsi strictement défendu de participer aux funérailles du ministre De Silvestri, auxquelles assistaient le Secours Mutuel, la Fratellanza, les «fascistes» habituels et «quelques ouvriers inconscients», tels Piolo, Banella et le Calabrese. Tous par contre devaient rejoindre la Ligue antifasciste¹².

Quand en été on osa inaugurer le siège du «Dopolavoro», les menaces ne se firent pas attendre:

«Cette petite souris, croit-elle vraiment que les Luxembourgeois restent toujours impassibles devant les provocations et qu'ils resteront inactifs aussi face à ce qui va se passer¹³?»

Mais malgré les menaces on ne passa jamais aux actes. Les règlements de compte entre les partis opposés n'avaient lieu qu'à Esch, vraie capitale de la lutte contre le fascisme.

- ¹ Bulletin trimestriel publié par l'office de Statistique: Recensement de la population étrangère de 1933, mai 1934, pp. 3-5.
- ² Publications de l'Office de Statistique; Résultats du recensement de la population du 31 décembre 1935, Luxembourg 1938. Des nouvelles de licenciements sont connues à la date du 22 avril 1931: furent licenciés 80 ouvriers, presque tous des Italiens (Düdelinger Chronik, op. cit., p. 245). Le 31 octobre 1932 les mines occupaient 2 072 ouvriers, dont seulement 170 Italiens (Düdelinger Chronik, op. cit., p. 257).
- ³ Il Riscatto, 29.5.1932.
- ⁴ Düdelinger Chronik, op. cit., p. 240.
- ⁵ Ibidem, p. 250.
- ⁶ Il Riscatto, 24.8.1930 et 5.4.1931.
- ⁷ Bulletin de la Chambre de commerce italienne à Luxembourg, vol. VII, n° 1, 1931.
- ⁸ Der Proletarier, 28.7.1934: «Lettre de Dudelange».
- ⁹ Cpc, b. 308, au nom de «Baracaia Ennio». Baracaia Ennio, né à Sassoferrato en 1899, cordonnier, expatrié en 1912, s'était d'abord rendu en Suisse, puis à Colmar et en 1933 à Dudelange. Sommé de ne plus faire de politique en 1934, il s'en abstint définitivement.
- ¹⁰ Ael, Justice, 76/25: gendarmerie de Dudelange, 25.7.1932.
- ¹¹ Il Riscatto, 24.8.1931.
- ¹² Il Riscatto, 5.4.1931.
- ¹³ Der Proletarier, 28.7.1934.

CHAPITRE 6:

LES AUTRES VILLES DU BASSIN MINIER: DE DIFFERDANGE A BETTEMBOURG

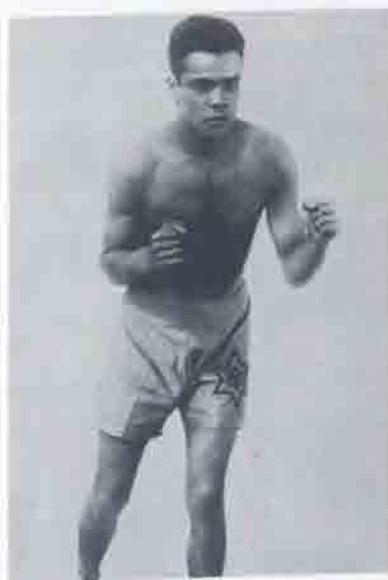
1. AUX «TROIS FRONTIERES»

Dans les communes limitrophes de la France et de la Belgique, la communauté italienne était toujours largement représentée. Les Italiens étaient surtout employés dans les industries minières et sidérurgiques ou dans les entreprises de construction.

Les statistiques de 1933¹ nous donnent les chiffres suivants des Italiens en ces lieux: Differdange 2 341 (dont 1 104 femmes), Pétange 522 (237) et Sanem 434 (190).

Quant aux statistiques de 1935, elles relèvent 2 174 Italiens à Differdange, 423 à Pétange et 348 à Sanem.

La diminution du nombre des immigrants italiens entre 1933 et 1935 était due à la crise économique, qui les repoussait en Italie.



Differdange, 1934. Le boxeur Ciatti Fernand.



Differdange, 1935. Le boxeur Ted Veneziano.

«La faim est aux portes de chaque demeure ouvrière», lit-on dans une lettre envoyée de Rodange au «Riscatto». Celui qui hier encore était considéré comme une personne honnête gagnant sa vie en travaillant (...) est devenu aujourd'hui – s'il est étranger – aux yeux de la population un voleur, enlevant le pain aux indigènes. (...) Tous les quinze jours, des centaines d'ouvriers sont licenciés (aux usines de Rodange). Il en est de même pour la Hadir de Differdange, les Terres Rouges et l'Usine du Bois d'Esch-sur-Alzette².»

Toutefois, les *entrepreneurs et les commerçants* italiens restaient nombreux dans la région. Nous citons les noms de ceux qui étaient inscrits à la Chambre de commerce en 1931.

A Differdange: Bruno Demetrio, avec café, épicerie et vins des Abruzzes, rue Max Meyer; Bruno Fernando, épicerie, rue d'Esch; Carniel Silvio, entrepreneur, rue des Petits Jardins; Cavallini Dionisio, café, rue de l'Usine; D'Antonio Armando, chaussures; Di Gianantonio Achille, épicerie, rue de l'Usine; Droghini Pietro, épicerie, rue Max Meyer; Guetti Pasquale, tailleur, rue du Cinéma; Mattioli Fernando, café, rue Wangert; Ortis Vincenzo, chauffeur de poids lourds, 3, rue de la Tannerie; Rossi Emidio, café-restaurant Italia, 51, rue de l'Usine; Ruscitti Virgilio, épicerie-café, rue d'Esch; Tenconi Pietro, boulangerie-épicerie.

A Niederkorn: Longhini Giulio, entrepreneur, 29, rue St-Pierre.

A Oberkorn: Baroffio Gerolamo, café-épicerie; Menghi Eliseo, café; Vanetti Giovanni, dépositaire de bières, 21, rue des Fours.

A Pétange: parmi les plus actifs il n'y avait que les entrepreneurs en bâtiment: Andreutti Enrico, habitant chez Degano, Bollini Alberto, Degano Frères, Foglia Cesare, rue de Longwy, Minna Stefano, rue des Jardins; Nangeroni Giuseppe, rue de Longwy; la veuve Podestà; Tollini Antonio, rue de Longwy.

A Rodange, florissaient des commerces de tout genre: Biava Pietro, café; Bollini Gerolamo et Giovanni entrepreneurs; Borlotti Mario et Cavazza Stellino, commerçants; Cavicchi Giuseppe, lingerie, rue de la Gare; De Stefano Riccardo, entrepreneur, rue Nau; Frescura Antonio, café-restaurant, rue de l'Industrie; Fuga Domenico, boulanger (Bas-Rodange); Isola Ignazio, entrepreneur; Milani Fioravante, commerçant, rue Charlotte; et puis toute une série d'entrepreneurs: Moretti Angelo, Moretti Giovanni et Perino Desiderio, rue de Longwy; Sarti Natale, rue de Lamadelaine; Tacchini Francesco, rue Michel Rodange; Toluoso Luigi; Vanetti Luigi, rue de Longwy. Il y avait aussi la cimenterie de Pio Franchi, que le «Prometeo» accusait d'exploiter les ouvriers³.

Associations, fascisme et antifascisme

Outre les associations connues telles le Secours Mutuel, Differdange assistait aussi au développement du *Club cycliste international*, auquel appartenaient de nombreux Italiens⁴.

Il avait déjà été fondé en 1911, mais il n'attirait l'attention des Italiens qu'au cours des années '30. En 1927 le vice-président en était Ettore Di Pasquale. En 1931, lors du Grand prix du Café Solvi, Mario Pellin⁵ remporta la troisième place et Germano Cavallini, la quatrième. Les champions du club étaient en 1931 Mario Pellin et Jos Liberatore; ce dernier fut aussi champion en 1932.

Quand le «Dopolavoro» d'Esch fonda à son tour le groupe cycliste «Alba», les coureurs furent obligés de s'inscrire à l'organisation fasciste. C'est pourquoi le club de Differdange fut lui aussi accusé d'être fasciste.

Dès 1930, le «Riscatto» mettait en garde les ouvriers:

«Nous invitons les jeunes ouvriers à abandonner les chemises noires, afin qu'ils ne deviennent pas des sportifs corrompus, mais de vrais militants de classe et des ouvriers conscients⁶.»



Differdange, 1931. Le club cycliste de Differdange. On reconnaît: Ciuca, Lupo, Leoni, Liberatore Giovanni, Giampellegrini, D'Alfonso, Uguccioni, Cavallini, Torcolotti (président), Bartolini, Gatti Antonio, Binda Mario, Mosca Mario.



Differdange, 1932. Le cycliste Pellin Mario.

Le «Riscatto» attaquait aussi le «Secours Mutuel Regina Margherita» de Rodange:

«Ses membres veulent se montrer «italianissimes», c'est-à-dire fascistes. En réalité ce ne sont que des sangsues exécutant les ordres de leur chef.»

L'hebdomadaire communiste ne manquait pas une occasion pour dénoncer toute personne qui, à son avis, faisait partie du très actif groupe fasciste:

A Differdange: Tenconi Pietro, Mattioli Ferdinando, Portante Domenico, Bruno Demetrio, Rossi Emidio, Droghini Pietro, D'Antonio Armando,

A Oberkorn: Baroffio Gerolamo et en particulier Antonio Frescura, vice-président de la Chambre de commerce et président du Secours Mutuel de Rodange.

En 1932 Frescura fut choisi comme bouc émissaire du fascisme. Le 3 mai, il fut touché à bout portant dans son café de Rodange par un coup de pistolet à la mâchoire gauche. L'assaillant profita de l'obscurité pour s'enfuir vers la frontière belge; on réussit cependant à l'identifier; il s'agissait du communiste Gaetano Cavalli, déjà expulsé de France et du Grand-Duché⁸, qui se réfugia en Russie.

Frescura expira le 3 août 1932 et on le considérait mort «pour la cause fasciste».

Son poste de président du «Secours Mutuel Regina Margherita» fut occupé par Angelo Moretti⁹.

A Differdange on signalait en tant que communistes dangereux Perazzolo Luigi (né en 1906 à Cerceri – Padoue) et Evangelista Guido (né en 1902 à Paganica – L'Aquila)¹⁰.



Differdange, 1931. La famille Tomasini Angelo.



Differdange, 1931. Les adolescents du Wangert. On reconnaît: Luca Salvatore, Moriconi Flavio, Pigeon Jos, Nero Edmond, Ciccìa, Bruzese Domenico, Iannizzi Giuseppe, Carnevale Bernardo, Barzotti Walter, Bompadre Franco, Pozzacchio Remo, Mattioli Renato, Agostino Michele, Gatti Giuseppe.

A Oberkorn existait aussi la *Philharmonie Italienne*. De 1930 à 1958, la présidence en fut assumée par Bernardo De Maria. Le comité était composé de la façon suivante: Rota Jean, Lazzaro Gattei, Fiorino Capelli, Menghi père et Flenghi. La direction de la Philharmonie fut assurée dans un premier temps par Montenari (1930-1936), puis par Antinori (1936-1941). La guerre mit un terme aux activités musicales de la Philharmonie.



Rodange, 1931. La Société ouvrière italienne de Secours Mutuel devant le café Biava. On reconnaît au premier rang de gauche à droite: 3. Moretti Angelo, 4. Paolo, 5. Di Benedetto Donato, 6. Canovi Umberto, 7. le «Trentin», 8. Canovi Giovanna (fille d'Umberto), 10. Canovi Margherita (femme d'Umberto), 11. Canovi Berta, 12. le cafetier Biava. Et encore: Brandelisi, Moretti Vando, Moretti Giovanni, Moretti Walter, Bronzetti Nazzeno, Alverdi Cesare, De Pasqual Rodolfo, Terzi, Nangeroni Antonio, Beraldin Toni, Cavicchi.

2. AUTRES CENTRES DU BASSIN MINIER

Les statistiques de 1933 nous indiquent les chiffres suivants concernant la présence d'Italiens dans les autres villes du Grand-Duché: Schifflange 308 (dont 128 femmes), Rumelange 428 (205), Kayl 205 (101) et Bettembourg 133 (41). Celles de 1935 recensaient 269 Italiens à Schifflange, 358 à Rumelange, 156 à Kayl et 120 à Bettembourg.

Les commerçants et les entrepreneurs étaient aussi très nombreux dans ces villes.

A Bettembourg on trouvait surtout des entrepreneurs en bâtiment: Cattaneo Alfredo (rue des Jardins), Collini Antonio, Fagnoni Antonio, Gheroldi Stefano (48, rue de la Montagne), Parachini Giulio et Vanoli Frères; très connus étaient les contre-mâtres: Picco Bernardino et Giorgetti Eustachio, ainsi que le chauffeur de poids lourds Ortis Vincenzo.

Dans les autres localités: les entrepreneurs De Nardo Camillo à Belval, Ferrarini Renato à Belvaux, Gaspari Agostino à Neudorf et Giorgetti Antonio et Samuele à Mondorf-les-Bains; en outre le café-épicerie de Galli Matteo, les vins en gros de Gramegna Egidio à Belvaux; les différents cafés à Rumelange: Palazzari A., Guardamigli Luigi, Mazzadori Vito, Mazzapicchi A., Mordenti Augusto; le café Negrini P. à Schifflange.

De ces petits centres, le plus engagé politiquement était sans aucun doute Rumelange, où résidaient de nombreux mineurs traditionnellement liés aux mouvements de gauche.

Dans cette ville, le parti le plus puissant était le parti communiste, qui fut toutefois décimé au mois de septembre 1931 par la gendarmerie¹¹.

Intervenant après la dénonciation d'un anonyme, les gendarmes découvrirent un groupe de plus de 30 personnes réunies dans le bois, en train d'écouter un orateur. Le groupe se dispersa à la vue des gendarmes, qui réussirent cependant à arrêter l'orateur de cette réunion, Gazzotti Oreste (né en 1896 à Bomproto / Modène et résidant à Bruxelles). En outre furent arrêtés neuf Italiens résidant à Rumelange¹².

A part Decanonico et Gazzotti, tous les autres étaient des communistes notoires. Certains (comme Mazzadori Vito, Pisoni Carlo et Tognola Elia) étaient suspects d'occuper des charges de direction au sein du parti. Tous furent proposés pour l'expulsion.

Le «Riscatto»¹³, de son côté, précisait qu'il s'agissait d'une réunion du Secours rouge international, dont les membres avaient décidé de se rencontrer dans le bois, pour profiter de la belle journée...



Rodange, 1934. Mariage de Nangeroni Toni avec Biava Alfonsine. 2^e rang de gauche à droite: la mère et la femme de Biava Pietro (père de la mariée), Nangeroni (père du marié), les deux mariés, la mère de Nangeroni, le père de Biava, De Pasqual Rodolfo.



Rodange, 1935. La famille Moretti. De gauche à droite: la mère Moretti-Bonamici Maria, les enfants Valdo, Carla, Luciano, Lidia et le père Moretti Angelo.

¹ Bulletin trimestriel publié par l'Office de Statistique: Recensement de la population étrangère de 1933, mai 1934, pp. 3-5.

² Il Riscatto, 27.3.1932.

³ Il Prometeo, 7.6.1931.

⁴ Cf. «50^e Anniversaire, Club cycliste international Differdange», Imprimerie Coopérative Luxembourgeoise, Esch-sur-Alzette, 1961.

⁵ Pellin Mario, né à Trente, le 23 décembre 1910. Il arriva au Luxembourg, en provenant de France, en 1927 et s'établit à Niederkorn. Il se dédia au cyclisme en 1929. Il participait aux courses susnommées et gagnait encore 12 courses au Grand-Duché, en Belgique et en France entre 1932 et 1933. En 1933 il fut obligé de s'inscrire au club «Alba», où ses camarades furent Dall'Agnol et Ferrari Giovanni. Lors du championnat de 1933 il arriva deuxième du groupe amateur du club «Alba», tandis que Ferrari était champion chez les indépendants.

⁶ Il Riscatto, 14.9.1930.

⁷ Il Riscatto, 15.3.1931.

⁸ Asmae, 1 (1931-1945): Service correspondance du Mae, 16.9.1932: Ael, Affaires étrangères, 3832-0002: le ministre De Rossi au ministre d'Etat, 22.6.1932; Acs, Polizia politica, b. 58, f.5 C 23/4: Direction générale de la Pubblica Sicurezza à la division Polizia politica, 11.6.1932; Acs, Ps 1932, Sec. Ia, b. 23 J 4 1: le ministre de la Légation d'Italie au ministre d'Etat, 22.6.1932.

Cavalli Gaetano était né à Valstagna (Vicence), le 12 juillet 1898.

⁹ Il Legionario, n° 3, 20.1.1934.

¹⁰ Ael, Affaires étrangères, 724: 23.10.1931.

¹¹ Ael, Justice, 76/25-0013: gendarmerie de Rumelange, 20.9.1931, et 0012: gendarmerie de Dudelange, 24.9.1931, et le Soir, 25.9.1931.

¹² Les neuf arrêtés étaient: Tonizzo Domenico, né en 1894 à Rivignano (Udine), Papa Riccardo, né en 1902 à Comerio (Varèse), Pozza Marcello, né en 1893 à Selva di Progno (Vérone), Pozza Guerrino, né en 1889 à Selva di Progno (Vérone), Guardabassi Enrico, né en 1887 à Ancône, Sartorelli Ernesto, né en 1894 à Pergola (Pesaro), Marconi Antonio, né en 1898 à Pordenone, et Biagini Lino, né en 1889 à Monese (Modène).

Par la suite furent identifiés: Marzadori Vito, né en 1885 à Monghidoro (Bologne), Sdogati G. Battista, né en 1904 à Pergola (Pesaro), Pisoni Carlo, né en 1902 à Buscate (Milan), Nagni Alessandro, né en 1898 à Pergola (Pesaro), Bortoluzzi Guido, né en 1907 à Toblat (Suisse), Bellucci Ubaldo, né en 1897 à Gualdo Tadino (Pérouse), Blanc Ferdinando, né à St-Rémy, Petrella Romolo, né en 1899 à Ancône, Jacquin Giuseppe, né en 1896 à St-Rémy, Vinco Giuseppe, né en 1894 à Boschochiesanuova (Vérone), Tognola Elia, né en 1902 à Villa di Firano, Decanonico Michele, né en 1904 à Gualdo Tadino (Pérouse), Rosario Antonio, né en 1908 à Sizzano, et Bolognesi Giovanni, né en 1881 à Serbano, qui possédait une épicerie et une pension rue de l'Usine (ibidem).

¹³ Il Riscatto, 18.10.1931.

QUATRIEME PARTIE

GUERRES DEVASTATRICES ET DECLIN D'UNE EPOQUE (1935-1945)

CHAPITRE 1:

LE FASCISME ET LA GUERRE D'ABYSSINIE

La période se situant entre 1935 et 1939 (de la guerre d'Afrique à la guerre civile espagnole et à la Deuxième Guerre mondiale) est entièrement dominée par les combats qui troublent la tranquillité des collectivités italiennes à l'étranger.

Au Luxembourg, comme partout ailleurs, ces années sont propices au fascisme et à son extension. Il s'enracine solidement et envahit toujours plus la vie de la communauté immigrée. Les antifascistes mettent un terme à la longue série d'attentats, mais restent politiquement très unis. Le missionnaire don Settin continue à défendre sa neutralité politique, mais sa conviction paraît moins ferme. En même temps sévit une grave crise économique.

Luxembourg, 1936. La coupe Ubaldo Zuccoli offerte lors d'une compétition de football.





Luxembourg, 1938. La maison Gramegna expose à la Foire internationale (au centre: Gramegna; à sa gauche: Mattioli de Differdange).

1. EXPANSION DE LA CRISE ECONOMIQUE

Au cours des années 1934 à 1935, la sidérurgie sembla s'engager vers une légère reprise et pouvoir créer de nouveaux postes de travail¹. Mais ce n'était qu'une illusion: la crise ne faisait que s'accroître et elle pesait dramatiquement sur les immigrés.

Nous pouvons suivre le développement de cette crise à travers les écrits adressés au «Corriere» et les lettres de don Settin. Les salaires baissaient ostensiblement à cause de l'inflation croissante. Parfois les ouvriers essayaient d'organiser des manifestations pour obtenir une augmentation. Ce fut le cas le 12 janvier 1936. Les familles habitant à Esch procédèrent à une collecte, afin de subvenir aux frais de chemin de fer (3 F) des ouvriers se rendant à Luxembourg pour une manifestation; mais le «gouvernement est visiblement du côté des industriels»².

La situation empira encore au moment de la proclamation des «sanctions économiques» contre l'Italie fasciste, appuyées aussi par le Grand-Duché. Seules les entreprises de construction, tout spécialement celles de la proche Lorraine, ne connaissaient pas encore la crise dans toute son ampleur. Mais la situation allait encore se dégrader à l'approche de la Deuxième Guerre mondiale à cause du protectionnisme exercé par l'Allemagne sur ses propres industries. Au début de 1937, seulement 23 des 40 hauts fourneaux étaient en activité (14 à l'Arbed, 5 à Differdange et 4 à Rodange). La situation resta identique au cours de l'année 1938. La presse de cette époque publia un communiqué émis par le département

du Travail et de la Prévoyance sociale établissant qu'en cas d'aggravation de la crise il faudrait suivre l'ordre de priorité suivant lors des licenciements: les étrangers célibataires, les étrangers mariés, les étrangers mariés à des Luxembourgeoises, les Luxembourgeois célibataires, les Luxembourgeois mariés³. Naturellement il ne s'agissait point d'un ordre péremptoire, mais il était bien éloquent! Vers la fin de la même année, on prit des mesures de loin plus draconiennes: le gouvernement luxembourgeois décida d'interdire l'entrée au Grand-Duché à tout étranger «jusqu'à ce que le problème de l'immigration ait été résolu sur un plan international»⁴.

La situation empira au cours de l'année 1939. Face à la crise de la sidérurgie, privée de charbon ainsi que de moyens de transport – trains et bateaux pour l'exportation de ses produits – le gouvernement luxembourgeois invita les étrangers à retourner en Italie. Or il n'obtint pas les résultats souhaités; il ordonna donc que tout ouvrier étranger fût remplacé par un ouvrier luxembourgeois en chômage⁵.

Notons que le premier novembre, tous les contrats et permis de travail expiraient: combien en seraient renouvelés? Parmi nos compatriotes on commençait à parler d'un «rapatriement collectif» par trains spéciaux⁶.

Et, en effet, les départs étaient à l'ordre du jour: certains compatriotes rentraient en Italie, d'autres cherchaient du travail dans les mines en Belgique ou en Allemagne, d'autres encore tentaient leur chance ailleurs. Mais la situation demeurait désespérée pour celui qui partait, tant comme pour celui qui restait⁷.

L'«Echo de l'Industrie» notait que le premier octobre les industries luxembourgeoises employaient 31 730 travailleurs: les étrangers n'en représentaient que 13,49%, c'est-à-dire 4 213 unités, dont 1 321 Italiens. La seule industrie sidérurgique et minière employait 19 340 ouvriers; parmi ces derniers on comptait 3 247 étrangers, dont 939 Italiens; 995 chômeurs touchaient un subside, mais il n'y avait parmi eux que 50 étrangers⁸.

Esch-sur-Alzette, 1936. La boucherie-charcuterie Tozzi dans la rue des Boers.



Les rapatriements se firent de plus en plus nombreux. Le 12 décembre 1939, 150 Italiens prirent le train pour l'Italie. D'autres les suivront. Ils choisissent l'itinéraire via Brenner, pour pouvoir bénéficier d'une réduction de 60%, tandis que leur mobilier est expédié via France. Le gouvernement luxembourgeois met à la disposition des immigrés les plus démunis 100 billets gratuits⁹.

Le 31 décembre 1939, lors de l'assemblée des travailleurs de la métallurgie, des mines et de l'industrie, A. Krier affronta le problème du chômage¹⁰. On prévoyait une loi qui aurait privilégié avant tout les Luxembourgeois, puis les étrangers mariés à des Luxembourgeoises et enfin les étrangers propriétaires d'une maison au Grand-Duché.



Esch-sur-Alzette, 1939. Le salon de coiffure Ottaviano dans la rue des Boers.

Les entrepreneurs en bâtiments devaient rendre régulièrement public le nombre d'emplois libres dont ils disposaient. Seulement après une période déterminée, ils pouvaient les offrir à des travailleurs étrangers.

Selon un rapport du ministre Tamburini de la Légation d'Italie¹¹, le nombre d'Italiens travaillant au Grand-Duché en 1935 s'élevait à 17 000 personnes, mais ce chiffre était descendu à 10 000 en 1939: il y avait eu de nombreux rapatriements et certains compatriotes avaient immigré en Allemagne, tout spécialement dans la Sarre, où on trouvait encore facilement du travail. (L'Allemagne était en train de construire de nouveaux hauts fourneaux, pour devenir indépendante de la production étrangère.)

Les départs des Italiens vers l'Italie et l'Allemagne se feront de plus en plus nombreux à l'approche du danger d'invasion du Grand-Duché.

2. LA COMMUNAUTE ITALIENNE AU GRAND-DUCHE

Décimée par la crise économique, la collectivité italienne du Luxembourg subsistait péniblement.

Les communistes, réduits au silence par les expulsions et les répressions policières, préparaient un appel à la rescousse, sans toutefois s'attendre à un véritable succès. Les socialistes étaient cependant plus libres dans leurs agissements, étant donné que leurs amis étaient au gouvernement.

Quant à la grande masse des Italiens, ils n'osaient point s'engager, redoutant d'une part la hardiesse des fascistes et d'autre part la délicate situation internationale.

L'état d'âme de la collectivité italienne à cette époque a été bien traduit par un «informateur», qui exprima ses impressions de la façon suivante:

«La majorité des travailleurs italiens du secteur industriel d'Esch fait partie du parti socialiste, une minorité est membre du parti communiste. On a l'impression (...) que ces Italiens ont une vue complètement erronée de l'Italie actuelle. Ils prennent ouvertement parti contre l'Italie et prétendent que les travailleurs italiens sont maltraités et exploités. Ils déclarent en outre que l'enthousiasme pour le Duce n'est qu'un sentiment rendu obligatoire et ils comparent l'Italie à l'Allemagne. Ces Italiens sont les véritables responsables des incompréhensions fomentées au Grand-Duché contre l'Italie.»

Mon fiduciaire réfère que, sans aucun doute, le Parti socialiste italien au Luxembourg a établi des contacts avec ses camarades en Italie et qu'il doit nécessairement exister un service d'information. Il essayera de rassembler des preuves dans ce sens.

La classe moyenne italienne et les travailleurs indépendants du Luxembourg sont extrêmement divisés en ce qui concerne leurs opinions politiques. Tandis qu'une partie reste fidèle à l'Etat, l'autre, soit par principe, soit par conviction, s'oppose radicalement au gouvernement actuel.

Les employeurs et les capitalistes de nationalité italienne du Grand-Duché approuvent entièrement l'actuelle forme d'Etat. On cite le cas d'un riche Italien domicilié au Luxembourg, qui a fait photographier ses quatre voitures et qui en a envoyé une copie au gouvernement italien en lui communiquant qu'il mettait ces véhicules à sa disposition. Il faut noter que cet homme est devenu la cible de toutes les attaques de la plèbe des ses compatriotes¹².»

Sociétés d'épargne

En même temps que les nombreuses associations affiliées au fascisme ou aux forces de gauche, naquirent aussi, en cette période de crise, différentes sociétés inspirées par l'idéal de l'épargne¹³.

Le premier février 1935, on inaugura la Société d'épargne «Amici». Elle avait son siège au Café Carnevali, au 59, rue Dicks. Le président en était Gatti Domenico, le secrétaire, Karnonsky, la caissier, Carnevali Domenico, les réviseurs des comptes, Mora Bernardo et Rizzon Jac. Parmi ses membres on comptait:

Mme Barth, Pagiotti Maria, Pigatti Armando, Gatti Vittorio, Bontempi Francesco, Righi Emilio, Crescentini Cesare, Flammang Marie, Ierace Vincenzo, Mariotti Giuseppe, Pangrazio Domenico, Wilge Philip, Calzi Ernesto, Manzoni Jac, Donattelo Giovanni, Druold Wilfi, Niclou Jean, Kieffer Jos, Gramagna Egar, Barbieri Angelo, Frösch Nic et Bernardo Moro.



Esch-sur-Alzette, 1937. La deuxième classe de filles de l'école du Brill. On reconnaît: Chiucchi Rina et Mancini Terzina.

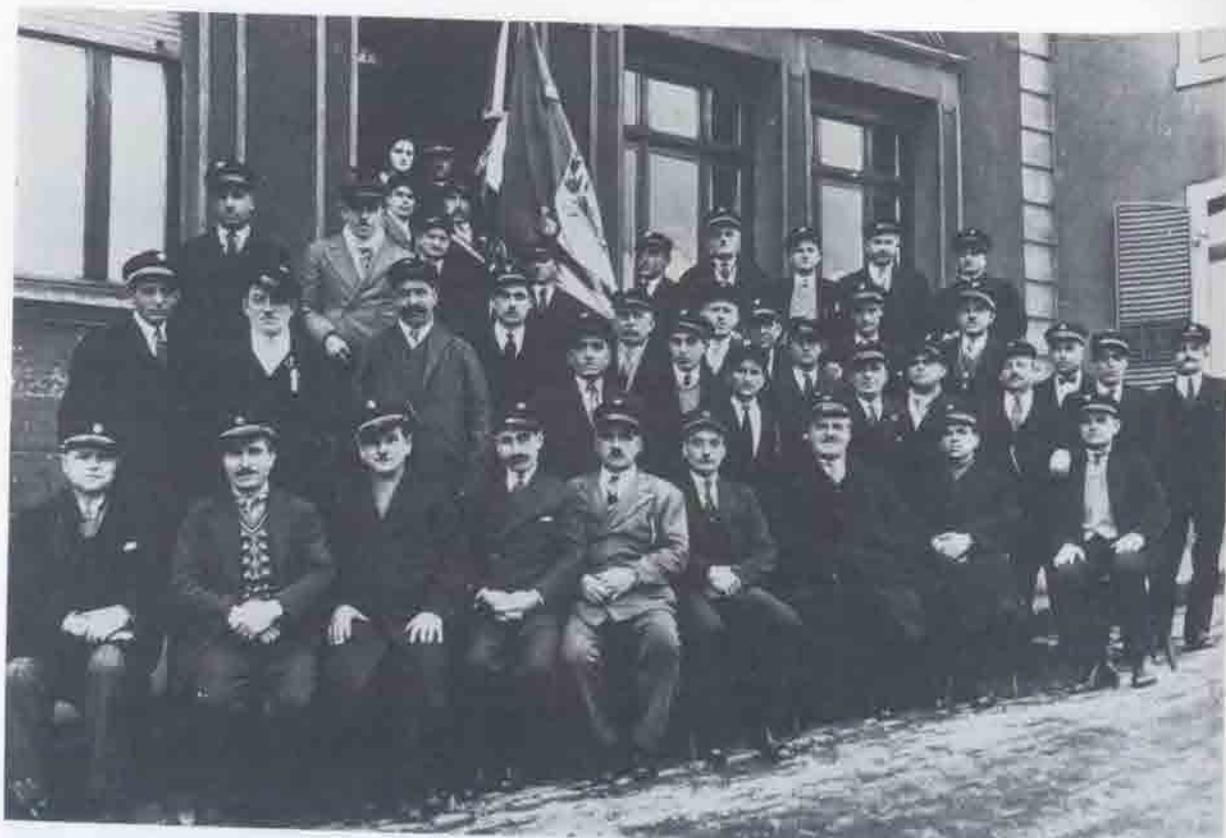


Esch-sur-Alzette, 1936. La société d'épargne «L'Unica». On reconnaît: Colombo Davide, Sabatini Aurelio, Soave Olindo, les deux Rossetti, Moscetta, Bregoli, Senofonte Domenico (président de la société), Bernardini, Rancitelli Paolo, Zuccaroli Giuseppe, le cordonnier Damino.

Le 3 février de la même année, fut inaugurée la Société d'épargne «Speranza»; son siège se trouvait rue du Brill, au Café Piccioni. Le président en était Cattivelli Amedeo et le caissier, Sagramola Alfredo.

Le 24 mars on assista à la fondation de la Société d'épargne «L'Unica», dont le siège était au Café Sabatini, au 2, bd Prince Henri. Elle comptait de nombreux associés:

Costantini Jos, Mariotti A., Colombo D., Cossa Nicola, Piccioni Luigi, Mazzier Ruggero, Titola Alfredo, Sagramola Angelo, Lisi Luigi, Grazzini Donatello, Pietrostefani Alfredo, Capponi Onesto, Boschieri Luigi, Lilo-graro Jean, Belardi Francesco, Balan Antonio, Giubilei Giuffritta, Arduini Jos, Lise Giro, Negri G.; Lupini Angelo, Coldagelli Giulio, Furiga Giulio, Cheradie Armando, Carducci Flavio, Seraolini Sergio, Ballini S., Rancitelli Paul, Barberi A., Toni Giovanni, Carotti Francesco, Zecchetto Alma, Zecchetto Renato et Zecchetto Alex, Cottoni Giulio, Lomardi Angelo, Bollini Olindo, Zuccaroli, Palmrenther Jean, Rossati Enrico, Pacchiana Giacomo, Bregoli Luigi, Bregoli Venuto, Bernardini Giuseppe, Bernardini Enrico, Calles Pietro, Marcelli Francesco, Sabatini Enrico, Raccogli Ildebrando, Piccini Rosa, Rossetti Giuseppe, Pacchiana Marco, Picchi Alfredo, Bertinotti Giuseppe, Ballini Giampietro, Martino Natale, Ceolin Narciso, Mme Ballani, Giustiniani Adamo, Senofonte Domenico, Sabatini Aurelio, Collarini Nazzareno, Sabatini Maria, Wies Iolanda et Riccardo Venuto.



Dudelange, 1935. La Société italienne de Secours Mutuel. De gauche à droite, au 1^{er} rang: Meneghetti Ferdinando, Bonvini Primo, Fiorentini, Lazzarin, Bressanutti Tullio, Banella, Giovagnoli Augusto, Bressanutti Dany; 2^e rang: Zigliana Angelo, Facchinetti, Castellani Ubaldo, Rossi, Quagliani, Sabatini, Doro Virgilio, Lazzari Luigi, Fattori, Lorenzini Giovanni; 3^e rang: Corazzol Francesco, Berton, Lanfranco, Urbani Celestino, Tura Stefano, Casarin, Reggi Giovanni, Baldassi Francesco, Galiardo; 4^e rang: Noll Erminio, Guglielmi Ida, Meneghetti, Nardino, Valdagno Silvio, Santini, Olivieri, Passeri Giulio.

Le 19 janvier 1939 fut créée la Société d'épargne «Florida»; son siège était au Café Sabatini Pasquale, au 60, place du Brill. Président: Mattacchini Giovanni, secrétaire: Borgognoni Pietro, aide-secrétaire: Grimaz Emilio, caissier: Sabatini Pasquale, réviseurs des comptes: Calzi Pietro et Perillo Antonio, assistant: Sabatini Adriano.

Le 5 janvier 1937 surgit la Société d'épargne «Della Salute»; son siège était au Café Cellina, au 4, rue des Boers. Associés:



1937. Dall'Agnol Abramo gagne l'étape de Dudelange au Tour de Luxembourg

Martini Natale, Dozzo Antonio, Carraro Fiorindo, Turci Pompeo, Lise Emanuele, Tinor Attilio, De Michelis Domenico, Kayser Michel, Heiderscheid Jean-Pierre, Cossa Nicola, Giot Amedeo, Della Valle Umberto, Polo Giuseppe, Pigat Luigi, Caletti Enrico, Manenti Costante, Sommavilla Valentino, Costantini Mario, Biondi Giuseppe, Pichi Antonio, Barberi Mario, Demadadena Battista, Zecchetto Alessandro, Marcelli Francesco, Bernardini Enrico, Ceolin Narciso, Cellina Giuseppe, Pellegrini Arturo, Zarotti Andrea, Venusto Riccardo.

Le 19 décembre on créa la Société d'épargne «La Colomba»; son siège était au Café Rex (d'Augusto Cantoni), au 21, rue de l'Alzette. Son comité provisoire était composé par Lise Giro, Vidoni Guido et Augusto Cantoni.



Dudelange. Le cycliste Graglia Lorenzo.



Dudelange. Le cycliste Graglia Jean.



Affiche pour un spectacle de Piaia Alberto.

Luxembourg, 1938. Le cycliste Ferrari Jean (à droite) avec Guerra lors du tour d'honneur au stade de Luxembourg.

Enfin, le premier février 1939, on constitua la Société d'épargne «Sempre Avanti», dont le siège se trouvait au Café Verona, au 1, rue des Boers. Associés:

Nodari Maddalena, Brusco Ferruccio, Nodari Augusto, Soave Silvio, Villa Bruno, Caviccioli Tommaso, Castellani Angelo, Piazza Celestino, Lucarelli Francesco, Piazza Celestina, Gorza Mario, Boschieri Luigi, Mme Boschieri, Castelli Carlo, Airoso Angelo, Piazza Giovanni, Piazza Guerrino, Piazza Enrico, Baldessera S., Merli Carlo, Maioli Silvio, Marcolini Giuseppe, Della Vedova Pietro, Marchesi Angelo, Leardini Domenico, Paradiso Giuseppe, Zambelini Antonio, Bosa Giuseppe, Pezzola Angelo, Mariotti Giordano.



Differdange, 1937. L'équipe de football du Wangert: Mattioli Italo, Hutmacher, D'Agostino Nino, Lamborelle Edgard, Bartolozzi Filippo, Bartolozzi Ernesto, Pozzacchio Riccio, Pozzacchio Minotti, Omarini Piero, Gatti Antonio, Giampellegrini Alberto, César.

3. LE FASCISME AU LUXEMBOURG

Au cours de ces années, les ministres de la Légation d'Italie au Luxembourg furent: Chiamonte Bordonaro Gabriele (à partir du 25 août 1932), Pasquale Diana (à partir du 8 juin 1936) et Antonio Tamburini¹⁴ (à partir du 12 décembre 1938).

La Légation d'Italie profitait en outre de la collaboration de l'illustre chancelier Attilio Colombo, des secrétaires du fascio (Marino Fratini et, à partir de juin 1936, Carlo Passoni) et de Tani Augusto, concierge-huissier de la chancellerie.

Les directives pour le renforcement du fascisme au sein des collectivités émigrantes provenaient toujours de Rome et il fallait les appliquer immédiatement.

Les directives de Rome

Au fil des années, le fascisme tenta de consolider davantage les bases de son organisation à l'étranger. Dès 1936, les Offices royaux furent invités à envoyer à Rome un rapport décrivant en détail les mouvements fascistes; en plus ils devaient y ajouter les «données relatives aux partis, coalitions et fronts populaires, qui se seraient formés progressivement et dont le but était de lutter contre le fascisme et ses finalités»¹⁵.

On désapprouvait en outre le principe de confier des *charges de direction* (tels les postes de secrétaire du fascio, dirigeants du «Dopolavoro», présidents des associations des combattants ou de «Dante Alighieri») à des employés des Offices royaux à l'étranger. Il s'agissait bien sûr d'un système qui «pouvait se révéler comme aisé, mais qui est préjudiciable pour la pratique d'une éducation politique des collectivités politiques, d'assistance et culturelles... Les collectivités doivent sentir orgueilleuses et surtout obtenir la satisfaction de pouvoir proposer au Consul leurs collaborateurs les plus proches»¹⁶.

En 1938 les ordres devinrent encore plus péremptoirs. L'association «Dante Alighieri» assumait peu à peu l'entière responsabilité des cours de langue et de culture italiennes¹⁷; on informait que le «Duce a ordonné que les fonctionnaires portent sur leur uniforme le *distinctif* du PNF»¹⁸; on établit que «partout où existe un Fascio, le *Secrétaire du Fascio* doit être de droit Vice-président du Dopolavoro et accepter les ordres émis par le Consul qui en est le Président; il doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer au développement de toutes les activités du Dopolavoro»¹⁹.

En 1939, les ordres qui arrivaient de Rome dénotaient ouvertement un *racisme nazi*: on devait signaler «tout membre du personnel de race israélienne... pour qu'il puisse être exonéré de service»²⁰.

Mais l'école constituait la préoccupation majeure du fascisme: «J'ai déjà déclaré à maintes reprises que le Fascisme conçoit l'école dans un sens totalitaire, non plus comme une simple distributrice de savoir purement intellectuel, mais comme instrument politique d'éducation; elle doit offrir aux enfants et aux jeunes une préparation leur permettant d'affronter les tâches politiques et militaires complexes du fascisme»; ainsi s'instaura une étroite collaboration entre l'école et la GILE (Jeunesse italienne du Licteur à l'étranger)²¹.

Les «circulaires» sont extrêmement révélatrices et permettent de comprendre l'action des dirigeants fascistes au sein de la collectivité émigrante.

Le gouvernement de Rome avait en outre une prédilection pour les «Case d'Italia», qui devaient éclore au sein de chaque collectivité émigrante d'une certaine importance; déjà en 1935, Parini en avait parlé en ces termes:

«Dans la nouvelle organisation de nos collectivités à l'étranger, qui se développe partout à un rythme régulier, les Case d'Italia représentent les centres de vie palpitants, les points de référence sûrs. C'est pourquoi leur caractère fasciste doit être très prononcé, même dans leur partie formelle. Il ne suffit pas que dans les Case d'Italia on établisse les Bureaux Consulaires ou, comme toujours, les Fasci et les institutions patriotiques les plus significatives des lieux, mais il faut:

1): que le Fascio y occupe, sans équivoques et discussions possibles, une place déterminante;

2): que le Secrétariat du Fascio ait la possibilité, légalement reconnue, de mettre au service de ce délicat organisme collectif tout le poids de son autorité et de son prestige, c'est-à-dire, en tout ce qui concerne l'organisation et l'administration, il doit pouvoir exprimer son autorité»²².

On verra par la suite comment ces directives de Rome furent scrupuleusement appliquées aussi au Grand-Duché. Mais, pour mieux concevoir la puissance du fascisme au sein de la communauté italienne, il serait préférable de noter de suite dans quelle mesure nos compatriotes du Luxembourg se sentirent impliqués dans l'aventure éthiopienne de l'Italie.

La guerre en Afrique Orientale (1935-1936)

Au sein de la collectivité italienne du Grand-Duché, le climat devint tout particulièrement délicat au moment de la guerre d'Italie en Abyssinie (du 2 octobre 1935 au 5 mai 1936). Du Vatican, le pape appelait à un règlement pacifique des différends entre les deux nations. Mais, une fois le conflit ouvert, nombreux furent même les catholiques qui acceptèrent l'idée officielle d'un droit de l'Italie à une «place au soleil», solution idéale au moment où on enregistrait une croissance importante de la population²³; il arriva même que des hommes d'une certaine autorité, tel Mgr Bernareggi, président des «Settimane Sociali d'Italia», acceptent sans réticence l'idée de «nous en remettre entièrement au sens de responsabilité de ceux qui ont en main le sort de l'Italie, et de les seconder de toutes nos forces dans leur action»²⁴.



Luxembourg, 1935. Départ d'un groupe de «volontaires» pour la guerre d'Abyssinie (ils sont salués par Giorgetti, Colombo, Ribeca, Rossi).

A ce moment, l'hebdomadaire «Il Corriere» ainsi que différents missionnaires en émigration renoncèrent à leur neutralité face au régime de Mussolini et sympathisèrent avec la politique fasciste, qui promettait du travail et de la dignité à tous les citoyens. Ils se demandaient si l'heure était enfin arrivée, où on verrait la fin de l'émigration vers des pays étrangers et où chaque Italien pourrait posséder son morceau de terre dans les colonies italiennes?

Face au désir expansionniste de Mussolini, l'Angleterre et la France poussèrent la Société des Nations à décréter des sanctions économiques contre l'Italie. Le Grand-Duché de Luxembourg appuya leur requête.

Mais l'arme était à double tranchant, car les sanctions touchèrent aussi l'exportation des produits sidérurgiques du Luxembourg vers l'Italie. La direction de la «Métallurgie et Minière de Rodange - Ougrée» communiqua ses préoccupations au ministre Bech, étant donné que l'Italie achetait 25% de sa production et était encore en dette pour une somme d'environ deux millions de francs luxembourgeois²⁵.

Le Prince Félix de Luxembourg intervint lui aussi afin d'empêcher le gouvernement de prendre des sanctions contre l'Italie, en essayant de faire valoir la neutralité du Luxembourg²⁶. Mais le gouvernement confirma sa solidarité avec les autres Etats «malgré les liens d'amitié qui nous unissent à l'Italie et malgré les très lourds sacrifices que notre collaboration imposera à notre économie nationale»²⁷. Les sanctions entrèrent en vigueur par l'arrêté grand-ducal du 20 novembre 1935²⁸; on essaya cependant «d'exprimer ce geste de la façon la plus conciliante possible», écrivit le ministre Bordonaro²⁹; les exportations d'armes vers l'Italie et vers l'Ethiopie furent interdites.

Pour faire face aux pertes causées par ces sanctions, Mussolini invita les Italiens à offrir à la Patrie l'or de leurs alliances. En même temps, il demanda aux compatriotes à l'étranger de s'engager en tant que «volontaires» dans la guerre d'Abyssinie. Plusieurs Italiens du Grand-Duché répondirent à son appel.

En réalité ceux qui partaient n'étaient pas toujours les émigrants les plus intègres. Dans une «circulaire» envoyée aux représentants diplomatiques à l'étranger, Suvich s'en plaignait:

«A l'occasion des récents enrôlements volontaires des citoyens italiens résidant à l'étranger... il est advenu qu'on ait laissé partir des individus qui se sont montrés dépourvus des qualités physiques requises, et parfois, manquant aussi des qualités morales et politiques; il a donc été nécessaire de les renvoyer à l'étranger ou dans leur pays d'origine³⁰.»

Toutefois Suvich faisait aussi l'éloge des représentants royaux, qui avaient envoyé quelques excellents volontaires:

«Là-bas, sur les fronts de combat, nos compatriotes encadrés dans la 221^e et 321^e Légion CC.NN. sauront faire preuve de leur sentiment profond pour la Patrie et de leur valeur³¹.»

Même la campagne pour «l'or pour la Patrie» fut promue avec beaucoup de ferveur au Luxembourg. Tous les compatriotes étaient invités à offrir leur or et on leur promettait qu'après la souscription, on leur fournirait un «rapport détaillé»³² de la quantité d'or ainsi recueillie.

Les forces de gauche réagirent avec force, incitant les compatriotes à boycotter l'initiative fasciste. Par conséquent on pouvait lire dans le «Corriere»:

«Des tracts circulent incitant à la lutte pour la paix et pour la prétendue unité du prolétariat, tandis qu'en réalité ils visent la révolution mondiale, détrônant le principe de l'autorité, base de toute société honnête et civile. Nous voulons pour notre Patrie le triomphe de la justice, la paix en Italie et dans le monde. En ce moment très grave, nous devons nous unir tous et signer un pacte, afin de pouvoir défendre notre Pays³³.»

La quête de l'or dans les églises

Don Settin fut convié à participer à la campagne pour l'or. En tant que bon citoyen il était convaincu du bien-fondé de cette initiative, mais il hésitait à s'engager en tant que prêtre; c'est pourquoi il écrivit à Mgr Babini:

«Une autre cérémonie est prévue: la quête de l'or pour la Patrie, accompagnée d'une messe à Esch et d'une autre à Luxembourg le 22 de ce mois. Participera aussi le Ministre Royal, etc., etc. Y aurait-il des objections³⁴?»

Nous ne connaissons pas la réponse de Mgr Babini. Mais des documents nous prouvent que don Settin se consacra à cette œuvre avec ferveur. Nous le retrouvons, aux côtés des autorités, lors d'une conférence sur les colonies italiennes en Afrique Orientale, qui eut lieu à Differdange³⁵. Ensuite, le dimanche 22 décembre, il célébra des messes d'abord au Sacré-Cœur d'Esch puis dans l'église du Christ Roi à Luxembourg; au cours de ces célébrations on «offrira des objets en or, en argent, des monnaies, etc., qui seront envoyés en Italie, pour pouvoir faire face aux sanctions économiques»³⁶. Un rapport triomphant publié par le «Corriere» nous relate la cérémonie en l'église du Sacré-Cœur:

«Une foule impressionnante de personnes de toutes catégories s'y était rassemblée»; le missionnaire expliqua le sens du geste, qu'il

allait accomplir, et termina son discours «en invitant ses compatriotes à être toujours meilleurs, orgueilleux et dignes du nom d'Italien et de chrétien». Il continuait:

«Le moment le plus émouvant fut celui, où on procéda à la collecte des objets en or et en argent, que tous avaient apportés dans un sachet spécial, sur lequel étaient énumérés les différents objets offerts, avec l'adresse de la personne qui les donnait. En commençant par Son Excellence le Ministre Royal d'Italie, tout le monde déposa son sachet devant l'autel; la foule des Italiens était vraiment impressionnante, on n'avait jamais vu autant de monde dans la nouvelle église du Sacré-Cœur, le Missionnaire désirerait bien en voir autant lors des autres fêtes³⁷.»

Les fascistes exultèrent. Les antifascistes par contre reprochaient à don Settin de s'être excessivement engagé dans la quête de l'or: il avait même permis aux jeunes de la Mission de faire du porte-à-porte, pour recueillir l'or. Les Luxembourgeois aussi protestèrent: un tel acte «politique» n'aurait pas du être accompli dans «leur» église. Mais don Settin ne se laissa point décourager, et, le dimanche 19 avril, à l'occasion du Noël de Rome, nous le retrouvons à la Légation pour la bénédiction des alliances en acier qui seraient offertes par la suite à tous ceux qui avaient fait don à la Patrie de leurs alliances en or³⁸.

La fête pour la victoire

L'annonce de la victoire italienne en Afrique fut accueillie avec grande allégresse par tous ceux qui l'avaient attendue depuis longtemps. On décida naturellement de célébrer immédiatement l'événement par un «Te Deum» solennel dans l'église du Sacré-Cœur.

Mais, dans leur enthousiasme, les Italiens n'avaient pas prévu que le curé du Sacré-Cœur pourrait s'opposer à leur projet. Dans un premier moment il n'avait pas contredit; or par la suite il fit savoir que, pour célébrer une cérémonie pareille dans une église, il fallait la permission du ministre du Culte et celle de l'évêque; on courait en effet le danger de provoquer des représailles de la part des forces politiques adverses... L'évêque répondit négativement à la requête:

«Etant donné que le ministère sacerdotal auprès des catholiques de nationalité italienne advient dans un édifice de culte paroissial, étant donné que la loi prévoit un droit au moins de surveillance et de contrôle à l'autorité civile, l'Evêque de Luxembourg croit que pour le moment il est préférable de ne pas célébrer cette cérémonie pendant la messe ordinaire et il désire qu'on se conforme aux usages du Pays. Ce serait autre chose si la colonie italienne avait une église elle-même...³⁹»

Ainsi on dut se contenter d'une simple messe, à 9 heures, le dimanche 24 mai, en présence de toutes les autorités et associations italiennes. Lors de l'Évangile, don Settin

«nous rappela qu'il était de notre devoir de remercier Dieu, après l'avoir prié des mois durant de nous accorder la joie que nous éprouvons en ces jours, pour la paix rétablie, pour le don suprême et précieux qu'il nous a accordé en nous permettant d'accéder à l'expansion de nos colonies productives». Il continua en disant que «notre reconnaissance doit s'étendre à tous ceux qui détiennent le sort de notre Patrie entre leurs mains, à ceux qui sont morts en accomplissant leur devoir sur le champ d'honneur, à ceux qui, officiers, simples soldats ou ouvriers, ont supporté jusqu'à présent

le poids et les sacrifices d'une rude campagne, et tout spécialement à ceux d'entre nous qui, de l'étranger, sont partis volontaires». Les conquêtes matérielles n'étaient pas les seules à avoir de l'importance, ce qui importait le plus c'était qu'en «Ethiopie, aujourd'hui l'Empire Italien ayant brisé les chaînes de l'erreur et de la barbarie, ce pays puisse enfin connaître avec la civilisation romaine, la Foi et la Charité du Christ»⁴⁰.

Renforcement du fascisme: associations, activités culturelles et sportives

La guerre d'Ethiopie, exaltée d'un côté et violemment récusée de l'autre, finit par donner la dernière touche à l'élévation internationale de Mussolini.

«Une grande personnalité de la politique européenne – écrivait le Luxemburger Wort – est aujourd'hui Mussolini, l'homme qui contre l'hostilité générale a réussi à construire un nouvel empire italien (...). Il se peut que la rhétorique belliqueuse de Mussolini ait justement pour but – qui paraît avoir été atteint – de rappeler encore une fois l'attention des cercles politiques européens endormis sur l'importance de la puissance actuelle de l'Italie»⁴¹.



Esch-sur-Alzette, 1936. Le groupe des «Jeunes Italiens à l'étranger» (OGIE).

Grâce au succès du Duce, le fascisme acquit de nouveau du prestige à l'étranger et se consolida au sein de la communauté des immigrés. Le fascio de Luxembourg connut le dimanche 28 juin 1936 un changement important: Marino Fratini, depuis neuf ans secrétaire politique pour le Luxembourg, céda son poste à Carlo Passoni. La remise des pouvoirs eut lieu avec solennité au siège du «Dopolavoro» d'Esch-ou, à 9.00 heures du matin, s'étaient réunis les membres du fascio. Le ministre royal Bordonaro communiqua que c'était la Direction générale des Italiens à l'étranger qui, par lettre du 24 mai, avait proposé le changement. La cérémonie se termina par la distribution des cartes de membre aux présents⁴².

«Le nouveau Secrétaire politique n'est pas bien vu par la majorité», écrivit don Settin⁴³. Cependant il était bien efficace et donna un nouvel élan à la pénétration fasciste au sein de la communauté italienne.

On assistait chaque année aux mêmes célébrations patriotiques:

Fête du Statut, Marche sur Rome, Victoire, anniversaire du Roi. A Esch, en 1935, on osa défier les adversaires, en projetant le film «Il Duce parla» dans une salle pleine d'Italiens⁴⁴. Le premier novembre 1936, à la Maison du Peuple de Luxembourg, eut lieu une grande réunion: outre les traditionnelles festivités, on commémora aussi les morts de la guerre en Afrique⁴⁵. Tullio Cianetti, arrivé exprès de Rome pour cette occasion, fut accueilli par la «Verdi» au son de la marche royale et de Giovinezza; il tint un discours très chaleureux. Par la suite tout le monde se rendit à l'Eglise du Christ Roi, pour assister à la messe célébrée par don Settin. A partir de cette date, on célébra chaque année l'anniversaire de la «Fondation de l'Empire»⁴⁶.

Le point de départ de toutes les activités fascistes était toujours le «Dopolavoro», tout particulièrement actif à Esch et à Differdange. Dans cette ville, il avait organisé un Dopuscuola de langue italienne (125 inscrits), un groupe théâtral (qui en 1935 joua «Stenterello cenciaiolo a Firenze») et même une fanfare composée par des jeunes⁴⁷. De temps à autre on assistait aussi à Differdange à des «réunions patriotiques»⁴⁸.

Le centre propulseur du fascisme restait toutefois *Esch-sur-Alzette*. Cette ville était la plus riche en initiatives, qui rayonnaient sur toutes les localités des alentours. Elle possédait son équipe de football (30 inscrits) et de cyclisme: cette dernière organisait des entraînements chaque dimanche, elle avait participé avec 100 jeunes au «Critérium des jeunes» de Bettembourg et avait obtenu la deuxième place dans la classification inter-club de Luxembourg; Esch possédait aussi un propre groupe théâtral (qui en 1935 joua «Stenterello ai bagni») ainsi que des groupes de Chemises noires et de Combattants⁴⁹.

Au cours de l'hiver 1936, on promut à Esch l'œuvre d'«Assistance hivernale». Rome précisait que toute activité devait être promue par les fasci et qu'il était préférable d'éviter les dons en argent:

«Il est préférable d'avoir recours à des dons en vivres ou en vêtements qu'on distribuera par l'intermédiaire des organisations locales fascistes. Les Offices Royaux Consulaires devront remettre au Bureau d'assistance du Fascio une partie des sommes destinées aux subsides personnels, cet argent servira à acheter des vivres et des vêtements. Le Fascio distribuera les paquets ainsi préparés dans son siège⁵⁰.»

Mais le plus important était l'engagement des jeunes et l'organisation de leur école. A cet effet, vers la fin de l'année 1936, la Direction des Italiens à l'étranger envoya à Esch l'enseignant Arturo TORRE⁵¹. Sa tâche consistait à organiser des cours dans les localités, où rien n'avait encore été entrepris: à Dudelange et à Differdange. Mais il devait aussi s'occuper de l'organisation des OGIE dans les mêmes localités ainsi qu'à Esch, des cours d'italien pour les étrangers, de l'aide au Secrétariat politique et des autres associations. Le «Dopolavoro» d'Esch réunissait les jeunes pour des cours de musique, de gymnastique et leur parlait de la culture fasciste; les jeunes étaient obligés de fréquenter ces cours, s'ils voulaient

Esch-sur-Alzette, 1935. Au «Dopolavoro» fasciste: l'équipe cycliste et la fanfare (accompagnées par Moia, Sabatini, Orizi).



participer aux colonies d'été⁵². Don Settin intervint auprès du ministre pour que Torre ne donne plus de cours d'italien à Esch. Par contre il lui permettait de venir deux fois par semaine à la Mission, pour y donner des cours de gymnastique⁵³.

Le *Doposcuola* enseignait avec un soin tout particulier la *langue italienne*.

En 1937, un cours fut organisé aussi à Schifflange. En 1938 les principaux cours étaient ceux tenus à Luxembourg, à Esch et à Dudelange (83 élèves), ainsi que celui encore plus fréquenté de Differdange: 120 élèves répartis en trois classes⁵⁴.

En 1939, on organisa aussi à Differdange des cours de langue italienne promus par l'Union des commerçants: 60 élèves suivirent ainsi les cours de Mademoiselle Caterina Vaccaroli⁵⁵. En 1939 les *Doposcuola* connurent leur plus vaste expansion: il y en avait 4 à Differdange avec 150 élèves, 2 à Dudelange avec 101 élèves, un à Luxembourg avec 144 élèves, un à Rodange avec 60 élèves et un à Schifflange avec 41 élèves; en tout, y compris les enfants qui fréquentaient les cours de la Mission catholique, on comptait 300 élèves étudiant la langue italienne. On devait en outre y ajouter les cours d'italien pour les Luxembourgeois organisés à Luxembourg, Esch, Differdange et Rodange, auxquels étaient inscrits 332 élèves⁵⁶. Il ne faut pas oublier qu'en même temps les Amitiés Italo-Luxembourgeoises organisaient elles aussi des cours de langue italienne.

Les activités sportives connaissaient également un grand succès, surtout auprès des jeunes d'Esch et de Differdange. D'ailleurs, chaque année on organisait des compétitions publiques.

En 1935 eut lieu à Esch un «Campo Dux» avec 200 participants. Parmi eux on trouvait les *Balilla*, *Avanguardisti* et *Giovani Italiane*⁵⁷. Parfois on pouvait aussi assister à des séances de gymnastique auxquelles participaient les différentes fanfares.

Pendant un certain temps on continuera à organiser des «campings pour la Pentecôte».

En 1936, peu de temps après la victoire en Abyssinie, 170 jeunes partirent en camping; il s'agissait en majorité des enfants d'anciens combattants et des «dopolavoristi». Don Settin célébra la messe

au milieu du camping en souvenir des morts de la guerre en Afrique, il incita les enfants à «imiter le courage de ces hommes dans l'accomplissement de leur devoir». Puis, Italo Suliotti tint le discours officiel, exaltant la victoire, et la fanfare du Dopolavoro joua des hymnes à la Patrie⁵⁸.

Les plus petits se réjouissaient toujours des cadeaux reçus de la «Befana fascista».

En 1935, le fascio d'Esch décida que cette manifestation se déroulerait dans plusieurs localités: à Differdange avec 369 enfants, à Esch avec 294 enfants, à Rumelange avec 92 enfants, à Rodange avec 89 enfants, à Luxembourg et au nord du pays avec 114 enfants, et à Dudelange.

Le nombre des petits qui demandaient un paquet-cadeau augmentait chaque année; c'est pourquoi Fratini pensa inviter à la fête seulement les enfants inscrits au Groupe des jeunes et qui avaient payé leur carte de membre⁵⁹. En 1936, 594 enfants de tout le Grand-Duché reçurent la «Befana»: leur cadeau consistait en vêtements et en fruits fournis par l'entreprise Poggi⁶⁰.

En même temps on continuait à envoyer en *colonie d'été* les enfants et les adolescents. En moyenne environ 200 enfants partaient annuellement pour l'Italie⁶¹. Ils étaient accueillis dans les «Colonies des fasci italiens à l'étranger» de Cattolica (Forlì), de Tirrenia (Livourne) et de Sestri Levante (Gênes). Mais les enfants ne pouvaient bénéficier de ces vacances que s'ils appartenaient aux organisations fascistes⁶².



Esch-sur-Alzette, 1938. Le départ des enfants pour les colonies de vacances en Italie.

En 1935, 300 enfants partirent avec le premier groupe et 100 autres avec le deuxième⁶³. En 1936, Rome ordonna qu'on donne la priorité absolue «aux enfants des volontaires, qui se trouvent en Afrique Orientale en qualité de combattants et d'ouvriers, ainsi qu'aux enfants des morts ou blessés pour la cause fasciste»⁶⁴. En 1937, le deuxième groupe d'enfants était constitué par 117 Avanguardisti, Giovani Fascisti et Giovani Fascisti, auxquels se joignit un groupe de jeunes «organisés» luxembourgeois. Ce groupe eut l'honneur d'être salué par le ministre d'Italie dans la cour du «Dopolavoro» d'Esch. La fanfare jouait *Giòvinezza*, hymne qui fut joué ensuite à la gare de Luxembourg, tandis que les jeunes vacanciers criaient «Duce, Duce!»⁶⁵.

En général le départ pour les colonies d'été prévoyait une énorme mise en scène: défilé pompeux des jeunes à travers les rues d'Esch, précédé par la fanfare⁶⁶.

Et, naturellement, ces manifestations provoquaient les antifascistes, qui essayaient de ridiculiser l'initiative de leurs adversaires, en commentant par exemple de la façon suivante le retour à Dudelange des enfants partis pour les colonies:

«Benito les avait invités chez lui pendant une brève période, afin de leur injecter le venin du régime de grandeur. Les enfants étaient

revêtus de pantalons blancs et de vestes bleues. Ils portaient en tant que couvre-chef un béret marin blanc, sur lequel on pouvait lire «Italia all'estero» (...).
Leurs bagages consistaient en un sac d'école, peint aux couleurs nationales. Ils portaient en outre les fameux sachets italiens dans lesquels le Duce leur avait mis sûrement des cadeaux de la grande Italie⁶⁷. »

Tout particulièrement florissants étaient les groupes théâtraux liés au «Dopolavoro» à Luxembourg, à Differdange et à Esch.

Au groupe théâtral d'Esch s'était joint celui à tendance communiste «Aurora»; en 1939 ils jouèrent le quatrième acte de Lucia de Lamermoor. La soirée se poursuivit par un programme musical et par des danses d'enfants. Ces derniers récitèrent aussi de petites nouvelles patriotiques, afin de pouvoir subventionner la «Befana fascista» et les colonies d'été.



1937. La fanfare du «Dopolavoro» d'Esch-sur-Alzette en colonie de vacances à Cattolica. De gauche à droite, au 1^{er} rang: Polidori, Antinori Mario, Diana, Rossi Armando, Balao, Paciotti, Lispi Federico, Mastrangelo Silvano; 2^e rang: Dal Castello, Lise, Balao, Tarpani Giuseppe, Colombo, Boschieri, Rossi Raimondo; 3^e rang: Diana Gino, Rossi Elio, Antinori Fredo, Tarpani Gino, Rizzon, De Lorenzi Mario, Luzzi; Antinori Amilcare; 4^e rang: Passeri Ivo, Orzes, Tonetti Millo, Dal Castello, Lise Giro, un autre Dal Castello, Orizi, Malucelli Renato, Rossi Leandro, Da Grava.

Les Chemises noires avaient en outre formé différents groupes de Combattants. En 1937 l'Association nationale des Combattants avait des sections à Luxembourg, Esch, Differdange, Dudelange, Rodange et Rumelange⁶⁸. Leur directeur était l'enseignant Torre⁶⁹.

La crise économique s'aggravant, elle poussa des femmes italiennes à former un groupe qui se réunissait à la Casa d'Italia, où elles confectionnaient des habits en faveur des mères de nouveaux-nés nécessiteuses⁷⁰.

Les différents *Secours Mutuels* étaient eux aussi liés au mouvement fasciste et ils travaillaient avec plus ou moins d'efficacité à Differdange, à Luxembourg et à Esch-sur-Alzette.

Le Secours Mutuel d'Esch avait depuis le mois d'août 1935 un nouveau président, Marco Moia, et un nouveau secrétaire, Victor Crescentini. Nombreux étaient aussi ses membres:

Barucco Giuseppe, Bombetti Natale, Bargagna Giovanni, Bianchini Ubaldo, Bertinelli Sebastiano, Barbaresco Bernardo, Bidasio Giuseppe, Bonfiglioli Giuseppe, Cresto Cav. Giovanni, Crescentini Vittorio, Cortina Angelo, Crolla Luigi, Cidoni Domenico, Calvi Francesco, Cresto Stefano, Camporesi Adolfo, Corlaiti Giulio, Crolla Antonio, Colombera Giuseppe, De Valentini Antonio, D'Ambros Pietro, Fratini Gaetano, Fratini Marino, Flumini Giuseppe, Gasparini Cesare, Guerrieri Angelo, Giro Lise, Gavazzi Valentino, Grimaz Emilio, Moriconi Luigi, Moia Marco, Mosè Olivo, Marcolini Giuseppe, Missiroli Guglielmo, Medvescek Giovanni, Mastrangelo Remigio, Malini Antonio, Pacchiana Marco, Pangrazio Domenico, Poggi Alfredo, Pascolini Oreste, Perolini Giovanni, Pasqualoni Eugenio, Panighini Luigi, Pangrazio Antonio, Ribeca Giuseppe, Sabatini Girolamo, Torrione Ernesto, Tani Augusto, Valentini Andrea, Vignati Giovanni, Vitali Luigi, Vidoni Guido, Zaninetti Vincenzo, Zecchetto Alessandro, Ignazitto Giuseppe⁷¹.

Appartenaient aussi au mouvement fasciste les deux fanfares d'Esch: *la Verdi et la Garibaldina*.

Le porte-drapeau du «Dopolavoro» était toujours la *Verdi*, qui gagna différents concours⁷² et participa à des manifestations religieuses: la procession du Corpus Domini à St-Joseph⁷³, le défilé lors des Premières Communions au Sacré-Cœur⁷⁴ et la procession du Saint-Sacrement dans la même paroisse⁷⁵.

A côté de la *Verdi* prospérait la *Garibaldina*, dont le président était Alfredo Poggi père. Il s'agissait d'un corps musical moins parfait que le premier, mais par contre plus populaire. Son drapeau tricolore porta l'effigie de Garibaldi et ses membres portaient le béret rouge. Elle avait son siège au Café Malano, au 78, rue de la Hoehl (aujourd'hui J.P. Bausch), où avaient lieu, deux fois par semaine, les répétitions. (La fanfare sera dissoute par les fascistes au début de la Deuxième Guerre mondiale et ses instruments musicaux seront séquestrés.)

La «Casa d'Italia» à Esch

Au cours de l'année 1938, on procéda à la construction de la «Casa d'Italia» à Esch-sur-Alzette. Le 30 mai 1938 on signa l'acte d'achat du terrain situé au



Esch-sur-Alzette, 1938. La «Casa d'Italia».

145, rue de l'Alzette. Le 21 juin, la Municipalité d'Esch donna l'autorisation d'initier les travaux. Les familles les plus aisées de cette époque (Giorgetti, Poggi, Crescentini, Moia) y contribuèrent par une aide financière très généreuse; les maçons ainsi que les manœuvres prêtèrent, en grand nombre, leurs services gratuitement. L'inauguration officielle – quoique les travaux ne fussent pas encore complètement achevés – eut lieu le dimanche 30 octobre 1938.

Des centaines d'Italiens, «arrivés avec les banderoles et les drapeaux des différentes associations patriotiques», étaient présents à la cérémonie. La Verdi apporta sa contribution musicale. Le ministre Diana tint un bref discours. Don Settin procéda à la bénédiction du nouveau local «pour qu'il devienne une école de vertu, d'œuvres de paix et de concorde chrétienne et italienne». Le professeur Guidotti prononça le discours officiel; suivirent les hymnes patriotiques joués par la Verdi⁷⁶.

Pendant de nombreuses années, l'édifice servit de vice-consulat, habilité à s'occuper des dossiers des compatriotes, des passeports ainsi que des jeunes qui devaient passer devant le Conseil de révision. Mais il était avant toute chose le siège de toutes les organisations fascistes qui, avant cette date, se réunissaient dans les locaux du «Dopolavoro»:

Une circulaire romaine de 1939 nous apprend qu'il existait déjà plus de 200 «Case d'Italia» dans le monde. «Le but essentiel de la création des «Case d'Italia» à l'étranger est celui de pouvoir accueillir et réunir dans un seul et unique siège toutes les organisations et institutions nationales existant dans une même circonscription consulaire, en y installant avant tout, partout où il nous est possible, les mêmes bureaux consulaires. On prévoit ainsi la constitution d'un centre d'activité nationale unique⁷⁷.»

Les statuts spécifiaient:

Art. 1^{er}: «La Casa d'Italia à l'étranger constitue le point d'appui de toute activité visant le renforcement et l'essor du sentiment de dévotion et d'attachement à la Patrie ainsi que la solidarité fraternelle nationale parmi les compatriotes.»

Art. III: «La Casa d'Italia se forme et se constitue essentiellement avec le concours volontaire et spontané de la collectivité italienne et de façon plus particulière par la juste contribution des organisations et institutions italiennes, qui sont appelées à en faire partie.»

Art. VII: «Les organisations fascistes du Dopolavoro et de la jeunesse italienne existant dans les localités où surgit la Casa d'Italia, devront toujours être placées sous l'autorité de cette institution. Là où aucune circonstance particulière ne pourrait l'empêcher, on pourra accueillir aussi toutes les autres organisations italiennes.»

Art. X: «Le Président en sera le Consul. Le Secrétaire sera le même que celui du Fascio, l'Administrateur en sera le Conseiller administrateur du Dopolavoro, les Conseillers en seront les dirigeants des associations réunies dans la Casa⁷⁸.»

La «Casa d'Italia» devint immédiatement le centre de toutes les manifestations fascistes, organisées par le «Dopolavoro» et par les associations liées au régime. A partir de 1939, aux traditionnelles initiatives on ajouta le rite de la «Leva fasciste», cérémonie au cours de laquelle on faisait l'appel des jeunes Italiens et on les inscrivait officiellement aux différents groupes fascistes tels les «Fils de la louve», les Balilla, etc.

(Cette année-là la «Leva» fut célébrée tout d'abord à Esch, puis au cours de l'après-midi à Differdange pour les compatriotes de Differdange, de Rodange et de Pétange)⁷⁹.

4. LES «AMITIÉS ITALO-LUXEMBOURGEOISES»

Au cours de cette période, d'intéressantes activités culturelles avaient été promues par les Amitiés Italo-Luxembourgeoises, qui furent dissoutes en 1937.

Nous trouvons des renseignements sur cette association dans le Luxemburger Wort du 17 février 1936. Lors de la clôture des cours de langue, une grande fête eut lieu à l'Hôtel Continental de Luxembourg. Étaient aussi présents le ministre Bordonaro et son épouse. Magali Unen et Otto Schockmel chantèrent plusieurs chants italiens. Le président Georges Wagner, accompagné de sa secrétaire Léonie Mich, tint le discours officiel. La directrice des cours, Mme de Wael, était elle aussi présente à cette occasion.

La section d'Esch était représentée par le docteur Origer et son épouse, par Marco Moia et sa fille, par le professeur Hilger et la secrétaire Marie Messlwe. Le docteur Origer invita les participants de Luxembourg à la fête, que les «Amitiés» d'Esch allaient célébrer quelques jours plus tard au Café Cantoni.

¹ Il Corriere, 21.2.1935.

² Don Settin à Mgr Babini, 11.11.1936.

³ Il Corriere, 17.1.1938.

⁴ Il Corriere, 8.12.1938, et don Settin à Mgr Babini, 29.12.1938.

⁵ Il Corriere, 12.10.1939, et don Settin à Mgr Babini, 28.9.1939.

⁶ Il Corriere, 19.10.1939.

⁷ Il Corriere, 9.11.1939.

⁸ Il Corriere, 23.11.1939.

⁹ Il Corriere, 21.12.1939, et don Settin, 14.12.1939.

¹⁰ Der Proletarier, 13.1.1940.

¹¹ Asmae, 1 (1931-1945): le ministre Tamburini au Mae, 2.5.1939.

¹² Aes, Polizia politica, b. 58, f. 5: renseignements d'un «informateur», 18.4.1936.

¹³ Cf. Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

¹⁴ Antonio TAMBURINI, né à Reggio d'Emilie le 19 août 1882, docteur en droit, au service du ministère des Affaires étrangères à partir du mois de juillet 1908; vice-consul à Marseille, Nice et Saint-Gall, consul à Bâle, consul général à Francfort, Toulouse et Lyon; il fut envoyé au Luxembourg en tant qu'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Il présenta ses lettres de créance à la Grande-Duchesse le 29 décembre 1938. Sa photo fut publiée dans l'illustré «A-Z» (Ael, Affaires étrangères, 3095, 14.1.1939).

¹⁵ Dépêche-circulaire n° 277-C., du 9 novembre 1936, signée Bastianini, dans «Raccolta delle Circolari, etc.» op. cit., vol. X, Rome 1938, pp. 168-169.

¹⁶ Circulaire n° 19, 24.3.1937, signée Ciano: ibidem, p. 223.

¹⁷ Circulaire n° 4, 19.1.1938, signée Ciano: ibidem, vol. XI, Mae, Rome 1940, pp. 11-12.

¹⁸ Ordre de service, n° 20, (17.11.1938) signé Ciano: ibidem, p. 113.

¹⁹ Circulaire n° 50 (22.11.1938), signée De Cicco: ibidem, vol. XI, pp. 114-115.

²⁰ Circulaire n° 6 (6.2.1939), signée Ciano: ibidem, op. cit., vol. XI, p. 146.

²¹ Circulaire n° 16, du 22 mars 1939, signée De Cicco, dans «Raccolta delle Circolari, etc.», op. cit., vol. XI, pp. 164-165.

²² Circulaire n° 6, du 22 mars 1935, signée Parini, dans «Raccolta delle Circolari, etc.», op. cit., vol. IX, pp. 170-171.

²³ Il Corriere, 24.10.1935, 31.10.1935 et 14.11.1935.

²⁴ Il Corriere, 12.12.1935.

²⁵ Ael, Affaires étrangères, 371: lettre du directeur de la «Métallurgie et Minière de Rodange» au ministre Bech, 16.10.1935.

²⁶ Asmae, 1 (1931-1945): télégramme du ministre Bordonaro au Mae, 15.11.1935.

²⁷ Ael, Affaires étrangères, 2203: extrait du procès-verbal de la 4^e séance tenue le samedi 2 novembre 1935.

- 28 A partir de ce moment il devenait aussi nécessaire d'avoir un permis spécial pour pouvoir importer des produits alimentaires d'Italie; ce permis fut obtenu par Baldini de Luxembourg pour les figues séchées, Crescentini d'Esch pour «Jaune Naphtol», Fioravante de Rodange, Corbelli et Sorci d'Esch pour le fromage, Mme Marino Fratini de Luxembourg pour les tissus; mais ce même permis fut refusé à Gaetano Fratini pour le vin, les cigares, ainsi qu'à l'entreprise Poggi pour les fruits (Ael, Affaires étrangères, 371).
- 29 Asmae, I (1931-1945): rapport du ministre Bordonaro au Mae sur la «Situation politique du Luxembourg», 26.2.1936.
- 30 Circulaire n° 6 du 28 février 1936, signée Suvich, dans «Raccolta delle Circolari, etc.», op. cit., vol. X, Mae, Rome 1938, p. 24.
- 31 Ibidem, pp. 27-28.
- 32 Il Corriere, 5.12.1935.
- 33 Il Corriere, 12.12.1935.
- 34 Don Settin à Mgr Babini, 7.12.1935.
- 35 Il Corriere, 12.12.1935.
- 36 Il Corriere, 19.12.1935.
- 37 Il Corriere, 30.4.1936.
- 38 Il Corriere, 30.4.1936.
- 39 Don Settin à Mgr Babini, 25.5.1936.
- 40 Il Corriere, 28.5.1936.
- 41 Asmae, I (1931-1945): texte traduit et envoyé au Mae par le ministre Diana, 16.9.1936.
- 42 Il Corriere, 2.7.1936.
- 43 Don Settin à Mgr Babini, 8.7.1936.
- 44 Il Legionario, n° 39, 1.10.1935.
- 45 Il Corriere, 5.11.1936.
- 46 Il Corriere, 13.5.1937.
- 47 Il Legionario, n° 39, 1.10.1935.
- 48 Il Legionario, n° 23, 9.6.1937.
- 49 Il Legionario, n° 39, 1.10.1935.
- 50 Circulaire n° 47 du 1^{er} décembre 1936, signée Ciano, dans «Raccolta delle circolari, etc.», op. cit. vol. X, éd. Mae, Rome 1938, p. 178.
- 51 Rapport de don Settin à Mgr Babini en 1936 et lettre de don Settin à Mgr Babini, 12.11.1936.
- 52 Rapport de don Settin à Mgr Babini, 1936.
- 53 Don Settin à Mgr Babini, 12.10.1937.
- 54 Il Legionario, n° 20, 20.7.1938.
- 55 Il Legionario, n° 7, 10.3.1939.
- 56 Il Legionario, n° 20, 20.7.1939.
- 57 Il Legionario, n° 39, 1.10.1935.
- 58 Il Corriere, 11.6.1936.
- 59 Il Legionario, n° 8, 23.2.1935.
- 60 Il Legionario, n° 7, 10.3.1936.
- 61 Il Corriere, 6.8.1936 - 12.8.1937 - 10.8.1939.
- 62 Il Corriere, 15.4.1937.
- 63 Il Legionario, n° 39, 1.10.1935.
- 64 Circulaire n° 12, 2 avril 1936, signée Pullino, dans «Raccolta delle circolari, etc.», op. cit., vol. IX, pp. 39 et suivantes; le même ordre est répété par la circulaire du 15 juin 1936 (Ibidem, pp. 82 et suivantes).
- 65 Il Legionario, n° 36, 8.9.1937.
- 66 Il Legionario, n° 2, 20.7.1939.
- 67 Düdelling Chronik, Band 2, op. cit., p. 268: rapport du 6 septembre 1935.
- 68 Asmae, I (1931-1945): la Légation d'Italie au Mae, 4.11.1937.
- 69 Il Legionario, n° 22, 10.8.1938.
- 70 Il Legionario, n° 16, 10.6.1939.
- 71 Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette: liste du 14 décembre 1935.
- 72 Il Corriere, 2.7.1936.
- 73 Il Corriere, 25.6.1936.
- 74 Il Corriere, 22.4.1937.
- 75 Il Corriere, 23.6.1938.
- 76 Il Corriere, 3.11.1938 - Il Legionario, n° 33, 30.11.1938.
- 77 Circulaire n° 46, du 7 août 1939, signée Ciano dans «Raccolta delle circolari, etc.», op. cit., vol. XI, p. 244.
- 78 Circulaire n° 46, du 7 août 1939, signée Ciano dans «Raccolta delle circolari, etc.», op. cit., vol. XI, pp. 245-250.
- 79 Il Legionario, n° 32, 20.11.1939.

CHAPITRE 2:

LES ANTIFASCISTES ET LA GUERRE D'ESPAGNE

La police surveillait étroitement les agissements des forces de gauche; celles-ci ne restaient cependant point inactives. Au contraire, de temps à autre, elles retrouvaient de grands moments de vitalité (guerre d'Espagne, référendum sur le PC).

Divisés en cette période par des options politiques divergentes, les partis antifascistes retrouvèrent cependant leur unité d'action face à la téméraire entreprise d'Abyssinie de Mussolini.

Le «Congrès des Italiens contre la guerre d'Afrique», qui eut lieu à Bruxelles les 12 et 13 octobre 1935, réunit environ 400 délégués de toutes les tendances politiques, y compris les catholiques et les républicains. Les participants acceptèrent un programme commun, qui consacra l'unité retrouvée des forces antifascistes et, en particulier, des socialistes et des communistes.



«L'Ouvrier italien», bimensuel syndical.

Naquit ainsi un «Front unique dans la lutte contre le fascisme et contre la guerre d'Abyssinie», qui amena les forces antifascistes à une toujours plus grande collaboration politique et associative.

Cette volonté d'unité, qui éclatera au cours de l'été 1939 par le pacte de non-agression germano-soviétique, fut confirmée dès les premiers mois de 1936 lors de l'apparition des «Fronts populaires» et en 1937 lors du rassemblement de toutes les forces antifascistes au sein de l'Union populaire italienne (UPI), qui avait été constituée lors du Congrès de Lyon «pour le pain, la paix et la liberté»¹.



«La Ligue», organe de la «Ligue italienne pour les droits de l'homme» (LIDU).

L'UPI eut son propre quotidien «La Voce degli Italiani» (du 11 juillet 1937 au 26 août 1939) et même un bulletin interne.

La presse antifasciste n'avait pas le droit de nationalité. Elle était souvent censurée et devait être diffusée clandestinement. Les périodiques antifascistes les plus connus étaient:

	Il Nuovo Avanti	
1927-1939	Lo Stato operaio	
1936	La Voce delle Donne	(Paris)
	La Voce repubblicana	(Annemasse; de décembre 1937, pour la guerre d'Espagne)
	Il Grido del Popolo	(Paris, jusqu'à 1937)
1937-1939	La Voce degli Italiani	(édité à Paris, il s'agissait de l'hebdomadaire de l'Union Populaire Italienne - UPI)

1. LES ASSOCIATIONS ANTIFASCISTES

En même temps que les partis politiques, on trouvait aussi les traditionnelles associations de gauche. La *LIDU* resta active jusqu'au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. A partir de 1935, en accord avec la politique du Front populaire, certains membres du PCI furent admis dans ses rangs. Ainsi en octobre de la même année, des hommes de différentes tendances politiques, réunis lors du Congrès de Bruxelles, votèrent en faveur d'un télégramme au président de la Société des Nations, dans lequel ils demandaient des sanctions contre l'Italie fasciste.



«Le Cri du peuple», hebdomadaire antifasciste publié à Paris.

La *LIDU* du Luxembourg, réunie lors d'un Congrès général le 16 mars 1936, condamna tous les régimes dictatoriaux, qui remplissaient les prisons et obligeaient des milliers de compatriotes à l'exil². A ce Congrès participa aussi le réfugié politique italien Campolongo.

Les communistes contribuaient à l'œuvre d'assistance à travers le *Secours rouge international*. La lutte politique, par contre, avait été confiée aux *Comités prolétaires antifascistes*. Ces derniers atténuèrent eux aussi, d'après l'expérience du Front populaire, leur politique de classe³.

Une nouvelle association de gauche naquit au cours de ces années: l'*Association des anciens combattants antifascistes*, qui réunissait les antifascistes de toutes les idéologies, suivant ainsi l'exemple des associations homologues nées à Paris et en Belgique en 1936.

la voce degli italiani

REVUE DE L'ANTIFASCISME - 1 rue de Valenciennes - Paris 10^e
Abonnement: Un an 200 F - 6 mois 100 F - 3 mois 50 F
N° 10 - 12 NOVEMBRE 1937

ANNO 7 - N° 10

LA VOIX DES ITALIENS
QUOTIDIEN

Vendredi 12 novembre 1937

REVUE DE L'ANTIFASCISME - 1 rue de Valenciennes - Paris 10^e
Abonnement: Un an 200 F - 6 mois 100 F - 3 mois 50 F
N° 10 - 12 NOVEMBRE 1937

«La Voix des Italiens», quotidien antifasciste publié à Paris.

Son but était de soustraire les anciens combattants des associations analogues créées par le fascisme, contre lequel elle s'engageait à lutter sur tous les fronts.

Sur le plan culturel, les antifascistes d'Esch créèrent, le 20 septembre 1936, le groupe théâtral «L'Avvenire»⁴.

Le premier article des statuts énonçait que:

«Le but de la Société est de pouvoir cultiver et entretenir par des représentations théâtrales et musicales la bonne entente entre ses membres. La société est strictement étrangère à toute ingérence politique et religieuse.»

Son siège était au Café Arnodo, au 79, rue d'Audun. Le comité fondateur se composait comme suit:

Président: Trigatti Lino (né à Lestizza - Udine en 1911, associé avec ses frères dans les travaux de ciment armé); vice-président: Matterazzi Guerrino (né à Nocera Umbra en 1909, ouvrier à l'usine Terre Rouge); secrétaire: Bagnoli Guido (né à Zurich, le 4 décembre 1912, originaire de Cesena,



Esch-sur-Alzette, 1937. La société théâtrale «L'Avvenire». On reconnaît: Pupita Dante, Bagnoli Guido, Peruzzi Luigi, Trigatti Lino, Trigatti Marino, Romanutti Leonzio, Pitico Angelo, Pitico Licio, Ubaldini Gino, De March Rudi.

maçon); vice-secrétaire: Miotto Emilio (né à Altendorf, le 20 janvier 1913, originaire de Cima-dolmo - Bellune, terrassier); caissier: De March Rodolfo (né en Allemagne le 29 juin 1910, originaire de Fontanelle de Arsié - Bellune); conseillers: Gerbi Anselmo (né à Esch en 1913, originaire de Sartumana - Pistoia) et Pupita Dante (né à Piobbico - Pesaro en 1911); réviseurs des comptes: Gaudina Giovanni (né à Esch en 1899, originaire de Fiorano - Turin) et Massara Angelo nommé Gino (né à Oleggio - Novare en 1912).

Parmi les membres on trouve:

Zilli Arturo (né en 1907 à Ponte nelle Alpi - Bellune), Della Valle Armando (né à Kandergrund en 1910), Piticco Giordano Bruno (né à Galloriano di Lestizza - Udine en 1910), Vinciotti Rivolio (né à Esch en 1909), Vinciotti Ideale (frère du précédent, né à Esch en 1911, originaire de Fossato di Vico - Pérouse), Sagramola Alfredo (né à Gualdo Tadino - Pérouse en 1904), Sagramola Alessandro (frère du précédent, né à Gualdo Tadino en 1907), Sagramola Quinto (né à Gualdo Tadino en 1909), Filippetti Mariano (né à Gualdo Tadino en 1903), Carotti Angelo (né à Gualdo Tardino en 1914), Materazzi Primo (né en Amérique en 1905, originaire de Nocera Umbra - Pérouse), Fumanti Antonio (né à Nocera Umbra en 1926) et Benvenuti Antonio (né à Costacciaro - Pérouse en 1899)⁵.

Le commissaire de police d'Esch, Reis, n'était point convaincu de la neutralité politique des membres du groupe théâtral «L'Avvenire». Il écrit:

«Grâce aux dispositions de l'arrêté grand-ducal du 30 novembre 1929, l'agitation politique exercée par des étrangers a cessé dans le pays et surtout dans notre ville. La situation politique en France a causé dans les rangs des étrangers habitant à Esch-sur-Alzette un revirement. Ils commencent à s'agiter à nouveau et la création de ladite société n'est qu'un camouflage, car les gens constituant le comité sont ou des communistes connus ou des antifascistes notoires.»

La conviction du commissaire de police fut renforcée par le fait que le journal communiste de Paris «Il Grido del Popolo»

«relata dans un article, concernant notre pays, qu'un délégué de Paris avait fait sa tournée dans notre pays et avait créé à Esch-sur-Alzette une société théâtrale, qui promettait beaucoup?».

Tenant compte des doutes du commissaire de police, les statuts de la société théâtrale ne furent approuvés qu'annuellement, jusqu'en 1941. Toutefois «L'Avvenire» se lança immédiatement dans des activités théâtrales et, le 19 décembre 1936, dans la salle Nosbusch (36, rue d'Audun), il présenta le drame en cinq actes «I bastardi» de Vincenzo Bellagambi. La pièce de théâtre fut suivie par un bal.

L'assemblée générale du 24 janvier 1937 élit le nouveau comité du groupe théâtral «L'Avvenire»: président, A. Jungblut; vice-président, Trigatti Lino; secré-

Esch-sur-Alzette. Benvenuti Antonio, membre du groupe théâtral «L'Avvenire».



re, Gaudina Jean; vice-secrétaire, Richter Franz; caissier, De March Rodolfo; conseillers, Gasparini Giuseppe et Gerbi Anselmo.

L'assemblée du 13 février 1938 élit le comité suivant: président, Gaudina Jean; vice-président, Masserini Sante; secrétaire, Trigatti Lino; vice-secrétaire, Briscolini Sisto; caissier, De March Rodolfo; conseillers, Pupita Dante et Piticco Bruno.

La société théâtrale remportait beaucoup de succès et elle savait avant tout

«gagner la jeunesse italienne des trois localités Esch-sur-Alzette, Audun-le-Tiche et Villerupt», écrivait le commissaire de police⁸, lequel proposait aussi «une surveillance spéciale et continue pour prévoir des faits regrettables», puisqu'il s'agissait des «anti-fascistes, le deuxième clan de la colonie italienne dans notre ville».

Selon la Légation d'Italie⁹, parmi les membres de «L'Avvenire» se trouvaient de vrais communistes tels Miotto Emilio, Vinciotti Rivolio, Filippetti Mariano, Benvenuti Antonio, Pasqualoni Giuseppe, Pupita Dante, Simoncini Oliviero, Trigatti Lino et Trigatti Marino.

Tous les autres membres pouvaient être considérés comme des «personnes subversives, mais qui n'ont aucune activité digne d'être relevée».

Par la suite d'autres acteurs firent partie du groupe théâtral: Peruzzi Luigi, Ciavolini Varisto et Turci Pompeo.

2. LES COMMUNISTES ET LEURS MANIFESTATIONS

Avec plus ou moins d'enthousiasme, les communistes passaient de temps à autre publiquement à l'action.

Le premier mai 1935, ils invitèrent tous les ouvriers à manifester contre l'exploitation, contre le fascisme et la réaction, pour une hausse des salaires, pour le pain et la liberté¹⁰. L'année suivante ils organisèrent une manifestation analogue¹¹.

Mais il n'était point opportun de trop se faire remarquer. En effet toute personne soupçonnée de militer pour le communisme risquait d'être mise sous sévère surveillance par la police. Ainsi on retrouve, dans de nombreux rapports, des listes de noms dénonçant des «suspects» communistes (outre tous ceux déjà cités en tant que membres du groupe théâtral «L'Avvenire»).

D'après les rapports de la gendarmerie de Luxembourg, le PCI comptait environ 100 militants à Esch, 28 à Differdange, 22 à Rodange, 14 à Rumelange, 15 à Kayl et Tétange, 8 à Schifflange, 25 à Dudelange, 10 à Belvaux et 45 à Luxembourg. Les communistes de Dudelange, toujours selon les mêmes rapports, se camouflaient sous l'étiquette de la LIDU¹².

Les communistes signalés à Kayl et Tétange étaient: Derin Angelo, Dal Canton, Comprini Federicop, Del Negro Alfredo, Fabro Luigi et Pedano Antonio¹³.

Tout particulièrement actifs étaient cependant ceux de Dudelange, qui tenaient des réunions secrètes au Café Zigliana, qui projetaient de créer une fanfare et de se battre contre la «loi muselière». On notait surtout Angelini Eugenio (né à Fabriano - Ancône en 1906), De March Vittorio, qui distribuait la presse communiste, et Tomasini Oreste qui était le fondateur de la LIDU de Dudelange. En outre Baglioni-Bucari Teresa, Tassi Libertario et tous ses camarades, qui étaient partis avec lui en Espagne, étaient aussi sur la liste des suspects¹⁴.

A Rumelange la police surveillait Vergari Vittorio (né à Gubbio - Pérouse en 1900) et Bolognesi Pezzi Maria (née en 1886 à Massa): ils distribuèrent les journaux communistes; parmi ces derniers

on trouvait aussi le «Stato operaio»¹⁵. Quant aux communistes de Belvaux, ils se réunissaient au Café Mattiazzo¹⁶.

Les noms d'autres «surveillés spéciaux» sont cités dans le Casier politique central de Rome. Parmi ces derniers on trouve Angeli Luca de Rumelange (né en 1901 à Cagli - Pesaro), qui en 1938 abandonna la politique et se transféra dans le Luxembourg belge¹⁷; Antonini Adamo d'Esch (né à Gubbio - Pérouse en 1899), qui cessa toute activité politique en 1939¹⁸; Battibugli Angelo (né en 1915 à Esch, mais originaire de Sant'Agata Feltria - Pesaro), qui en 1939 faisait partie de la «musique antifasciste» d'Esch¹⁹; Briscolini Sisto (né à Pergola - Pesaro en 1899), lequel, tout en n'exerçant aucune activité politique, était accusé par la Légation d'Italie d'être «un des grands chefs du PC»²⁰.

3. LA GUERRE D'ESPAGNE (1937-1939)

L'URSS tenta de freiner l'affermissement du fascisme en Italie et du nazisme en Allemagne par l'intermédiaire des partis communistes en Europe. Cette politique se concrétisa par la formation de blocs électoraux, qui permirent d'assister au cours des premiers mois de 1936 à la victoire du «Frente popular» en Espagne et du «Front populaire» en France. Ces «fronts» consistaient en des assemblages hétérogènes de socialistes, communistes, radicaux, républicains et anticléricaux, dont l'union avait un unique dénominateur commun: l'antifascisme.

Au mois de février 1936, le «Frente popular» gagna les élections en Espagne, mais sa prédominance provoqua le soulèvement des garnisons militaires (18 juillet). Ce fut le déclenchement de la *guerre civile*, qui dura jusqu'en 1939.

Elle éveilla l'esprit combatif des militants de l'antifascisme. Partout au Grand-Duché, on organisa des collectes pour soutenir le «Frente popular». Quoique le gouvernement luxembourgeois ait proclamé sa non-intervention, interdisant à ses citoyens de prendre parti pour la guerre espagnole, plusieurs communistes s'engagèrent dans les brigades internationales, afin d'empêcher l'avancement du général Franco.

Parmi les Italiens qui partirent d'Esch on trouve Ambrosini Luigi (né à Esch en 1909), Alvisi Carlo (né à Bologne en 1918²¹), Donati Edoardo, Gasperoni Ermenegildo, Maschio Abramo et Mordiconi Giovanni (décédé en Espagne²²)

Esch-sur-Alzette. Soave Olindo (à gauche)
et le militant communiste Trigatti Lino (à
droite).



Les départs de Dudelange furent plus nombreux: Tassi Libertario, Nubola Gualtiero (dit Schicchi), Baglioni Mariano, Brazzorotto Luigi (dit Moro), Dall'Agnol Giovanni, Farenzena Giulio²³, Baciotti Giulio, Borsaro Mario, Bucari Giovanni, Cao Vittorio, Capitani Remo, Cesarini Marcello, Macello Noël, Tommasini Guido Natale et Toschi Bruno.

De Rumelange partirent Borini Leone, Briscolini Rinaldo, Frenguellotti Rolando, Montanari Giuseppe, Tazzari Angelo, Turci Augusto, Vergari Vittore (décédé en Espagne).

Avant de rejoindre les groupes sur le front, Tassi Libertario envoya, de Madrid, le 18 décembre 1936, la lettre suivante au «Grido del Popolo»:

«Les volontaires de Dudelange sur le front de la liberté

Très cher camarade,

Il n'est pas facile de te parler de nous, de notre Bataillon Garibaldi, de nos Brigades Internationales. Je peux seulement te dire que dans quelques heures nous irons, en compagnie de très nombreux camarades, qui sont retournés déjà pour la troisième et quatrième fois au front, rejoindre nos amis dans les tranchées et nous recevrons notre baptême du feu. Il ne pourra pas amoindrir notre esprit et le courage qui nous pousse, nous les volontaires, à défendre cette belle et grande cause. Il ne s'agit pas d'exaltation, mais d'une simple constatation, si je te certifie en ce moment que notre victoire sera grande et complète, et que je garde l'espoir de pouvoir retourner parmi vous pour nous honorer réciproquement de nos sacrifices pour cette cause commune. Le fascisme sera écrasé.

Nous ferons tout pour être dignes de ceux qui nous ont précédés sur le champ d'honneur et de gloire. Entre-temps je vous répète (quoiqu'il ne nous manque rien) d'intensifier, de multiplier vos efforts moraux et financiers pour nous venir en aide.

Schicchi, Mariano, il Moro, Giovanni et Giulio vont bien. Nos meilleurs souvenirs à tous nos bons camarades de Dudelange, ainsi qu'à ma femme, mon Tino et la chère Ilia.»

4. LE REFERENDUM CONTRE LE COMMUNISME

Face à l'affermissement du mouvement communiste et au péril venant des nouvelles formations d'extrême droite, le premier ministre Bech crut opportun de prendre certaines précautions. En 1937, il fit préparer un «projet de loi pour la protection de l'ordre politique et social». L'article 1^{er} établissait la dissolution du parti communiste, tandis que les articles suivants octroyaient au gouvernement de très amples pouvoirs au cas où il aurait voulu procéder à la dissolution des autres associations considérées comme dangereuses pour l'ordre établi. (On visait surtout les petits groupes naissants, qui s'inspiraient du fascisme ou du national-socialisme.)

Les réactions de la presse communiste ne se firent point attendre. On dénonça la «loi muselière». Le «comintern» se proposa d'accueillir les communistes luxembourgeois (au cas où on aurait supprimé le parti) dans les bureaux spéciaux à Thionville et à Metz²⁴.

La loi gouvernementale fut approuvée par une large majorité de la Chambre. Mais elle fut condamnée, lors d'un référendum populaire, par 72 300 voix contre 70 371. Pour les partis de gauche ce fut le triomphe. A Esch on célébra la victoire par un cortège «avec des drapeaux rouges, un cercueil et des cris: à la rescousse»²⁵.

La presse communiste pouvait désormais circuler librement, en particulier «La Voce degli Italiani» de Paris, qui au mois de juillet 1937 avait remplacé l'hebdo-

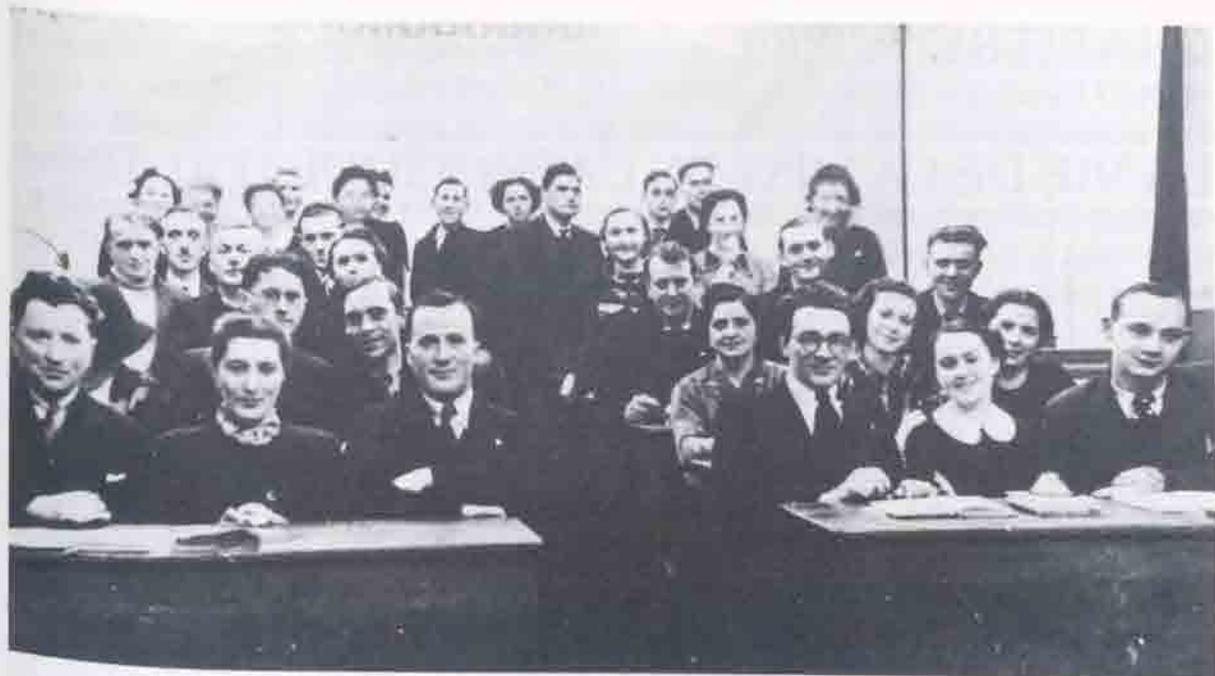


Esch-sur-Alzette, 1939. Les associations antifascistes posent devant l'école du Brill à l'occasion du centenaire de l'indépendance luxembourgeoise. On y voit le secours mutuel «Fratellanza», la fanfare «Garibaldina», le groupe théâtral «L'Avenir», l'association des Amitiés italo-luxembourgeoises et l'association des Anciens combattants. On reconnaît: Ubaldini Aurelio, Piccioni Olga, Trigatti Lino, Miotto Gigetta, Briscolini, Materazzi Primo, Mancini Angelo, Chiucchi Giuseppe, Rossetti Clesio, Sagramola Alfredo.

madaire «Il Grido del Popolo». Mais le nouveau quotidien allait être supprimé dès le 14 septembre 1939.

Il faisait appel aux catholiques, afin qu'ils apportent leur soutien à la lutte contre le fascisme. Mais l'inspiration anticléricale du quotidien et les attaques visant le renversement des institutions démocratiques du pays hôte étaient tellement manifestes que les catholiques ne pouvaient pas y adhérer.

Du reste, poursuivis par la police et parfois aussi divisés intérieurement, les communistes italiens ne réussissaient plus à travailler efficacement. Afin de mettre de l'ordre dans leurs rangs, le 22 janvier 1939 un agent de propagande arriva de Paris. Bini était son nom de bataille. La Légation d'Italie l'identifia en tant que Lucchi Viscardo, né à Rimini en 1895. Il obtint un permis de séjour de six mois, après avoir été recommandé par Pietro Nenni. En tant qu'organisateur extrêmement habile, il réussit à réorganiser les groupes des communistes italiens «qui depuis quelque temps étaient inactifs par manque de dirigeants qualifiés»²⁶. Et, le 12 avril 1939, on fonda l'Association des Combattants unifiés italo-luxembourgeois.



Differdange, 1939. Le cours de langue italienne.

- ¹ Acs, Gl, b.316, f.1192: Congrès du Front unique, Lyon, du 28 au 29 mars 1937, projet de statuts de l'UPL.
- ² Acs, Gl, b.310, f.1102: résolution votée par le Congrès de la LIDU rassemblé à Luxembourg du 14 au 16 mars 1936.
- ³ Acs, Gl, b.316, f.1192: Congrès du Front unique, Lyon, du 28 au 29 mars 1937, projet de statuts de l'UPL.
- ⁴ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dossier 295.
- ⁵ Acs, Gl, b.315, f.1156: le Mae à la Légation d'Italie de Luxembourg, 13.5.1937; et Acs, Cpc, b.506 au nom «Benvenuti Antonio».
- ⁶ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dossier 295: note du commissaire de police, 10.12.1936.
- ⁷ Ibidem, le commissaire de police au bourgmestre d'Esch, 16 décembre 1936.
- ⁸ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dossier 295: le commissaire au bourgmestre d'Esch, 7 mars 1938.
- ⁹ Acs, Gl, b.315, f.1156: le ministre Diana au Mae, 7.1.1938.
- ¹⁰ Ael, Justice, 76/53-0095: gendarmerie d'Esch, 29.4.1935.
- ¹¹ Ael, Affaires étrangères, 3732-0131: gendarmerie d'Esch, 17.4.1936.
- ¹² Ael, Justice, 76/54-0001: gendarmerie de Luxembourg, 11.1.1937.
- ¹³ Ael, Justice, 76/54-0004: gendarmerie de Kayl, 15.1.1937.
- ¹⁴ Ael, Justice, 76/54-0008: gendarmerie de Dudelange, 5.2.1937.
- ¹⁵ Ael, Affaires étrangères, 3732-0105: gendarmerie de Rumelange 31.1.1937.
- ¹⁶ Ael, Affaires étrangères, 3732-0033: gendarmerie de Differdange, 27.3.1938.
- ¹⁷ Acs, Cpc, b.131 «Angeli Luca di Angelo».
- ¹⁸ Acs, Cps, b.159 «Antonini Adamo».
- ¹⁹ Acs, Cps, b.409 «Battibugli Angelo».
- ²⁰ Acs, Cps, b.843 «Briscolini Sisto».
- ²¹ Ael, Justice, 76/48-0001: police politique, Esch, 15.11.1936.
- ²² Der antifaschistische Widerstand in Luxemburg, Ed. COPE, Luxembourg 1985, pp. 53-54.
- ²³ Ael, Justice, 76/48-0008: gendarmerie de Dudelange, 5.2.1937.
- ²⁴ Acs, Polizia politica, b.58, f.4: un informateur au Mae, 8.5.1937.
- ²⁵ Don Settin à Mgr Babini, 9.6.1937.
- ²⁶ Acs, Gl, b.323, f.1308: la Légation d'Italie au Mae, 10.3.1939.